

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY
SECRETARIAT



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
SECRETARIAT
B.P. 3243

منظمة الوحدة الافريقية
الامانة
الامم المتحدة
اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA
Addis-Abeba, 24-27 mars 1986

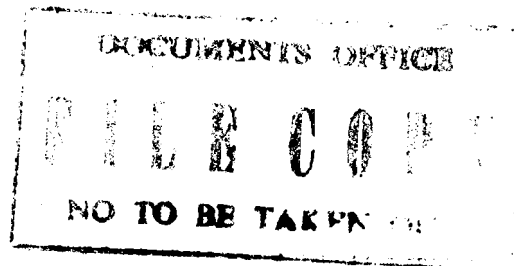
Première réunion extraordinaire de la
Conférence des ministres de la CEA
Addis-Abeba, 28-29 mars 1986

Quinzième session extraordinaire du
Conseil des ministres de l'OUA
Addis-Abeba, 30-31 mars 1986

Distr.
Restreinte

ECM/2XV
E/ECA/ECM.1/1
13 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



PROPOSITIONS PRESENTÉES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSACRÉE
A LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

VOLUME I

TABIE DES MATIERES

VOLUME I

PARTIE I

1. Introduction
2. La crise et les perspectives de développppement en Afrique
3. Résumé des conclusions et des propositions

PARTIE II

4. Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990
5. Analyse et problèmes au niveau sous-régional
6. Aperçu général

VOLUME II

PARTIE I

7. Aperçu général des pays

PARTIE II

8. Appendices statistiques

VOLUME I

Première partie : La crise du développement africain
et résumé des conclusions et propositions

1. INTRODUCTION

1. Nous, Ministres africains des affaires étrangères et Ministres responsables du développement économique et de la planification, réunis à Addis-Abeba du 29 au 31 mars 1986 à l'occasion de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine et de la session extraordinaire de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, et agissant au nom de tous les gouvernements et peuples africains, avons examiné attentivement la détérioration alarmante des conditions sociales et économiques de notre région et soumettons, par le présent document, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique de l'Afrique, par l'intermédiaire de son Comité préparatoire plénier, notre position sur la crise économique et sociale en Afrique.

2. En premier lieu, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à la communauté internationale, y compris aux gouvernements, au système des Nations Unies, aux organisations et institutions bénévoles ainsi qu'aux millions de personnes à travers le monde pour leur assistance très généreuse en vue de soulager nos populations durant les catastrophes qui ont récemment affecté nombre de nos pays.

3. En tant que partie intégrante de la communauté mondiale, nous demeurons sérieusement préoccupés par la profonde crise qui affecte nos structures sociales et économiques. Nous reconnaissons que cette situation compromet non seulement le processus de développement de nos économies, mais également la survie même de millions de personnes dans nos pays. La famine et la faim tragiques et désastreuses que nombre de nos pays ont connues à la suite de la sécheresse récente nous ont convaincus de la nécessité de prendre, à titre individuel et collectif, des mesures immédiates et urgentes en vue d'instaurer un nouvel ordre social et économique stable et durable dans nos pays.

4. Pleinement conscients des potentialités de notre région, nous réaffirmons notre engagement total à assurer la responsabilité principale en vue du développement de notre continent. Dans ce contexte, nous réitérons notre ferme attachement aux principes fondamentaux et aux objectifs à long terme du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos.

5. Nous tenons cependant à souligner que, si l'on veut assurer à notre région un avenir prospère, il importe que nos gouvernements, nos peuples et le monde entier se concentrent à court et moyen termes sur les priorités spécifiques qui prépareront la voie à l'autosuffisance nationale et collective et à une croissance et un développement auto-entretenus de nos économies. Nous réitérons, en conséquence, notre détermination à relever les deux défis de la survie et du développement grâce à la mise en oeuvre immédiate du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba, du 18 au 20 juillet 1985. C'est dans ce contexte que nous soumettons le présent document à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

6. L'Afrique est profondément reconnaissante à l'Assemblée générale pour sa résolution 39/29 et la Déclaration globale sur la situation économique critique en Afrique qui y est jointe en annexe ainsi que pour sa résolution 40/40 dans laquelle elle décidait de tenir, du 27 au 31 mai 1986, une session extraordinaire chargée d'examiner en profondeur la situation économique critique en Afrique, en mettant l'accent, de manière globale et intégrée, sur les problèmes de redressement et de développement à moyen et long termes ainsi que sur les défis auxquels font face les pays africains, dans le but de promouvoir et d'adopter des mesures concrètes et concertées. Pour nous, la session extraordinaire fait partie du processus engagé depuis trois ans englobant notamment des discussions et débats intensifs au niveau international sur la nature, les causes et les solutions à apporter à la crise économique et sociale de l'Afrique. C'est pourquoi, nous espérons sincèrement qu'à la fin de la session extraordinaire, la communauté internationale aura passé un accord viable et pratique avec les pays africains, accord qui amorcera une nouvelle ère dans la coopération internationale avec le continent.

7. Pour préparer la session extraordinaire, les pays africains se sont efforcés d'évaluer soigneusement leur situation passée et actuelle. Des missions conjointes OUA/CEA ont été envoyées dans chacun des pays africains afin de permettre une pleine articulation des conceptions et besoins relatifs à l'exécution du programme prioritaire. De vastes consultations ont également eu lieu à tous les niveaux sur le plan international pour veiller à ce qu'un tableau détaillé et équilibré de la situation de l'Afrique soit brossé à l'intention de l'ensemble de la communauté internationale.

8. Le présent document, qui est une synthèse d'une autocritique et des consultations mondiales analyse la nature de la crise de développement de l'Afrique, les potentialités offertes pour son développement futur, et présente les grandes lignes et les mesures à prendre par nous et par la communauté internationale afin d'assurer l'amorce d'un véritable processus de développement dans tous nos pays. Ce document comprend deux volumes comportant chacun deux parties. La première partie du volume I présente une analyse de la crise africaine et des perspectives qui s'offrent à la région ainsi qu'un résumé de nos principales conclusions, y compris le cadre d'un mécanisme de suivi. La deuxième partie de ce volume contient une présentation analytique du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Compte tenu de l'hétérogénéité et de l'immensité de notre continent, les préoccupations et intérêts spécifiques des différentes sous-régions ont été mis en lumière en vue de montrer les différenciations croissantes entre régions et pays pris individuellement. Cette partie se termine par un chapitre qui brosse le tableau de la situation globale qui s'est dégagée des présentations de chacun des pays africains.

La première partie du volume II donne un aperçu par pays pour chacun des 50 Etats africains Membres des Nations Unies. Chaque aperçu expose en détail, en cinq sections, l'évolution de la situation économique depuis 1980, les

principaux domaines du Programme prioritaire de redressement de l'économie nationale, les principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale, les montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme prioritaire de redressement de l'économie nationale, 1986-1990 et le montant requis au titre du service de la dette au cours de cette même période. La deuxième partie du volume II comporte des appendices statistiques sur tous les pays africains.

9. Nos propositions renferment ce à quoi nos gouvernements et nos populations s'emploient et s'attachent ainsi que ce que nous attendons de la communauté internationale. Pour notre part, nous réitérons notre engagement à mobiliser toutes nos ressources en vue de la réalisation de nos objectifs de développement et à adopter individuellement et collectivement toutes les mesures et réformes nécessaires au redressement de nos économies et à la redynamisation du développement pour le bien-être de l'ensemble de nos populations. Nous sommes déterminés à ne reculer devant aucun sacrifice pour que ces objectifs soient atteints. Aussi envisageons-nous notamment de renforcer les mesures d'encouragement, de réviser les politiques d'investissements publics, d'améliorer la gestion économique en faisant notamment preuve d'une discipline et d'une efficacité plus grandes dans l'utilisation des ressources, d'encourager la mobilisation de ressources internes et d'assurer une plus grande participation de nos populations à la lutte contre la pauvreté, la famine et la faim, la maladie et l'ignorance. A cet égard, nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'engage à aider nos gouvernements et nos populations dans la réalisation des objectifs définis dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 qui devrait constituer pour nous Africains et la communauté internationale un point de référence commun et nous animer de la volonté de faire mieux et plus pour l'Afrique.

10. Nous sommes convaincus que l'Assemblée générale, à l'occasion de sa session extraordinaire, accordera à nos propositions toute l'attention qu'elles méritent en prenant sur la base de ce cadre des engagements et des décisions concrets qui ne les sous-tendront que mieux, cela, en vue de permettre aux pays africains de parvenir à un développement autosuffisant et auto-entretenu et de mieux contribuer aussi au développement mondial.

2. LA CRISE ET LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

11. Au plus fort de la situation d'urgence causée par la sécheresse qui a sévi de 1983 à 1985, la crise économique en Afrique a fait l'objet de longs débats à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social. Ces débats portaient sur plusieurs rapports analysant les causes - lointaines et immédiates - de la situation économique en Afrique, et ont abouti à l'adoption, par l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session de la résolution 39/29 à laquelle était annexée la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique.

12. Il est donc clair que non seulement l'Afrique, mais également la communauté internationale tout entière connaissent le sort des pays africains ainsi que les principales mesures à prendre pour sortir l'Afrique du sous-développement. La sécheresse en Afrique est en fait une manifestation - quoique des plus dramatiques et douloureuses - des problèmes à long terme de la pauvreté auxquels le continent se trouve confronté. Sans chercher à minimiser l'incidence de la sécheresse dévastatrice et tout en étant reconnaissant à la communauté internationale pour son assistance humanitaire, nous nous devons de reconnaître que la sécheresse a simplement aggravé les multiples problèmes structurels des pays africains. Par conséquent, tant que les causes fondamentales de la crise socio-économique ne seront attaquées à la racine au moyen de mesures de transformation structurelle durable, l'Afrique demeurera toujours l'enfant malade de la communauté internationale, situation qui, à n'en pas douter, est des plus regrettables. C'est pour cela que la communauté internationale a reconnu l'urgente nécessité d'oeuvrer de concert avec les gouvernements africains en vue d'opérer la transformation structurelle durable qui, seule, permettra à l'Afrique de s'engager sur la voie du développement et du progrès, et assurera sa participation effective à l'exploitation des énormes possibilités qu'offrent la science et la technologie modernes pour le progrès de l'humanité.

13. L'Afrique ne saurait, sans doute, accomplir cette tâche complexe sans le soutien actif de la communauté internationale. Cette session extraordinaire offre à la communauté internationale l'occasion d'établir un contact solide avec le peuple africain en vue de jeter les bases de la transformation structurelle des économies africaines, en s'inspirant du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, adopté en 1985 par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Causes fondamentales de la crise

14. La crise en Afrique est essentiellement due à l'incapacité des pays africains d'opérer les transformations structurelles et la diversification économique nécessaires pour se débarrasser des structures économiques héritées du colonialisme, structures qui se caractérisent par une étroite interaction entre la pauvreté extrême et des niveaux de productivité dérisoires, étant donné les graves lacunes que l'on observe en ce qui concerne les infrastructures économiques et sociales, notamment les équipements, les capacités de recherche, les connaissances technologiques et la mise en valeur des ressources humaines, tous facteurs indispensables à une économie intégrée et dynamique.

15. Dans cette partie du document, notre propos est de mettre l'accent, d'une part, sur les causes fondamentales de la crise cyclique en Afrique et, d'autre part, sur les causes secondaires et tertiaires, qui, tout en aggravant cette crise, n'apporteront qu'une solution temporaire si l'on y porte l'attention sur elles plutôt que sur les causes fondamentales de cette crise.

16. Vingt-cinq ans après l'indépendance, les structures économiques de base des pays africains n'ont guère changé. La plupart des pays africains sont encore largement tributaires d'un ensemble très limité de produits primaires pour lesquels la demande nationale est très faible. Bien que, tout récemment, l'accent ait été mis sur la production alimentaire, la recherche, les services de vulgarisation, les investissements directs de même que les infrastructures de base dans ce secteur vital sont loin de bénéficier de l'attention accordée aux cultures d'exportation; en outre, les effets d'entraînement entre les secteurs économique et social sont encore si faibles que de nombreux pays africains ne profitent pas encore des avantages des interactions intersectorielles, indispensables à l'édification d'économies dynamiques, autosuffisantes et auto-entretenu. Par ailleurs, du fait de l'absence d'une telle interdépendance, les économies africaines sont à la merci des vicissitudes des facteurs externes et ne peuvent donner l'impulsion nécessaire à un développement auto-entretenu, ni la capacité de résister aux chocs extérieurs. Fait particulièrement grave, le dualisme socio-économique qui s'observe dans le vaste secteur de l'économie de subsistance ou de semi-subsistance contribue encore pour 60 à 80 p. 100 du produit intérieur brut et continue d'exister parallèlement à des îlots monétaires imparfaits, dominés par des industries d'exploitation minière et autres. Ces îlots modernes qui produisent un nombre très limité de minéraux et de combustibles pour l'exportation sont, pour l'essentiel, tributaires des capitaux, du matériel et des compétences techniques étrangers; par suite, faute de devises, leurs activités sont sérieusement entravées. En effet, il est symptomatique que, au cours de la dernière ou des deux dernières décennies, les pays producteurs de minéraux n'aient pas, faute de capitaux, été en mesure d'opérer le réaménagement tant souhaité de ce secteur.

17. La performance du secteur prédominant de l'agriculture reflète une tendance à la détérioration à long terme de la production agricole et de la production alimentaire par habitant et constitue une source de préoccupation particulière. Cette situation décevante est due essentiellement à une agriculture trop dépendante des pluies, à l'insuffisance des investissements, au manque de mesures d'incitation pour les agriculteurs, à la mauvaise application de la science et de la technologie, au manque de recherche et de vulgarisation, à l'absence d'une politique efficace des prix, de systèmes de commercialisation et de distribution, et aux contraintes des procédures administratives. Pendant la période de 1971 à 1980, la production agricole n'a augmenté en moyenne que de 1,6 p. 100 contre 3 p. 100 par an pour les pays en développement pris ensemble. Cette situation est plus perceptible pour la production alimentaire.

A un moment où la population de l'Afrique augmentait à un taux annuel moyen de 2,3 p. 100 dans les années 70, l'augmentation de la production alimentaire totale de la région tout entière ne dépassait pas 1,5 p. 100, entraînant ainsi une baisse du niveau de l'autosuffisance alimentaire qui est passé de 93 p. 100 dans les années 60 à 86 p. 100 en 1980. Au cours de la période allant de 1960 à 1984, le niveau de l'autosuffisance alimentaire a davantage chuté car la production alimentaire n'a augmenté que de 1 p. 100 alors que la population a augmenté de 3 p. 100. Il est évident que la production alimentaire n'a pas bénéficié de l'attention qu'elle mérite et qu'elle est restée bien inférieure à la production de cultures marchandes. Il n'est donc pas étonnant qu'avec l'accroissement de la demande alimentaire, le volume total des importations alimentaires ait augmenté à un taux annuel moyen de 8,4 p. 100 entre 1970 et 1980, sans parler de la dépendance accrue vis-à-vis de l'aide alimentaire. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, un pays africain sur cinq dépend, pour sa survie, des importations alimentaires dont 25 p. 100 environ proviennent de l'aide alimentaire.

18. En ce qui concerne les denrées de première nécessité, certains ont fait valoir qu'en dépit de la chute des prix, l'Afrique n'a d'autre choix que de lutter pour maintenir sa part du marché mondial des principaux produits d'exportation afin de se procurer les ressources en devises nécessaires à l'importation des produits destinés aux programmes de développement et à la consommation ainsi que pour maintenir la dette extérieure à un niveau supportable, sans accroître sa dépendance vis-à-vis des dons et des conditions imposées de l'extérieur. Il est évident qu'une telle politique ne pourrait se justifier que si elle contribuait à accroître les rentrées de devises étrangères, c'est-à-dire lorsqu'une évaluation des perspectives pour les prix des denrées de première nécessité permettra de conclure que les coûts en devises étrangères de l'accroissement des exportations seront inférieurs aux recettes brutes tirées de ces exportations. A certains moments, les producteurs africains des denrées de première nécessité se sont posés la question de savoir si les recettes supplémentaires provenant de l'accroissement des exportations suffiraient à couvrir ne serait-ce que les coûts de production des produits d'exportation supplémentaires. Les coûts intérieurs de production devraient être pris en compte, surtout lorsque la production des produits d'exportation supplémentaires entraîne l'utilisation des ressources pour des activités autres que la production intérieure des denrées alimentaires de base, qui pourrait réduire la dépendance vis-à-vis des importations.

19. Le problème fondamental des politiques des pays africains réside dans la faible productivité de leurs économies; la grande dépendance de la production nationale vis-à-vis des exportations; l'incapacité de diversifier les exportations; et l'absence d'effets d'entraînement intérieurs. Par exemple, aucun pays africain n'est à l'heure actuelle parvenu à mettre en place des structures économiques modernes qui permettent, en fonction des fluctuations des marchés mondiaux, un mouvement aisé des ressources entre les activités de production des produits d'exportation et celles relatives à la production des produits pour la consommation locale, y compris les produits de substitution aux importations.

20. Ce sont là les aspects essentiels du problème structurel auxquels il faudrait faire face afin de maintenir le niveau de compétitivité des matières premières exportées par l'Afrique, d'accroître la valeur ajoutée de ces exportations par le biais d'une transformation et d'une utilisation accrues des matières premières d'exportation, afin de créer un environnement propre à favoriser l'accès des pays africains aux marchés mondiaux des produits manufacturés. Tant que ces problèmes structurels fondamentaux ne seront pas résolus et que les pays africains continueront à s'accommoder de leurs vieilles habitudes, à savoir produire les mêmes matières premières pour l'exportation dans les mêmes secteurs avec le même degré de dépendance vis-à-vis des importations d'équipements et de compétences, leurs efforts seront vains.

21. Il est donc évident que l'absence de transformations structurelles et le faible niveau de productivité de l'ensemble des économies africaines constituent les causes profondes de la crise économique et du sous-développement persistants de l'Afrique. Un accroissement substantiel du niveau de la productivité dans tous les secteurs, notamment dans l'agriculture, est par conséquent une condition sine qua non pour engager les économies africaines sur la voie du développement. De même, sans les transformations structurelles nécessaires, de nombreux pays africains ne pourront pas atteindre le stade de développement autosuffisant et endogène, ainsi que la flexibilité structurelle qui leur permettra de jouer leur rôle de partenaires à part entière dans le système international, de s'adapter, à peu de frais, tant sur le plan social qu'économique, aux fluctuations des marchés internationaux et de répondre d'une manière durable aux besoins et aux aspirations sans cesse croissants de leurs populations.

22. S'il est vrai que les pays africains sont pleinement conscients du fait que les transformations structurelles nécessiteront un apport accru de ressources extérieures et davantage de soutien de la part de la communauté internationale pour faire face aux contraintes extérieures auxquelles se heurte le développement de l'Afrique, ils n'ignorent pas pour autant la nécessité pour eux d'un changement radical de priorités en matière de développement. Cette constatation ne s'est jamais aussi clairement vérifiée que dans le cas de certains pays africains devenus producteurs de pétrole, qui se sont rendus compte que sans les transformations structurelles fondamentales et les changements radicaux dans le choix des priorités de développement, la dépendance vis-à-vis des exportations pétrolières revient à remplacer tout simplement un type de monoculture par un autre, sans parler des graves problèmes économiques et sociaux qui en découleraient.

Facteurs contribuant à l'aggravation de la crise

Facteurs endogènes

23. La situation de l'Afrique est d'autant plus compliquée que le continent doit non seulement résoudre le problème fondamental des transformations structurelles et du faible taux de productivité, mais doit également s'attaquer aux facteurs qui ont, au fil des années, contribué à la détérioration de

l'économie africaine. Certains de ces facteurs sont endogènes, alors que d'autres sont exogènes. Au nombre des facteurs endogènes, les plus défavorables sont les déséquilibres structurels qui se traduisent par des contrastes frappants entre le développement des zones urbaines et la pauvreté en milieu rural, par des disparités énormes dans la répartition des revenus et par des tendances divergentes observées entre les taux de natalité et ceux de mortalité avec pour conséquence un taux de croissance démographique intolérable étant donné les taux de croissance économique actuels.

24. On compte également au nombre de ces facteurs endogènes l'insuffisance et/ou la mauvaise utilisation des ressources humaines et financières; des stratégies et politiques économiques inadaptées; une mauvaise gestion économique; l'insuffisance des infrastructures institutionnelles et matérielles; les valeurs, attitudes et pratiques sociales tenaces qui ne sont pas toujours en faveur du développement; et l'instabilité politique.

25. Etant donné que le problème de population a toujours préoccupé de nombreuses personnes en Afrique et ailleurs, il convient de le traiter en profondeur. La population africaine qui enregistre actuellement un taux de croissance annuel moyen de 3 p. 100, devrait se chiffrer d'après les estimations à plus de 820 millions d'ici la fin du siècle et à près de 2 milliards d'ici l'an 2025. A moins que les changements radicaux nécessaires, à savoir la réforme des structures et l'augmentation sensible de la productivité, n'interviennent dans les meilleurs délais, ces tendances de la croissance démographique auront des incidences considérables sur la capacité du continent à augmenter sa production et ses revenus, à assurer un approvisionnement alimentaire suffisant, à garantir des emplois rémunérateurs, à développer les services sociaux essentiels notamment l'enseignement, la santé, l'approvisionnement en eau, le logement, les transports, etc., ainsi qu'à protéger l'écologie et l'environnement.

26. Cela dit, il existe des différences considérables de taux de croissance démographique dans les différentes parties du continent, dont il faut tenir compte. Alors que certaines parties connaissent ou connaîtront bientôt des taux de croissance démographique insupportables, d'autres par contre, en particulier l'Afrique centrale, connaissent des taux de croissance démographique relativement faibles. En dépit de l'augmentation générale rapide de sa population, on se demande toujours si le continent africain, dont la densité est la plus faible du globe, est surpeuplé ou sous-peuplé. Toutefois, cela n'empêche pas de constater que le continent connaît un problème démographique en raison du faible niveau de productivité, de la rigidité des structures, du taux d'accroissement de la production alimentaire qui, de manière constante, a été inférieur au taux démographique. Il convient toutefois de souligner que le problème démographique provient également, en grande partie, du succès enregistré par les pays africains dans la réduction du taux de mortalité, à un moment où leur capacité à produire les biens et services nécessaires à une population sans cesse croissante, stagnait ou a baissé dans plusieurs pays.

Ainsi, bien qu'une politique démographique doit être élaborée par chaque gouvernement, sur la base du Programme d'action de Kilimandjaro sur la population, adopté par tous les gouvernements en 1984, il n'en demeure pas moins vrai que si les transformations structurelles et les mesures visant à accroître le niveau général de la productivité ne sont pas mises en oeuvre - sans parler des progrès à réaliser dans le domaine de la recherche agronomique dont le continent a si grand besoin - avec la détermination et la diligence nécessaires en vue de renverser les tendances à la baisse de la production, le spectre de la surpopulation continuera de hanter les décideurs dans un continent qui n'est en fait qu'à moitié peuplé.

Facteurs exogènes

27. La récession mondiale, la chute des prix des produits de base, la détérioration des termes de l'échange, la baisse en valeur réelle de l'aide publique au développement (APD), le protectionnisme croissant, les taux d'intérêt élevés, le lourd fardeau de la dette et du service de la dette des pays africains sont parmi les plus graves contraintes externes qui ont exacerbé la crise. S'il est vrai que l'Afrique n'est pas la seule région touchée par cette conjoncture défavorable, elle n'a malheureusement pas les mêmes capacités que les autres régions pour atténuer l'impact de ces chocs extérieurs, en raison de la rigidité des structures et du fait que les économies africaines sont extraverties et tributaires de l'extérieur.

28. Il convient de s'attarder un peu plus sur l'effondrement des prix des matières premières, sur le fardeau de la dette et du service de la dette ainsi que sur la diminution des ressources en raison de leurs effets particulièrement négatifs.

29. La récession mondiale et la diminution substantielle de la demande mondiale ont engendré une chute vertigineuse des prix des produits de base, notamment ceux pour lesquels l'Afrique est relativement privilégiée et qui sont susceptibles de demeurer la principale source de devises pour l'Afrique. En termes réels, les prix des produits de base ont atteint en 1982 leur niveau le plus bas depuis 1940. Entre 1980 et 1983, les pertes en devises occasionnées par la chute vertigineuse des prix des produits de base se sont élevées à 13,5 milliards de dollars, soit 2 p. 100 de la production totale durant cette période.

30. L'accroissement rapide de la dette de la région et du service de la dette ont eu des effets néfastes sur les économies africaines. Alors que le montant total de la dette peut paraître modeste par rapport à celui des autres régions endettées, le fardeau de la dette africaine est plus important que celui des principales nations endettées. Entre 1974 et 1985, la dette totale extérieure de l'Afrique, y compris la dette à court terme et le montant des arriérés accumulés, s'est multipliée par plus de 7 pour atteindre 175 milliards de dollars en 1985. Par rapport aux exportations et au PIB, le montant total de la dette extérieure de l'Afrique a plus que doublé entre 1974 et 1984. Le ratio du

service de la dette a augmenté si rapidement et est devenu si difficile à gérer dans un grand nombre de pays africains que la région dans son ensemble a dû recourir à plus de 32 rééchelonnements sur une période de moins de trois ans. L'accumulation des arriérés d'année en année est devenue tellement courante que 20 pays africains avaient des arriérés à la fin de 1984. Le rapport entre la capacité d'assurer le service de la dette et les obligations au titre du service de la dette avoisine 50 p. 100 dans de nombreux pays et, si l'on tient compte de l'ensemble des obligations au titre du service de la dette y compris les arriérés, ce ratio dépasserait 100 p. 100 dans de nombreux pays et atteindrait des niveaux insupportables pour certains pays.

31. Bien entendu, la situation dégénérera bientôt en un véritable chaos si de nouvelles mesures ne sont pas prises d'urgence pour alléger le fardeau de la dette et du remboursement. On s'attend à ce que par suite de l'expiration des périodes de franchise, de la récente restructuration et de l'accroissement possible du montant des remboursements - notamment en ce qui concerne les prêts de la BIRD et du FMI - le service de la dette ne passe de son niveau annuel moyen de 4,3 milliards de dollars pour la période 1980-1982 à plus de 14,4 milliards de dollars par an pour les années 1986-1990. Les mesures prises actuellement pour l'allègement de la dette - dans le cadre du Club de Paris - se sont avérées impropres dans l'ensemble car elles n'ont pas réussi à attirer de nouveau des crédits commerciaux adéquats des capitaux supplémentaires. En outre, les commissions relativement élevées associées à de tels rééchelonnements ont souvent aggravé le problème de la dette. Dans plusieurs cas, les arrangements du Club de Paris sont limités de par leur nature, étant donné qu'ils excluent les prêts non privilégiés, les crédits à court terme et les dettes envers des institutions d'aide multilatérale, envers des pays socialistes et autres pays en développement, ce qui représente une composante considérable de la dette, atteignant dans plusieurs cas, près de 50 p. 100 du total de la dette.

32. L'incidence de l'effondrement du prix des produits de base, de l'alourdissement du fardeau de la dette et de la diminution rapide de la capacité à assurer le service de la dette a été davantage accentuée par la réduction des flux de capitaux. Les flux nets de ressources fournies par toutes les sources ont baissé d'environ 28 p. 100 entre 1980 et 1984 tandis que l'aide publique au développement (APD) baissait d'environ 9 p. 100 au cours de la même période.

Solutions préconisées

33. Ces déséquilibres structurels entraînant une réduction du niveau de productivité et l'aggravation des tendances internes et externes, ont mis l'Afrique dans une position si désavantagée que seules des mesures radicales pourront empêcher l'économie africaine de s'effondrer et assurer la restructuration fondamentale de même que la réorientation des politiques mettant ainsi le continent sur la voie du développement endogène. Il faut par conséquent prendre des mesures audacieuses pour changer ces structures et mettre sur pied

des économies plus dynamiques, autosuffisantes et auto-entretenues, qui fondent la croissance économique et le développement sur la demande intérieure. On y parviendrait en adoptant une approche intégrée en matière de développement, qui tienne compte de l'interdépendance réelle des activités économiques sectorielles; en reconnaissant le rôle spécifique de l'alimentation et de l'agriculture en tant que secteur de production primordial et principal centre pour les relations intersectorielles nécessaires; en substituant davantage les intrants locaux aux intrants provenant de l'étranger, en modifiant la nature et le type des biens et des services - notamment les produits alimentaires - nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population; en renforçant la coopération sous-régionale et régionale et en encourageant l'exploitation et l'utilisation coordonnées des énormes ressources du continent, dans l'intérêt de nos peuples. Avant tout, ces efforts doivent se traduire par une productivité accrue dans tous les secteurs, et en particulier dans le secteur clé de l'alimentation et de l'agriculture.

34. Cela dit, il doit être souligné que l'accomplissement de cette tâche serait extrêmement difficile, sinon inutile sans la résorption des facteurs à la fois internes et externes susmentionnés qui ont aggravé la crise structurelle.

35. Sur le plan national, il convient d'accorder une attention spéciale au rôle joué par les ressources humaines. Il sera également nécessaire de mettre en oeuvre des mesures spéciales en vue d'assurer un développement et une utilisation appropriés des ressources humaines dans tous les domaines et secteurs, d'assurer une participation active de la population au développement dans toutes ses dimensions, de développer les capacités d'entreprise des nationaux, dans les secteurs public et privé, et d'instaurer la justice dans les domaines politique, économique et social. En particulier dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, l'attention doit porter sur le petit agriculteur et plus particulièrement sur les agriculteurs du sexe féminin qui assurent l'essentiel de la production alimentaire dans la plupart des pays.

36. Des efforts spécifiques devront être fournis pour l'amélioration de la gestion économique des pays africains, grâce, entre autres, à l'allocation efficace des ressources et à leur utilisation adéquate; à l'amélioration des systèmes de gestion des institutions et des pratiques du secteur public; à la restructuration des services publics pour qu'ils soient orientés davantage vers le développement; à l'amélioration du rendement des entreprises publiques et à une meilleure gestion de la dette extérieure et de l'assistance étrangère.

37. Chaque pays africain devra, en outre, accorder une importance spéciale à la politique de population qui traitera, entre autres, des problèmes de taux élevés de fécondité, de morbidité et de mortalité, ceux de l'urbanisation effrénée et de la migration, de l'environnement, et les problèmes des enfants et de la jeunesse et la protection de l'environnement, de manière à concilier les tendances démographiques et le rythme souhaité de la croissance économique et du développement.

38. Sur le plan international, il sera nécessaire d'améliorer l'environnement économique si l'on veut voir aboutir les mesures de restructuration économique ainsi que la réforme des politiques et des institutions. La communauté internationale doit, par ailleurs, aider l'Afrique à trouver des solutions spécifiques aux considérables obstacles exogènes qu'elle ne peut contrôler et qui, s'ils persistent, feront échouer tous les efforts de développement, si audacieux et si louables soient-ils.

39. Il est reconnu que pour atténuer la gravité de la situation africaine, d'importantes ressources supplémentaires accordées à des conditions préférentielles seront nécessaires. A cet égard, il est admis que certaines initiatives ont déjà été prises, notamment le mécanisme spécial de la Banque mondiale pour les pays africains situés au sud du Sahara, la restructuration du Fonds d'affectation spéciale du FMI et la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale du développement. Cependant, considérant l'ampleur de la tâche à accomplir, de telles initiatives, bien qu'appréciables et importantes, devront être accrues et il faudra examiner de nouvelles propositions en vue de mobiliser le volume de ressources nécessaires pour permettre aux pays africains de résoudre leurs problèmes de transformation structurelle et de faiblesse du niveau de productivité.

40. La grave sécheresse qui a sévi au cours des trois dernières années a énormément contribué à donner à l'Afrique l'image peu enviable d'un continent voué à l'horreur et à la misère, sans espoir, ne sachant à quel saint se vouer et sans aucune chance de survie. Certains ont tendance à considérer l'Afrique comme un laissé-pour-compte. Il est cependant de fait qu'en dépit des tragédies humaines et sociales que le continent a connues dans un passé récent et le recul économique qu'il a accusé pendant l'indépendance politique, l'Afrique reste un continent doté de potentialités immenses jusqu'ici inexploitées dans leur quasi-totalité. Les Etats africains se préoccupent maintenant pour l'essentiel d'exploiter ces potentialités pour que le continent cesse d'être le tendon d'Achille du réseau d'interdépendance économique mondiale.

41. Les pays africains ont un avenir prometteur et possède des potentialités de développement qu'il faut exploiter afin de permettre à leurs populations de jouir d'un niveau de vie décent et de faire régner la stabilité politique et sociale. Il s'agit là d'une constatation reconnue et acceptée par tous les gouvernements africains. L'Afrique est un continent immense qui couvre près du tiers des terres émergées et qui possèdent une culture authentique propre. En outre, elle recèle d'immenses ressources matérielles et humaines et des minéraux stratégiques. Par exemple, elle possède d'importantes réserves prouvées d'énergie commercialisable et de ressources énergétiques renouvelables telles que l'énergie solaire, le biogaz et l'énergie éolienne. L'Afrique a par ailleurs la capacité de jeter les bases de sa transformation socio-économique rapide et auto-entretenu une fois qu'elle parviendra à surmonter sa crise et ses difficultés actuelles. Loin d'être une cause perdue, l'Afrique est en mesure de devenir un membre solide et à part entière de la communauté internationale.

42. Les gouvernements africains se sont engagés à jeter les bases d'un redressement et d'un développement économiques durables grâce à la reconstruction et à la redynamisation de l'économie de leurs pays tel qu'envisagé dans le Programme prioritaire de redressement. Cette entreprise suppose des coûts et des sacrifices sans doute énormes et que, l'Afrique ne saurait, incontestablement, consentir ou endurer toute seule qu'au prix de souffrances indicibles pour ses populations. Toutefois, pour nécessaire qu'elle soit, l'aide au développement n'est pas une condition sine qua non de l'entreprise de reconstruction et de redressement à laquelle les pays africains se sont irrémédiablement voués afin de s'affranchir des catastrophes chroniques telles que la sécheresse, les cyclones et la famine.

43. Dans cette lutte pour la survie et le développement, les gouvernements africains reconnaissent la nécessité de mobiliser et d'utiliser pleinement toutes les ressources locales. La coopération et l'assistance sollicitées auprès de la communauté internationale sont donc destinées à compléter les efforts considérables que les pays africains ont décidé de consentir dans les années à venir pour placer l'économie africaine sur l'orbite de la croissance. Ce faisant, l'Afrique insiste de nouveau sur la nouvelle ère de partage des responsabilités et d'association authentiques qui doit s'instaurer dans un monde fier de son interdépendance. En partageant les tâches que requiert le développement du continent africain dans le cadre d'une nouvelle convention, la communauté internationale contribuerait sans doute à faciliter ses tâches ardues et pénibles et à permettre de les accomplir plus rapidement et au prix de souffrances humaines moindres. Les pays africains sont convaincus qu'étant donné l'appui nécessaire que la communauté internationale doit leur apporter, ils peuvent, dans un proche avenir, mettre en place des mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux assez dynamiques et autonomes et indépendants pour leur permettre de jouer le rôle de partenaire véritable sur la scène économique internationale.

44. La crise du développement des pays africains n'est pas un problème exclusif à ce continent, mais concerne l'humanité tout entière. L'interdépendance et l'enchevêtrement des intérêts sont aujourd'hui une réalité vivante, aucune région du monde ne pouvant agir comme si elle était seule. Une Afrique malade signifie donc un monde malade et une Afrique enlisée dans la stagnation ou vouée au retard économique constitue une menace pour la sécurité mondiale. En reconnaissant l'unicité de ses intérêts avec l'Afrique, la communauté internationale devrait naturellement être conduite à satisfaire les besoins réciproques grâce à la coopération internationale pour le développement. En l'absence d'un développement économique soutenu dans les régions déshéritées du monde dont l'Afrique est un exemple important, les nobles idéaux de développement international équitable et de solidarité humaine risquent fort de passer pour des propos sonores et impuissants et, au pire, pour une simple façade. Aider les pays africains à s'affranchir de la pauvreté de masse doit donc être une composante essentielle de toute stratégie internationale qui tendrait à créer des conditions plus mutuellement acceptables pour l'ensemble des populations du monde.

3. RESUME DES CONCLUSIONS ET DES PROPOSITIONS

A. Conclusions

45. Le présent chapitre est consacré aux conclusions issues de nos débats et aux propositions faites à ce sujet. Comme indiqué dans le chapitre précédent, nous avons la ferme conviction que les causes profondes de notre sous-développement et de la crise économique chronique sont l'absence de transformation structurelle et la faiblesse persistante de la productivité qu'aggravent divers facteurs exogènes et endogènes. Au nombre des premiers facteurs, l'on compte les déséquilibres structurels qui ressortent clairement des différences de niveau de développement et les inégalités de revenus entre les zones urbaines et le milieu rural, ainsi que l'insuffisance ou la mauvaise utilisation des ressources financières et humaines, les politiques et stratégies incohérentes, la mauvaise gestion de nos économies, l'inefficience des infrastructures institutionnelles et matérielles, l'instabilité politique et la prédominance de valeurs, de pratiques et de comportements sociaux qui freinent le développement. Parmi les principaux facteurs extérieurs ayant des effets contraires sur le développement figurent la récession mondiale, la baisse continue des cours mondiaux des produits de base, les termes de l'échange qui sont à notre désavantage, la chute en termes réels de l'APD, le renforcement des politiques protectionnistes, le niveau élevé des taux d'intérêt et le lourd fardeau des obligations au titre de la dette et du service de la dette.

46. Compte tenu de la position de faiblesse dans laquelle se trouvent les pays africains par suite des effets combinés de ces divers facteurs, nous sommes convaincus que seules des mesures audacieuses et radicales permettront d'éviter la faillite des économies africaines, d'opérer une restructuration fondamentale et d'adopter des orientations politiques qui mettront le continent sur la voie d'un développement auto-entretenu. Tout en étant conscient que la transformation structurelle repose sur le choix d'une nouvelle approche à l'aide au développement que nous fournit la communauté internationale, et que, pour ce faire, il nous faudra changer radicalement les priorités en matière de développement, et partant, élaborer un nouvel accord entre l'Afrique et la communauté internationale.

47. Compte tenu de la situation, nos propositions ont pour objet de trouver des solutions aux problèmes à moyen et long termes qui sont ressortis des conclusions générales ci-après :

a) Quoique le processus de la transformation structurelle soit une oeuvre de longue haleine, il est urgent de s'y atteler immédiatement. En tant que programme d'action, le Programme prioritaire de redressement permet de traduire les principes et objectifs généraux en activités précises, concrètes et opérationnelles qui seront entreprises au cours des cinq prochaines années en vue de jeter les bases d'un changement structurel durable et d'une amélioration du niveau général de la productivité.

b) Dans tout programme d'action en vue du redressement du secteur agricole, la plus haute priorité doit être accordée à la relance et au développement de ce secteur puis à d'autres secteurs d'appoint de l'agriculture et du

développement rural, à savoir l'industrie, les transports, la santé, l'enseignement et les autres services sociaux. Il est également urgent que soient prises des mesures fondamentales en matière de lutte contre la sécheresse et la désertification et de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines.

c) Il faudrait déployer, sur le plan national, des efforts considérables en vue d'assurer une mise en oeuvre efficace du Programme prioritaire. Le Programme ne représente, cependant, que le strict minimum et l'élément essentiel des programmes d'investissement nécessaires pour renforcer la capacité des économies africaines de faire face à la crise actuelle et au grave problème du sous-développement. L'exécution du Programme devrait par conséquent être considérée comme le premier pas vers la transformation structurelle.

d) Si l'Afrique apprécie vivement la réaction positive de la communauté internationale pendant la période critique qu'elle a traversée entre 1982 et 1985, il est néanmoins primordial que la communauté internationale ne limite pas ses efforts à la situation d'urgence et qu'elle appuie les efforts déployés sur le plan national pour trouver une solution durable au problème du sous-développement structurel et chronique. En effet, la mobilisation générale de la communauté internationale en vue d'apporter les ressources additionnelles nécessaires pour financer le Programme assurera non seulement une mise en oeuvre rapide et complète, mais représentera également un accord entre l'Afrique et la communauté internationale destiné à assurer le redressement, la croissance et le développement de l'économie africaine.

e) Pour réaliser cet objectif, l'appui de la communauté internationale ne devrait pas se limiter à l'apport de ressources financières. Il devrait également porter sur les facteurs exogènes de perturbation, dont l'amélioration contribuerait fortement à donner à l'Afrique la possibilité de jeter de nouvelles bases pour le développement, et permettrait de créer en outre un climat économique international plus sain dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière.

f) La transformation structurelle de l'Afrique serait considérablement facilitée par l'élimination des barrières, en particulier les mesures non tarifaires qui limitent l'entrée des produits africains sur les marchés d'exportation importants.

g) Etant donné la gravité du problème de l'endettement de l'Afrique, il est nécessaire que la communauté internationale apporte son appui à un ensemble de mesures qui allègeront le lourd fardeau de la dette qui pèse actuellement sur les pays africains.

h) Le continent africain, en dépit de ses caractéristiques économiques et sociales fondamentales communes, présente de grandes divergences aussi bien entre les pays qu'entre les sous-régions. Par conséquent, en examinant les problèmes socio-économiques de l'Afrique et la crise du développement, et en vue d'assurer un développement harmonieux et équitable, il est nécessaire d'avoir une connaissance parfaite non seulement des problèmes et des besoins spécifiques des pays africains, mais également de ceux des différentes sous-régions. En conséquence, nous avons divisé l'Afrique en sept sous-régions sur la base de facteurs purement écologiques et économiques plutôt que de suivre les divisions traditionnelles basées sur les dispositions en matière de coopération économique.

B. Mesures proposées

48. Sur la base des conclusions susmentionnées, un certain nombre de propositions sont jugées importantes et urgentes. Celles-ci tiennent compte de la décision découlant de la résolution 40/40 de l'Assemblée générale, selon laquelle il convient d'axer les efforts sur les défis auxquels les pays africains ont à faire face en vue de promouvoir et d'adopter des mesures concertées et concrètes. Les propositions portent aussi bien sur les aspects du Programme prioritaire que l'Afrique s'engage à mettre en oeuvre à court, à moyen et à long termes, que sur ce qu'elle attend de la communauté internationale. Il convient de souligner que les propositions pour une action aux niveaux national et international ne s'annulent pas les unes les autres et ne sont pas non plus exhaustives. Tout comme le Programme prioritaire, elles sont plutôt axées sur les domaines qui nécessitent qu'une action urgente à des effets immédiats et à long terme soit prise en vue de résoudre la crise.

49. Pour que ces démarches soient couronnées de succès, nous proposons qu'un nouvel ensemble de relations - un accord - s'établisse entre l'Afrique et la communauté internationale, qui reposerait sur le principe de la coresponsabilité, selon lequel le soutien apporté à l'Afrique serait lié à la preuve tangible d'une détermination croissante, de la part des peuples africains et de leurs gouvernements d'opérer un redressement grâce aux sacrifices exceptionnels qu'ils accompliront pour mobiliser des ressources au niveau national, pour rentabiliser au maximum l'utilisation de ces ressources et pour les appuyer par des réformes et ajustements politiques appropriés. Pour sa part, la communauté internationale s'engagera à adopter une nouvelle attitude dans le domaine de la coopération avec l'Afrique, qui sera en partie basée sur un accroissement substantiel des ressources accordées à des conditions hautement libérales, et surtout, à mettre en place des mesures politiques importantes, qui permettront de renforcer la capacité de l'Afrique de mobiliser les ressources au niveau national, et qui conduiront à une amélioration sensible des facteurs externes dont il a été question au chapitre précédent.

50. Quant aux pays africains, ils sont, individuellement ou collectivement, fermement résolus à appliquer de toute urgence toutes les mesures définies dans le Programme prioritaire pour permettre un redressement rapide des économies africaines et une amélioration notable des conditions de vie des populations. Nos propositions pour une action aux niveaux national, sous-régional et régional sont les suivantes :

a) Capacité nationale de réaction en cas de catastrophe

L'Afrique semble avoir surmonté la phase la plus critique de sa situation, mais il convient de reconnaître que de nombreux pays africains restent exposés aux changements climatiques et autres catastrophes naturelles, et qu'il s'écoulera un certain temps avant que ces pays soient en mesure de mettre en place les dispositifs requis qui leur permettront de faire face à de tels problèmes au

cas où ils viendraient à se poser. Il serait donc souhaitable de mettre en place des capacités nationales de planification préalable des situations d'urgence, auxquelles il conviendrait d'apporter un appui. Ces capacités comprendraient l'institution de systèmes d'alerte avancée efficaces et de systèmes nationaux de sécurité alimentaire, afin de faire face aux situations d'urgence et aux catastrophes susceptibles de se manifester à l'avenir.

b) Priorité au développement agricole

Conformément au programme prioritaire, et pour servir de point de départ aux transformations structurelles, les gouvernements africains sont résolus à donner une nouvelle impulsion au développement agricole, en accordant une attention particulière à des éléments tels que l'augmentation des niveaux de productivité et de production. Les quatre principaux domaines d'investissement sur lesquels nous allons axer nos efforts sont : i) la mise en valeur des terres cultivables et l'amélioration foncière; ii) le développement de l'élevage et l'exploitation des productions animales; iii) la mécanisation; et iv) le stockage et la commercialisation. L'investissement total au titre du programme prioritaire est estimé à 54 milliards 782 millions de dollars des Etats Unis, soit 47,6 p. 100 du coût total de la réalisation du programme. Ce pourcentage est largement supérieur à l'objectif de 20,25 p. 100 sur lequel les gouvernements africains s'étaient engagés l'année dernière. En outre, l'accent est mis sur des éléments tels que l'institution ou le renforcement de systèmes d'encouragement, de meilleures politiques des prix, de mécanismes efficaces de crédit, de systèmes adéquats de distribution d'intrants, de réseaux d'instituts de recherche agronomique, ainsi que sur la diffusion de techniques agricoles appropriées, l'amélioration des réseaux de transports ruraux et les mesures visant à faire des agriculteurs ruraux - y compris les femmes productrices de denrées alimentaires - de véritables agents du développement. Enfin, les mesures visant à accroître la sécurité alimentaire et la transformation des produits alimentaires aux niveaux national, sous-régional et régional feront l'objet d'une attention particulière.

c) Lutte contre la sécheresse et la désertification

Bien que les problèmes de la sécheresse et de la désertification nécessitent une approche à long terme, il est indispensable que les pays africains entreprennent une action immédiate aux niveaux national, sous-régional et régional. Cette action consisterait à réaliser un programme exhaustif de lutte contre la sécheresse et la désertification visant à endiguer et à contrôler les effets de la sécheresse et de la désertification sur le milieu naturel aussi bien que sur le processus de développement. Les gouvernements africains doivent donc s'engager à entreprendre et à poursuivre des politiques de boisement et de reboisement à grande échelle, d'amélioration de la gestion des ressources en eau, y compris des travaux relatifs aux bassins des fleuves et des travaux d'irrigation, de protection des écosystèmes communs et d'exploitation de nouvelles sources d'énergie en remplacement du bois de chauffe.

d) Amélioration des politiques d'investissement public

Les gouvernements africains reconnaissent que le secteur public devra continuer de jouer un rôle important dans le développement de la région. Toutefois, ils conviennent également que les politiques d'investissement public ont amplement besoin d'être améliorées afin de rendre le secteur public plus efficace et productif. Les pays africains sont, par conséquent, résolus à rationaliser leurs entreprises publiques pour les rendre viables et rentables. Le rôle positif du secteur privé devrait également être encouragé.

e) Amélioration de la gestion des ressources

L'Afrique réaffirme sa foi profonde dans la nécessité d'améliorer la gestion des ressources selon une approche double concernant, d'une part, les ressources financières et, d'autre part, les ressources humaines. En ce qui concerne les ressources financières, les pays africains s'efforceront d'améliorer la mobilisation de l'épargne intérieure, de réduire les gaspillages et de mieux répartir les ressources, d'améliorer le contrôle financier et les systèmes de comptabilité, d'améliorer la gestion de la dette et de l'assistance extérieure et de maîtriser les dépenses militaires. S'agissant des ressources humaines, les pays africains sont profondément conscients de la nécessité de favoriser une large participation populaire au processus de développement. Une attention particulière sera donc accordée au rôle des femmes, en particulier des femmes rurales, dans le développement et aux problèmes particuliers de la jeunesse africaine. Des mesures seront également prises en vue de réorienter le système d'enseignement de façon à promouvoir le développement des compétences utiles au développement de l'Afrique. Une utilisation judicieuse des ressources humaines, comprenant des mesures visant à endiguer l'exode des compétences et à assurer la stabilité politique et les droits de l'homme, seront nécessaires à l'exploitation des énergies des peuples africains.

f) Renforcement du cadre institutionnel

Une gestion sociale et économique appropriée ne sera possible que si le pays africains renforcent rapidement leurs institutions sociales et économique à tous les niveaux. A cette fin, on s'efforcera de rendre les institutions africaines nationales et multinationales mieux à même de faire face aux défis du développement grâce à l'amélioration de leurs systèmes de gestion, à la rationalisation de leurs activités et à l'élimination du double emploi.

g) Autres principales réformes

L'Afrique a prouvé, notamment par les mesures d'ajustement qu'elle a prises récemment, qu'elle était déterminée à venir à bout de sa crise économique et sociale. Bien que les tâches aient été difficiles et ardues, l'Afrique a reconnu la nécessité de s'y atteler et de consentir tous les sacrifices nécessaires. Dans les années à venir, les mesures d'ajustement à court terme feront place à une transformation structurelle à moyen et à long termes. Les mesures

d'austérité continueront à être mises en oeuvre avec prudence par le biais de réformes monétaires et financières. On cherchera à libéraliser à chaque fois que ce sera possible et profitable et des politiques démographiques seront également adoptées toutes les fois que le besoin s'en fera sentir.

h) Compte tenu des diversités que présentent les sous-régions et les pays africains, il a été décidé de formuler les propositions suivantes en tenant compte des problèmes particuliers rencontrés par les groupes de pays dans leurs efforts visant à accélérer leur taux de croissance économique :

i) Les pays les plus gravement touchés par la sécheresse et la désertification, à savoir ceux de la région du Sahel, plus le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, le Mozambique, le Botswana et le Lesotho éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver des ressources internes nécessaires à l'application du programme prioritaire. Ils se heurtent également à des problèmes dans l'élaboration de programmes de redressement du fait d'options économiques limitées engendrées par des conditions climatiques défavorables. En fait, pour certains de ces pays, en particulier ceux du Sahel, le chemin de l'autosuffisance alimentaire est parsemé d'embûches en raison notamment de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de mobiliser plus de 4,21 p. 100 des fonds dont ils ont besoin à partir de sources internes, dépendant de sources externes pour le reste. Ainsi donc, pour remédier aux problèmes liés dans ces pays à l'environnement, au développement et à l'homme, des programmes de reboisement et de reforestation, de mise en valeur et d'utilisation des ressources en eau devront être mis sur pied et des investissements effectués pour exploiter des sources d'énergie destinées à remplacer le bois de chauffe et le charbon de bois dans le cadre de la protection de l'environnement. Il s'agira notamment de concevoir et de mettre au point de petits fourneaux à gaz, à charbon et à pétrole à l'usage des communautés rurales. En outre, des variétés xérophiles devront être développées.

ii) Les pays africains insulaires sont, quant à eux, pratiquement coupés du continent du point de vue des transports et des communications, du commerce et d'autres facteurs sociaux, à la différence des pays des Caraïbes, qui entretiennent des relations avec les pays de l'Amérique du Nord qui ont une économie forte. Il faudra mettre au point un programme spécial pour aider ces pays à établir des relations commerciales et des liaisons de transport avec le continent et le reste du monde. Il faut disposer de ressources supplémentaires pour mettre en oeuvre des programmes tendant à protéger ces pays contre les effets dévastateurs des cyclones, des ouragans et des inondations.

- iii) Les pays des sous-régions de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe, de l'Afrique du Centre et les pays de l'Afrique de l'Ouest n'appartenant pas au Sahel ont besoin d'une assistance spéciale en matière de recherche agronomique tropicale et subtropicale. La recherche agronomique locale limitée a jusqu'ici porté sur la diversification des cultures, les espèces variétales à rendement élevé et la lutte contre les insectes. Ces pays ont également besoin d'urgence d'une recherche approfondie sur les méthodes de lutte contre les maladies très répandues des animaux et du bétail telles que la peste bovine, la fièvre aphteuse et la mouche tsé-tsé. En outre, étant donné la forte pluviométrie dans certaines régions, les problèmes de stockage et de transport, qui sont tout aussi sérieux, appellent d'importants investissements.

51. L'Afrique attend, de la part de la communauté internationale, un engagement résolu sur le soutien à apporter aux efforts individuels et collectifs des pays africains en vue de réaliser le Programme prioritaire et d'ouvrir ainsi une nouvelle ère de coopération internationale entre l'Afrique et le reste du monde, conformément à nos propositions contenues dans le paragraphe 50 ci-dessus. Les propositions d'action que l'Afrique souhaite formuler dans ce contexte sont les suivantes :

a) Engagement sur une base de référence commune

Le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, offre le cadre nécessaire à une transition entre des actions d'urgence et à court terme et la relance de programmes à long terme de développement socio-économique auto-entretenus. Cela étant, il est essentiel que la communauté internationale accepte, dans sa totalité, le Programme prioritaire en tant que texte fondamental pour la réorientation des programmes d'assistance. L'accord ainsi accepté par l'Afrique et la communauté internationale constituerait une base universelle pour la programmation conjointe et l'élaboration de schémas directeurs et autres mécanismes pour la relance des économies africaines et leur transformation finale. Si la communauté internationale considère les priorités des pays africains dans ce cadre, la solidarité du reste du monde avec les pays africains apportera sans doute les résultats attendus.

b) Amélioration de l'environnement et des structures de coopération.

S'il est généralement admis que chaque donateur bilatéral ou multilatéral a ses propres règles et procédures, il existe quelques domaines où des changements pourraient utilement intervenir. Pour soutenir comme il se doit les efforts faits par les pays africains pour favoriser le redressement économique et le développement à long terme, des mesures doivent être prises pour améliorer les structures et le cadre de coopération. Pour ce faire, il conviendrait notamment :

- i) de passer du soutien de projets au soutien de programmes prioritaires des pays africains en vue de définir des critères d'évaluation à moyen terme;

- ii) d'évaluer le degré d'efficacité de l'assistance technique fournie à l'Afrique;
 - iii) de coordonner l'aide en vue d'une plus grande efficacité dans l'exécution de programmes spécifiques. A cet égard, la communauté internationale doit rationaliser la coordination de ses politiques en matière d'aide en vue d'un soutien plus efficace à l'exécution du Programme prioritaire;
 - iv) d'instituer un mécanisme chargé de veiller au respect des engagements pris par les donateurs en matière d'assistance à l'Afrique.
- c) Amélioration de la situation sur le plan externe

Tout en reconnaissant que nombre de problèmes liés aux facteurs externes aggravant la situation en Afrique doivent être examinés dans de nombreux autres contextes, les pays africains sont convaincus que des mesures peuvent être prises concernant certains aspects des problèmes externes. Un consensus sur certains d'entre eux serait bénéfique à l'Afrique et créerait une situation économique plus favorable pour tous. Il s'agira notamment:

- i) d'adopter dans les autres pays des politiques qui favoriseraient la croissance plutôt que le déclin de l'économie mondiale;
- ii) de mettre un terme aux politiques protectionnistes en éliminant notamment les barrières non tarifaires qui bloquent l'entrée des produits africains dans certains marchés importants;
- iii) de renoncer à des politiques agricoles et commerciales qui ont des effets néfastes sur les programmes d'exportation et de diversification; et
- iv) de créer et de renforcer les structures visant à stabiliser les prix et les recettes d'exportation des produits primaires africains. Si des prix à la production élevés et des profits garantis forment un aspect essentiel des réformes internes, il convient, sur le plan international, de signer des accords sur les produits primaires et de mettre en place des systèmes de financement compensatoire pour éviter la baisse vertigineuse des recettes d'exportation qui a caractérisé la première moitié des années 80 et qui a compromis la mise en oeuvre d'une stratégie de développement agricole cohérente.

d) Allègement de la dette des pays africains

Nous avons éprouvé énormément de difficultés à estimer la dette extérieure des pays africains en raison de la diversité des définitions proposées. Certaines données disponibles renseignent sur des éléments tels que les rachats effectués par le FMI, les intérêts sur la dette à court terme, les paiements au titre de la dette à long terme non garantie et des arriérés; par contre, d'autres données se limitent aux crédits publics et à la dette commerciale garantie par les pouvoirs publics. Par exemple, dans sa dernière publication intitulée "Financement des ajustements par la croissance en Afrique au Sud du Sahara, 1986-1990", la Banque mondiale a estimé les obligations au titre du service de la dette pour 29 pays pouvant bénéficier du concours de l'IDA à 6 milliards 877 millions de dollars par an pour la période 1986-1990, contre 9 milliards 496 millions de dollars par an pour huit pays de l'Afrique au sud du Sahara n'appartenant pas à cette catégorie de pays et pour lesquels on dispose de données. La CEA et l'OUA estiment à 6 milliards 354 millions par an les obligations des pays de l'Afrique du Nord, à l'exclusion de la Jamahiriya arabe libyenne, soit au total 22 milliards 727 millions de dollars par an en moyenne pour 41 pays africains sur lesquels on dispose de données complètes. Les paiements au titre du principal et des intérêts de la dette des pays se décomposent comme suit :

Milliards de dollars

Pays pouvant bénéficier du concours
de l'IDA (29)

i) Principal	3 910	
ii) Intérêt	2 967	
Total		6 877

Autres pays de l'Afrique au
sud du Sahara (8)

i) Principal	5 268	
ii) Intérêt	4 228	
Total		9 496

Pays d'Afrique du Nord (4)

i) Principal	4 725	
ii) Intérêt	1 629	
Total		6 354

Moyenne annuelle pour les 41 pays 22 727

Estimations pour la période 1986-1990 113 635

Les chiffres donnés pour chaque pays dans les aperçus généraux qui figurent dans la première partie du volume II du présent document ne concernent que les crédits publics et la dette commerciale garantie par les gouvernements et constituent des projections fondées sur les niveaux de la dette au 31 décembre 1983. Le tableau d'ensemble qui se dégage de ces données est le suivant :

<u>Milliards de dollars</u>		
A. Crédits publics :		
i) Principal	24 780	
ii) Intérêt	12 125	
Total		36 905
B. Crédit commercial :		
i) Principal	26 695	
ii) Intérêt	7 457	
Total		34 152
C. Service total de la dette :		
i) Principal	52 475	
ii) Intérêt	19 083	
		71 057
D. Montant moyen remboursable par an		
		14 211

Quel que soit le chiffre considéré, la gravité de la situation de la dette africaine est incontestable. Les obligations annuelles au titre du service de la dette s'échelonnent entre 14,2 milliards de dollars et 22,7 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Il est certain que cela dépasse les moyens et la capacité des pays africains. C'est pourquoi, des mesures appropriées doivent être prises de toute urgence par la communauté internationale pour alléger le fardeau de la dette africaine et, partant, permettre à la région de se pencher sur ses problèmes de redressement économique.

En conséquence, nous proposons les mesures suivantes :

a) La conversion des obligations au titre des intérêts et des dettes auprès de l'AID en dons;

b) La conversion des dettes non officielles autres qu'au titre de l'APD et les paiements au titre du service des ces dettes exigibles au cours de la période visée par le Programme prioritaire (1986-1990) en prêts à long terme remboursables sur 30-40 ans à des conditions de faveur assorties d'une période de grâce de 10 ans;

c) L'amélioration du cadre actuel de renégociation des dettes commerciales, le plafonnement et la diminution des taux d'intérêt perçus sur les dettes commerciales et la consolidation des paiements au titre du service de la dette en ce qui concerne ces dettes et leur remboursement sur une longue période à des conditions libérales contribueront à réduire le volume des obligations de la dette des pays africains.

e) Appui aux réformes envisagées par les pays africains

Il importe d'appuyer les réformes que les pays africains ont considérées comme étant nécessaires et que nombre d'entre eux ont déjà entreprises. Si l'on n'aide pas les pays africains à augmenter leur capacité d'importation au cours de la période considérée, de nombreuses réformes seront en particulier compromises. A titre d'exemple, l'Afrique devra importer davantage d'engrais, de pesticides, de tracteurs, de pièces détachées et autres matériels pour redresser l'économie. Pour ce faire, les pays africains proposent que :

- i) L'aide qui n'est pas fournie au titre de projets - en particulier l'appui à la balance des paiements - aux pays africains devrait être considérablement accrue au cours de la période 1986-1990;
- ii) Les pays et organismes donateurs acceptent d'assouplir les conditions d'achat et les procédures administratives afin d'assurer les décaissements rapides au profit des pays africains des fonds devant servir à l'achat de facteurs de production et à l'appui des réformes; et
- iii) Les pays et organismes donateurs augmentent de façon substantielle leurs budgets d'aide et accélèrent le décaissement des fonds destinés à appuyer les réformes.

e) Appui financier au Programme prioritaire de l'Afrique

Le Programme prioritaire fixe des priorités parmi les nombreuses priorités des pays africains. Aussi l'appui que la communauté internationale devrait apporter pour son exécution devrait-il être considéré comme une assistance spéciale à un programme spécial. Les ressources extérieures de l'ordre de 34,6 milliards de dollars qui doivent être complétées grâce à l'assistance extérieure au cours de la période considérée concernent le seul Programme prioritaire et représentent en moyenne 6,9 milliards de dollars par an.

52. En outre, nous devons tenir compte des exigences du service de la dette des pays africains au cours des cinq prochaines années. Ainsi qu'il est déjà indiqué plus haut à la section d), le service de la dette se chiffrera entre 14 et 23 milliards de dollars par an si l'on se fonde sur les données disponibles. Toutefois, si notre ensemble de propositions sur les moyens d'alléger la dette sont acceptées, le service de la dette en serait facilité d'autant. Par exemple, la transformation des dettes et des intérêts au titre de l'APD en dons permettrait d'alléger le fardeau d'environ 3 à 5 milliards de dollars par an. La transformation de la dette publique n'entrant pas dans la catégorie de l'APD et le service de cette dette en prêts à long terme remboursables en 30 et 40 ans avec une période de franchise de 10 ans, permettrait d'éliminer un montant supplémentaire de 4 à 6 milliards de dollars par an. Les pays africains n'auront donc plus qu'à supporter le service de la dette commerciale estimée entre 7 et 11 milliards de dollars par an. Si, ainsi que nous l'avons proposé plus haut, les taux d'intérêt prélevés sur cette dette commerciale étaient réduits et les paiements au titre du service de cette dette rééchelonnés à long terme, le sort des pays africains s'en trouverait amélioré. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de quantifier l'incidence de ces mesures.

53. Nos propositions font clairement apparaître que si l'aide internationale ne servait qu'à compléter les investissements nécessaires pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire sans pour autant permettre d'alléger sensiblement le poids du service de la dette, le sort des pays africains pourrait être pire à la fin qu'au début de la période considérée. On voit mal comment l'obligation des pays africains au titre du service de la dette pourrait être ramenée de 4,3 milliards de dollars au cours de la période 1930-1982 à 1,4 et 2,3 milliards de dollars par an au cours de la période visée par le Programme prioritaire. Même si toutes les ressources locales mobilisées pour financer l'exécution du Programme prioritaire étaient utilisées pour le service de la dette, les pays africains ne seraient cependant pas en mesure d'honorer leurs engagements, à plus forte raison, de disposer de fonds pour financer l'exécution du Programme. Aussi la question centrale de l'accord en question est-elle de savoir ce que la communauté internationale fait pour alléger les obligations des pays africains au titre du service de la dette.

C. Mécanismes de suivi

54. L'application des décisions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale jouera un rôle prépondérant dans le succès du Programme de redressement de l'Afrique. En conséquence, la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi et de surveillance représente un élément important du Programme global d'action visant à résoudre la crise sociale et économique de l'Afrique. Chacun s'accorde sur l'absolue nécessité d'instituer un mécanisme permanent de surveillance de l'application du programme prioritaire de façon à définir au plus tôt les problèmes et goulets d'étranglement, et de prendre sans tarder des mesures correctives. C'est pourquoi il convient de souligner que l'expérience montre qu'il est souvent trop tard pour appliquer de telles mesures lorsqu'on évalue les programmes à posteriori. Il est également indispensable de disposer d'un mécanisme de suivi et de surveillance pour tenir la communauté internationale informée des progrès réalisés à chaque étape de l'application du Programme prioritaire.

55. En adoptant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont institué des dispositifs de suivi élaborés et exhaustifs aux niveaux national, sous-régional et régional. Le plus important de ces mécanismes est la mise en place d'un Comité directeur permanent composé de 15 pays, chargé de veiller à l'exécution dudit Programme et de soumettre un rapport périodique à cet effet à l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement. Le service de ce Comité directeur permanent est assuré conjointement par les secrétariats de l'OUA et de la CEA. En effet, c'est ce Comité directeur permanent qui a été l'élément central de l'élaboration du présent document qui sera soumis à la session extraordinaire.

56. Toutefois, l'idée d'un accord entre l'Afrique et la communauté internationale pour réaliser le Programme de redressement devrait aussi comporter un élément de responsabilité commune en ce qui concerne le suivi des actions engagées conformément aux décisions de la session extraordinaire. Cela implique, outre le mécanisme de suivi déjà mis en place au niveau national, la création d'un mécanisme commun de suivi gouvernement-communauté des donateurs, au niveau de chaque pays. Un tel mécanisme assurera le suivi tant des actions gouvernementales du pays considéré que des actions de la communauté internationale des donateurs, dans le cadre de l'accord conclu au niveau de chaque pays. Il sera enfin nécessaire de conclure un accord relatif à l'examen et à l'évaluation périodique des actions au niveau international. Nous allons maintenant étudier ces deux mécanismes dans le détail :

Mécanisme commun communauté internationale - gouvernement national pour le contrôle et le suivi des actions au niveau national

57. De nombreux pays africains ont acquis une expérience précieuse dans le cadre des groupes consultatifs et des tables rondes. Toutefois, ces mécanismes se réunissent de manière ponctuelle et leurs responsabilités sont limitées. Le plus souvent, les discussions portent sur les apports financiers, encore que, ces derniers temps, les questions d'élaboration et de réforme des politiques aient été abordées. Il est rare que les problèmes de la dette et du service de la dette soient examinés dans ces instances, car ils sont considérés comme la chasse gardée des clubs de Paris et de Londres. Pourtant, il ressort clairement de notre analyse, qu'il serait totalement irréaliste de séparer les questions relatives à la dette et au service de la dette des problèmes d'apports financiers et de réformes fondamentales. Ces trois éléments sont interdépendants et il ne serait que logique qu'ils soient traités ensemble.

58. Le rôle de mécanismes tels que les groupes consultatifs et les tables rondes est également limité par le fait qu'ils ne se réunissent pas régulièrement. Le caractère ponctuel de leurs activités fait que de nombreuses décisions fondamentales sont prises de façon bilatérale, faisant intervenir peu de coordination et en accordant peu d'attention aux besoins à long terme. Nous proposons en conséquence la création d'un nouveau mécanisme, qui aurait les caractéristiques suivantes :

a) Il devrait s'agir d'un comité conjoint regroupant des représentants de haut niveau des gouvernements intéressés et de hauts responsables des principaux pays donateurs bilatéraux et multilatéraux et des institutions financières;

b) Afin de faire comprendre le principe de la coresponsabilité au sens de l'accord, deux présidents devraient être appelés à présider les réunions du groupe de supervision, l'un étant désigné par le gouvernement du pays hôte et l'autre par les donateurs présents dans le pays intéressé;

c) A la différence du Groupe consultatif ou de la Table ronde, le Groupe de supervision se réunira périodiquement, au moins deux fois par an, surtout au début et, de préférence, une fois dans le pays hôte et la fois d'après, dans la capitale de l'un des principaux pays donateurs;

d) Certes, chaque gouvernement et chaque groupe de donateurs concernés devraient avoir la faculté de déterminer le mandat de chaque groupe de supervision; il faudrait cependant s'inspirer des principes suivants :

- i) mettre en pratique les engagements souscrits au titre de l'accord pour l'ensemble de la période visée par le Programme prioritaire dont les activités et tâches s'échelonnent en phases annuelles;
- ii) ces programmes et tâches viseront les flux de ressources, l'allègement du fardeau du service de la dette et les mesures pratiques à mettre en oeuvre par les différents gouvernements et la communauté internationale;
- iii) évaluer et suivre l'application des engagements souscrits par les différents donateurs et gouvernements;
- iv) sur la base de ces éléments d'appréciation, revoir et actualiser les programmes d'action nationaux;
- v) créer, si besoin est, un secrétariat mixte dont la dotation en personnel et le financement seront assurés conjointement par les gouvernements et les donateurs présents dans le pays intéressé lequel sera chargé d'assurer les services techniques pour le Groupe de supervision.

Au niveau international

59. Il a été proposé que l'Assemblée générale procède tous les trois ans, à partir de sa quarante-troisième session, à un examen et à une évaluation des progrès réalisés dans l'application des décisions adoptées à sa session extraordinaire. Nous proposons en outre que cela ait lieu lors de la session ordinaire et que trois à quatre jours y soient consacrés. A cet effet, nous suggérons que l'Assemblée générale, à sa session précédant cette rencontre, établisse un organe préparatoire. Il appartiendra évidemment au Secrétaire général des Nations Unies de mobiliser les ressources du Secrétariat et du système des Nations Unies tout entier pour élaborer les rapports qui pourraient être nécessaires.

60. Pour notre part, nous nous engageons à soumettre à cet organe préparatoire et, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale, un rapport détaillé sur les progrès réalisés dans l'application des décisions adoptées par celle-ci en procédant de la même manière que lors de l'élaboration du présent document.

VOLUME I

**Deuxième partie : Programme prioritaire de redressement
économique de l'Afrique et aperçu général**

4. PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

61. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 est un programme d'action qui est incontestablement basé sur le Plan d'action et l'Acte final de Lagos. L'Afrique adhère sans réserves au Plan d'action de Lagos parce que l'esprit, les principes et les objectifs de ce plan sont aujourd'hui plus pertinents que jamais. Ainsi, les objectifs de réalisation d'un changement radical dans les méthodes de production et de consommation, d'une transformation structurelle dans les domaines sociaux et économiques, d'une croissance et d'un développement économiques accélérés ainsi que d'une intégration des économies de la région, continuent d'être d'une importance capitale. Le Programme prioritaire traduit tous ces principes généraux en une série d'activités et de politiques bien orientées, pratiques et opérationnelles devant être mises en oeuvre dans les cinq années à venir, de façon à jeter les bases pour une réforme structurelle durable et un niveau général de productivité accrue.

62. Tout en attirant l'attention sur les facteurs extérieurs négatifs qui ont aggravé la situation en Afrique, le Programme révèle que les lacunes dans les politiques de développement ont été, en partie, responsables de la détérioration rapide et continue des structures sociales et économiques de la région. Le Programme constitue donc une déclaration sans équivoque de l'engagement total des chefs d'Etat africains à prendre un certain nombre de mesures politiques visant à remédier aux lacunes des méthodes employées jusqu'ici.

63. Mais le Programme n'est pas seulement remarquable pour sa franchise; il l'est aussi pour son sérieux. Avec une résolution sans précédent, les chefs d'Etat africains ont décidé de se saisir de la question, jusqu'ici négligée, des problèmes touchant au secteur agricole et d'y apporter des solutions durables. Un aspect marquant de cette décision est l'engagement pris pour rehausser le niveau des investissements dans le secteur agricole jusqu'à 20 à 25 p. 100 de la totalité des investissements publics. Et comme déjà indiqué dans la première partie, la part des investissements agricoles au titre du Programme prioritaire représente 47,6 p. 100 de l'ensemble des investissements prévus. Le Programme reconnaît aussi l'urgente nécessité de réduire la dépendance considérable et souvent désastreuse pour la survie de millions de peuples africains, vis-à-vis des conditions climatiques imprévisibles. A cet égard, il est à noter que les chefs d'Etat africains ont pris des mesures instantanées pour mettre sur pied un Fonds spécial d'assistance d'urgence de lutte contre la sécheresse et la famine en Afrique. Déjà, une somme de 40 millions de dollars a été soit versée, ou annoncée au Fonds par les pays africains eux-mêmes.

64. Le Programme prioritaire de l'Afrique met un accent particulier sur le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, ce qui est naturel, compte tenu de l'importance vitale du secteur des économies africaines et de la nécessité de veiller à ce que les pays africains n'aient plus à subir les conséquences désastreuses et humiliantes de la famine. En mettant particulièrement l'accent

sur l'économie agricole, le Programme prioritaire vise à relancer les forces internes les plus dynamiques en vue de la croissance et du développement. Le Programme reconnaît le fait important que la satisfaction des besoins alimentaires des populations africaines dépend du renversement rapide de la tendance à la baisse de la productivité dans les zones rurales. La solution au problème que posent l'accroissement de la pauvreté des masses et la dynamisation concomitante de la demande intérieure, dépend en grande partie également de l'amélioration rapide des revenus ruraux. Par ailleurs, pour nombre de pays africains, la capacité d'accroître les recettes en devises nécessaires pour le maintien de la croissance, dépend de la redynamisation effective du secteur rural. A un niveau plus structurel, le développement du secteur rural constitue le seul, voire l'unique moyen, de rompre avec le dualisme socio-économique déformant et vivace et de veiller à ce que tous les Africains participent plus activement au processus de développement.

65. Toutefois, le Programme prioritaire ne néglige pas le fait que pour exploiter de façon efficace les ressources agricoles de l'Afrique, la relation entre l'agriculture et d'autres secteurs, notamment l'industrie et les infrastructures, doit être renforcée et précisée davantage. Ainsi, le Programme s'efforce-t-il de situer la transformation du secteur agricole dans le contexte global de la transformation structurelle de l'économie tout entière. Par conséquent, le Programme envisage l'établissement de relations structurelles solides entre l'agriculture et l'industrie grâce à la fourniture d'instruments et d'outils aratoires, d'engrais et de pesticides ainsi que le traitement des produits alimentaires et autres produits agricoles. L'accent est porté sur les rapports avec les infrastructures économiques, notamment les voies de desserte et d'accès, le stockage, la commercialisation et la distribution, les services de santé et d'éducation, la recherche dans le domaine des technologies agricoles et des variétés de cultures nouvelles plus adaptées.

66. Tandis que le problème du niveau peu élevé de la productivité demeure dans presque tous les secteurs économiques et sociaux, c'est dans le secteur de l'agriculture et du développement rural qui fournit les moyens d'existence d'environ 80 p. 100 de la population africaine, que son impact se fait le plus sentir. Comme le démontre l'expérience de la sécheresse, c'est dans ce secteur que les échecs entraînent des conséquences humaines les plus dévastatrices en termes non seulement de famine et de mortalité si familières à présent au monde, mais également en termes d'aléas à plus long terme, qui ne sont pas apparents dans l'immédiat et qui pourraient nuire aux jeunes.

67. Il va sans dire qu'une priorité plus grande doit être accordée au secteur de l'agriculture. Toutefois, l'amélioration soutenue de la production agricole dépendra également du développement d'autres secteurs tels que l'industrie, les transports, la santé, l'éducation et autres services sociaux d'appui à l'agriculture et au développement rural. La disponibilité d'intrants et d'instruments agricoles, les installations de stockage, de grande capacité, et de traitement, les transports à bon marché facilitant la commercialisation, l'amélioration manifeste des conditions de vie en milieu rural doivent être

considérées en tant qu'éléments essentiels d'un ensemble de mesures nécessaires à la transformation rapide de l'agriculture et à l'apparition de liens intersectoriels qui permettront à l'agriculture de contribuer plus efficacement au développement global.

68. L'importance des services d'appui à l'agriculture a été démontrée de façon éclatante l'année dernière avec l'amélioration des conditions climatiques par un redressement conséquent de la situation alimentaire et par des excédents alimentaires substantiels dans le cas de certains pays. Le fait le plus frappant est que de nombreux pays ont rencontré des difficultés dans la gestion des excédents en raison de l'insuffisance des infrastructures de transport, de stockage et de traitement. Dans certaines régions, une grande partie des récoltes ont été perdues, alors qu'elles auraient pu contribuer aux programmes de sécurité alimentaires nationaux ou régionaux. Si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises avant la prochaine récolte, cette expérience pourrait fort bien décourager les producteurs.

69. Une des principales préoccupations du Programme prioritaire est l'exploitation et l'utilisation rationnelle des ressources humaines africaines. Le Programme tient compte du fait que le développement global des économies africaines dépendra en dernier ressort du développement d'une large gamme de ressources humaines nécessaires dans la formulation, la planification, l'application et la gestion des programmes de développement. A cet effet, le Programme prioritaire définit des domaines spécifiques de perfectionnement de la main-d'oeuvre avec des stimulants destinés à atténuer la gravité du problème de l'exode des compétences et à améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales afin de mettre fin à l'exode de la main-d'oeuvre agricole qualifiée et à celui des jeunes.

70. En adoptant le Programme prioritaire, les gouvernements africains ne se sont pas fait d'illusions sur les gigantesques efforts nationaux à déployer pour sa mise en oeuvre efficace. L'Afrique est consciente que son programme de redressement couvre de nombreux domaines dont les problèmes devront être résolus dans un délai de cinq ans. Cependant, l'Afrique est pleinement convaincue que ce programme représente le strict minimum nécessaire pour accroître des capacités africaines à faire face à toute crise à venir, en limitant au maximum les coûts en ressources humaines et en matériels. Les gouvernements africains sont donc déterminés à consentir tous les sacrifices et réformes nécessaires aux plans individuel et collectif pour assurer l'application du programme. Déjà les mesures de redressement difficiles et souvent pénibles que la plupart des pays africains ont prises ces derniers temps témoignent de la détermination et de l'engagement des gouvernements et des dirigeants africains à entreprendre les actions nécessaires à la réussite du programme.

71. Cependant, il faut souligner que les récentes expériences qu'ont connues un certain nombre de pays africains dans l'élaboration et l'exécution de divers programmes d'ajustement ont révélé beaucoup d'obstacles importants dus à des facteurs externes indépendants de la volonté des pays eux-mêmes. Tout d'abord, des proportions importantes des ressources externes qui devaient soutenir les

efforts d'ajustement ont dû souvent être recyclées pour payer leurs lourdes dettes, réduisant ainsi le volume réel et effectif de l'assistance destinée à soutenir les programmes d'ajustement. Deuxièmement, la baisse continue des prix des produits d'exportation compromet les capacités de chaque pays africain à accroître ses propres ressources nationales et à se doter de devises nécessaires pour soutenir les programmes d'ajustement. Troisièmement, les taux d'intérêt élevés et la fluctuation des taux de change constituent un obstacle majeur à l'exécution des programmes. Il arrive souvent que les pays africains aient à payer des montants supérieurs aux profits réels qu'ils tirent de certains programmes d'ajustement, avec pour conséquence inévitable les désillusions et, parfois, le désespoir. Ces problèmes nécessiteront une attention spéciale de la part de la communauté internationale et notamment celle des institutions et organisations internationales.

72. Pour sa part, l'Afrique est déterminée à perfectionner tous les instruments et politiques nécessaires à l'application des réformes structurelles du Programme prioritaire. Comme celui-ci le recommande, les pays africains sont prêts à accorder une attention particulière aux problèmes de mesures d'incitation appropriées et à la politique de fixation des prix agricoles. Pour accroître la productivité, les pays africains ont réaffirmé leur engagement à définir une politique de fixation des prix des produits générateurs de revenus, à assurer l'approvisionnement en temps opportun des intrants agricoles à des prix abordables, à améliorer l'efficacité des systèmes de commercialisation, à faciliter l'accès aux crédits et à garantir aux masses un approvisionnement suffisant en biens de consommation. Les gouvernements africains ont une fois de plus reconnu la nécessité d'une gestion économique meilleure et plus efficace pour éviter le gaspillage et pour accroître la productivité des investissements. De nouvelles mesures d'austérité doivent être introduites, et notamment une réduction appropriée des dépenses militaires. Naturellement, les gouvernements africains sont pleinement conscients que pour le succès de ces changements politiques, il faudrait que les dirigeants politiques soient suffisamment disciplinés et dynamiques pour créer l'environnement nécessaire à la libération des potentialités de l'ensemble de leurs populations. Les mesures politiques spécifiques envisagées par chaque pays dans le cadre du Programme prioritaire sont définies dans les profils nationaux qui figurent dans la première partie du deuxième volume du présent document.

73. Cependant, il va sans dire que les défis auxquels les pays africains sont confrontés nécessitent le soutien sans réserve de la communauté internationale dans un certain nombre de domaines sensibles. L'Afrique est bien entendu, profondément reconnaissante à la communauté internationale pour la réaction très positive qu'elle a eue lors de la grave crise qu'elle a traversée entre 1982 et 1983. C'est grâce à ce geste de solidarité humaine de tous les peuples du monde avec l'Afrique que la région dans son ensemble a pu atténuer les effets et les conséquences dramatiques de la famine et de la faim. Toutefois, il est impérieux que la communauté internationale envisage de soutenir les efforts déployés par les pays africains en vue de résoudre définitivement les problèmes de sous-développement structurel chronique et le déclin socio-économique. Ce n'est que lorsque cette condition sera réunie que l'Afrique pourra supporter le fardeau du développement grâce à ses immenses ressources et à ses propres efforts.

74. Afin d'évaluer avec exactitude ses besoins en ressources, l'Afrique a calculé, pays par pays, le coût total du Programme prioritaire national élaboré dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Les estimations de la structure de financement montrent le volume des ressources que les pays africains seront en mesure de mobiliser au niveau national pour soutenir leurs programmes prioritaires, et celui qu'ils recevront de la part des donateurs, calculé sur la base des indications fournies par les agences et les pays donateurs. L'appoint, devant être apporté par sources extérieures d'aide, constitue un problème clef soumis à l'examen de la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale. En effet, c'est dans l'engagement total de la communauté internationale à combler ce déficit que réside la possibilité pour l'Afrique d'exécuter dans son intégralité le Programme prioritaire. Un tel engagement constituera un accord entre l'Afrique et la communauté internationale, qui aura pour objectif de permettre à l'économie africaine d'amorcer son redressement, sa croissance et son développement.

75. Cependant, il convient de noter que le déficit prévu dépendra étroitement de l'évolution de la conjoncture nationale ou internationale dans les cinq années à venir. Des facteurs tels que les termes de l'échange en Afrique, les politiques suivies dans les pays développés et la bonne santé de l'économie mondiale influenceront sans aucun doute sur le volume des ressources extérieures dont l'Afrique aura besoin pour financer son programme prioritaire. De plus, si aucun effort n'est épargné pour accroître l'épargne intérieure afin de créer les ressources nécessaires, la capacité des pays africains à créer les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution des projets du Programme prioritaire demeure très faible. Ce problème aura probablement de sérieuses incidences sur l'exécution intégrale du Programme, si la communauté internationale ne lui accorde pas l'intérêt voulu et ne décide pas d'en atténuer les implications.

76. Il doit toutefois être souligné que l'appui de la communauté internationale ne doit pas se limiter aux flux des ressources financières. Ces facteurs exogènes dont nous avons déjà parlé au deuxième chapitre nécessitent des solutions. Il s'agit, encore une fois, du fardeau de la dette des pays africains, de l'effondrement des prix des produits de base, de la montée du protectionnisme, des taux d'intérêt élevés et des fluctuations que connaissent les principales devises. Des solutions pratiques à ces problèmes permettraient dans une grande mesure d'accroître la capacité de l'Afrique de jeter de nouvelles bases de développement et d'instaurer un climat économique international plus sain, pour le monde entier.

77. Bien que l'amélioration des politiques intérieures et l'accroissement des flux financiers soient indispensables, le commerce international a un rôle crucial à jouer dans le processus de la relance et du développement. Dans ce contexte, il est important d'instaurer un environnement international favorisant la croissance plutôt qu'une nouvelle crise, que les Etats africains ne peuvent pas se permettre. Cet environnement sera largement conforté par les politiques d'expansion du reste du monde. La transformation structurelle de l'Afrique

serait grandement facilitée par l'élimination des barrières, et en particulier les mesures non tarifaires, qui restreignent l'accès de produits africains aux principaux marchés d'exportation. Ces restrictions ne s'appliquent pas uniquement aux produits manufacturés mais aussi aux divers produits agricoles et aux minéraux. Les intérêts de l'Afrique doivent être effectivement pris en compte dans les négociations multilatérales proposées sur les échanges commerciaux. La communauté internationale se doit de renoncer à l'adoption des politiques agricoles et du commerce extérieur qui ont des retombées négatives sur les programmes africains dans le domaine de la diversification des produits et celui de l'exportation. Les efforts doivent être intensifiés afin de réduire l'instabilité des prix et des recettes qui gênent sérieusement les pays exportateurs de produits de base, notamment les pays africains. Il serait avantageux d'assurer une transparence accrue sur les marchés mondiaux de matières premières et d'encourager une organisation et une conduite meilleure des activités d'exportation et d'importation. De nombreux pays seraient favorables à une réduction des taux d'intérêt, laquelle permettrait d'alléger immédiatement le service de la dette. De même, une plus grande stabilité des taux de change, notamment des monnaies fortes, serait salubre.

78. L'Afrique est convaincue que le problème de la dette est d'une acuité telle qu'il exige une attention immédiate et spéciale. Les modes de financement actuels exceptionnels, dont le rééchelonnement fréquent des obligations, l'épuisement des réserves et une accumulation toujours plus importante d'arriérés, font peser sur les pays africains la menace d'un coût prohibitif en termes d'insolvabilité, d'insécurité et d'instabilité financières. Il convient, par conséquent, que la communauté internationale soutienne un ensemble de mesures propres à débarrasser les pays africains du lourd fardeau de la dette, dans les prochaines années. L'élément clé d'un tel règlement d'ensemble, à prendre sérieusement en considération par la communauté internationale a été fourni au troisième chapitre du présent document.

5. ANALYSE ET PROBLEMES AU NIVEAU SOUS-REGIONAL

Introduction

Si les pays du continent africain présentent certains traits économiques et sociaux communs qui font du continent une entité originale, il convient de reconnaître que celui-ci est également hétérogène et extrêmement diversifié. Vouloir donc en donner une image globale serait plus qu'insuffisant. D'où la nécessité d'informations détaillées sur les problèmes qui se posent à l'Afrique, afin de dégager une image plus exacte de la réalité et de mieux attirer l'attention sur les problèmes communs propres aux différentes sous-régions. Mais faire un exposé détaillé des problèmes de l'Afrique amène à se poser la question de savoir quelle méthode adopter.

Il suffit de regarder la carte de l'Afrique pour constater immédiatement d'énormes différences dans l'environnement, le climat, les établissements humains et les cadres sociaux et culturels. Des plaines fertiles au climat tempéré que ponctuent çà et là de hautes montagnes, on passe directement à des zones désertiques, arides, au climat sec et inhospitalier, qui à leur tour se transforment en savane, au climat instable, mais offrant de grandes possibilités pour la production de céréales et l'élevage. Les zones forestières, chaudes et humides, ont des caractéristiques et des problèmes qui leur sont propres, tandis que les îles qui entourent le continent et les pays sans littoral dont le nombre s'élève à quinze, ont des problèmes de transport, de transit et de communications particuliers.

C'est pour ces raisons que les organisations continentales et régionales, telles que l'OUA et la CEA, ont institué différents types de regroupements afin de pouvoir aborder de façon plus spécifique les problèmes propres aux différentes sous-régions. Les groupements établis par l'OUA obéissent à des critères essentiellement politiques, tandis que la méthode adoptée par la CEA consiste à permettre une meilleure coopération économique au niveau sous-régional.

Comme ces différentes approches pourraient ne pas convenir entièrement à la méthode de présentation détaillée qu'on souhaite adopter dans le présent document, il a été décidé de faire, à cet effet, la distinction entre sept groupements sous-régionaux, basés sur des pays présentant les mêmes particularités écologiques ou auxquels se posent les mêmes problèmes économiques.

Ces sept groupements sous-régionaux sont les suivants :

a) Les quatre îles de l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles ;

b) Les pays de l'Afrique de l'Est qui sont au nombre de neuf : Burundi, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan et Tanzanie ;

c) Les pays de première ligne de l'Afrique australe, au nombre de huit : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe :

d) L'Afrique centrale qui comprend sept pays : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Zaïre ;

e) Le Sahel qui comprend neuf pays : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad ;

f) Les pays non sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, qui sont au nombre de huit : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra Leone et Togo ;

g) Les cinq pays de l'Afrique du Nord : Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc et Tunisie.

A. LES PAYS INSULAIRES DE L'OCEAN INDIEN

1. Les principaux obstacles au développement de cette zone de l'océan Indien sont d'ordre physique, démographique et économique. L'éparpillement de plus d'une centaine d'îles dans un rayon de 1 500 km, rend extrêmement difficile les communications entre elles. Chaque Etat est en quelque sorte éclaté, sauf Madagascar. Mais la grande Ile présente sur le plan intérieur les mêmes inconvénients que les petites, à savoir un relief très accidenté d'origine volcanique qui constitue un handicap majeur à la mise en place d'une infrastructure routière ou ferroviaire.

Les superficies de ces Etats, sauf celle de Madagascar, sont si faibles que les surfaces cultivables sont réduites et doivent être utilisées rationnellement, d'autant plus que les sols ont tendance à s'appauvrir.

Ces pays sont périodiquement soumis à des accidents météorologiques, comme les cyclones ou les inondations provoquées par de fortes pluies, qui entraînent la destruction des productions agricoles, réduisant à néant les efforts et les investissements.

La population de chaque Etat est relativement faible sauf pour Madagascar. Ce nonobstant, les densités de population sont parmi les plus élevées de l'Afrique de l'Est et peuvent atteindre 520 habitants au kilomètre carré, comme à Maurice. Ramenée à la superficie cultivable, la densité de population de Madagascar est élevée. La diminution des taux de mortalité et le maintien de taux de natalité élevés provoquent une accélération inquiétante des taux de croissance démographique que ni Madagascar ni les Comores n'arrivent à maîtriser. Ces taux de croissance expliquent la forte proportion d'enfants par rapport aux adultes, ce qui constitue une charge pour le développement de l'économie, qui souffre également d'une insuffisance de main-d'oeuvre qualifiée et de cadres.

La production locale de ces pays reste très faible, restreinte principalement à l'agriculture. Les produits d'exportation concernent le café, la vanille, le girofle, le sucre, la cannelle et les produits de la pêche. Les quantités exportées étant minimales par rapport à la production mondiale, ces pays ne sont en mesure ni d'imposer, ni d'influer sur les prix d'exportation qui sont déterminés par les grands producteurs en fonction des stocks. Leur unique débouché permanent est la France et la Communauté économique européenne.

L'inexistence de ressources naturelles et la faiblesse des productions vivrières et manufacturières entraînent des importations importantes de biens de consommation et d'équipement, d'où un déficit chronique de leur balance commerciale.

Le bas niveau des revenus retarde la constitution d'une épargne. De ce fait, ces Etats sont largement tributaires des apports extérieurs pour financer leur plan de développement. En outre, le manque de personnel qualifié pour l'exécution des projets de développement est aussi cruel. Ainsi ces pays dépendent de l'assistance financière et technique extérieure.

Les liaisons intérieures et extérieures ont toujours constitué un problème pour l'ensemble des quatre pays de l'océan Indien rendant le transport maritime international coûteux et irrégulier, voire impossible à cause de l'absence de port en eau profonde (Comores). Vu le faible volume du commerce extérieur, les prix élevés du fret handicapent aussi bien l'exportation de produits que les importations. Le transport par mer entre les différents pays insulaires comme les Seychelles, Maurice ou les Comores, ou entre les différents ports de Madagascar, est assuré par de petits bateaux à vapeur ou par des boutres. Il est lent et souffre également de la vétusté des installations portuaires. Le transport à l'intérieur des îles est limité par l'absence des routes de pénétration ou leur état défectueux (excepté Maurice) entre la côte et l'intérieur du pays. Ceci est un handicap pour le développement économique du pays tant pour l'évacuation et la commercialisation des produits que pour la diffusion des effets de la modernisation.

Malgré leur éloignement de l'Europe, les quatre pays de l'océan Indien jouissent d'un bon potentiel de développement touristique. Mais la gestion de ce secteur nécessite une certaine prudence afin que les pays en tirent des bénéfices. Pour être intéressant, le tourisme doit procurer un excédent net de devises, une fois que toutes les factures d'importation, les intérêts et les dividendes sur les capitaux étrangers ont été payés. Il doit aussi entraîner simultanément la production artisanale, la production locale agricole (céréales, fruits, élevage, poisson), voire même l'industrie agro-alimentaire, pour ses propres besoins et pour ceux de la population.

B. AFRIQUE DE L'EST

La sous-région de l'Afrique de l'Est dont il est question dans ce groupe couvre les pays que sont le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie, l'Ethiopie, le Soudan, le Rwanda, le Burundi et Djibouti. Tous à l'exception d'un ont ratifié l'accord portant création de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP). Plusieurs pays de cette sous-région ont été ravagés par des guerres civiles, à savoir, l'Ouganda, l'Ethiopie, le Soudan, le Rwanda et le Burundi. En raison de ces guerres civiles, de nombreux pays de la sous-région ont eu à faire face à des problèmes de réfugiés et de personnes déplacées. Le plus grave problème causé par les réfugiés au pays d'accueil est leur insertion dans l'économie compte tenu de l'exiguïté du marché du travail et de l'impossibilité qu'il y a à fournir dans des brefs délais des installations d'eau et d'autres services dont ils pourraient avoir besoin. Les ressources nationales seraient dans ces cas là consacrées à diverses activités non productives liées à l'accueil et à la réinstallation des réfugiés en dépit d'une certaine assistance fournie par la communauté internationale.

De nombreux pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est sont sujets à la sécheresse. L'Ethiopie a été l'un des pays les plus affectés par la sécheresse de 1983-1985 qui a entraîné une baisse de la production céréalière, production qui est ainsi passée de 5 millions de tonnes en 1982 à 4 millions de tonnes en 1984 et à 3,5 millions de tonnes en 1985. Cela a eu pour conséquence d'accroître énormément le déficit vivrier. Les populations touchées par la sécheresse ont été estimées à près de 8 millions contre 3 millions lors de la sécheresse de 1972-1973. Les efforts de la communauté internationale ont permis d'atténuer l'ampleur de la situation ; actuellement, les opérations de secours ont permis de nourrir quelque 8 millions de personnes. Cette sécheresse a perturbé les activités agricoles en même temps qu'elle a décimé tout le cheptel. Les ressources qui auraient pu être utilisées pour accroître la formation du capital fixe ont été employées pour réinstaller les populations sinistrées dans des zones aux conditions climatiques plus favorables. Dans un pays où l'agriculture contribue pour plus de 40 p. 100 à la formation du PIB, la sécheresse a eu de graves incidences sur l'économie éthiopienne dont le taux de croissance est tombé de 3,7 p. 100 en 1984 à 0,5 p. 100 en 1985.

Le Kenya a également été affecté par la sécheresse en 1984. Les grandes pluies, attendues aux mois de mars et d'avril ne sont finalement pas tombées, entraînant ainsi une baisse d'au moins 40 p. 100 de la production. Le maïs, aliment de base du pays, a chuté de 35 p. 100. La production de thé a été également affectée tombant de 2,5 p. 100 en 1984 ; le cheptel a également été décimé en raison de l'absence de pâturage, entraînant ainsi une baisse de la production de produits laitiers. Contrairement à l'Ethiopie, les ravages de la sécheresse ont été atténués, les petites pluies des trois derniers mois de l'année ayant été plus abondantes que prévu. Au Burundi, la sécheresse

a obligé le gouvernement à lancer un appel en vue de la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence en 1984, pour la première fois depuis l'indépendance, soit 66 000 tonnes de céréales. Le Rwanda en a également fait de même. En République-Unie de Tanzanie, la sécheresse a entraîné de graves problèmes. Dans l'ensemble, en plus de l'aide alimentaire, les gouvernements des pays de l'Afrique de l'Est ont été obligés d'importer de larges quantités de denrées alimentaires pour combler le déficit vivrier, ce qui a eu des effets néfastes sur leur balance des paiements.

En 1984, la population des neuf pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est était estimée à 135,2 millions d'habitants. En termes de taux de croissance démographique, la sous-région de l'Afrique de l'Est se place également au second rang après l'Afrique de l'Ouest avec 3,1 p. 100 par an en 1980-1984. Pour ce qui est de la densité, le Rwanda vient en tête avec 225 habitants au km², suivi du Burundi avec 163 habitants au km².

La sous-région de l'Afrique de l'Est a un énorme potentiel agricole mais la plupart des pays sont assez petits, d'où le surpâturage qu'on y observe. Au Rwanda et Burundi, 35 p. 100 des terres sont arables tandis qu'en Ethiopie, plus de 55 p. 100 des terres sont classifiées comme des prairies et des pâturages. Dans la sous-région, 7,5 p. 100 des terres sont arables, 38 p. 100 sont constituées de pâturages et de prairies et 25 p. 100 correspondent à des forêts et le reste à des terres en friches. La faible productivité agricole a toujours fait l'objet d'une vive préoccupation dans la sous-région.

Au cours des années 70 le Gouvernement du Soudan a adopté des plans de développement ambitieux avec pour objectif d'accroître considérablement la production agricole dans tous les secteurs en vue de dégager un excédent qui pourrait être exporté vers le Moyen-Orient. Cependant la production a beaucoup augmenté mais le rendement a baissé. Au nombre des raisons à cela, figuraient notamment l'absence d'engrais et d'autres produits chimiques, la pénurie de main-d'oeuvre au moment des récoltes et la mauvaise infrastructure du pays. En outre, les incitations à caractère financier dont avaient bénéficié jusqu'alors les producteurs de coton ont été réorientées vers les producteurs de produits alimentaires de base comme le sorgho et l'arachide.

En République-Unie de Tanzanie, le regroupement de paysans dans des villages où l'on s'adonnait à divers types d'activités agricoles, a été l'un des plus grands objectifs du gouvernement. A la fin de 1980, il y avait 8 167 villages recensés avec une population d'environ 14 millions d'habitants. Toutefois, seule une faible partie de ces villages ont été associés au projet "UJAMAA" correspondant à un large système de production communautaire. Nombre de ces villages ont enregistré une faible production agricole. Au Kenya, la pression exercée sur les terres est particulièrement forte dans les provinces de l'Ouest, du Centre et de Nyanza et se fait au détriment de la productivité agricole. Diverses solutions à ce problème sont actuellement envisagées par le gouvernement par le biais d'une remise en culture d'une bonne partie des terres grâce à l'irrigation et de la mise en valeur des ressources forestières et des pâturages bien que le taux de rendement de la plupart des projets d'irrigation ait été plutôt faible.

En ce qui concerne les pays en développement sans littoral, le fait d'avoir à dépendre d'un pays de transit pour accéder à la mer comporte un certain nombre d'implications qui peuvent être assez graves. Les politiques en matière de transport et de fixation du taux de fret à l'intérieur du pays de transit sont formulées et administrées principalement pour soutenir sa stratégie globale de développement national. Une telle stratégie pourrait ne pas être conforme aux besoins du pays voisin enclavé. Par exemple, le pays de transit pourrait souhaiter protéger des modes de transport précis, ce qui pourrait ne pas convenir aux pays voisins enclavés. Dans le cas de la sous-région de l'Afrique de l'Est ce problème se pose entre les pays de transit (Kenya, République-Unie de Tanzanie et Djibouti) dans leurs relations avec les pays enclavés (Rwanda, Burundi et Ouganda.)

La difficulté majeure dans le transport de transit réside dans l'absence d'une infrastructure appropriée. La réglementation en matière de transport routier inter-Etats régissant les dimensions du véhicule, leur poids et d'autres aspects juridiques et administratifs relatifs aux permis et à l'assurance pourrait être soit inexistante ou son application faible et inefficace. Le stockage des marchandises en transit soulève un certain nombre de problèmes qui pourraient être une source de conflits entre les pays enclavés et les pays de transit en particulier pour ce qui est de la capacité et de la fiabilité des modes de transport par voies d'eau intérieures ainsi que pour le temps mis à établir les documents de transit. Le problème de liaison entre les divers ports et les centres commerciaux des pays enclavés entraîne des retards dans l'acheminement des marchandises vers leur destination finale.

C. ETATS D'AFRIQUE AUSTRALE

Ces pays ont connu de graves problèmes dans la mise en oeuvre de leurs stratégies et priorités en matière de développement en raison de la proximité de l'Afrique du Sud et de leurs liens particuliers commerciaux et économiques avec le régime raciste, qui rendent leurs économies extrêmement vulnérables à toute politique que l'Afrique du Sud pourrait adopter pour des motifs économiques ou politiques. Pour les mêmes raisons, on s'attend à ce qu'ils rencontrent de sérieuses difficultés dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Historiquement, tous ces pays ont, à des degrés divers, subi la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud et établi des liens commerciaux et culturels avec ce pays. De fait, certains pays comme le Botswana, le Lesotho et le Swaziland importent d'Afrique du Sud de 70 à 98 p. 100 de leurs importations totales. Le Mozambique, le Swaziland, le Zimbabwe et le Botswana ont des frontières communes avec l'Afrique du Sud tandis que le Lesotho est totalement enclavé dans cette dernière. L'Afrique du Sud exerce également un certain contrôle sur les transports et les communications de la plupart de ces pays, à l'exception du Mozambique et de l'Angola. Bon nombre de ces pays ont, au fil des ans, établi des arrangements relativement libéraux concernant l'émigration et une partie considérable de leur main-d'oeuvre employée en Afrique du Sud, qui se chiffre en millions de personnes.

L'Afrique du Sud qui, en raison de ses abondantes ressources naturelles et minières, du développement de son industrie et de ses infrastructures économiques et sociales, offre des stimulants attrayants, constitue un pôle de développement industriel pour la sous-région. Depuis 1910, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland sont liés à l'Afrique du Sud dans la South African Customs Union (SACU) (Union douanière d'Afrique australe) dans le cadre de laquelle ils ont établi un tarif extérieur commun, une zone de libre échange et un régime commun de recouvrement des recettes douanières. Même si des nations indépendantes tirent des revenus substantiels de cet accord, elles le payent à un prix élevé se traduisant par une perte de possibilités d'industrialisation. Les pays de la sous-région coopèrent également dans le domaine monétaire. Le rand sud-africain est librement convertible dans tous les pays à l'exception de l'Angola. Le Swaziland et le Lesotho, qui sont d'ailleurs membres de la zone monétaire du rand, sont étroitement intégrés aussi bien dans le système monétaire que dans l'économie de l'Afrique du Sud qui joue le rôle d'un centre métropolitain.

Les principales conséquences de la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud sont très complexes. S'agissant de l'aspect positif, on peut d'abord citer le fait que bon nombre de pays de la sous-région tirent des recettes régulières des envois de fonds de leurs travailleurs migrants qui trouvent facilement des emplois en Afrique du Sud. En second lieu, certains de ces pays ont accès à une infrastructure économique bien développée (transport et communications) susceptible d'appuyer leurs efforts de développement

économique. Pour ce qui est de l'aspect négatif, l'Afrique du Sud tire un avantage excessif de cette dépendance. On peut à cet égard citer ce qui suit : i) le Gouvernement sud-africain est capable de suivre des politiques de déstabilisation économique par divers moyens tels que le désinvestissement par les sociétés transnationales ou des sociétés installées en Afrique du Sud; ii) la perte de possibilités d'industrialisation due à l'existence d'accords de libre échange au titre desquels la plupart des économies des pays de la sous-région, hormis l'Angola, deviennent l'arrière-pays de l'Afrique du Sud sur le plan commercial; iii) la perte de revenus du fait des fuites de ressources et de sorties de capitaux généralement attirés par l'Afrique du Sud; et iv) la difficulté de mener une politique économique réellement indépendante et les problèmes de la protection de leurs économies contre les effets d'une dévaluation du rand.

La politique de déstabilisation économique et politique de l'Afrique du Sud dirigée contre les Etats de la sous-région a créé de nombreux problèmes en ce qui concerne le développement économique de ces pays. Cette politique prend essentiellement trois formes : i) une intervention militaire directe des troupes sud-africaines, comme en Angola; ii) le soutien accordé à des groupes dissidents comme en Angola, au Mozambique et au Swaziland; et iii) le blocus économique, l'embargo commercial et les désinvestissements concernant des projets de développement essentiels dans les Etats concernés. Ces pays doivent non seulement affronter les problèmes de développement auxquels font face les autres pays du continent, mais également consacrer d'importantes ressources financières et humaines à essayer de protéger leurs économies contre une telle politique. Les effets les plus frappants de cette politique sont les suivants : a) pertes de vies humaines, de bétail et de biens; b) perturbation de la production économique et destruction de l'infrastructure, surtout les moyens de transport et de communications, ce qui pénalise lourdement les pays sans littoral; c) détournement des ressources nécessaires au développement économique au profit de dépenses supplémentaires pour la défense et la réparation des dommages causés par la guerre; d) perturbation de l'approvisionnement en produits essentiels et en matières premières; e) apparition de flux de réfugiés et de personnes déplacées; et f) baisse des taux de croissance et de prospérité qui en résulte.

La politique d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud a coûté à ses voisins plus de 10 milliards de dollars durant la période 1980-1985, somme qui représente plus du tiers de l'ensemble de leurs exportations et plus de la moitié de toute l'aide étrangère qu'ils reçoivent. Cette perte tient aux dommages directs dus à la guerre; aux dépenses supplémentaires au titre de la défense; aux coûts de transport et d'énergie plus élevés; aux pertes au titre des exportations et du tourisme; à la contrebande; aux réfugiés; à la baisse de la production et de la croissance économique; aux boycottages et à l'embargo. La politique de déstabilisation provoque également l'apparition de réfugiés et des déplacements de populations entre les pays d'Afrique australe eux-mêmes.

Six des huit pays de la sous-région (Malawi, Zambie, Botswana, Lesotho, Zimbabwe et Swaziland) sont des pays enclavés et font face à des problèmes particuliers de transport et de communications résultant de leurs liens historiques avec l'Afrique du Sud. En conséquence, outre les dommages directs provoqués par la guerre, les Etats d'Afrique australe ont dû supporter d'énormes dépenses supplémentaires entraînées par la politique délibérée de l'Afrique du Sud qui a perturbé les voies de chemin de fer concurrentes ce qui a entraîné ainsi des pertes de recettes en devises essentielles. La plupart de ces pays ont également vu leur production baisser à la suite d'une forte chute de la production agricole et industrielle et en raison de l'ajournement de bon nombre de projets de développement. De plus, jusqu'à récemment, tous les vols internationaux à destination de ces pays devaient transiter par l'Afrique du Sud et emprunter des avions plus petits tandis que dans les pays bordant l'Afrique du Sud, certains appels téléphoniques et télex internationaux devaient passer par ce pays.

Certains Etats de la sous-région sont également frappés par des catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification (Mozambique, Botswana, Lesotho) ou les inondations et les cyclones (Mozambique). Ces pays ont dû sacrifier une part importante de leurs maigres ressources tant intérieures qu'extérieures pour faire face à ces catastrophes. En outre, la politique d'apartheid et la politique de répression qui en découle ont entraîné l'afflux constant de milliers de réfugiés et de personnes déplacées d'Afrique du Sud.

Les Etats d'Afrique australe sont pleinement conscients de leur situation géographique particulière et des conséquences de la politique sud-africaine de déstabilisation sur leurs institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. Cela explique la création de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) qui a pour but non seulement de promouvoir la coopération sous-régionale, mais aussi de constituer une plateforme commune pour faire face efficacement à la menace que représente l'Afrique du Sud.

D. AFRIQUE DU CENTRE

La sous-région de l'Afrique du Centre couvre une superficie de plus de 4 millions de km², soit environ un septième de la superficie du continent avec seulement le onzième de sa population.

Un seul pays de la sous-région, le Zaïre, a une population supérieure à 10 millions d'habitants et deux pays, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, comptent moins d'un million d'habitants. En raison surtout de la mortalité infantile élevée la croissance démographique de la sous-région, qui est de 2,67 p. 100, est inférieure à celle des autres sous-régions qui va de 2,87 p. 100 pour l'Afrique du Nord à 3,18 p. 100 pour l'Afrique de l'Ouest ainsi qu'à celle de l'ensemble de l'Afrique qui est de 3,01 p. 100. Certains gouvernements de la sous-région, comme celui du Gabon dont le taux de croissance démographique est l'un des plus bas, non seulement parmi les pays en développement, mais également au niveau mondial, ont pris des mesures en vue d'accroître leur population. L'espérance de vie à la naissance est également faible dans la sous-région : 46 ans contre 55, 48 et 60 pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe respectivement; et tout comme les autres sous-régions du continent, l'Afrique du Centre présente la morphologie d'une population jeune avec environ 44 p. 100 de la population âgés de moins de 15 ans. Outre l'accroissement des charges de famille, une structure d'âge aussi peu favorable crée d'énormes problèmes à l'infrastructure économique.

En dépit des efforts importants qui sont déployés ou envisagés et du fait encourageant qu'un accent particulier est mis sur les transports dans les programmes nationaux de redressement économique, les pays de la sous-région sont mal desservis par leurs réseaux de transport. Le Zaïre constitue peut-être une exception, mais son réseau d'avant l'indépendance doit être restauré. La prédominance de routes latéritiques dans la sous-région requiert la nécessité d'effectuer d'importants investissements en matière d'entretien, non seulement des routes mais également des véhicules qui doivent les emprunter. Cependant, les transports aériens de la sous-région semblent être bien assurés par quatre compagnies aériennes africaines en dépit de la difficulté qu'il y a à desservir de façon régulière les îles de Guinée équatoriale et de Sao Tomé-et-Principe, même par mer. Les liaisons téléphoniques constituent un autre problème qui nécessite des investissements et un savoir-faire technique extérieurs. Les systèmes de transport et de communications de l'Afrique du Centre ont été mis en place pendant la période coloniale dans le but d'assurer les exportations et les importations plutôt que de promouvoir la production agricole et industrielle de la sous-région au profit des pays qui la composent et de leurs voisins.

Dans la sous-région, un seul pays, la République centrafricaine, est complètement enclavé, un autre, le Zaïre, est semi-enclavé et deux sont insulaires : la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe. L'absence d'accès à la mer et l'éloignement des ports de transit constituent un grave handicap supplémentaire pour la République centrafricaine et rendent son économie plus vulnérable. En particulier, les coûts supplémentaires de transport et de transit que ce pays doit supporter freinent le développement des exportations et des importations et ont un effet négatif sur ses termes de l'échange.

Même si le Zaïre est un pays semi-enclavé s'ouvrant sur l'océan Atlantique par un couloir de 60 km seulement, les centres de production minière et agricole sont situés très loin des ports maritimes d'exportation de Matadi, Boma et Banana, et le Zaïre doit assurer l'essentiel de son commerce extérieur par les ports de transit situés en République-Unie de Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud. Le port angolais de Lobito, qui était auparavant utilisé à une grande échelle pour les importations, est fermé depuis 1975.

Les problèmes des pays insulaires - Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe - sont principalement ceux de la communication avec le monde extérieur même si en Guinée équatoriale existent d'autres problèmes de communication entre la partie continentale du pays (Rio Muni) et sa partie insulaire (Bioko) qui sont distantes de 250 km. Dans les pays insulaires, des communications internationales défectueuses ont habituellement constitué un obstacle majeur au développement économique. Bien qu'il y ait eu récemment certaines améliorations dans le domaine du transport maritime et par cargo aérien, les arrangements sous-régionaux en vue de le rendre plus efficace laissent encore à désirer.

L'Afrique du Centre a également des problèmes de réfugiés. L'impact d'un tel afflux de réfugiés dans le pays d'accueil est important : des problèmes de logement et d'emploi entraînent des conditions précaires d'existence dans des bidonvilles qui connaissent des pénuries, notamment alimentaires et la destruction du mode de vie traditionnel. Pour les pays d'accueil, un important afflux de réfugiés entraîne la désorganisation des économies nationales, le détournement des rares ressources disponibles au profit d'activités improductives et la baisse de la capacité des pouvoirs publics à réaliser leurs objectifs de développement.

Compte tenu du caractère artificiel des frontières léguées par la colonisation, les flux migratoires à travers les frontières dans la période ayant précédé les indépendances étaient monnaie courante dans la région, de même que la mobilité des travailleurs conformément aux accords signés dans le cadre de l'UDEAC. Cependant, les changements politiques qui ont suivi les indépendances ont poussé plusieurs pays de la sous-région à restreindre les migrations entre les pays en dépit des accords conclus dans le cadre de l'UDEAC et de la CEEAC. Au cours des dernières années, plusieurs gouvernements ont pris des mesures visant à mettre un terme à l'immigration illégale.

E. LE SAHEL

Le Sahel, constitue une sous-région relativement homogène dans leurs écosystèmes. Situé au sud du Sahara il est caractérisé par des contrastes climatiques allant de la sécheresse et de l'aridité intégrale aux pluies dévastatrices. De plus, la sous-région pâtit de la désertification qui d'une année à la suivante fait reculer la portion de terres d'une bande large de 20 km environ. Cinq des pays du Sahel sont totalement enclavés ou insulaires, ce qui aggrave leur situation de dépendance. Ces pays partagent donc les mêmes problèmes qu'ils cherchent à résoudre individuellement et collectivement.

L'activité économique dominante des pays du Sahel réside dans l'agropastoralisme, donc vulnérables aux aléas climatiques et surtout au régime des pluies. Ces pays ont traversé en l'espace de moins de dix ans, deux sécheresses graves, et d'autres calamités naturelles. Pis encore, les îles du Cap-Vert n'ont pas connu de pluies depuis 1967. Il a fallu attendre 1984 pour recevoir des pluies diluviennes tout aussi désastreuses pour l'économie nationale.

L'impact de la sécheresse et de la désertification dans le Sahel a été considérable, tant en agriculture que pour l'ensemble des économies nationales. Il convient de citer : la baisse importante de la production vivrière, qui a engendré l'aggravation de la situation alimentaire déjà précaire, la baisse des cultures de rente, la famine et la malnutrition, la surmortalité et l'aggravation de la morbidité, l'augmentation des importations et de la dépendance vis-à-vis des aides alimentaires, la baisse des recettes en devises et l'aggravation du déficit commercial et celle de la balance des paiements, la perte importante du cheptel de 50 à 80 p. 100, voire la disparition complète de centaines de troupeaux, la détérioration de l'écosystème sahélien qui favorise l'avancée du désert, et le recul des terres propres à la culture, la baisse des régimes des cours d'eau, la difficulté d'approvisionnement en électricité avec son impact sur la production industrielle déjà étroite, la baisse du niveau des nappes phréatiques et le dessèchement des points d'eau, l'accentuation de l'exode rural vers les centres urbains et des zones plus clémentes, la pression sur les zones d'accueil avec dégradation du milieu.

Le phénomène de la sécheresse et de la désertification a complètement perturbé les économies nationales et a sérieusement freiné les efforts de développement consentis par les pays concernés. Les gouvernements se sont retrouvés face à des problèmes majeurs tels que : la crise alimentaire et la famine, les problèmes de santé et de mortalité affectant aussi bien les hommes que le cheptel, les difficultés de transport et de communications, les problèmes aigus de déplacement de populations à la recherche de subsistance, les problèmes spéciaux résultant de l'enclavement et de l'insularité des pays. Dans ce contexte, la prolifération des institutions de coopération sous-régionales mérite d'être évoquée.

Au cours des deux sécheresses, les pays du Sahel ont enregistré des baisses notables dans la production de toutes les cultures vivrières. Par exemple, le mil et le sorgho, céréales traditionnellement résistantes aux aléas climatiques, ont connu une baisse de près de 40 p. 100 induisant un déficit alimentaire en partie comblé par des aides en céréales de substitution comme le riz et le blé. Mais la conséquence la plus grave a été la malnutrition. Dans certaines zones, le déficit alimentaire couplé avec les maigres moyens logistiques ou même leur inexistance, ainsi que le mauvais état des routes, entre autres, ont conduit à la famine pure et simple.

Les premiers touchés ont été les groupes vulnérables des enfants en bas âge, des mères et des personnes âgées, compte tenu de la distribution par âge des populations du Sahel. La sécheresse a fait le lit des multiples épidémies et a accentué la mortalité chez les enfants, les personnes âgées et les femmes d'âge fécond. Aussi préoccupante a été la situation du cheptel, une des principales richesses des pays du Sahel, qui a vu sa population réduite jusqu'à 20 p. 100 de son volume dans certains cas. Ces pertes dramatiques n'ont pu être évitées par manque généralisé d'eau et de pâturage.

Le secteur des transports et des communications constitue une contrainte majeure au développement du Sahel, aggravée par l'immensité des territoires de la sous-région, soit plus de 5,5 millions de km² et par le relief entamé par l'érosion. L'existence des maigres infrastructures pose des problèmes aigus d'entretien et de réparation, dont les coûts viennent s'ajouter à ceux de l'énergie. L'insuffisance des infrastructures et des moyens de transport et de communications voue à l'isolement un grand nombre de centres de vie que séparent d'énormes distances aussi bien sur le continent que dans l'archipel du Cap-Vert. Face aux coûts élevés des investissements dans ce secteur et aux charges récurrentes également élevées, les pays de la sous-région ne sont pas en mesure de dégager des ressources suffisantes pour faire face à la fois au fonctionnement normal de ce qui existe et au développement des divers modes de transport et communications.

Les pays du Sahel ont toujours connu des déplacements de population engendrés par le besoin vital de recherche de nourriture et d'eau. Ces mouvements se sont accélérés au cours des périodes de sécheresse, rompant certains équilibres socio-politiques et créant des problèmes aigus de toutes sortes. Au drame collectif de la paysannerie déplacée ne répond pas l'espoir de trouver une terre plus clémente et plus fertile, étant donné la généralisation de la sécheresse.

Les pays enclavés souffrent à la fois de leurs propres difficultés internes ainsi que de celles de leurs voisins, en ce sens que les marchandises qu'ils importent ou exportent voient leurs coûts obérés par les frais de transit dans les pays voisins ainsi que ceux engendrés dans les pays eux-

mêmes. Le cas du Cap-Vert est aussi dramatique puisque sa géographie lui impose d'assurer constamment les liaisons entre ses différentes îles. L'isolement est encore aggravé en cas de catastrophes naturelles comme les sécheresses passées. En effet, la rapidité d'acheminement des marchandises devient critique. De plus, des volumes plus importants qu'en période normale doivent être traités. Des obstacles habituels d'insuffisance de structure et d'infrastructures deviennent alors plus insurmontables.

Le problème de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest a été à la base de la création de plusieurs organismes sous-régionaux avec bien souvent les mêmes motivations et buts, et le même intérêt pour filière de développement, comme l'économie, l'agriculture, les transports et communications, etc.. Ces institutions, au nombre d'une trentaine, n'ont pas toujours répondu à l'espoir et à l'attente que les gouvernements ont placé en elles pour la promotion de l'autosuffisance collective, la croissance et un développement auto-entretenu dans la sous-région. D'après une récente étude, l'appartenance de la plupart des pays du Sahel à plus de 15 organisations intergouvernementales est connue. Il paraît donc impérieux de repenser le mécanisme de la coopération économique de l'Afrique de l'Ouest et notamment des pays du Sahel, la prolifération des structures actuelles.

F. AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE

L'une des difficultés que rencontre cette sous-région est une croissance démographique plus rapide que celle de toute autre sous-région du continent; en conséquence, si le taux de diminution du PNB réel n'a pas été plus faible que celui d'autres sous-régions, il y a eu une chute plus marquée du PNB par habitant. Le problème se complique davantage par la probabilité que les taux de croissance démographique pourraient atteindre des niveaux supérieurs dans un avenir immédiat, du fait du taux constamment élevé de fécondité et d'une mortalité en déclin, ce qui impose de sérieuses contraintes aux pays de la sous-région, en retardant toute amélioration des niveaux de vie et la satisfaction des besoins fondamentaux. Même dans des pays comme le Nigéria et la Côte d'Ivoire, qui sont riches en ressources naturelles, le taux rapide de croissance démographique entrave le développement immédiat des aptitudes humaines et la mise à la disposition des importants investissements d'infrastructure et des structures administratives qui sont nécessaires à une exploitation plus efficace de ces ressources.

La croissance démographique élevée est liée au développement rapide de la population urbaine dû en partie à un taux élevé d'exode rural, qui a posé de sérieux problèmes de gestion économique et contribué à de graves distorsions dans la répartition des investissements entre les zones urbaines et rurales de la sous-région. La réduction du coût élevé de l'urbanisation et l'inflexion de cet abandon relatif des zones rurales et, partant, de l'exode rural, constituent deux des principaux problèmes d'adaptation économique auxquels la sous-région est actuellement confrontée.

Si les pays de la sous-région ont un taux de pluviosité relativement bon, le contraste frappant entre la saison des pluies anormalement humide et la saison sèche, extrêmement sèche, dans la plupart des pays, pose des problèmes de conservation de l'eau, d'érosion et d'épuisement des sols. En outre, les infrastructures économiques sont encore insuffisantes pour permettre d'obtenir plus d'une récolte par an pour la plupart des cultures de base et pour promouvoir une protection efficace d'un environnement fragile. A cet égard, il convient de noter que les cultures de base de la sous-région, notamment les tubercules tels que l'igname et le manioc sont précisément des cultures de la région subtropicale humide pour lesquelles la recherche agronomique n'a jusqu'ici apporté aucun résultat spectaculaire quant à l'accroissement de la productivité, ni aucune amélioration sensible des techniques de stockage et de conservation.

Pour ces raisons, la sous-région n'est pas entièrement à l'abri des effets de la sécheresse occasionnelle, notamment dans les zones septentrionales qui, en fait, appartiennent écologiquement à la région sahélienne. En effet, la grave sécheresse qui s'est prolongée de 1983 à 1985 a provoqué une baisse et une désorganisation de la production agricole dans la plupart des pays de la sous-région, accentuant ainsi une situation alimentaire déjà précaire. En outre, l'insuffisance prolongée de pluies a entraîné une réduction des ressources

en eau, et notamment l'assèchement total des puits et des trous de sonde dans certains cas, du fait de l'abaissement de la nappe phréatique. Dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria, l'approvisionnement adéquat en eau pour les centrales hydro-électriques, l'irrigation et la pêche a également été contrarié par la réduction du débit de la nappe phréatique. Au Nigéria, la sécheresse a également accentué la dégradation des pâturages, provoquant la mort de nombreuses têtes de bétail.

Presque tous les pays de la sous-région ont accueilli les populations déplacées par la sécheresse sahélienne. Celle-ci s'intensifiant, des mouvements de masse se sont produits vers le Sud, du Sahel vers les pays non sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, à la recherche de nourriture et d'eau, ainsi que de pâturages pour le bétail, imposant ainsi des contraintes supplémentaires à la situation alimentaire déjà préoccupante et aux infrastructures économiques et sociales fragiles de ces pays. En outre, en dépit de la nature relativement sous-développée de leurs infrastructures économiques, les pays de la sous-région ont dû absolument prévoir des installations de transit pour les exportations et les importations de leurs voisins sahéliens sans littoral du Nord et pour le transport des matériels de secours d'urgence. Cependant, de nombreux pays de la sous-région pourraient difficilement se permettre des investissements importants nécessaires à l'expansion et au maintien des infrastructures de transport nécessaires pour jouer un tel rôle.

Ces dernières années, la diminution des revenus d'Etat dans les pays de l'Afrique de l'Ouest non sahélienne a entraîné, du fait de la détérioration de l'environnement international, des coupes sombres dans les plans d'investissement et un ralentissement des projets en cours qui a eu un effet néfaste sur le fonctionnement et l'entretien des installations existantes, notamment des infrastructures matérielles. Toutefois, ces pays doivent, par la force des choses, faire porter davantage leur attention sur l'entretien des infrastructures matérielles, à cause des effets délétères et corrosifs d'une forte humidité, notamment sur les équipements très délicats, sensibles et coûteux que nécessite la technologie moderne.

Dans une sous-région où l'enseignement a progressé davantage que dans d'autres zones du continent et où le chômage croissant des diplômés, formés à grand frais, constitue déjà un problème social majeur, il est paradoxal que de nombreux pays comptent encore énormément sur une main-d'oeuvre spécialisée étrangère, qui a entraîné une ponction importante sur leurs maigres réserves en devises. Il en est résulté une nouvelle prise de conscience de l'importance que revêtent le développement des ressources humaines et la planification de la main-d'oeuvre, ainsi que la nécessité de maintenir un développement éducatif excellent et de haut niveau.

Si la sous-région offre un bon exemple de l'effort considérable déployé en matière de coopération sous-régionale en Afrique au cours des 25 dernières années, elle porte également témoignage des résultats très limités que ces efforts ont permis d'atteindre jusqu'ici. En fait, il y a au moins 35

groupements de coopération économique dans la région de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble (tels que la CEDEAO, la CEA, Mano River Union, le Bassin du fleuve Niger, le Conseil de l'Entente, etc.). Conçus comme des instruments de coopération économique et de développement accéléré sur la base de l'autosuffisance collective, ces groupements se sont efforcés à grand peine de parvenir à une amélioration des règles, des procédures, des stratégies et des programmes leur permettant de s'intégrer effectivement dans le cadre élargi de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. Le développement de transports et de communications fiables par mer, par terre et par air dans l'Afrique de l'Ouest non sahélienne constituera un facteur important de promotion de cette coopération.

Un élément vital de la politique future dans cette sous-région est la revitalisation des instruments de coopération économique et la mobilisation des ressources intérieures et extérieures nécessaires à la promotion de programmes communs et à l'exécution de projets communs dans de nombreux secteurs de la vie économique et sociale, afin d'accélérer la réalisation des objectifs de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

G. AFRIQUE DU NORD

La sous-région comprend cinq pays, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc et la Tunisie.

Tous ces pays produisent et exportent du pétrole ou du phosphate ainsi que leurs dérivés. Leur stratégie économique consiste essentiellement à réinvestir les recettes en vue de diversifier l'économie. La quasi-totalité de ces pays se heurtent à des problèmes analogues dont le plus important est peut-être l'accroissement démographique rapide qui exerce des fortes pressions sur les services publics surtout dans le domaine de l'enseignement, de la santé et du logement. Le taux d'accroissement démographique varie de 3,2 p. 100 par an dans le cas de l'Algérie à 2,5 p. 100 dans le cas de la Tunisie. Autre problème étroitement lié à cette question est l'urbanisation rapide qui constitue une charge supplémentaire pour les services publics dans les centres urbains, les capitales en particulier. Aussi accorde-t-on un rang de priorité élevé aux programmes d'envergure d'aménagement rural intégré dans le but d'inverser le phénomène qu'est l'exode rural massif.

Cette évolution démographique a eu des sérieuses incidences sur l'emploi. A l'exception de la Jamahiriya arabe libyenne, tous les autres pays ont un personnel qualifié surabondant et le chômage des diplômés sévit. Pour des raisons historiques, un grand nombre de ressortissants algériens, marocains et tunisiens travaillent actuellement en Europe occidentale; or, la récession qui sévit dans les pays industrialisés depuis quelques années a eu des répercussions néfastes sur leurs possibilités d'emploi et, partant, sur le rapatriement des salaires, source importante de devises pour leurs pays respectifs. L'Egypte connaît également une situation analogue, un grand nombre de ses ressortissants travaillant actuellement dans les pays arabes et comptant 3 millions de personnes risquant de rentrer au pays.

L'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) risque de poser un autre problème aux pays de la sous-région. Traditionnellement, la CEE entretenait des relations commerciales bilatérales avec la quasi-totalité des pays d'Afrique du Nord, dans le cadre de sa politique dite méditerranéenne. C'est ainsi que des pays tels que le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte entretiennent avec la CEE des relations commerciales traditionnellement basées sur l'exportation d'agrumes et de légumes à la Communauté, celle-ci représentant 60 p. 100 des marchés d'exportation de ces produits. Les problèmes qui découlent de l'élargissement de la CEE à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal et la concurrence qui en résulte pour les produits agricoles en provenance de l'Afrique du Nord ainsi que l'application, par la CEE, de sa politique agricole commune à caractère protectionniste constituent des sérieux obstacles aux exportations des pays de la sous-région à destination de l'Europe. C'est pourquoi ces pays envisagent sérieusement de diversifier leurs marchés d'exportation, en se tournant vers des marchés non traditionnels notamment en Afrique et dans le monde arabe.

La sécheresse et la désertification constituent un autre grave problème pour la sous-région. En effet, les zones septentrionales des pays d'Afrique du Nord sont, pour l'essentiel, désertiques. C'est ainsi que la sous-région a dû faire face à la désertification, aux effets dévastateurs des vents violents et des dunes de sable, ainsi qu'au déficit pluviométrique à la pénurie d'eau potable et du manque d'eau pour l'agriculture. Si, contrairement aux pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, la sécheresse n'a pas eu d'effets dévastateurs dans la sous-région, il n'en demeure pas moins que les dégâts étaient assez importants dans le cas de certains pays d'Afrique du Nord. C'est ainsi que certaines régions du Sahara du Nord n'ont enregistré aucune précipitation pendant une douzaine d'années consécutives. Dans d'autres régions où l'eau est puisée des trous de sonde, celle-ci s'est révélée non potable et trop saline pour servir à l'irrigation.

La nécessité, pour ces pays, d'importer de plus en plus de denrées alimentaires pour satisfaire la demande intérieure constitue un autre problème. Tous les pays de la sous-région ne ménagent aucun effort pour augmenter rapidement la production agricole, mais ils se heurtent à un certain nombre de problèmes graves tels que la pénurie d'eau et l'épuisement des sols.

Ces pays couvrent de vastes zones qui leur imposent des contraintes majeures pour développer un réseau de transport qui les relie entre eux et qui relie les régions côtières et l'arrière-pays avec le reste de l'Afrique; mais le coût élevé d'un tel projet ne devrait pas les dissuader dans la mesure où il en va là de l'avenir de l'intégration économique nationale, de la coopération sous-régionale et du projet, encore plus important, de la création d'une Communauté économique africaine.

6. APERCU GENERAL

1. Caractéristiques géographiques et démographiques

Pour comprendre les causes et les conséquences de la crise économique de l'Afrique, il est important de décrire brièvement les caractéristiques géographiques et démographiques du continent. L'Afrique est un continent très diversifié, avec une population d'environ 550 millions d'habitants et une superficie qui représente environ le quart des terres émergées du globe. Toutefois, 44 p. 100 seulement de la superficie totale peuvent être utilisés pour l'agriculture et l'élevage. La végétation va des forêts équatoriales luxuriantes de l'Afrique du Centre aux déserts arides du Sahara et du Kalahari. Il existe de grandes différences de taille entre les pays, tant en ce qui concerne leur superficie qu'en ce qui concerne leur population. Le plus petit pays a une superficie de moins de 500 km² alors que le plus grand, le Soudan, couvre une superficie de 2,5 millions de km². La population va de 65 000 habitants aux Seychelles à environ 95 millions au Nigéria.

La petite taille de certains pays ne constitue pas le seul handicap au développement. De nombreux pays sont également désavantagés sur le plan géographique du fait que leur littoral est très étroit, ou qu'ils sont complètement enclavés. Faute d'un réseau adéquat de routes et de moyens de communications, ces pays enclavés ont, périodiquement, éprouvé de graves difficultés à exporter leurs marchandises ou à importer les biens qui leur étaient nécessaires. Ainsi, au cours des années, leurs exportations et importations leur ont coûté de plus en plus cher. Ces obstacles ont sérieusement entravé le développement économique de ces pays. Les problèmes de transport et de communications sont aussi cruciaux pour certains pays; en effet les liaisons aériennes, ferroviaires et routières sont loin d'être suffisantes et sont en partie responsables du faible niveau des échanges intra-africains.

La situation est également très variable en ce qui concerne la densité de population et la densité critique de population, qui correspond au nombre d'habitants au km² de terres cultivables. Les densités de population s'échelonnent entre 10 et 500 habitants au km²; les densités critiques de population sont encore plus variables. Cependant, par rapport à d'autres régions du monde, l'Afrique ne peut pas être considérée comme surpeuplée, que ce soit en termes de superficie totale ou de superficie cultivable.

Toutefois, il ne faut pas en déduire que l'Afrique n'a pas de problème démographique. L'Afrique a un fort coefficient de dépendance. Il existe deux façons de calculer ce coefficient et mesurer ainsi la relation qui existe entre le problème démographique et le problème des ressources en Afrique, par rapport aux autres régions du monde. La première consiste à calculer le coefficient de dépendance par âge, de la façon suivante :

$$\frac{\text{population entre 0-14 ans} + \text{population âgée de plus de 65 ans}}{\text{population entre 15 et 64 ans}}$$

Selon les estimations de 1985, ce taux est égal à 92,5 p. 100 en Afrique contre 50,2 p. 100 en Europe. Cependant, le coefficient de dépendance par âge est une notion purement démographique et permet de mesurer la dépendance potentielle plutôt que la dépendance réelle.

Plus utile est le taux de population économiquement inactive par rapport à 1 000 personnes économiquement actives. En Afrique, ce taux, pour les années 1975, 1980 et 1985, était respectivement de 1 639, 1 707 et 1 777, avec une tendance à l'accroissement. Pour les mêmes années, en Europe, ce taux était respectivement de 1 250, 1 229 et 1 195. On estime que ce fort coefficient de dépendance va continuer de s'accroître en Afrique, pour atteindre 1 871 en l'an 2000.

La structure par âge de la population constitue un autre sujet de préoccupation. Globalement, un peu plus de 40 p. 100 de la population de l'Afrique a moins de 15 ans. Les conséquences de cette structure par âge sont évidentes; elles se traduisent par une forte demande de services d'éducation et de santé et de création d'emplois, et constituent une lourde charge pour les ressources publiques. Dans un certain nombre de pays africains, il a été nécessaire d'imposer un plafond à la proportion de dépenses consacrées aux services sociaux dans le budget de l'Etat.

L'urbanisation est un autre aspect de la situation démographique qui mérite d'être examiné. L'Afrique reste le continent le moins urbanisé du monde. Toutefois, on estime qu'elle aura le taux d'accroissement de la population urbaine le plus élevé pour la période 1980-2000. L'exode rural est essentiellement responsable de ce fort taux d'accroissement et entraîne des problèmes économiques et sociaux. Il accroît, dans les villes, la pression sur les services sociaux tels que l'éducation et la santé, et est en partie responsable du taux élevé de chômage urbain. Dans les zones rurales, la migration de la main-d'oeuvre la plus instruite et la mieux formée vers les centres urbains a pour conséquence directe la faible productivité du secteur agricole. L'absence d'innovations technologiques dans ce même secteur, le vieillissement de la population agricole et l'incapacité d'élever le niveau de vie des populations rurales sont d'autres conséquences directes de la migration des campagnes vers les villes. Ainsi, alors que la population agricole est restée très importante en nombre absolu, le rendement par tête a diminué.

Dans le passé, on a affirmé que le taux d'accroissement de la population était inversement proportionnel au PIB par habitant. Cette assertion est démentie en Afrique par les données disponibles sur le PIB par habitant. Le coefficient de corrélation entre le taux d'accroissement de la population et le PIB par habitant, en prix du marché constants de 1970 pour 50 pays africains, était seulement de 0,03 en 1983, alors que le coefficient de corrélation entre le taux d'accroissement de la population et le taux de croissance du PIB en prix du marché constants de 1970 était de 0,15. Ces résultats n'indiquent aucune relation claire entre les deux paires de variables, ce qui vient étayer le point de vue selon lequel la relation entre population et développement est assez complexe. Ainsi, en dépit du fait que les forts taux d'accroissement démographique ont sans doute aggravé la situation de l'économie africaine - ce qui ressort de la comparaison entre les taux de croissance du PIB et les taux de croissance du PIB par habitant (Tableau I de l'Annexe statistique) - il est évident que les mauvais résultats économiques de l'Afrique s'expliquent essentiellement par d'autres facteurs que par son taux relativement élevé d'accroissement démographique.

2. Produit intérieur brut

Il ne fait aucun doute que les résultats économiques enregistrés par les pays africains au cours de ces dernières années ont été lamentables. Le PIB évalué en prix courants pour l'ensemble de l'Afrique a été de 302 milliards 170,8 millions de dollars en 1983 et de 304 milliards 465,8 millions de dollars en 1984, soit un accroissement de 0,76 p. 100 seulement. Le PIB par habitant, toujours en prix courants, a été, pour l'ensemble de l'Afrique, de 615 dollars en 1984. Toutefois, la situation diffère énormément d'une sous-région à l'autre, ainsi que l'illustre le tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : PIB et PIB par habitant selon les sous-régions (en prix courants)

Sous-région	PIB (en millions de dollars)		PIB par habitant (en dollars)
	1983	1984	1984
Pays insulaires de l'Océan indien	4 170,0	3 649,2	326
Afrique de l'Est	27 192,1	27 679,2	231
Afrique australe	21 357,1	21 659,6	465
Afrique du Centre	18 337,0	17 709,6	387
Sahel	6 417,7	6 182,3	167
Afrique de l'Ouest non sahélienne	92 217,9	87 920,9	659
Afrique du Nord	132 479,0	139 665,0	1 385
Total de l'Afrique	302 170,8	304 465,8	615

Source : Secrétariat de la CEA.

Il ressort du tableau précédent qu'entre 1983 et 1984, le PIB en prix courants a baissé dans quatre sous-régions, à savoir: pays insulaires de l'Océan indien, Afrique centrale, Sahel et Afrique de l'Ouest non sahélienne. Il est resté pratiquement inchangé en Afrique de l'Est et en Afrique australe et n'a augmenté que de 5,4 p. 100 en Afrique du Nord.

Les taux de croissance ont également été excessivement faibles en Afrique au cours de la première moitié des années 80. Le PIB en prix constants a augmenté de 1,5 p. 100 en 1980-1981 et de 2,6 p. 100 en 1981-1982, diminué de 0,8 p. 100

en 1982-1983 et augmenté de 1,1 p. 100 en 1983-1984, ce qui donne un taux de croissance annuel moyen de 1,1 p. 100 au cours de la période 1980-1984. Dans le cas du PIB par habitant en prix constants, les chiffres pour l'ensemble de l'Afrique ont été de -1,3 p. 100 en 1980-1981, -0,2 p. 100 en 1981-1982, -3,6 p. 100 en 1982-1983 et -1,7 p. 100 en 1983-1984, ce qui donne une moyenne de -1,7 p. 100 par an au cours de la période 1980-1984. Comme pour le PIB et le PIB par habitant en prix courants, ces résultats ont varié énormément d'une sous-région à l'autre comme il ressort du tableau 2 ci-après.

Tableau 2 · Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant en prix constants (taux de croissance annuel moyen en pourcentage pour la période allant de 1980-1981 à 1983-1984)

Sous-région	PIB	PIB par habitant
Pays insulaires de l'Océan indien	-0,1	-2,7
Afrique de l'Est	1,0	-1,5
Afrique australe	0,6	-2,4
Afrique centrale	5,5	3,4
Sahel	-1,2	-3,8
Afrique de l'Ouest non sahélienne	-3,5	-6,2
Afrique du Nord	3,5	0,7
Total de l'Afrique	1,1	-1,7

Source : Secrétariat de la CEA.

Ce qui frappe dans le tableau ci-dessus c'est qu'aucune sous-région n'a atteint l'objectif de 7 p. 100 du taux de croissance du PIB fixé dans la Stratégie internationale de développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Seule l'Afrique centrale s'est quelque peu rapprochée de ce chiffre. Le taux de croissance du PIB en prix constants a chuté considérablement dans les pays d'Afrique de l'Ouest non sahéliens et dans les pays du Sahel, tandis qu'on a enregistré une stagnation des taux de croissance en Afrique de l'Est, dans les Etats de première ligne de l'Afrique australe et dans les pays insulaires de l'Océan indien. Dans le cas du PIB par habitant, seule l'Afrique centrale a enregistré, au cours de la période allant de 1980-1981 à 1983-1984, une remarquable croissance de 3,4 p. 100 par an. Le PIB par habitant a stagné en Afrique du Nord et connu une chute brutale dans toutes les autres sous-régions, avec des chiffres catastrophiques de -6,2 p. 100 en Afrique de l'Ouest non sahélienne et de -3,8 p. 100 dans le Sahel.

Il ressort clairement de ce qui précède que la situation économique en Afrique est désespérée et va de mal en pis. Selon les tendances actuelles, il est peu probable que le PIB en prix constants pour l'ensemble de l'Afrique augmente plus vite au cours de la seconde moitié de la décennie qu'au cours de la première. On pourrait toutefois retrouver les taux de croissance annuels des années 70 si le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique était pleinement mis en oeuvre et si l'environnement économique international s'améliorait nettement.

S'agissant de la composition sectorielle du PIB, les parts relatives de l'agriculture et de l'industrie sont restées pratiquement inchangées. L'agriculture représentait 41 p. 100 en 1980 et en 1982, tandis que l'industrie qui représentait 18 p. 100 du PIB en 1980 ne représentait plus que 17 p. 100 en 1982 pour l'ensemble de l'Afrique. Les résultats du secteur industriel ont été particulièrement décevants. La croissance dans ce secteur pour l'ensemble de l'Afrique, qui était de 1 p. 100 au cours de la période 1973-1980 est tombée à -4,1 p. 100 entre 1980 et 1982.

Dans le secteur vital de l'agriculture, 90 p. 100 de l'ensemble des pays africains ont enregistré des taux de croissance positifs de la valeur brute de leur production agricole au cours de la période 1970-1984, même si ces taux sont très faibles. Pour le quart des pays, le taux de croissance annuel moyen a été au minimum de 2,5 p. 100. Seuls trois pays, à savoir le Rwanda, le Swaziland et la Libye ont enregistré un taux de croissance annuel de la production agricole par habitant égal ou supérieur à 1 p. 100 par an. Plus de la moitié des pays ont enregistré une baisse de leur production par habitant d'au moins 1 p. 100 par an. La chute de la production a été particulièrement marquée dans les pays d'Afrique australe et les pays du Sahel.

Les données disponibles ne permettent pas d'établir un lien direct ou une relation de cause à effet entre les taux de croissance démographique et les taux de croissance agricole. La Libye, la Côte d'Ivoire et le Kenya ont tous des taux de croissance démographique élevés, mais le taux de croissance du secteur agricole dans ces pays a été supérieur à ceux enregistrés en Guinée, en Sierra Leone et en République centrafricaine, qui avaient pourtant des taux de croissance démographique inférieurs. Néanmoins, il y a eu dans la plupart des pays un déséquilibre entre les taux de croissance démographique et agricole, ce qui s'est traduit par plus qu'une absorption des gains de la croissance agricole par l'accroissement de la population.

La production alimentaire, considérée comme distincte de la production agricole générale, a augmenté à un taux moyen de 2,8 p. 100 par an entre 1961 et 1970 et elle est ensuite descendue à un taux de 1,6 p. 100 par an entre 1970 et 1984 pour l'Afrique prise dans son ensemble. Lorsqu'on tient compte de la production animale, les taux de croissance correspondants sont respectivement de 2,7 et de 1,9 p. 100.

Avec une croissance démographique moyenne d'environ 2,7 p. 100 par an, ces tendances soulignent la précarité de la situation alimentaire en Afrique. Ainsi, si la part moyenne de l'alimentation de base par habitant n'a augmenté que de 0,1 p. 100 par an entre 1960 et 1970, elle a en réalité enregistré un taux de croissance annuel moyen négatif (de -1,2 p. 100) entre 1970 et 1984. L'inversion de cette tendance constitue le plus grand défi que doivent relever les pays africains s'ils veulent assurer la survie économique du continent.

3. Commerce extérieur

Le commerce joue un rôle important dans l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Les taxes sur le commerce extérieur représentent plus de la moitié de l'ensemble des recettes publiques et près des trois quarts du total des recettes fiscales. Chacun sait qu'environ 95 p. 100 des exportations de l'Afrique portent sur des produits primaires, y compris les combustibles, ce qui signifie que pour accroître ses recettes d'exportation, l'Afrique est tributaire d'un petit nombre de produits primaires. L'accent est mis ici sur les problèmes de la stagnation des exportations; les fluctuations des recettes d'exportation; l'instabilité des cours des produits primaires et les effets de la chute de ces prix sur les ressources; les effets de la détérioration des termes de l'échange sur les recettes et la balance des paiements; le protectionnisme; le faible accroissement de la part qui revient à l'Afrique sur les exportations mondiales; et les problèmes relatifs à la baisse des importations.

a) Stagnation des exportations

Depuis 1975, le montant total des recettes d'exportation des pays africains a augmenté à un taux annuel moyen de l'ordre de 5 p. 100, et est passé de 36 milliards de dollars en 1975 à 63 milliards en 1984, après avoir atteint un record de 96 milliards en 1980. Si l'on exclut les pays exportateurs de pétrole (Algérie, Angola, Congo, Egypte, Gabon, Libye, Nigéria, Tunisie), les chiffres sont respectivement de 13, 18 et 23 milliards de dollars. Toutefois, si l'on considère la valeur unitaire et le quantum du commerce extérieur figurant au tableau 3, il est évident qu'en prenant 1980 comme année de base, les recettes des pays exportateurs et non exportateurs de pétrole pour 1984 se sont situées respectivement à 65 et 77 p. 100 de leur niveau de 1980. Les diminutions dans les recettes ont été dues tant à la baisse des prix (valeur unitaire des exportations) qu'aux faibles quantités exportées. La situation a également été aggravée par la récession de l'économie mondiale après 1980 et aussi par la chute de la production à la suite de la sécheresse.

Tableau 3 : Valeur, valeur unitaire et quantum des exportations en Afrique 1975-84 (1980=100)

	1975	1981	1982	1983	1984
Pour toute l'Afrique					
Valeur	38	79	69	64	63
Valeur unitaire	40	104	95	85	85
Quantum	95	76	73	76	79

Pour les principaux pays
exportateurs de pétrole

Valeur	33	78	67	60	65
Valeur unitaire	35	109	99	87	85
Quantum	95	72	68	69	76

Pour les pays non exportateurs
de pétrole

Valeur	55	84	76	81	77
Valeur unitaire	59	90	83	78	84
Quantum	93	93	92	103	91

Source : Secrétariat de la CNUCED.

A l'exception du cuivre, des huiles végétales et, dans une moindre mesure, du thé dont la croissance a été en moyenne nettement supérieure en 1982/1983 à celle de 1972/1973, le taux annuel moyen de croissance des échanges au niveau mondial de la plupart des principales matières premières de l'Afrique a été faible. En conséquence, le taux d'accroissement du volume des exportations de bananes, de café, de cacao et de bauxite au niveau mondial a été inférieur à 1 p. 100, tandis que dans le cas du coton, du sisal, du bois, du minerai de fer, du manganèse et du phosphate, il a même été négatif. Seuls le thé, les huiles végétales et le cuivre ont atteint respectivement des taux de croissance moyens de l'ordre de 1,6, 4,1 et 4,3 p. 100.

Pour les autres principales matières premières exportées, le volume sur le plan mondial est resté pratiquement inchangé au début des années 1980. Les chiffres du tableau 4 montrent le taux annuel moyen de croissance des exportations de produits primaires (à l'exception des combustibles) pendant les périodes 1966-1970, 1970-1975 et 1980-1984 par rapport à la moyenne mondiale et à celle d'autres régions. A la lecture de ces chiffres, on s'aperçoit que pour les pays développés à économie de marché, les exportations de produits primaires ont augmenté plus vite que celles des pays en développement, et que c'est en Afrique que les exportations ont connu le plus faible taux d'accroissement (sinon le plus fort recul).

Tableau 4 : Taux annuels moyens de croissance des exportations de produits primaires autres que les combustibles 1966-1970 - 1980-1985 (en pourcentage)

	1966-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1984
Monde	7,1	16,7	15,0	-2,7
Pays développés à économie de marché	8,0	18,1	16,2	-3,2
Pays en développement	6,2	14,0	14,4	-1,9
Afrique	6,6	10,1	9,6	-4,0
Amérique	7,0	15,1	14,3	-1,2
Asie	4,5	15,1	17,9	-1,3

Source : Secrétariat de la CNUCED.

b. Diminution de la part des pays africains dans les exportations mondiales de produits primaires

Le fait le plus important est peut-être la baisse généralisée de la part des pays africains dans les exportations mondiales des produits primaires dont ils étaient les principaux fournisseurs. Cette baisse a été la plus marquée pour les produits primaires agricoles, les minéraux, minerais et les métaux qui constituent en fait l'essentiel des recettes d'exportation de l'Afrique. Aucun des principaux produits primaires d'exportation, à l'exception du thé et des ressources halieutiques, n'a été épargné par ce mouvement de baisse.

Si le volume des exportations des pays africains avait augmenté de façon satisfaisante, tout porte à croire que la baisse de la part de ces pays aurait été moins importante. Il convient toutefois de souligner que les exportations de quelques produits de base tels que le sucre et le tabac ont augmenté en volume en dépit de la tendance générale à la baisse.

Il convient d'ajouter que les chiffres globaux relatifs aux résultats des exportations des pays africains cachent parfois certaines différences intéressantes entre pays. Par exemple, la Côte d'Ivoire a considérablement

accru sa production et ses exportations de cacao tandis que les autres principaux producteurs africains (Ghana et Nigéria) n'ont pas suivi ce mouvement. Dans l'ensemble, la croissance relativement faible de la production et des exportations africaines a permis à d'autres exportateurs de développer leurs débouchés au détriment du continent africain.

c. Problèmes rencontrés dans le secteur des importations

Les problèmes rencontrés par les pays africains sur le plan du commerce extérieur se sont traduits précisément par une diminution des importations accompagnée d'une baisse des recettes en devises. Après être passées d'un niveau d'indice de 95 en 1972 (1980 = 100) à 117 en 1978, les importations des pays africains non exportateurs de pétrole ont continué à chuter pour se situer à 79 en 1984.

Ce phénomène a eu des incidences considérables, puisque, dans la plupart des cas il a fallu réduire les importations nécessaires des importants biens d'équipement et autres produits intermédiaires. Deux phénomènes ont été observés dans la plupart des pays. Il a non seulement fallu réduire les importations totales mais également abandonner les importations des machines et de matériel au profit des importations énergétiques et importations de produits alimentaires, ce qui fait que l'on a eu tendance à reléguer au second plan les efforts de développement devant la nécessité de nourrir la population.

d. Fluctuations des recettes d'exportation

Outre sa faible croissance, le commerce des produits primaires africains se caractérise par des fluctuations des recettes d'exportation dues à l'instabilité des prix et/ou de l'offre. Cela a constitué pour la plupart des pays africains une source d'insécurité qui a eu pour effet de compromettre considérablement les efforts de développement qui exigent habituellement un volume élevé d'importations, et de rendre moins attrayante la production de cultures.

Le commerce des produits de base est d'une manière générale beaucoup plus sujet aux fluctuations que celui des produits manufacturés. L'effondrement récent des cours a durement frappé les pays tributaires des produits primaires pour leurs recettes d'exportation et ces pays ont ainsi été plus touchés que les autres par l'instabilité relative des marchés des produits de base. Les effets de cette instabilité ont été plus pernicioeux sur l'économie fragile des pays africains que sur l'économie plus saine et plus diversifiée d'autres pays notamment les pays nouvellement industrialisés. En outre, cette instabilité rend la planification économique et l'exécution des programmes économiques difficiles, voire impossibles, et partant, les grands projets entrepris au plus fort de la hausse des prix des produits de base ont dû être abandonnés.

e. Termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations

Les termes de l'échange de l'Afrique pour 1975 et 1981-1984 sont indiqués au tableau 5. Bien que la baisse des valeurs unitaires d'exportation ait été quelque peu compensée par celle des valeurs unitaires d'importation, la baisse relativement plus faible des valeurs unitaires d'importation a été telle que les termes de l'échange et le pouvoir d'achat des exportations de tous les pays africains y compris les principaux exportateurs de pétrole s'en sont trouvés en général réduits au cours des années 80. Les pays africains non exportateurs de pétrole, quant à eux, ont enregistré, à partir de 1983 une amélioration de leurs termes de l'échange suite à une baisse initiale enregistrée en 1982. Toutefois, le pouvoir d'achat de leurs exportations, après avoir augmenté en 1982, a baissé en 1984.

Tableau 5. Termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations des pays africains 1975-1984 (1980 = 100)

	1975	1981	1982	1983	1984
<u>Toute l'Afrique</u>					
Termes de l'échange	71,0	106,9	101,2	94,0	96,7
Pouvoir d'achat des exportations	67,4	81,3	73,5	71,4	76,3
<u>Principaux pays exportateurs de pétrole</u>					
Termes de l'échange	59,0	113,4	107,2	97,4	97,8
Pouvoir d'achat des exportations	56,2	81,0	72,5	66,9	74,6
<u>Autres pays</u>					
Termes de l'échange	113,9	89,7	85,6	85,9	94,1
Pouvoir d'achat des exportations	106,4	83,8	78,6	88,8	86,1

Source : Secrétariat de la CNUCED.

L'incidence de la détérioration des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations sur l'économie d'une région donnée ou d'un pays donné dépend de la part relative des exportations dans le PIB. Les chiffres figurant au tableau 6 indiquent les variations du revenu qui sont dues aux variations des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations en pourcentage du PIB 3/. On peut noter que les fléchissements du pouvoir d'achat des

3/ On détermine la variation du revenu en multipliant les chiffres du tableau 5 par la part des exportations dans le PIB de chaque groupe de pays. Un signe négatif indique un manque à gagner, reflétant les effets négatifs de la détérioration des termes de l'échange sur la croissance de l'économie africaine.

exportations ont eu une incidence relativement plus grave sur le PIB des pays africains exportateurs de pétrole, pris dans leur ensemble, que sur celui des pays africains non exportateurs de pétrole, et ce, en dépit du fait que les termes de l'échange de ce dernier groupe n'ont cessé d'accuser du recul, l'effet négatif du facteur volume ayant été plus grave dans le cas des pays exportateurs de pétrole.

Tableau 6. Variations du revenu résultant des variations des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations 1981-1984 (en pourcentage du PIB)

	Variations par rapport à 1980			
	1981	1982	1983	1984
<u>Toute l'Afrique</u>				
Attribuables aux termes de l'échange	2,0	0,3	-1,7	0,9
Attribuables au pouvoir d'achat des exportations	-5,4	-4,7	-5,3	-3,8
<u>Principaux pays exportateurs de pétrole</u>				
Attribuables aux termes de l'échange	4,5	2,4	-0,9	-0,7
Attribuables au pouvoir d'achat des exportations	-6,4	-9,2	-11,1	-7,9
<u>Autres pays</u>				
Attribuables aux termes de l'échange	-2,2	-2,8	-2,7	-1,1
Attribuables au pouvoir d'achat des exportations	-3,1	-4,1	-2,1	-2,7

Source : Secrétariat de la CNUCED.

f. Protectionnisme

Les mesures protectionnistes imposées par les pays industrialisés constituent également autant de facteurs qui expliquent les mauvais résultats du commerce extérieur africain, dans la mesure où cela s'est traduit par une contraction du volume des exportations de la plupart des pays africains. A ces facteurs, il faut ajouter la saturation des marchés pour ce qui est de la plupart des denrées alimentaires, la fabrication de produits synthétiques et de produits de substitution et l'adoption généralisée de technologies à économie de facteurs de production, ce qui se traduit par une contraction du volume des importations de produits primaires.

Les mesures économiques adoptées par la plupart des pays industrialisés ont eu pour résultat de réduire l'activité économique et, partant, la demande de produits primaires. Dans de nombreux pays développés, le protectionnisme est devenu le moyen généralisé de résoudre les problèmes posés par le chômage, sans qu'il soit tenu compte des répercussions désastreuses de ces mesures sur le volume du commerce mondial. En outre, les politiques agricoles de la plupart de ces pays ont consisté à apporter un appui financier massif aux producteurs agricoles, d'où un accroissement spectaculaire de la production agricole avec pour pendant une baisse des prix de ces produits, ce qui à son tour, a eu une incidence négative sur les recettes d'exportation de nombreux pays africains.

g. Echanges de produits de base : perspectives

Il convient d'évaluer l'incidence possible que le commerce extérieur des pays africains peut avoir sur l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique si l'on tient compte des problèmes traités dans les paragraphes précédents.

Il ressort clairement que la demande de produits primaires est essentiellement fonction des changements au niveau des activités économiques mondiales et, des activités dans les pays développés à économie de marché en particulier. A cet égard, il convient de souligner que les changements des politiques agricoles et commerciales des pays développés ont une forte incidence sur les prix de plusieurs produits de base intéressant l'Afrique, réduisant d'autant l'aptitude de l'Afrique à réaliser ses objectifs.

Lorsqu'on tient compte de certaines considérations macro-économiques, on constate que de nombreux facteurs indiquent qu'il est plus probable que le marché des produits de base accuse une nette amélioration d'ici à 1990, à moins, bien entendu, que des mesures correctives ne soient prises. Si l'on peut s'attendre à certaines fluctuations conjoncturelles à la hausse en raison de l'instabilité de l'offre dans les principaux pays producteurs, il n'en demeure pas moins que les fluctuations des principales monnaies ont des répercussions plus importantes sur les cours des produits de base et, partant, sur les recettes en devises. Le rapport entre le volume des recettes et l'aptitude de l'Afrique à assurer le service de sa dette extérieure (comme en témoigne le ratio élevé du service de la dette) est un facteur critique pour l'application du programme global de redressement économique.

4. Finances extérieures

Après avoir enregistré pendant une dizaine d'années un accroissement rapide, les apports nets de ressources extérieures - toutes catégories confondues - dont bénéficiaient les pays africains ont baissé en 1984 de 5,5 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980 (et de 6,5 milliards de dollars par rapport au chiffre record de 1982) (tableau 7). Ce déclin de l'accroissement global (environ 28 p. 100) enregistré au cours des années 80 donne une idée de l'effondrement de la coopération financière internationale, lorsqu'on se souvient qu'au cours des années 70 les apports nets s'étaient multipliés par six.

La stagnation, voire le déclin des apports, a été particulièrement nette dans le cas des apports de crédit au commerce, des investissements directs privés et des crédits commerciaux. Si la légère augmentation des apports publics a contribué à compenser le fléchissement des apports privés, il n'en demeure pas moins que les apports nets globaux accusent actuellement une tendance générale à la baisse. Comme on pouvait s'y attendre, les transferts nets (apports nets moins les intérêts et les dividendes) accusent une chute brutale, les versements au titre du remboursement de l'intérêt et de l'amortissement de la dette représentant une part de plus en plus importante. Pour l'ensemble des pays africains les transferts nets ont baissé, en 1984, de 10 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980.

Aide publique au développement

Un fait particulièrement significatif pour les pays africains est la stagnation du volume des apports d'APD, des ressources accordées par le FMI et des crédits à l'exportation. Pour ce qui est de l'APD, il convient de se rappeler que la part de l'Afrique de ces ressources, par ailleurs extrêmement rares, a augmenté assez rapidement au cours des années 70, passant de 25 p. 100 en 1970 à plus de 40 p. 100 en 1980. La part des pays africains au sud du Sahara a augmenté, au cours de la même période, d'environ 12 p. 100. Cette expansion, qui est essentiellement le fait d'établissements financés par l'OPEP, a fait que ces derniers pays se trouvent actuellement excessivement tributaires de l'APD pour ce qui est du financement de leurs programmes d'investissement à long terme. Le fait que les exportations ne concernent qu'une gamme réduite de produits et l'absence d'une politique dynamique en la matière les ont effectivement exclus des marchés de capitaux, tout en les plaçant dans l'impossibilité d'avoir accès aux crédits de la BIRD, tant pour ce qui est des crédits à court et à moyen terme que pour ce qui est des crédits à long terme.

Ressources du FMI

Pour un grand nombre de pays africains ainsi exclus, le FMI demeure l'unique source d'appui à la balance des paiements. En effet, le Fonds a joué un rôle décisif en la matière au cours des années 80. C'est ainsi qu'entre 1980 et 1983, les achats nets auprès du Fonds ont plus que doublé, ce qui a permis d'atténuer quelque peu les crises commerciales du début des années 80.

Toutefois, étant donné la nécessité de renouveler les ressources du Fonds et les conditions régissant l'accès aux facilités du FMI, les remboursements effectués sur les tirages antérieurs posent de sérieuses difficultés au niveau des comptes courants. Cette situation a été aggravée par le fait que de nombreux programmes du FMI ne sont pas parvenus à rétablir l'équilibre de la balance des paiements de bien des pays débiteurs. A cet égard, d'aucuns soutiennent que les programmes de stabilisation généralement prônés par le FMI ne sauraient corriger le déséquilibre de la balance des paiements lorsqu'il s'agit là d'un problème d'ordre structurel ou dû à des facteurs exogènes. En tout état de cause, il ressort clairement que, ces dernières années, les programmes du Fonds favorisent de plus en plus les arrangements stand-by (d'une durée de 12 à 18 mois), et ce, aux dépens des arrangements élargis (à moyen terme). C'est ainsi que sur les 15 arrangements conclus avec les pays africains que l'on comptait au 30 septembre 1985, seul le Malawi a obtenu un arrangement élargi. Les ressources accordées par le FMI ne sauraient toutefois répondre qu'à une fraction des besoins de l'Afrique en matière de financement, les pays africains ne représentant que 3,3 p. 100 des quotes-parts. En outre, étant donné que les restrictions quant à l'utilisation des ressources du Fonds ont été réduites à la faveur de l'augmentation des quotes-parts intervenue en 1983, les pays africains au sud du Sahara se trouvent, depuis 1985, dans une situation moins favorable en ce qui concerne l'accès aux ressources du Fonds.

Tableau 7. Sources des apports nets à court et à long terme en faveur de l'Afrique ^{a/} (en millions de dollars)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984*
Total des apports nets de capitaux	12,8	20,2	19,7	21,2	19,0	14,6
A des conditions libérales	6,9	10,8	10,5	10,5	9,4	9,8
<u>Bilatéraux</u>	5,7	8,0	7,7	7,8	6,9	7,6
<u>Multilatéraux</u>	1,2	2,8	2,8	2,7	2,5	2,2
Aux conditions du marché	6,0	9,4	9,2	10,7	9,6	4,8
<u>Bilatéraux</u>	5,5	8,6	8,2	9,8	8,4	4,0
Dont crédits à l'exportation publics et privés	2,9	4,6	3,6	3,3	3,6	2,0

Tableau 7. Sources des apports nets à court et à long terme en faveur de l'Afrique a/ (en millions de dollars) (suite)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984*
<u>Multilatéraux</u>	0,5	0,8	1,0	0,9	1,2	0,8
Pour mémoire : FMI, achats nets	0,3	0,7	1,8	1,6	1,7	0,7

Source : Estimations de la CEA sur la base des données du Manuel du commerce international de la CNUCED (1985), du supplément consacré au développement et des données de l'OCDE.

* Chiffres estimatifs.

a/ Provenant des pays membres du CAD, des pays membres de l'OPEP et des institutions d'aide multilatérale.

L'incapacité des pays africains à freiner la détérioration de leur pouvoir d'achat est généralement considérée comme l'un des principaux obstacles au bon fonctionnement du système actuel de coopération financière internationale. Compte tenu du rôle primordial que joue le FMI dans presque toutes les transactions financières - notamment en ce qui concerne les engagements des bailleurs de fonds bilatéraux, les organismes de financement du crédit à l'exportation, les arrangements du Club de Paris et l'accès au financement privé - il est indispensable d'examiner et d'évaluer ce rôle de près si l'on veut surmonter la crise financière que traversent actuellement les pays africains. Le phénomène inquiétant - sinon surprenant - du paiement des arriérés par un nombre croissant de pays africains au FMI et à d'autres institutions multilatérales de crédit constitue une base de départ pour établir des relations plus stables entre l'Afrique et le FMI. La récente décision de reconstituer le Fond d'affectation sous la forme d'un Compte spécial de paiements en faveur des pays à faibles revenus pourrait bien être considérée comme le premier pas dans cette direction. Toutefois, un accroissement substantiel des quotas des pays africains par rapport à leur niveau actuel et une allocation importante de droits de tirage spéciaux pour reconstituer leurs réserves et liquider les arriérés accumulés revêtent une plus grande importance en vue pour ces pays.

Banque mondiale

Tout comme le FMI, la Banque mondiale a joué, au cours de ces dernières années, un rôle clé dans la mobilisation des ressources financières dont les pays africains ont besoin. Sa contribution - par l'intermédiaire de l'IDA, de la Facilité spéciale de crédit pour l'Afrique et de son-savoir faire considérable dans l'élaboration de programmes d'ajustement structurel propres

à chaque pays - a progressivement créé les conditions politiques qui doivent constituer les bases d'une croissance soutenue. Toutefois, malgré les récentes initiatives, les flux nets de ressources multilatérales mises à la disposition des pays africains sous forme de prêts sont actuellement inférieurs de quelque 0,5 milliard de dollars à leur niveau du début de la décennie en cours. On craint de plus en plus que, sur la base des débours actuels d'une part, et des perspectives en matière de service de la dette d'autre part, un nombre croissant de pays africains ne deviennent emprunteurs nets auprès d'institutions multilatérales de prêt au développement telles que la Banque mondiale. Il est donc primordial de tenir compte, lors de la huitième reconstitution des ressources de l'IDA, de tenir compte de la nécessité de soutenir pleinement les mesures d'ajustement structurel qu'ont commencé à prendre de nombreux pays de la région.

Crédits à l'exportation

Les crédits à l'exportation et d'autres mesures de financement du commerce ont joué, par le passé, un rôle clé dans le financement des importations vitales pour la production et le commerce des pays africains, en particulier les biens d'équipement et les éléments nécessaires à l'entretien. Les crédits à l'exportation accordés par l'OCDE aux pays africains au sud du Sahara se sont accrus, au cours des années 70, à un rythme exceptionnel de 21 p. 100 par an en moyenne. Toutefois, depuis les années 80, cette source vitale de financement extérieur a été considérablement réduite - de plus de 50 p. 100 - ce qui se traduit, dans de nombreux pays africains, par des remboursements au titre d'emprunts anciens nettement supérieurs aux plus récents. Ce phénomène reflète d'une part, les conditions relativement peu favorables régissant l'octroi des prêts de cette nature et, ce qui est peut-être plus grave, le fait que de nombreuses institutions de crédits à l'exportation ont considérablement réduit le volume des crédits accordés aux pays africains. Cette situation a eu pour conséquence immédiate qu'une part croissante des échanges africains se font sur la base d'un paiement au comptant ou d'un accord de troc. Une deuxième conséquence du fléchissement du volume des crédits au commerce est une accumulation accrue des arriérés dont le montant selon les estimations est de 10 à 17 milliards de dollars, principalement imputables aux crédits du commerce à court terme. Enfin, conséquence indirecte - et économiquement paralysante - de cette situation, une pratique est apparue qui consiste à majorer sensiblement le prix des produits importés au comptant, en partie pour compenser les arriérés cumulés auprès des fournisseurs traditionnels.

L'activité économique a, à maints égards, pâti de la stagnation des apports de capitaux. En premier lieu, elle a donné naissance à de graves difficultés pour le refinancement et la reconduction des prêts à échéance. En second lieu, étant donné la relation étroite qui existe entre les importations et la formation de capital, la réduction de la capacité d'importation due à la diminution des transferts nets, a accentué le ralentissement de la formation de capital. Ce dernier phénomène est lui-même la conséquence d'une série de facteurs complexes ayant trait à la diminution des recettes publiques et de l'épargne intérieure, et à la nécessité de consacrer l'épargne plutôt au financement des dépenses

de consommation courante et au règlement des obligations accrues au titre du service de la dette. Même si le volume de l'épargne intérieure devait augmenter sensiblement, sa contribution à la formation de capital serait relativement modeste, compte tenu de la nécessité de faire face à l'accroissement des obligations au titre du service de la dette extérieure.

Pour résumer, dans le cas de nombreux pays d'Afrique, la coopération financière internationale ne donne plus guère de résultats, dans la mesure où on n'a plus recours qu'à des moyens de financement exceptionnels, notamment le rééchelonnement fréquent des obligations, qui a pour résultat la réduction des réserves et l'accumulation des arriérés, notamment pour ce qui est des prêts multinationaux. De toute évidence, si un tel mode de financement donne un certain répit, il ne peut être utilisé longtemps car son coût, en termes de solvabilité, est considérable.

Dettes extérieures

Alors qu'entre 1980 et 1984, les apports nets de capitaux ont diminué d'environ 6 milliards de dollars, le montant de l'encours de la dette a continué de croître - d'environ 50 milliards de dollars pour l'ensemble des pays africains, et d'environ 18 milliards de dollars pour les pays au sud du Sahara. L'augmentation de l'encours de la dette concurremment avec la diminution des apports nets de capitaux, est liée à la capitalisation des arriérés et au versement des intérêts, ainsi qu'au recours systématique par les pays africains au rééchelonnement de la dette au cours des dernières années.

A la fin de l'année 1984, la dette extérieure publique ou garantie par les pouvoirs publics s'élevait à environ 140 milliards de dollars, mais la dette extérieure globale, toutes catégories confondues, décaissée et non décaissée, approchait de 200 milliards de dollars à la fin de l'année 1985. Les indicateurs relatifs à la dette montrent que l'endettement des pays africains n'est pas moins grave que celui des principaux autres pays débiteurs, mais il est évident que l'Afrique n'est plus à même d'assurer le service de sa dette : entre 1974 et 1984, la dette extérieure globale a été multipliée par sept alors qu'au cours de la même période la production effective a connu un fléchissement de près de 1 p. 100 par an. Le ratio de la dette extérieure de l'Afrique aux exportations et au PIB a presque doublé entre 1974 et 1984, ce taux accusant une hausse plus nette dans le cas des pays africains au sud du Sahara. Parallèlement à l'accumulation de la dette en Afrique, les échanges ainsi que les apports ont enregistré une tendance à la baisse, phénomène qui s'est aggravé depuis le début des années 80.

L'écart de plus grand en plus qui se creuse entre la capacité de service de la dette d'une part et les obligations au titre du service de la dette d'autre part se manifeste par le quadruplement du ratio du service de la dette par rapport aux exportations au cours de la période de 10 ans qui s'est terminée en 1984, le ratio atteignant 30 p.100 la dernière année. Pour de nombreux pays à faible revenu, le fardeau est encore plus lourd : les estimations disponibles laissent apparaître actuellement des ratios du service de la dette de plus de 30 p. 100, certains pays ayant un ratio parfois supérieur à 100

p. 100 lorsqu'on tient compte de la dette à court terme, des rachats du FMI, des arriérés et autres charges. Les données récemment recueillies par les missions conjointes OUA/CEA qui se sont rendues dans tous les Etats membres, auprès de plusieurs autorités nationales indiquent un écart de plus en plus grand entre les paiements et les obligations au titre du service de la dette. Dans la plupart des cas, les obligations sont supérieures de près de 50 p. 100 aux paiements effectifs. La baisse de la capacité des Etats de payer la dette a été aggravée par le flux des emprunts contractés à l'étranger. En 1984, les transferts de capitaux nets, provenant de diverses sources, vers l'Afrique au sud du Sahara ont diminué, d'après les estimations, de près de 8 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980-1982, qui était légèrement supérieur à 11 milliards, étant donné que l'accroissement des paiements effectués au titre du service de la dette a coïncidé avec le quasi-arrêt des prêts volontaires provenant de sources privées et la fermeture du financement sur le marché mondial.

Pour la majorité des économies africaines, les problèmes relatifs au service de la dette sont intervenus à la suite des bouleversements financiers successifs causés par les chocs économiques qui se sont produits à l'étranger, et ont été aggravés par les catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la famine, encore que la mauvaise gestion économique ait également contribué à aggraver la crise.

Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la gravité des bouleversements économiques qui ont eu lieu à l'étranger. Des indicateurs macro-économiques importants montrent que la baisse est intervenue sur plusieurs fronts : entre 1980 et 1983, les pertes cumulées en devises provoquées par la baisse des prix des produits de base ont atteint environ 13,5 milliards de dollars, soit environ 2 p. 100 des recettes totales pour cette période. Dans le même temps, 27 pays sur 39 au sud du Sahara ont vu leur PIB par habitant baisser, alors que 23 pays enregistraient une chute dans le transfert net des flux de capitaux provenant de l'étranger et dans les réserves en devises qui, d'après les estimations actuelles, suffisent à peine à couvrir 6 semaines d'importation. Les Etats africains ne disposent manifestement pas de marge de manoeuvre au cas où de nouvelles régressions se produiraient dans le domaine des liquidités. Cependant, les économies africaines ont fortement tendance à voir se répéter les crises financières en raison de leurs structures rigides et peu protégées et de la base de production très étroite dont elles disposent. La part très importante qui revient à quelques produits primaires dans l'économie en général rend les résultats économiques et les possibilités financières très incertains, à la merci qu'ils sont de conditions climatiques changeantes et d'importantes fluctuations dans les cours des produits de base. Dans le même temps, la demande en produits d'importation qui porte essentiellement sur des produits de première nécessité tels que les vivres et le combustible ne peut être comprimée sans porter atteinte au bien-être des populations ainsi qu'à la capacité de production de ces pays. En outre, comme nous l'avons dit plus haut, en raison de leur insolvabilité, les Etats africains n'ont généralement pas la possibilité d'obtenir des crédits provisoires auprès de sources privées pour combler temporairement leurs déficits budgétaires.

Les problèmes de liquidité en Afrique ont en outre été exacerbés par un manque de souplesse dans la gestion de la dette. Entre 1975 et 1984, 15 pays africains ont plus de 40 fois demandé une aide au titre de la dette relative au crédit à l'exportation officiel et officiellement garanti par le biais d'un rééchelonnement sous les auspices du Club de Paris.

Les mesures d'allègement de la dette prises dans le cadre du Club de Paris se sont révélées inadéquates, car elles n'ont pas permis de rétablir rapidement des niveaux appropriés de financement des échanges ni d'assurer des apports d'aide supplémentaires. De plus, les frais relativement élevés liés à ces rééchelonnements ont le plus souvent pour effet d'aggraver le service de la dette. Quoi qu'il en soit, les arrangements du Club de Paris ont un caractère limité, puisqu'ils envisagent principalement la dette publique et officiellement garantie : ils n'envisagent pas la dette non garantie, les crédits à court terme, la dette vis-à-vis d'institutions multilatérales, de créanciers socialistes ou de la plupart des autres pays en développement. En conséquence, un élément important de la dette - près de 50 p. 100 - n'est pas pris en compte dans les arrangements du Club de Paris et fait l'objet d'autres arrangements spéciaux. Le fait que les mesures fréquentes et fragmentaires de rééchelonnement ne permettent pas de lutter efficacement contre la nature chronique de la crise de liquidité de l'Afrique est illustré par les requêtes de nouvelles mesures de rééchelonnement et les arriérés croissants. S'agissant de cette dernière question, il conviendrait de noter que sur les 43 pays qui avaient des arriérés à la fin de 1984, plus de 20 étaient des pays africains.

Les perspectives du service de la dette à moyen terme ne sont pas prometteuses et aucune amélioration majeure n'est en vue. L'environnement international continue à être difficile. La persistance de taux d'intérêt élevés a pour effet d'accroître les obligations au titre du service de la dette, tandis que les prix des produits de base et les recettes d'exportation n'ont guère de chance d'augmenter, étant donné l'interruption de la reprise dans les pays industrialisés. En outre, à la fin du délai de grâce lié au réaménagement récent de la dette, on prévoit que le montant total des paiements effectués au titre du service de la dette augmentera, passant de 4,3 milliards de dollars en moyenne en 1980 - 1982 à environ 14 à 23 milliards de dollars par an en 1986-1990.

5. Financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990

Sur les 115 milliards de dollars nécessaires au financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, pour l'ensemble du continent, 80,4 milliards, soit environ les deux tiers du total, ont déjà été ou vont être prélevés par les gouvernements africains sur leurs ressources intérieures. Les ressources extérieures nécessaires ne représentent donc plus que 30 p. 100 du coût total du Programme prioritaire, c'est-à-dire 34,6 milliards de dollars. Les tableaux ci-dessous présentent une récapitulation du financement sectoriel que requiert le Programme prioritaire. Selon les informations fournies aux missions conjointes OUA/CEA qui se sont rendues dans les Etats membres au titre de la préparation du présent document, environ 10 p. 100 de ce déficit fait l'objet de négociations plus ou moins avancées en vue d'obtenir un appui extérieur.

Tableau 8. Ressources requises pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (en millions de dollars)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	54 782,4	40 007,3	14 775,1
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	51 667,3	35 172,5	16 494,9
Sécheresse et désertification	2 189,4	1 354,0	835,4
Mise en valeur des ressources humaines	6 389,8	3 914,0	2 475,7
Total	115 028,9	80 447,8	34 581,1

Source : ECA Computer printouts

Tableau 9 : Ressources requises pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (en pourcentage)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	100	73,0	27,0
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	100	68,1	31,9
Sécheresse et désertification	100	61,8	38,2
Mise en valeur des ressources humaines	100	61,3	38,7
Total	100	69,9	30,1

Source : Calculé à partir des chiffres du tableau 8 et des appendices statistiques figurant, dans le Volume II.

Ces tableaux mettent clairement en évidence les efforts considérables déployés par les gouvernements africains en vue de mobiliser leurs ressources intérieures pour financer le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

La répartition des ressources extérieures totales nécessaires par secteur est donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Ressources extérieures totales nécessaires

	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage du coût total	Pourcentage des ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	14 775,1	12,8	42,7
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	16 494,9	14,3	47,7
Sécheresse et désertification	835,4	0,7	2,4
Mise en valeur des ressources humaines	2 475,7	2,2	7,2
Total	34 581,1	30,0	100,0

Source : ECA computer printouts.

Les ressources extérieures nécessaires sont en valeur plus élevées pour les autres secteurs d'appui à l'agriculture qui devancent les secteurs de l'agriculture, de la mise en valeur des ressources humaines et de la sécheresse et de la désertification. Tandis que 47,7 p. 100 de l'ensemble des ressources extérieures nécessaires concernent les "autres secteurs d'appui à l'agriculture", 42,7 p. 100 portent sur l'agriculture proprement dite. Ainsi, les deux secteurs qui sont au coeur même du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, représentent 90,4 p. 100 du montant que les gouvernements africains doivent obtenir de l'extérieur. Les secteurs de la mise en valeur des ressources humaines et de la sécheresse et la désertification représentent respectivement 7,2 p. 100 et 2,4 p. 100 du financement extérieur total nécessaire.

Comme il fallait s'y attendre, des variations existent entre les pays et les sous-régions du continent en ce qui concerne la situation du financement du Programme prioritaire. Le tableau ci-dessous présente une comparaison entre les sous-régions africaines dans ce domaine :

Tableau 11 : Etude comparative de la situation relative au financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 dans les diverses sous-régions

Sous-région	Coût total du Programme prioritaire		Ressources intérieures mobilisées ou prévues		Ressources extérieures nécessaires	
	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage
Pays insulaires de l'océan Indien	1 250,3	100	195,1	15,60	1 055,2	84,3
Afrique de l'Est	16 695,9	100	8 725,1	52,25	7 970,8	47,7
Etats de l'Afrique australe	4 050,3	100	1 637,2	40,42	2 413,1	59,6
Afrique centrale	12 834,5	100	7 462,4	58,14	5 372,1	42,0
Sahel	5 625,7	100	237,2	4,21	5 388,6	96,0
Etats non sahéliens d'Afrique de l'Ouest	17 397,8	100	10 548,5	60,63	6 849,3	39,4
Afrique du Nord	57 174,4	100	51 642,3	90,32	5 532,0	9,7
Total pour l'Afrique	115 028,9	100	80 447,8	69,93	34 581,1	32,0

Source : ECA Computer printouts.

Estimations globales des besoins en ressources

Il conviendrait que l'aide que la communauté internationale doit apporter à l'Afrique en vue d'une application réussie du Programme prioritaire soit considérée comme une assistance spéciale à un programme prioritaire spécial. L'importance du montant (34,6 milliards de dollars) devant être financé par des sources extérieures en 1986-1990, soit en moyenne 6,9 milliards de dollars par an, montre à quel point le Programme prioritaire est unique en son genre.

En conséquence, l'assistance de la communauté internationale devrait viser uniquement à combler ce déficit. De fait, pour une application réussie du Programme prioritaire pour l'Afrique et afin que des changements structurels des économies africaines puissent être introduits, il est essentiel que la communauté internationale prenne des mesures et s'engage fermement à fournir les ressources extérieures nécessaires à l'exécution du Programme, comme on l'a souligné plus haut, et qu'elle veille à ce que :

a) les facteurs exogènes qui ont aggravé la situation de l'Afrique, surtout les problèmes liés à la lourdeur de la dette et au service de la dette, ne rendent pas vains les efforts de restructuration;

b) les ressources autres que celles qui sont requises pour l'application du Programme prioritaire prennent la forme de subventions ou de prêts à des conditions libérales de façon à couvrir le remboursement de la dette et d'assurer la disponibilité d'un niveau de ressources étrangères largement suffisant, propre à rétablir la santé financière des pays africains ainsi qu'à appuyer les efforts de relance et d'élévation du revenu par habitant;

c) pendant la période d'exécution du Programme, aucun pays africain ne devrait avoir une sortie nette de ressources. En d'autres termes, aucun pays donateur ne devrait être bénéficiaire net de ressources provenant d'un pays africain.

Au cours des cinq prochaines années, le service de la dette de l'Afrique exigera un montant annuel situé entre 14 et 23 milliards de dollars. Il est impossible aux pays africains d'assurer le financement du Programme à raison d'une moyenne de 80,4 milliards de dollars, soit 70 p. 100 du coût total et de maintenir en 1986-1990 des niveaux suffisants d'importation au moyen de leurs propres ressources, tout en s'acquittant de leurs obligations au titre du service de la dette.

Faute de mesures efficaces d'allègement de la dette et de flux importants de ressources, les ressources propres mobilisées pour financer le Programme et animer la croissance devront être allouées au service de la dette. En effet, si l'appui international ne devait servir qu'à combler l'écart dans les montants à investir pour appliquer le Programme, sans assurer, dans le même temps, un allègement sensible du service de la dette, la situation des pays africains pourrait être pire à la fin de la période qu'au début. Il est impossible à l'Afrique de passer à un niveau d'obligations au titre du service de la dette de 4,3 milliards de dollars par an pendant la période 1980-1982 à un niveau annuel de 14 à 23 milliards de dollars pendant la période 1986-1990. Même si toutes les ressources propres mobilisées pour financer le Programme sont allouées au service de la dette, les pays africains ne pourront toujours pas s'acquitter de leurs obligations et encore moins disposer de ressources pour financer le Programme.

Etant donné que les pays africains financeront, en moyenne, 70 p. 100 du Programme prioritaire et maintiendront des niveaux d'importation pouvant être financés par leurs ressources intérieures, le montant global des apports requis au cours de la période 1986-1990 sera le suivant :

Apports globaux estimatifs requis

	(en milliards de dollars des Etats-Unis)	
	<u>Moyenne annuelle pour la période 1986-1990</u>	
	<u>Minimum</u>	<u>Maximum</u>
1. Ressources extérieures requises pour financer le Programme prioritaire (écart entre le coût global du Programme et les ressources pouvant être mobilisées sur la plan intérieur)	7	7
2. Estimation des apports nécessaires pour assurer le service de la dette	14	23
Apports globaux requis	(21)	(30)

De toute évidence, les besoins diminueront si des mesures efficaces d'allègement de la dette sont appliquées. Si, par exemple, toutes les dettes bilatérales étaient converties en dons, le montant global des apports requis passerait à 18 milliards de dollars dans l'estimation minimale et à 25 milliards de dollars dans l'estimation maximale. La conversion des dettes publiques hors APD et des paiements au titre du service de ces dettes en prêts à long terme remboursables sur une période de 30 à 40 ans, avec un différé de remboursement de 10 ans, pourrait apporter un allègement supplémentaire des paiements au titre du service de la dette de l'ordre de 4 à 6 milliards de dollars par an.

Un autre moyen de réduire l'ampleur des besoins en apports extérieurs consisterait à plafonner et à réduire les taux d'intérêt des dettes commerciales, et à convertir les remboursements de ces dettes en remboursements sur une longue période à des conditions libérales.

De fait, il conviendra de concevoir et de mettre en application un programme comportant des mesures d'allégement de la dette et un volume important de ressources, tenant compte des particularités de la situation relative à la dette et des capacités de remboursement de la dette dans chaque groupe de pays. Par exemple, pour les pays africains à faible revenu, les ressources extérieures requises devront être obtenues au moyen d'apports à des conditions libérales et de mesures d'allégement de la dette extrêmement favorables. Pour les pays à revenu moyen, ces dernières mesures pourraient s'ajouter à des emprunts d'un niveau accru à des conditions non libérales mais toutefois raisonnables.

L'estimation des ressources extérieures requises ne peut fournir, au mieux, qu'un ordre de grandeur. La valeur des estimations est très largement fonction des hypothèses et des tendances de l'environnement économique extérieur, des prix des produits de base, des fluctuations des termes de l'échange, des taux d'intérêt et de change et du remboursement de la dette. En outre, les résultats des efforts d'épargne intérieure et des autres politiques visant à agir sur l'environnement global déterminent de façon non négligeable la valeur de l'estimation.

Cela étant dit, notre fourchette du montant estimatif des apports extérieurs montre à l'évidence que la communauté internationale doit absolument fournir un apport massif de ressources venant s'ajouter à un allégement important de la charge du service de la dette, charge paralysante et déjà incontrôlable, et à une amélioration de l'environnement économique extérieur qui appuieraient des réformes fondamentales et l'effort de développement, si l'on veut que l'Afrique sorte du cercle vicieux du sous-développement et atteigne des taux de croissance positif au cours des cinq prochaines années.

6. Priorités nationales dans le cadre du Programme de priorités pour le redressement économique en Afrique

D'après les données figurant dans les Profils par pays (chapitre I du Volume II, il apparaît clairement dans le cadre de ce Programme, le rang de priorité le plus élevé est accordé à l'agriculture suivie d'autres mesures sectorielles liées à l'agriculture, à la mise en valeur des ressources humaines ainsi qu'à la sécheresse et à la désertification. S'agissant de l'agriculture, la FAO a défini aux fins d'analyse les quatre domaines d'investissements suivants:

I. Mise en valeur des terres arables et amélioration des terres

1. Mise en valeur des terres
2. Irrigation
3. Conservation des sols et de l'eau
4. Lutte contre les inondations
5. Choix de cultures de rentabilité
6. Capital circulant

II. Mécanisation et équipement

1. Tracteurs et équipement
2. Animaux de trait
3. Matériel à traction animale
4. Outils manuels

III. Développement de l'élevage et de la production animale

1. Accroissement du cheptel
2. Investissements dans la production de viande
3. Investissements dans la production de lait
4. Fermes et équipement d'élevage de porcins et de volaille
5. Aménagement des parcours

IV. Stockage et commercialisation

1. Stockage hermétique
2. Réfrigération de fruits et légumes
3. Circuits de commercialisation
4. Commercialisation des fruits et légumes

Bien que tous les pays ne soient pas dotés de programmes couvrant tous les aspects de ces quatre domaines d'investissement au niveau du secteur agricole, il ne faut pas perdre de vue ces classifications afin de mieux comprendre les priorités données par les pays à l'agriculture.

La deuxième priorité a été accordée à l'adoption de mesures sectorielles liées à l'agriculture et comprenant notamment la construction et l'entretien de routes de desserte, de voies d'accès et de service, la restructuration du réseau ferroviaire, la relance industrielle par le biais de la fourniture de facteurs de production et d'investissements à caractère incitatif dans le domaine agricole (implantation d'usines d'engrais et traitement de produits agricoles), le développement rural, y compris la création de centres de santé rurale et de soins de santé primaire et la planification de l'utilisation des terres.

S'agissant de la sécheresse et de la désertification, on a défini la reforestation et le reboisement, la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie qui remplaceraient le bois de chauffe, la gestion des terres et la conservation des ressources en eau. La quatrième priorité, c'est-à-dire la mise en valeur des ressources humaines, porte entre autres sur l'amélioration des institutions de gestion et le fonctionnement du secteur public ainsi que sur le renforcement des méthodes de planification et de gestion des ressources humaines. La dernière catégorie porte en outre sur la réalisation d'études de planification de la main-d'oeuvre et de projets tels que la création d'instituts d'administration publique et de gestion et de centres de productivité. Il n'a pas toujours été possible de distinguer clairement ces quatre domaines dans tous les pays et dans certains la gestion des terres et la reforestation ont été rattachées à l'agriculture, étant donné que la reforestation n'avait pas pour but de lutter contre la sécheresse et la désertification mais de remplacer les ressources forestières épuisées.

Les tableaux 2, 3 et 4 de l'annexe statistique montrent le coût du Programme de priorités pour 1986-1990 secteur par secteur, les sources de financement par sous-région et par pays en millions de dollars et en pourcentage.

Le coût total du Programme s'élève à 115 milliards de dollars, dont 54,8 milliards (47,9 p. 100) au secteur de l'agriculture; 51,7 milliards de dollars (44,1 p. 100) pour les autres mesures sectorielles liées à l'agriculture, 2,2 milliards de dollars (1,9 p. 100) pour la sécheresse et la désertification et 6,4 milliards de dollars (5,6 p. 100) pour la mise en valeur des ressources humaines. Par pays, le coût total du programme va de 3,2 millions de dollars pour le Swaziland à 27,7 milliards de dollars pour l'Algérie.

Afin de comprendre le mode de répartition du total des investissements nécessaires pour le secteur public et le secteur privé pour la période 1986-1990 dans le domaine de l'agriculture, il convient de se reporter au tableau 8 qui indique la répartition en pourcentage du total net des investissements pour les principaux domaines par sous-région.

Tableau 12. Total net des investissements dans l'agriculture par domaine et par sous-région pour 1986-1990
(en pourcentage)

Sous-région	Mise en valeur des terres ara- bles et améliora- tion des terres	Mécanisation et équipement	Développement de l'élevage et de la production animale	Stockage et commerca- lisation	Total
Iles de l'océan Indien	44,6	5,0	39,9	10,5	100,0
Afrique de l'Est	28,5	4,4	46,5	20,6	100,0
Etats d'Afrique australe	41,6	6,3	35,1	17,0	100,0
Afrique centrale	57,7	1,4	23,4	17,5	100,0
Sahel	33,3	3,4	48,1	15,2	100,0
Autres pays de l'Afrique de l'Ouest	54,1	1,6	27,8	16,5	100,0
Afrique du Nord	32,7	7,7	39,8	19,8	100,0
Total Afrique	39,9	4,1	38,1	17,9	100,0

Source : Imprimés d'ordinateur de la CEA calculés à partir des programmes d'investissements par pays.

7. Moyens d'action pour atteindre les objectifs du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique

Les participants à la mission commune OUA/CEA ont pu constater qu'en vue d'atteindre les objectifs du Programme, les pays africains mettaient en application des mesures importantes et accordaient une attention particulière à la réorientation de leurs politiques. Les principaux moyens d'intervention sont présentés ci-après.

a. Mesures d'incitation

Les gouvernements africains ont pris conscience du fait que, pour améliorer la productivité, en particulier dans le secteur agricole, il était nécessaire d'adopter des mesures adéquates d'incitation à la production, notamment de modifier les politiques de prix qui avaient tendance à décourager la production. Dans le cadre du Programme de redressement, de nombreux pays ont amélioré leur système d'incitation à la production, et d'autres mesures doivent être prises dans cette direction afin de stimuler les réflexes de production, non seulement pour contribuer au redressement économique mais aussi pour maintenir l'élan donné et accroître la production à plus long terme.

Les différentes mesures adoptées par les pays africains sont axées sur le développement des avantages financiers à accorder aux producteurs agricoles, notamment l'augmentation des prix à la production dans les sous-secteurs de la production alimentaire et de l'agriculture d'exportation, et l'encouragement de l'épargne individuelle et des investissements privés. Un rang de priorité élevé devrait être accordé à la prestation d'un ensemble de services aux agriculteurs et à l'amélioration de l'efficacité de l'infrastructure économique, sociale et administrative. En général, cependant, les mesures d'incitation financière doivent être complétées par une amélioration et une augmentation des facteurs de production, des programmes d'action visant à réduire les goulets d'étranglement technologiques et institutionnels dans le secteur, et par l'adoption de politiques visant à réduire sensiblement les responsabilités des organismes publics de commercialisation et à encourager la participation du secteur privé et du secteur coopératif. Quelques pays sont allés plus loin en interdisant ou en limitant l'importation de certains produits agricoles et de denrées de première nécessité afin d'encourager la production intérieure et l'autosuffisance.

Afin de relancer la croissance du secteur industriel, qui, dans de nombreux pays, a été sérieusement entravée ces dernières années par une sous-utilisation de la capacité existante, en raison de pénuries de pièces de rechange et de matières premières importées, les pays de la région ont alloué au secteur industriel des ressources accrues en devises afin de permettre une meilleure utilisation de la capacité existante et d'entreprendre les opérations essentielles de rénovation. Dans le cadre de leurs mesures d'incitation des exportations, quelques pays ont introduit un système de prélèvement automatique des revenus en devises pour certaines catégories d'exportateurs. Ces devises peuvent ensuite être utilisées pour importer des équipements, pièces de rechange et facteurs de production essentiels, ainsi que pour remplir les obligations financières extérieures des exportateurs.

Afin d'améliorer et de libéraliser le cadre général dans lequel intervient le secteur privé, des mesures ont été adoptées, consistant notamment à appliquer avec moins de rigueur les mesures de contrôle des prix et de la distribution, à réduire l'inefficacité et la rigidité du système d'octroi de licences d'importations, et à adopter un taux de change plus réaliste.

Dans certains pays, de nouveaux codes des investissements ont été mis en application, tandis que dans d'autres, les codes existants ont été modifiés afin d'attirer les investissements étrangers et de simplifier la législation et les procédures réglementant l'investissement industriel en général. Quelques pays tentent de rétablir la confiance du secteur privé, en faisant participer des représentants du secteur privé à certains organes de décision.

b. Politiques d'investissement public

Dans le passé, le secteur public a été le moteur essentiel de l'investissement intérieur dans les pays en développement d'Afrique, et ce secteur a joué un rôle primordial d'impulsion et de soutien au processus de modernisation du continent. Il n'est donc pas surprenant que ce secteur se soit développé et occupe actuellement une position dominante dans les économies des pays africains. En effet, le pourcentage de formation brute de capital fixe des entreprises publiques en Afrique est l'un des plus élevés parmi les régions à économie de marché. Selon une étude, le pourcentage moyen de capital investi dans les entreprises publiques représentait 32,4 p. 100 de la formation brute de capital fixe entre 1974 et 1977, contre 11,1 p. 100 dans les pays industrialisés et 27 p. 100 dans l'ensemble des pays en développement pour la même période. Dans un certain nombre de cas, il était évident que le volume des investissements dans le secteur public par rapport au volume global des investissements était en augmentation, même dans les pays ayant un secteur privé traditionnellement important.

c. Gestion des ressources

Pour harmoniser les mesures budgétaires avec les politiques et les plans contenus dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, on a intensifié la mobilisation des ressources nationales dans presque tous les pays africains et notablement augmenté la part des ressources allouées aux dépenses d'investissement. Il importe de redéfinir les politiques budgétaires afin d'assurer une mobilisation plus complète de toute la gamme des ressources au niveau intérieur, tout en maximisant leur utilisation.

Le budget national joue un rôle clé dans la mobilisation effective des ressources intérieures et constitue un instrument de contrôle et de stabilisation économiques. C'est pourquoi une gestion financière saine est un préalable à la réalisation des principaux objectifs de croissance et de stabilité. Ces dernières années, du fait de la récession, et plus particulièrement de la chute des recettes d'exportation, de l'alourdissement du fardeau de la dette extérieure et de la diminution du flux des ressources financières, il est de plus en plus difficile d'assurer une gestion financière saine, puisque l'on dispose de ressources réduites.

Ces dernières années toutefois les recettes accrues sont allées de pair avec une augmentation sensible des dépenses publiques qui, dans de nombreux cas, n'ont pas servi à accroître la production ni à améliorer les services sociaux, mais à faire face à la situation d'urgence occasionnée par la sécheresse, à compenser les taux d'inflation en hausse constante et, plus récemment à couvrir les obligations croissantes du service de la dette. En conséquence, le rapport pondéré moyen entre les dépenses publiques et le PIB a augmenté, passant de 32,8 p. 100 en 1980 à 35,2 p. 100 en 1984. Cette hausse a été particulièrement importante pour les dépenses ordinaires dont la part dans le PIB est passée de 17,1 p. 100 en 1979 à 20,9 p. 100 en 1984. Toutefois, le rapport entre les dépenses d'investissement et le PIB a augmenté, passant de 13,4 p. 100 à 14,3 p. 100 entre 1980 et 1984, ce qui, à n'en pas douter, est encourageant. Jusqu'en 1983, cette croissance plus rapide des dépenses par rapport aux recettes a entraîné des déficits budgétaires plus lourds, avec un taux de 8,9 p. 100 par rapport au PIB. Depuis 1984, toutefois, le taux de croissance du revenu nominal, ce qui est révélateur d'une plus grande détermination à renforcer les politiques actuelles visant à améliorer la gestion financière et à lancer de nouvelles politiques pour assurer un meilleur équilibre du budget national, ainsi que cela a été préconisé dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

d. Mesures d'ajustement et réformes générales

Au cours des dix dernières années, un grand nombre de pays africains ont pris d'importantes mesures et entrepris des réformes profondes, essentiellement avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale, pour faire face à la détérioration rapide de leur situation économique et créer les conditions nécessaires au rétablissement d'une croissance normale. Les mesures de réforme intérieures ont eu, dans de nombreux cas, des incidences profondes et ont porté notamment sur des ajustements des taux de change, des mesures fiscales et monétaires, des changements structurels - allant de l'amélioration de la gestion à la remise sur pied et à la modernisation de la base de production en particulier dans l'agriculture - et des réformes institutionnelles portant sur le rôle des entreprises publiques, le secteur privé, les circuits de distribution et des réformes fiscales.

Au cours des quelques dernières années, 20 pays africains ont dévalué leur monnaie. Certains ont même dévalué plusieurs fois. La gestion de la demande par le biais de réformes budgétaires constitue l'un des moyens de stabilisation appliqués par les pays africains. Presque tous les pays ont inclus dans leurs programmes d'ajustement des objectifs précis en matière de croissance des dépenses et des recettes et de mesures appropriées pour y parvenir. Parmi les mesures généralement appliquées pour contenir les dépenses il faut citer la limitation ou la réduction des traitements et salaires des fonctionnaires, le gel des salaires et la suspension des recrutements. Les mesures adoptées en vue d'accroître les recettes étaient notamment l'augmentation des droits de douane et taxes indirectes sur une grande gamme de produits et l'imposition d'une taxe sur les voyages et les exportations de produits minéraux.

De nombreux pays ont dû conclure des arrangements de réaménagement avec leurs principaux créanciers afin de leur permettre de poursuivre leurs efforts d'ajustement. Ce qui a aggravé la situation et limité la marge de manoeuvre de nombreux pays lors de l'élaboration de leurs propres programmes d'ajustement, c'est l'insistance de nombreuses banques et même de bailleurs de fonds bilatéraux pour se fonder sur un programme avalisé par le FMI comme condition préalable à un accord de réaménagement de la dette. Néanmoins, les arrangements destinés à soulager les pays du fardeau de la dette n'ont jusqu'à présent soulagé que temporairement les pays concernés, car ceux-ci auront à faire face dans quelques années à un problème d'endettement plus grave.

Malgré les programmes d'ajustement mis en place dans de nombreux pays, il n'y a pas eu de réduction du nombre des pays africains enregistrant une croissance négative ou une chute de leur revenu par habitant. Les rares exceptions sont des pays comme le Ghana où, de ce fait, les conditions de vie ont commencé à s'améliorer considérablement. Bien que la réduction du taux d'inflation ait été l'un des principaux objectifs des programmes de stabilisation dans les pays africains, rares sont ceux qui ont réussi à réduire sensiblement ce taux. En ce qui concerne la balance des paiements, on n'a enregistré aucun accroissement des exportations dans la plupart des pays africains. En raison de cette situation, qui tient à la fois

aux prix et à des questions de volume, de nombreux pays ont été contraints de réduire considérablement leurs importations avec les conséquences négatives d'une telle mesure sur les nouveaux investissements et l'approvisionnement en facteurs de production importants.

La conclusion générale qu'on peut tirer de ce qui précède est que les mesures d'ajustement adoptées jusqu'à présent par les pays africains ne leur ont guère permis d'atteindre les objectifs généraux qu'ils se sont fixés, à savoir rétablir l'équilibre intérieur et extérieur et retrouver un rythme de croissance soutenu.

Les résultats peu satisfaisants des programmes d'ajustement peuvent s'expliquer par un certain nombre de facteurs. Premièrement - facteur de loin le plus important - les programmes d'ajustement ne sont peut être pas adaptés aux objectifs poursuivis. Deuxièmement, les programmes n'ont pas duré assez longtemps pour résoudre le grave problème de la transformation structurelle et de la faiblesse de la productivité. La plupart des arrangements de crédits ont été conclus pour moins de deux ans alors que les problèmes africains sont essentiellement de nature structurelle et nécessitent des programmes d'ajustement également de nature structurelle qui doivent être exécutés à long terme pour porter des fruits. Troisièmement, les mesures de gestion de la demande semblent avoir gravement affecté les programmes d'investissement dans de nombreux pays. L'inflation par exemple n'est pas strictement un phénomène lié à la demande dans les pays africains et uniquement déterminé par une expansion excessive du crédit intérieur. La rigidité des structures, en particulier dans l'agriculture, et les systèmes de distribution ainsi que l'inflation importée qui affecte la structure des coûts intérieurs, constituent également d'importants facteurs influant sur l'accroissement des prix intérieurs. Quatrièmement, l'environnement international n'a pas été particulièrement favorable au processus d'ajustement des producteurs de produits primaires en général et des producteurs africains en particulier. La crise économique dans les pays développés s'est traduite par une baisse de la demande et une chute des prix des produits africains, entraînant ainsi de graves conséquences sur les recettes en devises et les recettes publiques. Cinquièmement, l'assistance extérieure, grâce à laquelle les pays espéraient combler leur déficit en matière d'échange, n'a pas été fournie à temps, à de bonnes conditions et en quantité suffisante, ou alors elle était liée à l'obligation de prendre des mesures de politique intérieure socialement inacceptables pour la plupart des pays.

Le programme de redressement contient, comme on l'a déjà souligné, des mesures destinées à accroître la capacité de l'économie en mettant l'accent sur l'agriculture et d'autres secteurs d'appui à l'agriculture. Il s'agit là d'une condition indispensable à la bonne exécution du programme, étant donné que l'agriculture reste la base de l'économie des pays africains. L'exécution du Programme de redressement permettra sans aucun doute d'améliorer les résultats déjà obtenus grâce aux mesures d'ajustement et aux réformes générales appliquées jusqu'à présent dans les pays africains, étant donné que le Programme d'ajustement met plus que jamais l'accent sur les mesures d'incitation, l'épargne, l'investissement et sur les politiques sectorielles destinées à accroître la productivité.

liées à l'agriculture et comprenant notamment la construction et l'entretien de routes de desserte, de voies d'accès et de service, la restructuration du réseau ferroviaire, la relance industrielle par le biais de la fourniture de facteurs de production et d'investissements à caractère incitatif dans le domaine agricole (implantation d'usines d'engrais et traitement de produits agricoles), le développement rural, y compris la création de centres de santé rurale et de soins de santé primaire et la planification de l'utilisation des terres.

S'agissant de la sécheresse et de la désertification, on a défini la reforestation et le reboisement, la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie qui remplaceraient le bois de chauffe, la gestion des terres et la conservation des ressources en eau. La quatrième priorité, c'est-à-dire la mise en valeur des ressources humaines, porte entre autres sur l'amélioration des institutions de gestion et le fonctionnement du secteur public ainsi que sur le renforcement des méthodes de planification et de gestion des ressources humaines. La dernière catégorie porte en outre sur la réalisation d'études de planification de la main-d'oeuvre et de projets tels que la création d'instituts d'administration publique et de gestion et de centres de productivité. Il n'a pas toujours été possible de distinguer clairement ces quatre domaines dans tous les pays et dans certains, la gestion des terres et la reforestation ont été rattachées à l'agriculture, étant donné que la reforestation n'avait pas pour but de lutter contre la sécheresse et la désertification mais de remplacer les ressources forestières épuisées.

Les tableaux 2, 3 et 4 de l'annexe statistique montrent le coût du Programme de priorités pour 1986-1990 secteur par secteur, les sources de financement par sous-région et par pays en millions de dollars et en pourcentage.

Le coût total du Programme s'élève à 115 milliards de dollars, dont 54,8 milliards (47,9 p. 100) au secteur de l'agriculture; 51,7 milliards de dollars (44,1 p. 100) pour les autres mesures sectorielles liées à l'agriculture, 2,2 milliards de dollars (1,9 p. 100) pour la sécheresse et la désertification et 6,4 milliards de dollars (5,6 p. 100) pour la mise en valeur des ressources humaines. Par pays, le coût total du programme va de 3,2 millions de dollars pour le Swaziland à 27,7 milliards de dollars pour l'Algérie.

Afin de comprendre le mode de répartition du total des investissements nécessaires pour le secteur public et le secteur privé pour la période 1986-1990 dans le domaine de l'agriculture, il convient de se reporter au tableau qui indique la répartition en pourcentage du total net des investissements pour les principaux domaines par sous-région.

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY
SECRETARIAT



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
SECRETARIAT
B.P. 3243

67647
منظمة الوحدة الافريقية
الامانة
الامم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA
Addis-Abeba, 24 - 27 mars 1986

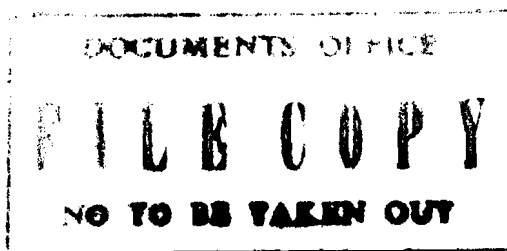
Première réunion extraordinaire de la
Conférence des ministres de la CEA
Addis-Abeba, 28 - 29 mars 1986

Quinzième session extraordinaire du
Conseil des ministres de l'OUA
Addis-Abeba, 30 - 31 mars 1986

Distr.
Restreinte

ECM/2XV
E/ECA/ECM.1/1
14 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



PROPOSITIONS PRESENTÉES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE
A LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

VOLUME II

TABLE DES MATIERES

VOLUME I

PARTIE I

1. Introduction
2. La crise et les perspectives de développement en Afrique
3. Résumé des conclusions et des propositions

PARTIE II

4. Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990
5. Analyse et problèmes au niveau sous-régional
6. Aperçu général

VOLUME II

PARTIE I

7. Aperçu général des pays

PARTIE II

8. Appendices statistiques

VOLUME II

Partie I : Aperçu général des pays

1. ALGERIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec un taux de croissance de 4,9 p. 100 au cours des cinq dernières années, l'Algérie connaît sans aucun doute une croissance économique moyenne soutenue, à un moment où, dans de nombreux pays africains, c'est le déclin rapide. Si le pétrole demeure le levier du développement économique, constituant avec le gaz naturel plus de 90 p. 100 des exportations et environ 43 p. 100 des recettes publiques, le développement récent des secteurs de l'industrie, de la construction et des services a soutenu l'essor de l'économie. Toutefois, l'affaiblissement du marché pétrolier au cours des quelques dernières années a, d'une certaine manière, ralenti la forte croissance enregistrée vers la fin des années 70. Cependant, cela s'est produit alors que les mesures prises pour diversifier la base économique semblaient porter leurs fruits. L'affaiblissement du secteur pétrolier n'en a pas moins affecté la balance des paiements. Au cours des dernières années, le pays a enregistré des déficits accrus du compte courant. Les obligations au titre du service de la dette pour un encours d'environ 16,6 milliards de dollars absorbent quelque 33,1 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. L'APD a connu une baisse de 149 millions de dollars en 1983 comparé au niveau de 178,8 millions en 1980. Ce, nonobstant, l'économie demeure solide sur le plan intérieur. Il semblerait même que la production agricole (environ 10 p. 100 du PIB) soit sur la voie de la relance et approche de son niveau de 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire vise essentiellement la modernisation et le développement de l'agriculture, par l'amélioration des techniques culturales, la bonification des terres et la fourniture de crédits, l'amélioration de la gestion et de l'efficacité du secteur d'Etat dans l'agriculture, l'octroi de titres fonciers à ceux qui mettent en valeur et cultivent des terres abandonnées et, indirectement, par la fourniture de services sociaux en milieu rural. En même temps, d'autres secteurs et services directement liés à l'agriculture sont développés. Ce sont notamment, l'irrigation et la diffusion de techniques et méthodes améliorées d'irrigation et de culture, et les industries en amont et en aval de l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur la production alimentaire, surtout céréalière et animale en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire. Des efforts importants sont continués dans d'autres secteurs de l'économie nationale, industries notamment et travaux public, éducation, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les orientations du programme comprennent des mesures directes et indirectes relatives à l'agriculture, ainsi que d'autres réformes touchant la gestion globale de l'économie. Dans ce contexte, le gouvernement a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en accordant la priorité aux investissements productifs. Les entreprises publiques ont été restructurées, en vue de les rendre

plus efficaces et autonomes et leurs politiques des prix ont été révisées. Le gouvernement, tout en préservant la place prédominante du secteur public dans l'économie nationale encourage l'expansion du secteur privé afin que ses activités soient complémentaires de celles du secteur public, grâce à la promotion de petites opérations locales en association et la construction d'unités résidentielles et d'entreprises artisanales. Cependant, la politique révisée à l'intention du secteur privé ne devrait pas être confondue avec une politique de "privatisation" par laquelle les entreprises publiques sont vendues à des particuliers.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	5 520	
A l'extérieur	-	
Total partiel		5 520

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	22 080	
A l'extérieur	-	
Total partiel		22 080

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

27 600

iv) Coût estimatif du Programme

27 600

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	696,3	1 725,8	2 422,1
Principal	2 238,1	7 438,0	9 676,1
Total	2 934,4	9 163,8	12 098,2

2. ANGOLA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec une superficie de 1 246 670 km² et une population de 8,44 millions d'habitants (en 1984), l'Angola est principalement préoccupé par le maintien de son intégrité territoriale, sérieusement menacée par des incursions armées venant de l'Afrique du Sud. La priorité absolue est réservée aux préoccupations relatives à la défense nationale. L'exécution du dernier plan quinquennal (1981-1985) du pays, qui était reformulé en plans annuels "glissants", a été sérieusement perturbée par la guerre. Les quelques données disponibles montrent que le PIB a augmenté, en moyenne, de 1,9 p. 100 entre 1980 et 1984 : -2 p. 100 en 1980/1981, +5,4 p. 100 en 1981/1982, +1,5 p. 100 en 1982/1983, +2,5 p. 100 en 1983/1984. L'encours global de la dette extérieure publique s'élève à 818,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre de son programme de redressement Angola place une grande importance sur :

- a) Le maintien de l'intégrité territoriale;
- b) Développement de l'agriculture : accroître la production alimentaire et mettre en place un système de sécurité alimentaire;
- c) Développement de secteurs d'appui : améliorer et réhabiliter les infrastructures de transport et communications, surtout celles endommagées par la guerre, développer les voies de desserte rurale en faveur de l'agriculture, développer l'industrie utile à l'agriculture et aux mines;
- d) Mise en oeuvre des ressources humaines : mettre en place des structures d'enseignement favorables à l'angolisation des cadres.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes sont envisagées :

- a) Politique d'incitation à l'investissement : octroi de terres de culture, mesures incitatives de prix aux producteurs, distribution de semences et d'outillage de production agricole aux fermiers déplacés victimes de la guerre et/ou de la sécheresse;

b) Politique d'investissements publics : promotion de coopératives de commercialisation, réhabilitation de la capacité de production des entreprises industrielles existantes, approvisionnement en matières premières, formation du personnel administratif et de gestion;

c) Politique de gestion de ressources : planification budgétaire plus efficace, élaboration de comptes nationaux et d'un procédé approprié d'enregistrement de la dette;

d) Décentralisation de la gestion économique et administrative en faveur des provinces et des régions militaires, création d'un ministère de coordination des provinces en vue de la relance de la production agricole susceptible de réduire les importations de produits vivriers et d'accroître l'exportation de produits agricoles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Données non disponibles à la mission conjointe CEA/OUA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Non disponibles.

3. BENIN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Bénin a connu de nombreuses difficultés ces dernières années. Le taux de croissance du PIB est tombé de 4,1 p. 100 en 1980 à -3,0 p. 100 en 1983. Cependant, il y a eu un léger redressement en 1984, due à l'amélioration de la production agricole durant cette année. Pour l'ensemble de la période 1980-1984, cependant, l'économie béninoise a progressé à un taux annuel moyen de 1,9 p. 100 seulement correspondant à une baisse annuelle de 1,1 p. 100 du PIB par habitant durant cette période. Plusieurs facteurs ont contribué à cette détérioration de la situation économique, notamment les obligations croissantes de la dette et l'apparition de mauvaises conditions climatiques.

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 630 millions de dollars des E.-U. en 1984 avec le service de la dette représentant 35,6 p. 100 des recettes d'exportations. En même temps, le flux net de ressources est tombé de 390,0 millions de dollars des E.-U. en 1980 à 92,0 millions seulement en 1983, résultant principalement de la contraction de ressources non-officielles de 299,6 millions de dollars des E.-U. à 4,3 millions durant cette période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les objectifs de développement économique retenus par la République populaire du Bénin comprennent quatre principales priorités à savoir :

- a) l'amélioration de la productivité dans le domaine agricole et l'augmentation des surfaces cultivées, en particulier des cultures vivrières;
- b) le développement du secteur industriel en vue d'accroître les débouchés de l'agriculture par la création d'unités engagées dans la transformation de produits agricoles et la production de biens intermédiaires et de consommation pour ce secteur;
- c) le renforcement des infrastructures économiques dans le domaine des transports ruraux et dans celui de la production et de la distribution de l'énergie;
- d) le développement des capacités de formation technique et professionnelle et l'augmentation des structures communautaires d'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes comprennent :

- a) Création de centres d'action régionale pour le développement rural (CARDER) pour l'encadrement des exploitants et la vulgarisation des techniques agricoles;
- b) Création de la Commission permanente d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation des produits agricoles;
- c) Création de la Direction de la recherche agronomique pour la mise au point des variétés nouvelles;
- d) Création de l'Office national des céréales (ONC) pour régulariser les cours et garantir les meilleurs prix aux producteurs;
- e) Création de commissions d'établissement des barèmes et de fixation des prix des produits agricoles;
- f) Création d'un Fonds de soutien et de stabilisation des prix agricoles;
- g) Promulgation d'un code des investissements comprenant trois régimes;
- h) Encouragement de la participation du secteur privé dans les entreprises publiques et semi-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 265,4

A l'extérieur -

Total partiel 265,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 265,4

iv) Coût estimatif du Programme 924,3

v) Ecart 658,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	33,5	56,4	89,9
Principal	93,1	230,6	323,7
Total	126,6	287,0	413,6

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le deuxième Plan d'Etat, 1983-1987.

4. BOTSWANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Botswana est un pays enclavé dont la superficie est de 582 000 km² et la population de 1 053 000 habitants en 1984. La croissance économique a toujours reposé sur le secteur minier orienté vers l'exportation. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen de 9,7 p. 100 et le PIB par habitant au taux de 5,9 p. 100. Le pays a connu une balance des paiements relativement équilibrée. Le deuxième secteur dominant du pays est l'agriculture, et en particulier l'élevage bovin. La poussée de la fièvre aphteuse durant les dernières années de la décennie 70 a occasionné une baisse des exportations de la viande bovine. En outre, la dégradation du milieu et la grave sécheresse qui a frappé le pays ont aggravé cette situation. En ce qui concerne le service de la dette, le pays ne connaît pas de problèmes sérieux. A la fin de 1981, la dette extérieure se chiffrait à 165 millions de dollars alors que le flux net des ressources s'élevait à 115,3 millions de dollars des Etats-Unis. Cependant, depuis 1982, le gouvernement a dû avoir davantage recours aux emprunts à l'étranger pour financer nombre de projets de mise en place d'infrastructures, ce qui s'est traduit par un gonflement de la dette extérieure qui a atteint 356,1 millions de dollars en 1984, le ratio du service de la dette se chiffrant à 2,3 p. 100 contre 1,4 p. 100 l'année précédente.

L'un des problèmes majeurs du pays tient à un nombre croissant des chômeurs dû à l'intensité du capital dans le secteur des mines. En raison du manque d'infrastructures adéquates et de la faiblesse de la base industrielle, la plupart des produits manufacturés sont produits plus efficacement en Afrique du Sud, ce qui rend nécessaire de recourir au protectionnisme sous les auspices de l'UDAA afin que les industries locales puissent être compétitives. Cependant, la stabilité politique et la conjoncture économique favorable, ont encouragé le flux des ressources extérieures.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1988-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'agriculture notamment la production des cultures afin de réduire la dépendance sur l'élevage bovin, est au centre des préoccupations. L'accent important est porté sur le paiement des prix rémunérateurs aux producteurs agricoles et la construction des facilités de transport et de marché. Les mesures pour combattre la sécheresse sont prises pour accélérer la réhabilitation du secteur agricole. Le programme de redressement met aussi l'accent sur le développement rural et la création de l'emploi.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le secteur agricole, mesures incitatives de prix seront utilisées pour accélérer la croissance de la production. Les mesures d'incitation financière telle que la politique d'assistance financière seront utilisées pour promouvoir

le développement industriel et, par conséquent, diversifier l'économie et créer les facilités d'emploi. La formation technique et vocationnelle sera accordée une grande priorité pour avoir la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire, qui constitue une des contraintes majeures de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	4,2	
A l'extérieur		
Total partiel		4,2

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	45,9	
Total partiel		45,9

iii) Montant estimatif des ressources probables disponibles 50,1

iv) Coût estimatif du Programme 142,2

v) Ecart 92,1

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	105,7	14,3	120,0
Principal	121,4	13,1	134,5
Total	227,1	27,4	254,5

5. BURKINA FASO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burkina Faso fait face à une sécheresse qui ne cesse de causer de grands dommages depuis plus d'une décennie et à l'extension du phénomène de désertification mettant à rude épreuve le potentiel productif. Le produit intérieur brut a connu, durant la période 1980-1984 un taux de croissance en prix constant négatif (-0,75 p. 100), en raison de la chute dans la production agricole, notamment les cultures vivrières. Le niveau de la dette extérieure du Burkina Faso a été estimé à 754,2 millions de dollars en 1985 dont 48,5 millions accordés à des conditions libérales et 705,7 millions alloués à des conditions rigoureuses. A partir de 1981, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a dépassé la limite du tolérable. En effet, ce ratio qui était de 36,83 p. 100 en 1982, a atteint respectivement 48,1 et 60,81 p. 100 en 1984 et 1985. Le flux de ressources nettes qui était de 277,9 millions de dollars en 1980, s'établissait à 201,7 millions de dollars en 1983. La part de l'APD qui était de 76 p. 100 au début de la décennie, s'élevait à 94,1 p. 100 en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux identifiés dans le Programme prioritaire de redressement sont les suivants :

a) L'agriculture qui concentre 74 p. 100 des efforts d'investissement et de modernisation, couvre les composantes suivantes : promotion des cultures vivrières en vue de l'autosuffisance alimentaire, vulgarisation d'intrants améliorés, hydraulique et aménagements hydro-agricoles, et mise en oeuvre de la réforme agraire;

b) Aux autres secteurs d'appui direct à l'agriculture, seront dévolus 13 p. 100 des investissements de la période quinquennale 1986-1990, en vue de renforcer l'appareil productif à travers une forte intégration de l'agriculture à l'industrie de transformation des produits agricole et de développer et réorganiser le système de commercialisation tendant à limiter les intermédiaires;

c) La lutte contre la sécheresse et la désertification consistera en une politique judicieuse de l'eau, en la diffusion des foyers améliorés et en la vulgarisation des "trois luttes" (contre la coupe abusive du bois, contre la divagation des animaux et contre les feux de brousse);

d) La mise en valeur des ressources humaines sera surtout axée sur la formation du personnel et la mobilisation du monde rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le cadre de son Programme populaire de développement (PPD) promulgué en août 1983, le Gouvernement Burkinabé a défini pour 1984 et 1985, un certain nombre de mesures de restructuration sociale et de relance économique. La particularité du PPD réside en son caractère décentralisé et la participation effective des masses à toutes les phases d'identification, de choix et d'exécution des projets. Dans le secteur privé, l'accent est mis sur la prise de conscience du rôle des opérateurs privés dans le développement socio-économique. La révision du code des investissements vise également à encourager les investissements privés. Dans le secteur public, le Gouvernement a pris des mesures adéquates de gestion visant à redynamiser ce secteur et des mesures budgétaires visant à alléger le poids des dépenses de fonctionnement, à augmenter la capacité d'investissement et à s'acquitter de ses arriérés vis-à-vis des entreprises locales, publiques ou privées.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	242,8
	Total partiel	242,8
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	197,9
	Total partiel	197,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	440,7
iv)	Coût estimatif du Programme	639,1
v)	Ecart	398,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	46,7	2,9	49,6
Principal	122,1	15,3	137,4
Total	168,8	18,2	187,0

6. BURUNDI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burundi, fait partie de la région inter-lacustre africaine. Sa superficie brute est de 27 834 km², dont 51 p. 100 environ sont des terres agricoles cultivables. La très forte densité de la population (162 hab/km²) place le pays parmi les plus peuplés d'Afrique. Les autres contraintes sont l'enclavement, la faiblesse du secteur agricole et l'exigüité du marché. L'évolution de l'économie était particulièrement faible, avec une moyenne de taux de croissance de 0,6 p.100 pour la période 1980 à 1984.

Le montant de la dette extérieure du Burundi, à des conditions libérales, s'élevait à 335 millions de dollars, à la fin de 1984, avec un service de la dette de 14,20 p. 100 à la même période. Néanmoins, les projections montrent que le service de la dette augmentera plus rapidement dans les prochaines années pour atteindre 24 p. 100 en 1986-1987. Le flux total des ressources nettes est passé de 115,9 millions de dollars en 1980 à 166,5 millions de dollars en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire de Burundi met l'accent sur :

- a) Alimentation et agriculture (sécurité alimentaire);
- b) Mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, y compris les industries, transports et communications, commerce et finances etc;
- c) Protection de l'environnement et des sols;
- d) Développement des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes sont :

- a) Révision et assouplissement du code des investissements;
- b) Fixation des prix rémunérateurs aux paysans et stimulation des coopératives de commercialisation;
- c) Octroi de faveurs fiscales et douanières aux investissements orientés vers les secteurs prioritaires de développement;
- d) Réduction des emprunts auprès de la banque centrale;
- e) Orientation des investissements vers des secteurs productifs;
- f) Ajustement monétaire par dévaluation et détachement du franc burundais de la parité fixe avec le dollar des Etats-Unis;
- g) Analyse du secteur des entreprises publiques en vue de les rendre plus efficaces;
- h) Les mesures de réhabilitation et de renforcement des services d'encadrement agricole, etc..

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	440,5
Total partiel	440,5

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	143,7
A l'extérieur	-
Total partiel	143,7

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 584,2

iv) Coût estimatif du Programme 912,4

v) Ecart 328,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	37,4	5,2	42,6
Principal	102,3	21,8	124,1
Total	139,7	27,0	166,7

7. CAMEROUN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le niveau du PIB durant la période 1980-1984 est caractérisé par le changement dans sa structure, surtout après l'expansion du secteur pétrolier dont la part est passée de 4,3 p. 100 en 1980 à 14 p. 100 en 1984. Le PIB a atteint 7,8 milliards de dollars des Etats-Unis pour l'année 1984 au prix courant du marché. Ceci donne un PIB par habitant de 792 dollars en 1984, classant le Cameroun parmi les pays à revenu relativement élevé en Afrique. Malgré l'apparition d'une sécheresse exceptionnelle en 1981-1983 et la tendance à la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, l'économie du Cameroun se maintient à un niveau élevé, probablement à cause de la gestion saine et de la diversification de son économie. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen en termes réels était de 5,8 p. 100 durant la période 1980-84.

L'encours total de la dette publique extérieure s'élève à 277,1 millions de dollars en 1984. C'est une amélioration significative par rapport à l'année 1982 où l'encours était de 1,9 milliard de dollars. Cette réduction de la dette extérieure se fait grâce à la politique économique conservatrice du Gouvernement de ne pas s'appuyer trop sur l'aide extérieure pour son développement. On croit savoir que 70 p. 100 de cet encours total a été contracté à des sources bilatérales (40 %) et multilatérales (30 %) à des conditions libérales. Puisque 22 p.100 de cette dette ont été exprimés en dollars et un tiers en francs français, le Cameroun n'a donc pas été affecté par l'appréciation du dollar comme les autres pays de la zone CFA. Le service de la dette est estimé à un niveau extrêmement faible de 7,1 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Le Gouvernement était, de temps en temps, amené à honorer ses garanties sur les dettes contractées par les entreprises publiques qui se trouvaient dans des difficultés financières. Cependant, l'aide publique au développement (APD) a baissé de 264,1 millions de dollars en 1980 à 131,4 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'année fiscale 1985/1986 marque la fin de la période d'exécution du cinquième Plan quinquennal (1982-1986) en même temps que la première phase de la deuxième étape de planification à long terme en vue de l'élaboration du sixième Plan. Cependant, les orientations générales suivantes seront être incorporées dans le sixième Plan dont certaines correspondent aux objectifs du Plan d'action de Lagos : le libéralisme communautaire, le développement autocentré, auto-entretenu et équilibré, l'ouverture démocratique, l'intégration nationale, et la justice sociale. Pour les principales préoccupations sectorielles, le Gouvernement a adhéré à l'ordre des priorités sectorielles adopté par les chefs d'Etat de l'OUA, à savoir : a) agriculture; b) autres secteurs d'appui direct à l'agriculture; c) mise en valeur des ressources humaines, et d) la sécheresse et la désertification.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie (1986-1990)

Le Gouvernement compte actualiser le code d'investissements en cours, en vue de le rendre plus favorable aux petites et moyennes entreprises pour stimuler l'activité économique. Plusieurs réformes et mesures ont été conçues pouvant rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier et permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques, notamment : mesures incitatives dans le domaine agricole, le concours de la meilleure plantation, l'augmentation des prix d'achat aux producteurs, le paiement des ristournes, la création de l'office pharmaceutique vétérinaire, et le remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la réglementation et l'incitation de l'investissement privé. Dans le cadre de la mobilisation de ressources intérieures, il est envisagé de continuer la politique d'émission par l'Etat d'emprunts intérieurs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le 5ème plan quinquennal (1981-1986).

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	3 020	
A l'extérieur	289	
Total partiel		3 309

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles 3 309

iv) Coût estimatif du programme 3 619

v) Ecart 310

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	367,2	60,1	427,3
Principal	629,4	235,5	864,9
Total	996,6	295,6	1 292,2

3. CAP-VERT

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'archipel du Cap-Vert se trouve dans une situation unique d'ensemble d'îles isolées, éloignées les unes des autres, subissant le régime climatique aride ou semi-aride et disposant, lorsqu'elles sont propices à l'agriculture, de très peu de terre. Même avec les conditions climatiques favorables, le pays ne couvre pas le tiers de ses besoins alimentaires. De plus, la sécheresse qui apparaît de façon cyclique sur le continent, reste d'une nature permanente dans l'archipel, de sorte que la situation, qualifiée ailleurs d'urgente, ici ne constitue que le cours normal des choses. Cependant, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,6 p. 100 durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure s'élève à 100,7 millions de dollars des Etats-Unis alors que le service de la dette représente 20,0 p. 100 des exportations en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La dépendance de l'extérieur pour son alimentation n'est pas compensée par de modestes exportations de biens (bananes, poisson) et de services (cabotage). La préoccupation majeure du Gouvernement est de restaurer quelques terres de culture par un reboisement massif, par le forage de puits en vue de l'irrigation, par la réforme foncière. L'ensemble des actions gouvernementales doivent être considérées comme inscrites dans ce cadre.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le terme de redressement pour le Cap-Vert est synonyme de développement, compte tenu de sa situation particulière. Parmi les mesures envisagées, il convient de citer :

- a) Exploitation de l'eau souterraine pour l'irrigation et autres besoins agricoles;
- b) Remise en état des parcelles irriguées et des infrastructures hydrauliques dans l'Ile de Santo Antao et celle de Sao Tiago Nicolas;
- c) Formation des cadres de base à tout niveau;
- d) Amélioration des services de vulgarisation, des services de statistique et de planification agricole;
- e) Fourniture de l'aide alimentaire, de l'eau et des produits de première nécessité à la population;
- f) L'intensification du programme de reforestation;
- g) Lutte contre l'érosion et la dégradation des sols.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles

iv) Coût estimatif du Programme

334,0

v) Ecart

334,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	13,8	0,5	14,3
Principal	29,1	1,0	30,1
Total	42,9	1,5	44,4

9. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**1. Evolution de la situation économique depuis 1980**

L'économie centrafricaine a connu des difficultés majeures durant la période 1980-1983, en raison de la sécheresse. Le taux de croissance du PIB était de 1,5 p. 100 seulement en 1981, 1,6 p. 100 en 1982 et -6,5 p. 100 en 1983. Cependant, la situation économique s'est améliorée considérablement en 1984. Le PIB a progressé à un taux exceptionnel de 8,7 p. 100 en termes réels cette année, dû en grande partie au redressement de l'agriculture résultant du retour à des conditions climatiques normales. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB pour la période 1980-1984 était de 4,5 p. 100 résultant de l'impact d'une bonne production agricole en 1984.

L'encours total de la dette extérieure publique à la fin de 1985 était de 289,7 millions de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 4,5 p. 100 par rapport à l'année 1984. La dette à titre libéral représente environ 30 p. 100 du total et la dette commerciale à long terme 70,0 p. 100. La dette provenant des sources bilatérales représente 48,4 p. 100 du total et la dette multilatérale 40,4 p. 100. Le service de la dette représente 17,1 p. 100 des recettes d'exportations en 1984. L'aide publique au développement (APD) a baissé à 92,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1983 contre 110,0 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Gouvernement est actuellement dans la phase de finalisation de son programme d'ajustement sectoriel dans le cadre de son deuxième plan quinquennal (1986-1990). Ce plan sera présenté à la deuxième conférence de la Table ronde des bailleurs de fonds qui se tiendra au courant de cette année 1986. Les priorités sectorielles retenues dans ce programme sont : a) agriculture, b) promotion des petites et moyennes entreprises, c) mise en valeur des ressources humaines, d) développement des infrastructures physiques et institutionnelles et autres secteurs.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) La réorganisation et la décentralisation du Ministère du développement rural;

b) La réforme des institutions de formation agricole, surtout l'Institut supérieur de développement rural et le recyclage des fonctionnaires du Ministère;

c) L'assainissement des sociétés à vocation agricole, notamment la SICPAD et la Caisse de stabilisation et de préréquisition des produits agricoles (CAISTAB);

d) Le maintien des grands équilibres dans le cadre d'un programme de stabilisation avec le FMI et la vérité des prix reflétant les coûts de production tenant compte du pouvoir d'achat des consommateurs;

e) Le maintien de la suppression des "barrières économiques" et la dynamisation du secteur des PME, notamment des PME de production;

f) Réformes profondes de structures obsolètes et inadaptées de l'Etat et la réforme de l'administration publique en adoptant de nouveaux textes portant la redéfinition de la mission confiée aux différents départements ministériels;

g) La promotion des petites entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	71,2
A l'extérieur	328,5
Total partiel	399,7

Millions de dollars E.-U.

ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	399,7
iv)	Coût estimatif du Programme	675,2
v)	Ecart	275,5

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	24,1	5,6	29,7
Principal	67,7	25,4	93,1
Total	91,8	31,0	122,8

10. TCHAD

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le volume du PIB du Tchad a enregistré des taux de croissance négatifs durant toutes les années donnant une moyenne de la période 1980-1984 de -6,9 p. 100 par an en termes réels. Cette croissance lente est due probablement aux conséquences de la guerre qui a désorganisé l'économie durant les années 1980-1983 et à la sécheresse exceptionnelle qui a sévi durant la campagne 1984-1985.

Le développement économique du Tchad dépend principalement de l'aide extérieure. L'endettement extérieur public se chiffre à 157,9 millions de dollars à la fin de 1984. L'aide bilatérale à des conditions libérales s'élève à 44,1 millions de dollars et l'aide multilatérale à 91,2 millions de dollars alors que la dette à long terme à des conditions non libérales est évaluée à 22,0 millions de dollars. Le flux des ressources obtenues durant la période 1982-1985 s'élève à 153,3 milliards de FCFA (393 millions de dollars). Le service de la dette extérieure globale représente environ 10,9 p. 100 des exportations du pays en 1984. Les arriérés de la dette extérieure montent à 16,5 millions de dollars. Le gouvernement a négocié le rééchelonnement de la dette pour que ces arriérés. L'aide publique au développement est passée de 35,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 36,1 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les priorités sectorielles suivantes ont été retenues par le Gouvernement pour son programme prioritaire de redressement économique (1986-1990) : a) agriculture comprenant l'agriculture vivrière, l'élevage, l'hydraulique pastorale et villageoise, et forêts et la pêche; b) industrie comprenant les mines et carrières, les industries manufacturières et l'énergie; c) Infrastructures comprenant les routes et travaux connexes, les bâtiments, le cadastre-urbanisme-eau urbaine, les postes et télécommunications, les transports routiers et les transports aériens; d) Ressources humaines comprenant l'enseignement primaire, secondaire, technique, et universitaire, l'enseignement général, la formation professionnelle, les affaires sociales et promotion féminine, la jeunesse et culture et la santé; e) Accompagnement du développement comprenant l'administration, le commerce et l'information.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Deux sortes d'incitations sont envisagées : a) incitations à l'investissement des petites et moyennes entreprises, à l'investissement étranger, à toutes les formes d'investissements productifs par l'actualisation du code d'investissements actuellement en chantier avec le concours du FMI; et b) les incitations pour promouvoir l'exportation fiscales, assistance technique, aide au démarrage des investissements, assistance de gestion, études du marché à l'exportation, aide à l'amélioration de la qualité des produits, groupements de producteurs, coopératives de commercialisation.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel

Millions de dollars E.-U.

iii) Montant estimatif des ressources
probablement disponibles

iv) Coût total du programme

392,9

v) Ecart

392,9

5. Montant estimatif du requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,3	0,1	6,4
Principal	35,4	0,2	35,6
Total	41,7	0,3	42,0

11. COMORES

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Durant la période 1980-1984, le produit intérieur brut a cru en termes réels de 4,3 p. 100 par an. Ce taux supérieur au taux de croissance de la population (3,3 p. 100) dénote une amélioration du PIB par tête. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort soutenu d'investissement malgré la situation financière intérieure difficile. Le secteur primaire fournit presque la totalité des recettes d'exportation, mais n'a cru, durant la période, que de 3 p. 100 par an en moyenne. Le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance annuelle de 4,4 p. 100 dû à l'essor de la branche bâtiment et travaux publics. Le secteur tertiaire a connu un taux réel de 5,6 p. 100 grâce à la forte augmentation de la valeur ajoutée du commerce.

Les finances publiques ainsi que la balance courante des paiements des Comores ont toujours présenté un déficit financé par le concours de l'aide extérieure. Les aides publiques gratuites reçues au cours de la période ont atteint un montant de 120,2 millions de dollars des Etats-Unis et les tirages sur les emprunts extérieurs publics ont totalisé 93,3 millions de dollars. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 203,0 millions de dollars dont 183,4 millions de dollars à des conditions libérales et le service de la dette représentait cette année là 45 p. 100 des recettes d'exportation. Ce taux élevé est la conséquence de la chute des recettes d'exportations. Il est estimé à 22 p. 100 pour l'année 1985.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1983, le Gouvernement a présenté à la Conférence des bailleurs de fonds son programme d'investissements pour la période 1984-1990 qui définit les priorités suivantes :

- a) le développement rural qui comprend l'agriculture (productions vivrières, produits de vente, aménagement des périmètres), l'élevage, la pêche et la forêt;
- b) La construction des routes, ports et aéroports et le développement de transports en vue du désenclavement interne et externe du pays;
- c) Les ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la mise en oeuvre de ce programme d'investissements 1984-1990 le Gouvernement entend adopter les politiques suivantes :

- a) L'assainissement de la fonction publique;
- b) Amélioration du recouvrement des impôts et assainissement de la situation financière des entreprises publiques pour renforcer la capacité de l'épargne publique;
- c) Renforcement des institutions d'encadrement et d'animation dans le secteur agricole (CEFADER, CADER);
- d) Mise en place d'une caisse de stabilisation des prix, des produits agricoles;
- e) Promulgation d'un code d'investissements pour mobiliser les ressources extérieures.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	3,3	
A l'extérieur	63,8	
Total partiel		67,1

Millions de dollars E.-U.

ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	9,6	
A l'extérieur	16,0	
Total partiel		25,6
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		92,7
iv) Coût estimatif du Programme		140,4
v) Ecart		55,7
5. <u>Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u>		

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	11,1	0,0	11,1
Principal	29,7	0,1	29,8
Total	40,8	0,1	40,9

12. CONGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie congolaise se caractérise par la prédominance du secteur pétrolier qui représente environ 40 p. 100 du PIB tandis que l'ensemble des autres secteurs directement productifs (agriculture, élevage, pêche, forêt et les industries de transformation) représentait 14 p. 100 du PIB. En termes réels, le taux de croissance annuel moyen était de 14,5 p. 100 durant la période 1980-1984 en raison de l'expansion plus rapide du secteur pétrolier.

Au 31 décembre 1984, l'encours de la dette publique directe tirée s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Bien qu'une partie importante de l'encours de cette dette extérieure publique directe soit remboursable en dollars des Etats-Unis, l'impact d'une fluctuation du taux de change entre le FCFA et le dollar sur le budget ou sur la balance des paiements est relativement limité comparé à d'autres pays de la zone CFA, si l'on considère que la quasi-totalité des exportations, notamment, de pétrole est également libellée en dollars. Le service de la dette

était équivalent à 42,3 p. 100 des exportations de biens et services en 1984, ce qui est énorme comparé à 9,5 p. 100 en 1982. Les projections montrent que le service de la dette extérieure publique continuera à augmenter jusqu'en 1987 pour ne commencer à baisser qu'en 1988-1990. Le flux net des capitaux s'élève à 132 millions de dollars des Etats-Unis en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Congo est actuellement à la fin de l'exécution de son plan quinquennal 1982-1986, et prépare son prochain plan. Cependant, suite à la crise pétrolière, le Gouvernement a adopté un programme national d'ajustement structurel et d'austérité économique. Ce programme comprend une liste limitative des projets prioritaires devant être exécutés sur la période 1985-1986, qui pourraient continuer durant la période 1986-1990. L'ordre des priorités suivantes a été retenu a) développement des secteurs productifs, notamment le secteur de l'agriculture, des mines, du pétrole, de l'industrie (la petite et moyenne entreprise), etc.; b) l'unification du territoire et création d'un espace économique viable, notamment le désenclavement par route; c) mise en valeur des ressources humaines notamment la santé et l'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mesures de réformes comprennent :

a) Suppression de certains monopoles en créant plusieurs entités juridiques autonomes pour les entreprises ayant des activités demandant des techniques et des méthodes de gestion très différentes;

b) Libéralisation des activités pour lesquelles les réseaux économiques et commerciaux semblent suffisamment développés;

c) Réaménagement des prix afin de construire d'une manière harmonieuse les objectifs de service public de l'Etat et de maintien du pouvoir d'achat des consommateurs avec les coûts de production des entreprises;

d) Réorganisation de l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole par une séparation du domaine de la recherche et du développement des cultures;

e) Gestion par une tierce personne morale ou physique de certains projets de grande envergure au moyen d'un contrat de programme liant les entreprises de l'Etat;

f) Appel aux partenaires privés pour la création des sociétés mixtes avec le secteur public;

g) La création d'un ministère des petites et moyennes entreprises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	64,7
Total partiel	64,7

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

64,7

iv) Coût total du Programme

1 317,1

v) Ecart

1 252,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	147,8	120,4	268,2
Principal	361,6	510,4	872,0
Total	509,4	630,8	1 140,2

13. REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie ivoirienne a été marquée par une croissance très faible du produit intérieur brut en termes réels au cours de la période 1980-1984, avec une moyenne de 0,7 p. 100 par an, malgré une croissance de la production pétrolière qui, négligeable en 1980, représente aujourd'hui 2,7 p. 100 du PIB. Le secteur le plus touché est celui des bâtiments et travaux publics dont l'activité est directement liée au niveau des investissements. Or l'investissement, plus précisément la formation brute de capital fixe, a enregistré durant la période une décroissance en volume de plus de 12 p. 100.

L'encours de la dette publique extérieure se situait à 4 596 millions de dollars en 1984. Sous l'effet favorable du rééchelonnement de la dette, le service de la dette s'est ramené au niveau de 19,9 p. 100 en 1984 contre 37,3 p. 100 en 1983. Le flux net des ressources a connu une baisse considérable en 1984 à 452,5 millions de dollars EU contre 913,4 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Les principales orientations proposées pour le plan de développement économique et social et culturel 1986-1990 et relatives au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique sont :

a) Modernisation et diversification de l'agriculture, ce qui implique un accroissement significatif des investissements dans ce secteur;

b) Mutation du secteur industriel vers un redéploiement des exportations par une transformation plus performante des matières premières;

c) Entretien et rentabilisation des infrastructures et équipements existants;

d) Meilleure gestion des ressources et mise au point de stratégies dans le domaine de l'énergie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

a) Création de quatre structures d'intervention pour l'encadrement des planteurs avec pour actions principales : fourniture de semences de bonne qualité; fourniture de facteurs de production et de matériels agricoles; pré vulgarisation, vulgarisation pour assurer un transfert rapide et efficace des technologies nouvelles et de l'information; le recensement du crédit agricole à octroyer; le suivi statistique des exploitations et des opérations;

b) Adoption d'un nouveau code des investissements (le nouveau code est entré en vigueur le 15 mars 1985);

c) Révision générale du tarif douanier basée sur la recherche d'un taux de protection de 40 p. 100 en faveur de l'industrie ivoirienne par rapport à ses concurrentes étrangères;

d) Réforme de certaines dispositions de la fiscalité du droit commun ayant pour objet d'accroître les avantages offerts aux PME;

e) Amélioration des instruments de prévision et de gestion macro-économique permettant une plus grande cohérence des actions de l'Etat;

f) Réforme complète du système des incitations industrielles visant à encourager la production destinée à l'exportation;

g) Amélioration du système d'informations et de données statistiques;

h) Assainissement ou réforme de certaines entreprises importantes du secteur parapublic, pour améliorer leur efficacité;

i) Poursuite de la politique de décentralisation pour renforcer la participation de la population dans le processus de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)^{1/}.

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -
A l'extérieur -
Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 331,6
A l'extérieur -

Total partiel 331,6

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 331,6

iv) Coût estimatif du Programme 1381,5

v) Ecart 1049,9

^{1/} Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le Programme d'investissement : VIII congrès de PDCI - RDA.

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	719,2	717,2	1436,4
Principal	932,1	2012,3	2944,4
Total	1651,3	2729,5	4380,8

14. DJIBOUTI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980 la croissance du PIB s'est ralentie et s'est traduite par un taux moyen annuel de 1,5 p. 100 au cours de la période 1980-1984 alors qu'il était de 3 p. 100 par an de 1978 à 1980. Cette croissance positive du PIB pendant le quinquennat est le résultat du maintien du niveau de l'investissement et de la consommation. Pour une économie aussi pauvre en ressources naturelles et humaines, cela n'aurait pas été possible sans la contribution des sources extérieures d'aide technique et financière.

L'économie djiboutienne reste fragile et déséquilibrée : les secteurs primaire et secondaire ne représentent que 20 p. 100 du PIB; la production de biens pour l'exportation est quasi nulle et l'économie n'exporte que des services essentiellement constitués par les prestations rendues à la base militaire française et à son personnel.

Les aides publiques gratuites, reçues au cours de la période 1980-1984, ont atteint un montant estimé à 479 millions de dollars. Les tirages sur les emprunts extérieurs publics à des conditions très libérales ont totalisé 74,5 millions de dollars. En 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 179 millions de dollars et le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait que 2,3 p. 100 par rapport aux recettes totales à l'exportation. L'aide publique au développement (APD) a crû à 40,1 millions de dollars en 1984 contre 9,9 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

En 1984, le gouvernement a proposé à la Conférence des donateurs un programme d'investissements pour le quinquennat 1984-1988 mais qui pourrait être étalé jusqu'en 1990. Placé dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le programme accorde la première priorité au développement des ressources humaines (formation des jeunes et des adultes), suivi du secteur primaire qui favorisera le développement hydraulique (équipement et forages), l'agriculture (aménagements hydro-agricoles, reforestation, périmètres irrigués), l'élevage et la pêche.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour la réalisation de son programme d'investissements 1984-1988, le gouvernement se propose : i) de maintenir l'actuel régime libéral des échanges avec l'extérieur avec parité fixe entre le franc djiboutien et le dollar des Etats-Unis; ii) de renforcer la capacité d'épargne publique en freinant les dépenses d'administration générale et en éliminant progressivement les subventions aux prix à la consommation; et iii) de mobiliser l'épargne extérieure (code des investissements, renforcement de la capacité d'absorption de l'économie).

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	1,2	
	A l'extérieur	11,8	
	Total partiel		13,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	2,6	
	A l'extérieur	33,2	
	Total partiel		35,8
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		48,8
iv)	Coût estimatif du Programme		106,9
v)	Ecart		58,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	16,2	0,5	16,7
Principal	39,5	3,5	43,0
Total	55,7	4,0	59,7

15. EGYPTTE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'Egypte continue de maintenir la croissance soutenue qui caractérise son économie depuis le milieu des années 70. La revitalisation de la base industrielle et infrastructurelle ainsi que l'accroissement des recettes en devises tirées du canal de Suez, des exportations de pétrole, du tourisme et des transferts de fonds des quelque 3 millions d'Egyptiens travaillant dans les pays arabes pétroliers voisins ont permis d'imprimer un bon élan à l'économie. Grâce à ces facteurs favorables, celle-ci a enregistré un taux de croissance annuel moyen d'environ 7,5 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Bien que l'économie semble se développer conformément au plan quinquennal (1981/82-1986/87), les autorités égyptiennes se sont quelque peu préoccupées de l'incapacité du secteur public d'atteindre le taux de croissance prévu de 3,8 p. 100. Cette situation pouvait en partie être attribuée à l'accroissement des coûts de production et par conséquent à la baisse de la rentabilité relative de ce secteur. Le fardeau que constituent les subventions continue de s'alourdir et représente environ 24 p. 100 des recettes fiscales. Le service de la dette constitue également un fardeau de plus en plus lourd pour le budget de l'Etat, la dette égyptienne se chiffrant à environ 25 milliards de dollars en 1985, soit environ 31,3 p. 100 des recettes d'exportation. Compte tenu de cette situation et malgré le niveau croissant des flux de ressources extérieures qui se sont élevés à environ 2 milliards 260 millions de dollars en 1984, la situation de la balance des paiements continue de poser un important problème au développement du pays. La situation sera certainement aggravée par le retour attendu d'un grand nombre de ressortissants égyptiens travaillant à l'étranger.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire égyptien vise à lever les obstacles qui freinent actuellement le développement du secteur agricole et à doter celui-ci des services nécessaires, notamment de semences améliorées, de crédits et de services de vulgarisation afin de lui permettre de fournir une part croissante des besoins alimentaires de plus en plus importants et de développer les cultures d'exportation. Le programme vise également à remettre en culture les terres désertiques et à protéger les terres arables de l'empiètement du désert. Une haute priorité est accordée au renforcement des capacités de formation, en particulier des cadres moyens et supérieurs.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'Egypte applique une politique de "porte ouverte" dans le cadre du développement prévu, son objectif étant d'encourager l'initiative privée, d'élargir la base économique, de moderniser le processus de production et de renouveler le matériel vétuste. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement

a entrepris un certain nombre de réformes consistant notamment à corriger les distorsions des prix, à supprimer les subventions directes ou indirectes à la consommation, à prendre des mesures d'incitation de l'agriculture, notamment grâce à un accroissement régulier des prix offerts aux producteurs, à la mise en place d'infrastructures de commercialisation et à la fourniture de facteurs de production indispensables. Les pouvoirs publics ont également pris d'importantes mesures pour réformer le secteur public en mettant l'accent sur l'efficacité et la levée des obstacles administratifs.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2 871	
A l'extérieur	700	
Total partiel		3 571

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	14 301	
A l'extérieur	-	
Total partiel		14 301

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

17 872

iv) Coût estimatif du Programme

21 429

v) Ecart

3 557

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2 233,5	168,6	2 402,1
Principal	3 510,1	1 552,4	5 062,5
Total	5 743,6	1 721,0	7 464,6

16. GUINEE EQUATORIALE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie équato-guinéenne a connu une période de déclin (1968-1978). Une politique de redressement a été entreprise en 1979, mais cette politique s'est heurtée aux contraintes monétaires du fait de la faiblesse de la monnaie nationale. Avec l'entrée dans la zone franc CFA en janvier 1985 et la mise en place d'un programme des réformes appuyé par l'aide attendue des pays développés amis et des institutions internationales, les conditions de la reprise économique se sont trouvées réunies. Ainsi quelques mois après l'entrée dans la zone franc, on a remarqué un réveil notable de l'activité économique, notamment du secteur agricole qui constitue le moteur de l'économie: les objectifs de la production de cacao pour la campagne 1984-1985 ont été dépassés. Cependant, l'absence de la comptabilité nationale à jour empêche, pour l'instant, d'évaluer cette évolution de l'activité économique durant la période 1983-1985. Mais, selon les estimations préliminaires, le PIB a crû de 1,4 p. 100 au cours de la période 1980-1984 en termes réels.

La dette publique extérieure de Guinée équatoriale s'élève à 126 millions de dollars EU à la fin de 1984, soit 70,6 p.100 donnés à des conditions libérales. Les difficultés budgétaires et le manque de ressources en devises ont entraîné l'accumulation d'importants arriérés depuis plusieurs années. Les pays créanciers ont été sensibles au redressement économique accompli après le programme d'assainissement et de redressement mis en oeuvre dans le cadre de l'accord de confirmation avec le FMI. C'est ainsi que le pays a obtenu du Club de Paris le rééchelonnement sur dix ans de 25,9 millions de dollars d'échéances de sa dette extérieure. Le service de la dette pèse énormément sur le pays : en 1984 il représente environ 34 p. 100 des recettes d'exportations. L'aide publique au développement (APD) s'élève à 11,1 millions de dollars EU en 1984 contre 9,3 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Guinée équatoriale est en train d'élaborer un programme à moyen terme pour le redressement économique qui sera présenté à la seconde conférence de la Table ronde de bailleurs de fonds au courant de cette année. La classification des priorités sectorielles suivante a été provisoirement retenue: a) agriculture comprenant l'appui institutionnel à l'agriculture, la production des cultures vivrières, la production des cultures de rente, le développement rural intégré, la pêche et les forêts; b) Les autres secteurs directement liés à l'agriculture, notamment l'industrie, le commerce, le travail, les transports et communications et l'énergie; c) La valorisation des ressources humaines par le biais de la santé et l'éducation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique de réforme consiste essentiellement à restructurer l'ensemble du secteur para-public et le limiter à six organismes seulement. Le gouvernement va renforcer sa capacité de planification et de coordination interministérielle, afin d'intégrer toutes les activités économiques et sociales et garantir la cohérence des décisions économiques. Des mesures pour lutter contre toutes sortes de blocages ont été prises ainsi que pour éviter la bureaucratisation de l'économie. Le gouvernement entend aussi prendre des mesures nécessaires pour mettre en place un meilleur contrôle des ressources disponibles afin d'assurer qu'elles seront utilisées dans le sens de l'intérêt national. L'affectation des ressources en devises à l'importation, des crédits pour l'investissement et des fonds de l'Etat s'effectuera selon des règles transparentes et sous un contrôle efficace qui garantira la réalisation des objectifs prioritaires nationaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

	Millions de dollars EU
i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	49,5
Total partiel	49,5
ii) Nouvelles ressources à mobiliser	
A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	49,5
iv) Coût estimatif du Programme	107,4
v) Ecart	57,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,5	2,6	5,1
Principal	12,5	13,3	25,8
Total	15,0	15,9	30,9

17. ETHIOPIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, les secteurs économiques n'ont cessé de se détériorer, quoique de façon inégale. Le produit national brut aux prix courants du marché a été estimé à 4 milliards 845,8 millions de dollars en 1983 contre 4 milliards 831,1 millions de dollars en 1984, soit un déclin de 0,3 p. 100. Entre 1980 et 1984, le taux d'accroissement du PIB en prix constants n'a cessé de décliner passant de 3,1 p. 100 en 1981 à -3,7 p. 100 en 1984 contre un taux de 5,3 p. 100 en 1983, soit en moyenne un taux d'accroissement annuel de 0,9 p. 100. Pour ce qui est du revenu par habitant, les résultats ont été plus mauvais. Le PIB par habitant aux prix courants du marché est tombé de 119 dollars en 1983 à 115 dollars en 1984, le taux moyen, pour la période 1980-1984, ayant été de -1,8 p. 100 par an.

Le facteur le plus important qui a causé un mauvais comportement de l'économie éthiopienne est peut-être la sécheresse sans précédent qui a ravagé le pays pendant trois années consécutives (1981-1984). Cette sécheresse a bouleversé les activités agricoles et a laissé dans son sillage des scènes horribles (mort, famine et malnutrition). Le pays souffre toujours de l'impact de cette catastrophe. Le niveau très bas des investissements résultant des contraintes financières a aussi joué une part dans ce déclin économique. La dette extérieure globale du pays s'élevait, à la fin de 1984, à 1 milliard 550,2 millions de dollars, le ratio du service de la dette étant de 19,3 p. 100 environ. Il est également à noter que les flux nets des ressources n'ont cessé d'augmenter au cours des quelques dernières années, passant, au total, de 122,2 millions de dollars en 1980 à 542,4 millions de dollars en 1984. Tant l'APD que le volume d'assistance extérieure, sous toutes ses formes, ont augmenté, la première passant de 221,5 millions de dollars en 1982 à 397,2 millions de dollars en 1984 et la seconde passant de 28,9 millions de dollars à 145,2 millions de dollars au cours de la même période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Ayant accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture, l'Ethiopie a axé ses efforts sur la mise en valeur des ressources en eau et l'agriculture paysanne. C'est ainsi qu'elle a lancé des programmes d'envergure pour lutter contre la sécheresse et la désertification et la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire. Parmi les mesures sectorielles prises au titre de l'appui au secteur agricole figure la promotion de l'industrie, l'accent étant mis sur la production des équipements et des industries agricoles. Il convient de citer également le lancement de petites entreprises industrielles. Le pays s'est embarqué dans un programme de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole, et c'est dans ce cadre qu'il a été institué des programmes de formation à l'intention des exploitants.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale

Le Gouvernement éthiopien a adopté un certain nombre de mesures visant à assurer l'application du Programme de redressement et à réaliser une croissance soutenue, après plusieurs années de sécheresse dévastatrice. Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été accordées : fourniture d'engrais, de semences, de crédit à des conditions préférentielles et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de formation à l'intention des exploitants, et lancement de programmes régionaux de développement agricole (PADEP), le but étant de veiller à l'application des politiques et programmes agricoles dans l'ensemble du pays. En raison de la dégradation inégale des terres pour la réinstallation de la population dans certaines régions du pays causée par la haute densité de la population, la déforestation et l'érosion du sol, le pays ne ménage aucun effort pour mener à bien le vaste programme de réinstallation des victimes de la sécheresse, dans les régions plus fertiles et moins peuplées. Une série d'activités destinées à assurer aux populations concernées les moyens de mener une vie stable (construction de barrages et de puits, etc.) dans des zones fertiles et à faible densité démographique ont été entreprises. A la fin du mois de janvier 1986, environ 600 000 personnes, victimes de la sécheresse, avaient été réinstallées, en général dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est. Parallèlement, le gouvernement cherche à renforcer ses moyens en matière de planification, en procédant à la mise en place de centres régionaux de planification et à la création de nouveaux débouchés pour le secteur privé, tout en encourageant le secteur des coopératives et en adoptant des mesures en faveur des coentreprises. A ces mesures, il convient d'ajouter d'autres mesures macro-économiques visant à promouvoir l'épargne et améliorer la gestion financière et l'exploitation des ressources.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

	Millions de dollars EU
i) Ressources déjà mobilisées	
A l'intérieur	
A l'extérieur	
Total partiel	
ii) Nouvelles ressources à mobiliser	
A l'intérieur	2 897,9
A l'extérieur	-
Total partiel	2 897,9
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	2 897,9
iv) Coût estimatif du Programme	4 880,6
v) Ecart	1 982,7

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	108,6	12,9	121,6
Principal	362,5	62,2	424,6
Total	471,1	75,2	546,2

18. GABON

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les recettes d'exportation considérables et le taux de croissance de la population très bas jouent ensemble pour placer le Gabon parmi les pays d'Afrique ayant un revenu par habitant le plus élevé. Le PIB par habitant s'élève à 3 490 dollars EU en 1984. Cependant, la croissance du PIB reste encore très faible : 1,5 p. 100 par an en termes réels durant la période 1980-1984. Ceci est principalement dû au mouvement de la baisse du prix pétrolier ces dernières années, malgré l'expansion de la production qui a atteint 9 millions de tonnes en 1984. C'est pourquoi le gouvernement fait actuellement un effort important de diversification de l'économie par la relance de l'exploitation forestière et le développement des industries du bois, ainsi que le développement de l'agriculture.

L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 611 millions de dollars en 1984. Le gouvernement a fait un grand effort pour diminuer son endettement vis-à-vis de l'extérieur: à la fin de 1979, l'encours de la dette extérieure était de 1,5 milliard de dollars. Environ 66,6 p. 100 de cette dette ont été contractés à des conditions libérales et le reste à des conditions commerciales à long terme. Le service de la dette publique représente environ 10,5 p. 100 en 1984. Avec la diminution des recettes pétrolières, qui s'accroît d'année en année, la capacité d'endettement du pays ou de remboursement de sa dette ira en diminuant. C'est pourquoi l'Etat gabonais, en prévision de la baisse de ses recettes pétrolières, a fait refléter une forte réduction de l'encours de la dette extérieure nouvelle dans le Plan quinquennal (1984-1988) pour éviter une baisse sensible du volume des investissements publics après 1983. Le Gabon ne reçoit presque pas d'aide au développement à titre de dons. Cependant, l'aide publique reçue à titre de prêts à des conditions concessionnelles est passée de 90 millions de dollars en 1983 à 214 millions de dollars en 1984, année au cours de laquelle le flux net des ressources était nul.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le gouvernement est actuellement à la deuxième année d'exécution de son Plan quinquennal (1984-1988). Ce Plan tient compte de la perspective en baisse des revenus pétroliers et prévoit la restriction des dépenses publiques d'investissement dans les limites des revenus projetés et la réduction de la dette extérieure pour préserver la capacité d'endettement du pays. La tranche du Plan qui reste encore à exécuter est considérée comme faisant partie du programme prioritaire du redressement économique et dont les priorités sectorielles suivantes ont été retenues: a) agriculture et développement rural insistant sur les opérations agro-industrielles et les actions et opérations d'accompagnement et la provision du développement riz-maïs-soja; b) l'infrastructure économique notamment la réalisation des grands projets ferroviaires et routiers; c) l'aménagement du territoire; et d) la mise en valeur des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes suivantes ont été réalisées :

a) En prévision de la chute des prix du pétrole et des revenus d'exportations, les mesures suivantes ont été prises: le blocage du recrutement dans la fonction publique à l'exception des jeunes cadres sortis des différentes écoles, la suspension des avantages et promotions à titres exceptionnels, la suspension des baux administratifs, l'arrêt immédiat de tout marché en cours de discussion ou récemment signé et non inscrit dans la loi de finances, le report ou étalement de certains projets prévus dans la loi de finances;

b) La création d'un service de contrôle financier des sociétés d'Etat, des organismes publics et parapublics au sein de la Direction générale du contrôle financier;

c) Le déblocage des subventions et autres aides financières et l'élaboration du cadre législatif et réglementaire apte à améliorer le contrôle de l'utilisation des subventions et autres aides financières allouées par l'Etat;

d) L'adoption du libéralisme économique en restaurant le dynamisme et l'esprit d'initiative du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 324,3
	A l'extérieur	-
	Total partiel	1 324,3
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1 324,3
iv)	Coût total du programme	1 784,2
v)	Ecart	459,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	72,5	148,6	221,1
Principal	151,7	382,9	534,6
Total	224,2	531,5	755,7

19. GAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la majeure partie de la période 1980-1985, l'économie gambienne a pâti des effets de la sécheresse, de l'infestation parasitaire et des déficiences administratives. Il s'est produit une baisse substantielle des exportations d'arachides, base de l'économie, en raison de la sécheresse et de l'insuffisance de stimulants. Au cours de la période 1980-1984, le taux annuel de croissance du PIB était en moyenne de 3,1 p. 100 et celui du PIB par habitant a chuté de 0,5 p. 100 par an. De ce fait, le pays a été confronté à de graves pénuries de devises et à des problèmes de balance des paiements.

Les obligations de paiement ont augmenté et, en 1984, la dette extérieure totale atteignait 311,7 millions de dollars, contre 105,5 millions en 1980. Le service de la dette représentait 32,0 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. Les flux nets de ressources provenant surtout de sources officielles sont passés de 141,4 millions de dollars en 1980 à seulement 44,2 millions en 1984.

La plupart des problèmes économiques tiennent au fait que l'économie de la Gambie, un pays sahélien, repose sur une monoculture et au fait que le secteur touristique, qui absorbe 15 p. 100 de la population active, n'a pas été entièrement intégré à l'économie nationale.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement national accorde la priorité à l'agriculture pluviale, et surtout aux cultures concurrentielles (céréales secondaires et arachides). La politique d'investissement public vise des projets ne nécessitant des fonds de contrepartie que pour 5 p. 100 de leurs budgets.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes ont été adoptées par le gouvernement :

a) Plans d'incitation : augmentation des prix à la consommation et à la production du riz et des arachides; suppression des taxes à l'exportation de certains produits; fourniture de crédits et rétablissement du Fonds de stabilisation pour la production arachidière. A cela s'ajoutent la production et la distribution de semences d'arachides et la mise en place d'installations adéquates d'emmagasinage et l'amélioration des circuits de commercialisation pour d'autres produits agricoles;

b) Réformes dans le secteur public : gel des postes et réforme de la fonction publique par le contrôle et la rationalisation du secteur public;

c) Réformes dans le secteur privé : libération des importations de riz et privatisation de certaines activités économiques du gouvernement. Le gouvernement a également ouvert la porte au secteur privé pour ce qui est du transport des produits agricoles, de l'importation et de la distribution des engrais.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale(1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	7,8	
A l'extérieur	15,2	
Total partiel		23,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 23,0

iv) Coût estimatif du programme 157,4

v) Ecart 134,4

5. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	17,1	5,6	22,7
Principal	47,7	15,4	63,1
Total	64,8	21,0	85,8

20. GHANA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Ghana a continué à enregistrer des faiblesses durant la période 1980-1984 au même titre que celles qu'elle a connues durant les années 70. Le PIB global a baissé à un taux annuel moyen de 1,3 p. 100 durant la période 1980-1984. Cette baisse a été accentuée surtout entre 1980 et 1983, mais en 1984 il y a eu un redressement remarquable du taux de croissance de 7,6 p. 100. Il y a aussi eu une baisse correspondante du revenu par habitant, avec une moyenne de 3,8 p. 100 durant la même période. L'encours de la dette publique extérieure a atteint 2,0 milliards de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élevait à 35,9 p. 100. Cependant, le flux net des ressources a crû de 146,3 millions de dollars EU en 1980 à 544,9 millions en 1984.

L'évolution faible de l'économie était principalement attribuable à une pauvre gestion économique et au manque des incitations adéquates visant à promouvoir la production. A ces problèmes relevant de la politique économique, s'ajoutent plusieurs autres facteurs exogènes contraignants. Les plus importants de ces facteurs sont la sécheresse prolongée, qui a sérieusement réduit la production agricole, et la détérioration des termes de l'échange du pays. La baisse des exportations a entraîné un plafonnement sévère des devises étrangères et, comme conséquence, un excès de la capacité industrielle. La production lente accompagnée par une politique monétaire inflationniste a entraîné des pressions inflationnistes dans l'économie.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'économie nationale qui était adopté en 1983 pour renverser la tendance à la baisse de l'économie est axé sur la fourniture de services agricoles, services de vulgarisation et facilités de crédit, ainsi que sur les plans d'incitations visant à accroître la production agricole, à atteindre l'auto-suffisance et à augmenter les exportations.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées par le gouvernement comprennent :

a) Plans d'incitations à la production : adoption d'une politique judicieuse en matière de fixation des prix applicables à certains secteurs-clés tels que l'agriculture (notamment la production de cacao) ; la libération des prix et le décontrôle des circuits de distribution dans le cas du secteur industriel ; l'adoption envisagée d'une politique libérale en matière de crédit et de fourniture de facteurs de production ; allocation de recettes pour l'achat de fournitures de base.

b) Réformes : les réformes concernant le secteur public mettent l'accent sur la nécessité de rationaliser la gestion et de responsabiliser les fonctionnaires;

c) Réformes concernant le secteur privé : l'adoption d'un nouveau code régissant les investissements privés et le décontrôle sont considérés comme les bases d'une économie plus productive et plus rentable.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur -

A l'extérieur -

Total partiel -

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur 946,0

A l'extérieur -

Total partiel 946,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 946,0

iv) Coût estimatif du Programme 1 495,0

v) Ecart 549,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990 (millions de dollars))

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	116,1	12,5	128,6
Principal	285,9	40,0	325,9
Total	402,0	52,5	454,5

21 GUINEE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La Guinée a connu un léger progrès en 1980-1984 avec une croissance de l'ordre de 3 p. 100. Cependant, il y a eu le déclin de l'économie guinéenne avant cette date. En effet, l'agriculture, principale activité du pays, n'a pu progresser à cause de l'intervention intempestive de l'Etat et de l'absence d'investissements. Le secteur minier a connu aussi des difficultés dues à la crise mondiale et à d'autres facteurs internes. L'absence conséquente de devises a paralysé l'économie.

A une balance des paiements déficitaire s'est ajoutée une dette lourde de 1306,9 millions de dollars. En effet, malgré les conditions relativement favorables des emprunts, les arriérés se sont élevés jusqu'à 200 millions de dollars EU à fin 1983. D'où l'impérieuse nécessité de rééchelonnements. Le flux net des ressources a baissé à 22,1 millions de dollars EU en 1984 contre 49,9 millions en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Dès 1985, le gouvernement s'est attelé à adopter et à appliquer un programme intérimaire de redressement national (1985-1987) :

- relance de la production vivrière (riz, légumes) et ravitaillement des villes, des cultures de rapport (banane, coton), et de l'élevage par l'initiative privée; reconstruction des structures d'appui aux paysans : crédit agricole, distribution d'intrants; et formation des paysans et vulgarisation; encouragement de techniques culturales comme la culture attelée; développement de la pêche et aménagement des points d'eau.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes en appui du Programme de redressement national s'inscrivent dans le cadre d'une politique libérale dont les principales composantes sont:

- a) décentralisation et déconcentration de la responsabilité des agents économiques;
- b) transformation des structures institutionnelles, en particulier dans le monde rural;
- c) promotion des ressources humaines et stimulation des capacités d'initiative;
- d) valorisation des ressources agricoles et halieutiques;
- e) réhabilitation du secteur minier;

f) désengagement de l'Etat du secteur productif;

g) réforme du secteur public et de l'Etat sur la base de la vérité économique;

h) relance des travaux d'équipement en infrastructures de base: routes, distribution d'eau, centres de santé primaire;

i) revalorisation du potentiel humain par la formation et l'éducation;

j) révision en hausse des prix du producteur rural.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	102,0	
A l'extérieur	-	
Total partiel		102,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 102,0

iv) Coût estimatif du Programme 840,0

v) Ecart 738,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	31,1	8,9	90,0
Principal	502,9	52,2	555,1
Total	584,0	61,1	645,1

22. GUINEE-BISSAU

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La dégradation de la situation économique de ces dernières années à laquelle s'ajoutent la sécheresse et la désertification a placé la Guinée-Bissau dans une crise profonde.

La production agricole aussi bien vivrière (riz, mil) que pour l'exportation (arachide, palmistes, noix de cajou) ont souffert de la sécheresse de 1983. Mais l'amélioration de la production en 1984 n'a pas suffi à couvrir le déficit de 35 000 tonnes pour 1985. Cependant, le PIB global a progressé à un taux de croissance de 3,3 p. 100 par an durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 214,2 millions de dollars EU en 1984 dont 170,9 millions ont été contractés à des conditions libérales et 43,3 millions à des conditions non libérales. Le service de la dette représente environ 17,0 p. 100 des exportations. Le flux net de ressources ont baissé de 141,4 millions de dollars EU en 1980 à 44,2 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale : principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux de préoccupation du gouvernement dans le cadre du programme de redressement national sont : l'augmentation des superficies de riziculture, l'amélioration progressive des rendements, ainsi que celle des autres céréales, le développement de la pêche artisanale, le contrôle de la pêche industrielle, l'amélioration de l'infrastructure portuaire, des voies de desserte et des routes.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que certaines réformes seront décidées lors du prochain congrès du Parti, cependant, quelques lignes directrices qui seront poursuivies apparaissent :

- a) mise en place de politiques de vente à des prix incitatifs;
- b) promotion de la production agricole par la mise en place d'un crédit agricole;
- c) subvention des intrants agricoles (engrais, outillage agricole, produits chimiques etc.);
- d) mise à la disposition des paysans des résultats de la recherche en leur fournissant des semences de céréales améliorées;
- e) mise en place d'une politique d'approvisionnement des besoins de première nécessité aux pêcheurs artisanaux en vue d'accroître leur production;
- f) redistribution de l'excédent de production agricole vers les régions déficitaires;

g) réhabilitation de petits projets hydro-agricoles et construction de barrages anti-sel;

h) formation des cadres à tous les niveaux;

i) aménagement des sols et récupération des terres de bas-fonds;

j) construction de routes et de voies d'accès vers les centres de production;

k) entretien des routes existantes; et

l) libéralisation et promotion de certains circuits commerciaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	21,6	
A l'extérieur	44,2	
Total partiel		65,8

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-

iii) Montant estimatif des ressources

probablement disponibles 65,8

iv) Coût estimatif du Programme

160,4

v) Ecart

94,6

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	9,6	0,9	10,5
Principal	36,4	8,0	44,4
Total partiel	46,0	8,9	54,9

23 KENYA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

En dépit des prévisions très optimistes du quatrième Plan quinquennal 1979-1983 du Kenya faisant état d'un taux annuel de croissance de 6,3 p. 100, celui-ci n'a été en réalité en moyenne que d'environ 4 p. 100 au cours de cette période. Par ailleurs, le déficit de la balance des paiements s'est alourdi et la situation budgétaire s'est beaucoup aggravée. La détérioration sensible des termes de l'échange enregistrée par le Kenya, la chute des cours du café, la récession mondiale, la contraction de la demande de biens et services kényens de la part des pays voisins et les mauvaises conditions climatiques ont été pour l'essentiel à l'origine de cette situation.

Cela a conduit le gouvernement à adopter en 1980-1981 un programme d'ajustements structurels destinés à stabiliser l'économie, à contrôler les principales variables monétaires et fiscales et à éliminer les entraves structurelles à la croissance. C'est ainsi que le taux d'inflation est tombé en dessous de 10 p. 100 en 1984 contre plus de 20 p. 100 en 1982, que le déficit budgétaire est passé de 10 p. 100 du PIB en 1981 à moins de 5 p. 100 en 1983-1985, que la masse monétaire contractée est passée de 15 p. 100 en 1980 et 1982, à moins de 8 p. 100 en 1983 et à 11 p. 100 en 1984; en outre par suite de la diminution sensible du volume des importations, le déficit courant qui était de 826 millions en 1980 a pu être réduit de plus de moitié.

La sécheresse d'une ampleur sans précédent qui a ravagé le pays en 1983-1984 a entraîné une baisse de 3,7 p. 100 de la production agricole, ramenant ainsi le taux de croissance du PIB à 0,9 p. 100 au cours de la même période. Toutefois, les prix élevés des exportations de thé et de café ont permis d'améliorer la situation sur le plan des recettes en devises. Au cours de la période 1980-1984, le PIB du Kenya a augmenté en chiffres réels à un taux annuel moyen de 3 p. 100, alors que le PIB par habitant baissait de 1 p. 100.

Entre 1980 et 1984, la dette extérieure du Kenya a plus que triplé, atteignant 3,5 milliards de dollars dont 1,2 milliard contracté aux conditions du marché, ce qui, par rapport à la dette totale, représente 54 p. 100 du PIB et 204 p. 100 par rapport aux exportations de 1984. Le rapport entre le service de la dette et les exportations de biens et services pour la même année a été de 31,8 p. 100. Les flux de ressources en 1984 ont été de 41 p. 100 inférieurs à leur niveau de 1980, soit 430,7 millions de dollars contre 731,5 millions de dollars. En 1984, les flux de ressources ont été de 18 p. 100 supérieurs à ceux de 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le soin premier du Kenya est de relancer l'économie à un rythme annuel d'environ 6 p. 100 et ce, jusqu'à la fin du siècle. L'agriculture est le principal secteur mais on privilégie également la mise en place d'une infrastructure matérielle et la création de petites industries en milieu rural et urbain. Les ressources financières nationales seront consacrées d'abord à l'accroissement

des dépenses renouvelables au titre de projets déjà réalisés et à l'utilisation optimale de la capacité industrielle et ensuite à l'exécution de projets immédiatement rentables.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes générales du secteur public visent à réduire le déficit budgétaire, à mobiliser davantage de ressources aux niveaux national et international, à améliorer la gestion de la dette, à rationaliser les investissements publics, à juguler l'inflation, à utiliser un taux de change flexible et à assouplir les mesures de restrictions juridiques et administratives. Les politiques sectorielles ont quant à elles pour but de favoriser la croissance industrielle, de promouvoir les exportations, d'encourager la production agricole, de rationaliser les dépenses de développement et d'assurer l'expansion du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	91,0	
A l'extérieur	73,0	
Total partiel		164,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	375,0	
A l'extérieur	417,0	
Total partiel		792,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

956,0

iv) Coût estimatif du Programme

1197,0

v) Ecart

241,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	436,1	91,5	527,6
<u>Principal</u>	<u>574,1</u>	<u>340,5</u>	<u>914,6</u>
Total partiel	<u>1010,2</u>	<u>432,0</u>	<u>1442,2</u>

24. LESOTHO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Lesotho est un petit pays enclavé d'une superficie de 30 335 km²; sa population s'élevait à 1,5 million d'habitants en 1984. Le Lesotho fait partie du groupe des pays les moins avancés. Le produit intérieur brut était de 353,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant de 245 dollars. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a connu une baisse annuelle moyenne de 1,2 p. 100 en prix constants. L'aide publique au développement (APD) est passée de 90,3 millions de dollars en 1980 à 101,3 millions en 1983; les autres ressources hors APD n'ont connu qu'une croissance marginale, passant de 0,7 million de dollars en 1980 à 1,5 million en 1983. La dette extérieure totale a atteint 140 millions de dollars dont 107 millions au titre de l'aide à des conditions libérales. Le rapport entre les obligations du service de la dette et les exportations de biens et de services a été de 29,9 p. 100 en 1983. Les flux nets de ressources sont passés de 91,5 millions de dollars EU en 1980 à 102,8 millions de dollars EU en 1984.

Entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho est le pays qui souffre le plus de la politique de déstabilisation politique et économique pratiquée par le régime sud-africain. Il dépend presque entièrement de l'Afrique du Sud pour ses liaisons avec le reste du monde. Son économie est totalement intégrée à celle de l'Afrique du Sud (commerce, unions douanière et monétaire) et elle a été en butte aux blocus et à l'embargo décrétés par son puissant voisin.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

L'agriculture et le développement rural, en particulier les projets d'irrigation, la production alimentaire et les ressources en eau; le transport et les communications; l'industrie; les ressources humaines et l'énergie constituent les domaines prioritaires retenus par les pouvoirs publics. Le gouvernement cherche également à améliorer la qualité des services publics tels que l'enseignement et la santé.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les résultats des organismes para-étatiques seront améliorés grâce à une meilleure gestion financière. Le mécanisme national de planification du développement sera réorganisé et restructuré. On commence à introduire des politiques de réforme des salaires et à encourager les investissements dans le secteur privé et surtout dans l'agriculture. Un nouveau plan d'investissement industriel garantissant des revenus satisfaisants à l'investissement privé a été adopté. On améliore actuellement la mise à disposition de facteurs de production agricole tels que le crédit, les services de commercialisation et de vulgarisation ainsi que le matériel agricole. Une assistance est également fournie par l'intermédiaire des coopératives aux petits et grands exploitants agricoles afin de leur permettre d'améliorer leur efficacité et leur viabilité commerciale.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

(en millions de dollars EU)

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

26,7

A l'extérieur

31,7

Total partiel

58,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

58,4

iv) Coût estimatif du Programme

119,6

v) Ecart

61,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	20,1	1,0	21,1
Principal	35,5	3,5	39,0
Total	55,6	4,5	60,1

25. LIBERIA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Libéria a subi une grave récession entre 1980 et 1985. La baisse des recettes totales d'exportation a été suivie de la chute des recettes publiques, de déficits budgétaires en grande partie financés par des ressources extérieures, et d'un alourdissement du fardeau de la dette. Entre 1980 et 1984, le PIB en prix constants a baissé en moyenne de 3,6 p. 100 par an, tandis que le PIB par habitant déclinait à un rythme annuel moyen de 5,7 p. 100. L'encours de la dette publique extérieure s'élève à 997,4 millions de dollars EU en 1984 et le ratio du service de la dette s'élève à 25,6 p. 100 entre 1980 et 1984. Le total net du flux de capitaux a chuté de 550,9 millions de dollars en 1980 à 229 millions de dollars en 1983. Les résultats économiques médiocres ainsi que la grave récession ont entraîné la fermeture de la raffinerie, l'accumulation d'arriérés dans le traitement des fonctionnaires et mis les pouvoirs publics dans l'impossibilité de satisfaire les conditions imposées par le FMI dans le cadre des accords stand-by qui, en conséquence, ont été annulés.

Ces graves difficultés économiques provenaient de divers facteurs, dont des bas prix appliqués aux principales exportations du Libéria, des problèmes dans la gestion économique, des graves pénuries de ressources, le manque de stimulants appropriés et la fuite massive des capitaux dans la période qui a suivi le soulèvement politique et la guerre civile.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement de l'économie nationale met un accent tout particulier sur l'augmentation de la production alimentaire, grâce à l'amélioration de la gestion agricole, à des aides à la production et à des services de vulgarisation. La politique en matière d'investissement public a consisté à encourager les investissements à très haute rentabilité et à périodes de gestation courtes, ainsi que ceux nécessitant un apport de fonds très faible au niveau national.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Aide financière aux agriculteurs pour la production de caoutchouc, d'huile de palme, de produits forestiers et de riz ;

b) Réformes dans le secteur public : restructuration des finances et de l'emploi, rationalisation de toutes les entreprises publiques et privatisation de certaines ; création de l'Office des sociétés d'Etat chargé de superviser les entreprises publiques ;

c) Réformes dans le secteur privé : dispositions relatives à la coentreprise et à la gestion dans le secteur privé ; élimination progressive des restrictions sur 36 articles industriels produits localement, et amélioration de la structure tarifaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	14,0
	A l'extérieur	
	Total partiel	14,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	14,0
iv)	Coût estimatif du Programme	374,0
v)	Ecart	360,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(en millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	110,9	33,2	144,1
Principal	223,1	145,0	368,1
Total	334,0	178,2	512,2

26. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie libyenne continue à subir le contrecoup des perturbations observées sur le marché mondial du pétrole, perturbations qui ont des répercussions sur les cours et la demande de pétrole brut. C'est la raison pour laquelle en 1984, le volume des exportations de pétrole n'a été que de 59 p. 100 de son niveau de 1980. En valeur, les revenus pétroliers ont chuté de plus de moitié, passant de 21691,9 millions de dollars en 1980 à 10629,9 millions en 1984 et 9549,0 millions en 1985. La quasi-totalité des recettes d'exportation et des revenus publics provenant de la vente du pétrole, les autres secteurs de l'économie ont été parallèlement touchés, encore qu'à un degré moindre. Depuis 1980 le pays enregistre donc un taux de croissance économique négatif de 6 p. 100 par an en moyenne. Le pays a été contraint, devant la diminution constante des revenus pétroliers et en dépit de la réduction du volume des importations, de puiser abondamment dans ses réserves en devises dont le niveau a baissé pour la quatrième fois consécutive en 1984. La dette publique extérieure s'élevait à 797,8 millions de dollars EU en 1984 et les flux nets de ressources ont atteint -3,3 milliards de dollars EU contre -1,5 milliard en 1980.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

La Libye accorde la plus haute priorité à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, d'où l'accent mis sur le développement de l'agriculture et du secteur alimentaire en particulier. L'un des principaux objectifs de son programme de priorités est de parvenir à un taux d'autosuffisance d'environ 90 p. 100 pour ce qui est des céréales alimentaires et à une autosuffisance complète pour ce qui est des produits de l'élevage et de la volaille. Des méthodes modernes de production alimentaire et d'irrigation et une réorientation de la gamme des productions agricoles sont envisagées pour privilégier des cultures dont les besoins en matière d'irrigation sont moindres. Le développement de l'agriculture est également considéré comme un moyen de freiner l'exode rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Sur le plan de la production, le gouvernement accorde la priorité au développement du secteur agricole par le biais d'une participation directe à la mise sur pied d'exploitations pilotes mixtes et de mesures destinées à encourager la pratique de l'agriculture en tant qu'occupation en octroyant des titres fonciers, en révisant à la hausse les prix des produits agricoles et en encourageant la création d'entreprises populaires de production, de financement et de commercialisation. Des routes de desserte sont actuellement construites et des services agricoles mis à la portée des agriculteurs. Compte tenu de ses difficultés financières actuelles, le gouvernement met l'accent sur l'achèvement des projets en cours d'exécution, l'utilisation accrue des moyens existants, en particulier dans l'industrie, la réduction des dépenses superflues, la rationalisation de l'utilisation des devises et l'adoption de mesures rigoureuses de contrôle bancaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	1 097,8	
A l'extérieur	-	
Total partiel	1 097,8	
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	4 391,2	
A l'extérieur	-	
Total partiel	4 391,2	
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		5 489,0
iv) Coût estimatif du Programme		5 489,0
v) Ecart		-

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt
Principal
Total

... = non disponible

27. MADAGASCAR

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984 le produit intérieur brut a diminué en moyenne de 1,9 p. 100 par an. Cependant on observe un léger redressement de la situation économique au cours de l'année 1984 qui a enregistré un taux de croissance de l'ordre 2,1 p. 100 par rapport à l'année précédente, résultant des programmes d'ajustement structurel. Compte tenu de l'accroissement de la population (2,7 p. 100), le PIB par habitant a marqué une baisse annuelle de 4,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le secteur primaire a cru de 3 p. 100 par an en moyenne tandis que le secteur secondaire a connu une baisse annuelle d'environ 6 p. 100 par suite de la chute de la valeur ajoutée de la branche Construction. Le secteur tertiaire n'a pas évolué au cours de la période considérée.

La balance des paiements s'est améliorée avec un solde positif en 1984 alors qu'elle était toujours déficitaire antérieurement. Le déficit des transactions courantes en pourcentage du PIB est passé de 14,6 p. 100 en 1981 à 10,2 p. 100 en 1984. De même le déficit des finances publiques qui était de 14,9 p. 100 du PIB en 1981 est revenu à 4,8 p. 100 du PIB en 1984. Le taux d'inflation n'est plus que de 9 p. 100 au cours de l'année 1984 alors qu'il avait augmenté annuellement de 30,5 p. 100 et de 31,5 p. 100 respectivement en 1981 et 1982.

A la fin de l'année 1984, le niveau de la dette extérieure atteignait 2 119,8 millions de dollars des Etats-Unis dont 1 326,4 millions de dollars à des conditions libérales. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations après rééchelonnement s'élevait en 1984 à 33,0 p. 100. Il avait atteint 75,3 p. 100 sans le rééchelonnement. Le flux net de ressources a baissé de 265,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1981 à 192 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme d'investissements publics portant sur la période 1984-1990 met l'accent sur les secteurs productifs et l'infrastructure. Il se rapporte par ordre de priorité :

1) Au secteur du développement rural : programmes d'augmentation des productions vivrières (riz, maïs, blé etc.) et des produits d'exportation, projets d'irrigation des terres, élevage et pêche;

2) Au secteur infrastructure : réhabilitation des routes et des pistes de desserte;

3) A la lutte contre l'érosion des sols.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Afin d'atteindre les objectifs du programme, le gouvernement a pris des mesures pour :

1) Accroître la production : accroissement des prix aux producteurs, notamment des produits agricoles; libéralisation des prix de la collecte et de la commercialisation; existence d'un nouveau code des investissements plus libéral et assouplissement des procédures administratives du commerce extérieur;

2) Renforcer la capacité de l'épargne publique : réduction du déficit des finances publiques; assainissement de la situation financière des entreprises publiques et privatisation de leur gestion;

3) Mobiliser les ressources extérieures par l'intermédiaire du Groupe consultatif de Paris.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i) Ressources déjà mobilisées	<u>Millions de dollars E.-U.</u>	
A l'intérieur	46,3	
A l'extérieur	67,3	
Total partiel		113,6
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	76,0	
A l'extérieur	97,1	
Total partiel		173,1
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		286,7
iv) Coût estimatif du Programme		872,0
v) Ecart		585,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		<u>Total</u>
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	
Intérêt	152,2	56,3	208,5
Principal	425,3	244,0	669,3
Total	425,5	300,3	877,8

28. MALAWI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Malawi a une superficie de 118 484 km² dont 24 208 km² sont constitués des eaux des lacs et compte une population de 6 810 000 habitants, le taux d'accroissement démographique étant de 3,1 p. 100 par an. L'agriculture est la clé de voûte de l'économie; les petites exploitations agricoles produisent principalement du maïs, des arachides, du coton et du tabac tandis que les exploitations commerciales produisent du thé, du tabac et du sucre. L'accroissement des principales cultures d'exportation a contribué à la réalisation d'un taux de croissance du PIB de 3,2 p. 100 par an au cours de 1980-1984. L'autre facteur qui a contribué à ce taux a été l'arrêt de l'exportation de la main-d'oeuvre en Afrique du Sud.

Le Malawi a adopté une stratégie de développement axée sur les agro-industries et les exportations. La sécheresse qui a frappé le pays en 1979/1980, conjuguée à la détérioration des termes de l'échange, a entraîné de sérieuses difficultés financières. Le fait que les exportations ne concernent qu'une gamme restreinte de produits et la désorganisation des voies traditionnelles d'accès à la mer via le Mozambique ont aggravé les difficultés. Le montant total de la dette extérieure du Malawi s'est élevé en 1984 à 783 millions de dollars, dont un montant de 482 millions accordé à des conditions libérales et 306 millions à des conditions non libérales. Le coefficient du service de la dette s'est monté, en valeur réelle, à 27,3 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a baissé à 87,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 contre 206,2 millions en 1980.

La situation relative aux investissements a été favorable pour les investisseurs et les donateurs ont fortement contribué au développement du pays, tandis que les ressources localement disponibles sont mobilisées par des banques commerciales qui offrent des taux d'intérêt élevés. Il importe de mobiliser davantage de ressources en augmentant les recettes, non fiscales en particulier, par rapport au PIB.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Priorité est accordée au secteur agricole et à la recherche d'autres voies d'accès à la mer par le couloir septentrional vers la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. Par ailleurs, on s'efforce de diversifier les agro-industries afin de créer des emplois supplémentaires. L'autre domaine prioritaire est le développement de l'extraction du charbon qui pourrait constituer une source d'énergie de remplacement.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Pour augmenter la production, les contrôles des prix ont été assouplis, les barrières tarifaires supprimées et des abattements fiscaux concédés aux fabricants au cours des premières années d'exploitation. Le Gouvernement a révisé le système

de contrôle des prix et des salaires, le but étant de mieux l'adapter et de pouvoir procéder plus souvent à des ajustements. Des mesures ont été prises pour produire davantage pour l'exportation, en augmentant les prix des produits d'exportation. Des mesures ont également été prises pour améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

i)	Ressources déjà mobilisées	Millions de dollars E.-U.
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	76,7
	A l'extérieur	144,9
	Total partiel	221,6
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	221,6
iv)	Coût estimatif du Programme	398,8
v)	Ecart	177,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990) millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	92,1	21,5	113,6
Principal	128,5	90,3	218,8
Total	220,6	111,8	332,4

29. MALI

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, le Mali a été confronté à d'énormes difficultés avec des conséquences désastreuses sur les performances de l'économie en général : faible niveau d'organisation et forte centralisation de l'appareil économique;

déséquilibres des comptes extérieurs et des finances publiques; faible capacité intérieure de financement des investissements; exacerbation des conditions climatiques entraînant une aggravation du déficit alimentaire. Le taux d'accroissement du produit intérieur brut à prix constants a été en moyenne de 0,2 p. 100 par an entre 1980-1984.

Le montant de la dette extérieure s'élevait à 1176 millions de dollars en 1984 dont 1084,5 millions à des conditions libérales et 91,5 millions à des conditions non libérales. Entre 1982 et 1984, on estime que le ratio du service de la dette après rééchelonnement est passé de 6,2 à 16,7 p. 100 des recettes d'exportation de biens et services.

Le flux de ressources nettes qui était de 936,2 millions de dollars en 1980, a atteint 1 017,1 millions en 1983. La part de l'APD s'est élevée respectivement à 776,2 et 842,6 millions de dollars durant la même période.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

a) L'agriculture dont les principales composantes sont : la sécurité alimentaire avec notamment les mesures de lutte contre les crises alimentaires; la sécurisation et l'accroissement des revenus agricoles, spécialement par la maîtrise de l'eau et le développement des ressources en eau; l'amélioration des techniques de stockage villageois des produits vivriers;

b) La lutte contre la sécheresse et la désertification dont la stratégie repose sur deux axes : protéger ce qui existe et reconquérir les zones en voie de désertification;

c) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : l'approvisionnement suffisant et régulier des unités de transformation des produits agricoles; l'amélioration de la commercialisation et du crédit agricole; l'entretien et le développement des pistes rurales.

d) Mise en valeur des ressources humaines par l'amélioration de la gestion des institutions et du rendement du secteur public et la planification de l'emploi.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Le secteur des finances publiques : réduction, voire élimination du déficit budgétaire chronique (application de mesures fiscales, budgétaires, salariales et monétaires);

b) Le renforcement du secteur des comptes extérieurs par la réduction des importations de produits non céréaliers et accroissement des exportations de coton;

c) La restructuration du secteur d'Etat grâce à la compression des effectifs; la fermeture de certaines entreprises non viables; le rétablissement de la vérité des prix;

d) amélioration des conditions de production qui a porté notamment sur la réhabilitation du secteur d'Etat, la restructuration du marché céréalier et la réorganisation de la filière coton.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

	<u>Millions de dollars E.-U.</u>	
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	59,4	
A l'extérieur	17,7	
Total partiel		77,1
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	290,7	
Total partiel		290,7
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		367,8
iv) Coût total du Programme		539,1
v) Ecart		171,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

	<u>Types de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	74,4	1,1	75,5
Principal	387,5	6,8	394,3
Total	461,9	7,9	469,8

30. MAURITANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'ampleur des problèmes de la Mauritanie constitue une lourde hypothèque pour l'avenir, si un programme de redressement vigoureux n'est pas exécuté. Le produit intérieur brut par habitant a chuté, malgré un taux d'investissement très élevé. La persistance de la sécheresse, la crise économique internationale, et les effets de la guerre comptent dans l'aggravation de la situation qui a prévalu

jusqu'alors. La production des céréales est tombée au sixième de son volume moyen. Les exportations de minerai de fer ont également chuté bien qu'elles aient repris en volume en 1984, avec cependant la dégradation des prix mondiaux et la baisse de leur valeur réelle. Le PIB a progressé par 1,4 p. 100 par an seulement en termes réels durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 1 397,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 alors que le ratio du service de la dette aux exportations était de 38,6 p. 100 en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du Programme de redressement 1985-1988, le gouvernement met l'accent sur la valorisation de la pêche, considérée comme une source renouvelable de richesse, la relance de la production de mil, sorgho, maïs et paddy, l'extension des surfaces cultivables, la reconstitution du cheptel, la priorité à l'eau potable, le désenclavement de régions éloignées, l'amélioration de l'environnement institutionnel, la promotion du secteur privé notamment les petites et moyennes entreprises.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes décidées ou envisagées comprennent :

- a) Augmentation des prix aux producteurs d'au moins 20 p. 100;
- b) Généralisation de l'accès aux avantages du code des investissements;
- c) Mise en place d'un crédit agricole;
- d) Prise en charge par les bailleurs de fonds des charges récurrentes de certains projets;
- e) Promulgation d'une nouvelle législation foncière;
- f) Promulgation d'un code de l'eau;
- g) Mesures de rentabilisation du secteur pêche;
- h) Redéploiement des investissements vers les domaines prioritaires et améliorer la productivité;
- i) Sélection des projets à impact rapide sur la production ou absolument vitaux pour satisfaire les besoins essentiels de la population;
- j) Réduction du programme des investissements.
- k) Politiques de gestion des ressources (monétaires et fiscales) : mobilisation et amélioration des recouvrements;

l) Revue du système d'exonération fiscale, de taxes douanières et taxation des secteurs exportateurs;

m) Amélioration de la coordination entre services fiscaux;

n) Institution du débarquement obligatoire des prises de pêche;

o) Gel des effectifs en 1985 et diminution de la masse salariale;

p) Réduction des subventions et réhabilitation du secteur public;

q) Rééchelonnement de la dette et mise en place d'un comité du suivi de la dette.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur 49,0

A l'extérieur

Total partiel 49,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur -

A l'extérieur 809,0

Total partiel 809,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

858,0

iv) Coût estimatif du Programme

1 221,0

v) Ecart

363,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	137,9	23,1	161,0
Principal	545,2	76,1	621,3
Total	683,1	99,2	782,3

31. MAURICE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Après la très mauvaise année qui a prévalu en 1980, le gouvernement a introduit un programme d'ajustement structurel pour redresser l'économie. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen annuel de 4,1 p. 100 et son niveau en 1984 a dépassé celui de 1979. Le fait le plus important de la période est la performance du secteur industriel en particulier celle de l'Export Processing Zone (EPZ) et du secteur du tourisme qui ont crû respectivement de 16 p. 100 et de 10 p. 100 par rapport à l'année 1983. Ces deux secteurs, en termes de production, de création d'emplois et de gains en devises, sont devenus le moteur de la croissance économique. De même le secteur agricole a aussi montré un progrès sensible dans la production du sucre et du thé grâce à des meilleures conditions climatiques et à des prix élevés à l'exportation.

La balance des paiements s'est améliorée considérablement. Le déficit du compte courant a chuté de 13 p. 100 du PIB en 1981 à environ 3,8 p. 100 du PIB en 1984. Le déficit des finances publiques n'est plus que de 6,5 p. 100 du PIB en 1984 contre 12,9 p. 100 en 1981. Le taux annuel de l'inflation s'est modéré aux alentours de 7 p. 100 après une période de très forte inflation avec un maximum de 42 p. 100 pour l'année 1980. Le taux d'épargne intérieure qui était de 12 p. 100 du PIB a augmenté au cours de la période par suite de l'amélioration de la situation économique et a atteint 18 p. 100 du PIB en 1984. Mais il a toujours fallu recourir aux emprunts extérieurs pour financer les investissements.

A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique s'élevait à 412,4 millions de dollars. Il est à signaler que seulement 24 p. 100 de cette dette sont des prêts à des conditions libérales et que le reste est constitué par des prêts commerciaux à long et à court termes contractés sur les marchés des capitaux (prêts en eurodollars). Le poids du service de la dette est assez critique puisqu'il représente 28,3 p. 100 par rapport aux exportations de biens et services en 1984. Le flux net de ressources a baissé de 51,5 millions de dollars des Etats-Unis en 1981 à 15,5 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1985 le gouvernement a adopté le Programme d'investissement du secteur public pour la période fiscale 1984/1985-1986/1987 avec des projets qui s'étalent jusqu'à l'année fiscale 1989/1990. Le gouvernement a accordé la première priorité à l'agriculture portant sur des projets de développement des ressources en eau (irrigation), de recherche, d'études et de formation dans le domaine agricole, d'infrastructures physiques (entrepôts, aménagement des sols) et à la reforestation. La seconde priorité se rapporte aux industries agro-alimentaires, suivie du développement des ressources humaines (projets relatifs à la formation technique).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La stratégie de développement pour la réalisation de ce programme d'investissements du secteur public consiste à drainer les ressources vers les secteurs productifs. Ainsi, le gouvernement réduira ses dépenses de fonctionnement et maintiendra le déficit des finances à un niveau bas afin de permettre au secteur privé de bénéficier encore plus de crédit sur le marché local de capitaux. De même, afin de soutenir davantage les investissements et de préserver les réserves extérieures de change, la politique monétaire restrictive introduite dans le cadre du programme de stabilisation sera maintenue.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

Millions de dollars

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2,6	
A l'extérieur	12,8	
Total partiel		15,4

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	52,1	
A l'extérieur	10,2	
Total partiel		62,4

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

77,8

iv) Coût estimatif du Programme

99,0

v) Ecart

21,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		Total
	Publics	Privés	
Intérêt	87,7	13,3	101,0
Principal	150,6	46,4	197,0
Total	238,3	59,7	298,0

32. MAROC

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les conditions économiques peu favorables qui prévalent sur la scène internationale et, en particulier, la détérioration des cours des produits miniers, notamment le phosphate qui est le principal produit d'exportation, de même que la sécheresse qui a frappé le pays au cours des années écoulées ont contribué à stopper la croissance dans le pays et exercent de très fortes pressions sur la balance commerciale et des paiements. Toutefois l'économie nationale a, au cours des cinq dernières années, connu un taux d'accroissement annuel de 2,9 p. 100, bien que le rythme de croissance ait beaucoup varié d'une année à l'autre, en fonction des cours ou de la demande de phosphate, ainsi que de la situation pluviométrique. Le service de l'énorme dette d'un montant de 13 milliards 350 millions de dollars qui, en 1984, a représenté environ 28,8 p. 100 des exportations, a créé de nouveaux problèmes en ce qui concerne la situation de la balance des paiements. Le rééchelonnement d'une partie de la dette a permis d'obtenir des résultats positifs pour ce qui est des apports nets de capitaux étrangers, mais la situation de la balance des paiements reste précaire. Toutefois, le déficit budgétaire par rapport au PIB s'est amenuisé et est passé de 12,3 p. 100 en 1982 à 8,5 p. 100 en 1983 et à 6,7 p. 100 en 1984, grâce aux vastes réformes budgétaires entreprises ces dernières années.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990): principaux domaines d'intervention

Le programme prioritaire du Maroc accorde une grande importance au développement du secteur agricole, aussi bien pour la production irriguée que pluviale. Les efforts visent essentiellement à libérer l'économie de la sécheresse, et, en conséquence, l'accent est mis sur l'achèvement de barrages de grande et moyenne importance, et la construction de petits barrages jusqu'au niveau des villages est encouragée. La priorité a également été accordée au rétablissement de l'équilibre écologique et au reboisement. Ce dernier fait d'ailleurs partie d'un programme de développement rural intégré, destiné à améliorer la qualité de la vie dans les zones rurales et, partant, à encourager l'agriculture, créer des emplois et réduire l'exode rural.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Maroc continue d'appliquer un programme de stabilisation économique. Ce programme vise à restaurer l'équilibre de la balance commerciale et des paiements et à réactiver le processus de la production au niveau national pour assurer cet équilibre à un niveau plus élevé de l'activité économique. La politique appliquée dans le domaine de l'agriculture implique de meilleures facilités de crédit pour la production céréalière et le logement dans les zones rurales, la révision des prix aux producteurs et des exonérations fiscales. D'autres mesures portent sur la promotion des exportations, la fourniture de stimulants pour attirer des envois de fonds plus importants de la part des nationaux travaillant à l'étranger,

l'encouragement de l'épargne, le tourisme, et l'adoption d'une politique de prix appropriée en matière d'agriculture et de biens produits par les entreprises du secteur public. Ces mesures incluent également le rééchelonnement de la dette et la demande d'une assistance supplémentaire. Le Gouvernement a également simplifié les procédures administratives, notamment dans le secteur des exportations et entreprend actuellement des études en vue de la restructuration du secteur des entreprises publiques et la rationalisation de la gestion de ce secteur.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale

Millions de dollars

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur

667,1

A l'extérieur

Total partiel

667,1

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponible

667,1

iv) Coût estimatif du Programme

1 181,3

v) Ecart

514,2

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	1 565,3	857,9	2 423,2
Principal	3 905,6	2 964,4	6 870,0
Total	5 470,9	3 822,3	9 293,2

33. MOZAMBIQUE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Mozambique subit depuis 1980 un net déclin dû principalement à la dévastation des infrastructures résultant des catastrophes naturelles telles que cyclones et sécheresse et des actions de guérilla menées par les groupes appuyés par l'Afrique du Sud. La baisse de la production et la faible productivité du secteur agricole ont été les principales causes de la baisse du PIB, qui a été en moyenne de 2,6 p. 100 au cours de la période 1980-1984. Le PIB par habitant a baissé à un taux annuel de -5,9 au cours de la même période.

L'effet de la politique de déstabilisation menée par l'Afrique du Sud sur l'économie mozambicaine, le volume important de ressources consacrées à la défense et la réduction des exportations qui l'accompagne ont entraîné un alourdissement du fardeau de la dette, s'élevant à 281 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le faible volume de l'aide publique au développement (APD) par rapport à celui des prêts commerciaux a aggravé la situation. En 1983, l'APD s'est chiffrée à 211,9 millions de dollars, le montant total des prêts commerciaux étant de 366,3 millions de dollars.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990): principaux domaines d'intervention

La priorité la plus élevée est accordée à la production agricole. Viennent ensuite la remise en état, la construction et l'entretien des infrastructures, la mise en valeur des ressources humaines et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'accroissement de la production agricole, en particulier au niveau des unités de production familiales, est encouragé grâce à la fourniture de biens de consommation et de facteurs de production agricole. En outre, dans le cadre d'une vaste réforme visant à améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques en accordant à leurs dirigeants une autonomie et une responsabilité plus grandes, on espère augmenter la production agricole et industrielle dans le secteur public. Les sociétés semi-publiques devraient prendre des mesures pour améliorer leur rentabilité. Des mesures ont également été prises pour instituer des méthodes efficaces de contrôle et de supervision des sociétés semi-publiques.

S'agissant de la mobilisation des ressources, des réformes ont été introduites afin d'augmenter les recettes en améliorant l'encaissement de ces ressources. On a entrepris une dévaluation progressive de la monnaie locale, le metical, qui a perdu 25 p. 100 de sa valeur entre 1980 et 1983.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

		<u>Millions de dollars</u>
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	-
iv)	Coût estimatif du programme	363,3
v)	Ecart	363,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	423,0	-	423,0
Principal	1 154,0	-	1 154,0
Total	1 577,0	-	1 577,0

34. NIGER

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Niger a accordé un rôle privilégié à l'extraction et à la commercialisation de l'uranium, en vue de dégager les ressources nécessaires au financement d'autres secteurs, comme l'agriculture, l'industrie, les infrastructures. Cependant, la baisse dans la demande et l'effondrement des cours mondiaux de l'uranium dès 1981 n'ont pas permis de réaliser le plan d'investissement. Le recours aux financements

extérieurs n'a pu compenser le manque à gagner dans les recettes d'exportations et a alourdi le service de la dette. Cette conjoncture a entraîné un ralentissement du niveau des affaires. Ceci a été accentué par la réduction de l'emploi. A ces difficultés se sont ajoutés en 1983-1984 les effets de la terrible sécheresse qui a réduit à néant les maigres récoltes, a décimé le cheptel et accéléré la dégradation du pouvoir d'achat des populations rurales et urbaines. Par conséquent, l'évolution du PIB correspondait à des taux de croissances négatifs durant les 4 sur 5 dernières années, avec une moyenne annuelle de -4,5 p. 100

L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 886 millions de dollars des Etats-Unis en 1984. Le service de la dette représentait 36,4 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net de ressources a baissé de 806 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 64,5 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement national est axé principalement sur la relance de la production alimentaire, avec l'accent sur les cultures irriguées, l'hydraulique villageoise, la poursuite de la mise en place des infrastructures routières, la réforme du crédit agricole et la relance de la recherche agronomique et de la formation professionnelle.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La mise en place du programme prioritaire nécessite des mesures de réforme politique que le gouvernement entend promouvoir ou a déjà prises :

a) Mesures visant au recouvrement par l'Etat d'une part importante des coûts des services publics :

b) Rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier : combinaison de la rigueur budgétaire avec une restructuration des dépenses pour améliorer l'efficacité des investissements; formulation d'un programme d'investissement triennal glissant; limiter le rôle dominant du secteur public dans l'économie; réduction des charges sociales, du personnel et des subventions directes; introduction de la TVA, et révision du code des investissements;

c) Permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques :

- Introduction de mesures d'incitation appropriées pour les investissements privés à travers la libéralisation des prix et de la distribution;
- Suppression de tous les monopoles et quasi-monopoles à l'importation à l'exception des produits pétroliers et du gaz;

- Privation complète ou partielle des centaines d'entreprises publiques et réduction de la participation de l'Etat dans des sociétés d'économie mixte;
- Réforme des politiques industrielles et commerciales pour contribuer à dynamiser le secteur privé avec notamment la révision du système des prix des produits industriels locaux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

		Millions de dollars E.-U.
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	31,1
	A l'extérieur	482,2
	Total partiel	513,3
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Monstant estimatif des ressources probablement disponibles	513,3
iv)	Coût estimatif du Programme	1 204,6
v)	Ecart	691,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	85,5	58,7	144,2
Principal	165,5	135,5	302,0
Total	251,0	195,2	446,2

35. NIGERIA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les résultats économiques enregistrés par le Nigéria au cours de la période 1980-1985 étaient liés aux recettes d'exportation du pétrole, à l'efficacité de la gestion économique et aux performances des secteurs de production, notamment alimentaire, agricole et manufacturier. Au cours des années 80, on a assisté à une baisse des cours des produits pétroliers et, partant, des recettes d'exportation et des recettes fédérales. La crise pétrolière a entraîné une diminution sensible de la production industrielle et agricole, un accroissement des importations de denrées alimentaires et exacerbé les problèmes de balance des paiements. Au cours de cette même période, trois différents gouvernements se sont succédés, dont un civil appuyé par un énorme corps administratif bien structuré aussi bien au niveau local que fédéral; en outre, on a assisté à une baisse des réserves extérieures du Nigéria, qui sont passées de 10,2 milliards de dollars en 1980 à moins 1,5 milliard en 1984; la dette extérieure a presque quadruplé, soit moins de 5 milliards de dollars en 1980 contre 19,8 milliards de dollars en 1985, ce dernier chiffre comprend les arriérés commerciaux à court terme. Le ratio du service de la dette est passé de 15 p. 100 en 1980 à 27,5 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a augmenté considérablement de 178,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 5 178,6 millions en 1982, et ont ensuite baissé à 3 782,3 millions en 1983 et à 195,6 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement économique met l'accent sur le développement du secteur des petits exploitants dans le cadre de programmes de développement rural intégré et sur l'achèvement de projets en cours de réalisation ainsi que sur le redressement et l'entretien des équipements existant, promotion des exportations, et la livraison des matières premières locales aux industries.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes s'inscrivant dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale comprennent notamment : a) des mesures d'incitation sous forme d'élimination graduelle des subventions sur les intrants agricoles, et l'introduction de l'appui effectif des prix de distribution d'engrais et de pesticides aux agriculteurs et de libéralisation de l'accès au crédit agricole. Les importations de riz, de maïs, de poussins, l'huile d'olive et poisson séché ont cessé; b) il a été décidé par ailleurs d'établir au niveau du secteur public un service de production agricole et de développement rural, de privatiser certaines entreprises publiques agricoles, hôtelières et industrielles non stratégiques et de mettre un terme à la participation directe des pouvoirs publics à la production agricole et à sa répartition; c) au niveau du secteur privé, il s'est agi de permettre aux compagnies aériennes privées d'exploiter davantage les lignes intérieures de libéraliser davantage les politiques d'importation de matières premières, des équipements agricoles et de pièces détachées et de simplifier la réglementation et les principes régissant les investissements industriels et l'activité bancaire commerciale.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	8 724,0
	A l'extérieur	596,0
	Total partiel	9 320,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	
	A l'extérieur	1 117,0
	Total partiel	1 117,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	10 437,0
iv)	Coût estimatif du Programme	11 162,0
v)	Ecart	725,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Public</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	864,8	2 273,4	3 138,2
Principal	1 356,1	6 689,5	8 045,6
Total	2 220,9	8 962,9	11 183,8

36. RWANDA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pays complètement enclavé, en Afrique centrale, le Rwanda doit faire face aux deux autres problèmes : à savoir l'étroitesse de ses terres arables et la raréfaction de ses ressources naturelles.

En 1984, la population totale s'élève à 5,9 millions, sur une superficie totale de 26 338 km², soit une densité de 225 hab/km², ce qui place ce pays aux dimensions modestes à la tête des pays les plus densément peuplés en Afrique. Avec un taux de croissance annuelle de 3,6 p. 100, la population atteindra 7,4 millions en 1990, dont 95 p. 100 en milieu rural. Le taux de croissance du PIB a été généralement bas et errant. Après une croissance de 8,1 p. 100 en 1981, il est tombé sensiblement à 1,1 p. 100 en 1982 pour monter à 3,0 p. 100 en 1983 et tomber encore à -2,8 p. 100 en 1984. Dans l'ensemble, le PIB a progressé à un taux annuel moyen de 2,4 p. 100 pour la période 1980-1984. Le PIB par habitant aux prix courants est passé de 1980 à 1984, de 224 à 293 dollars, accusant un taux de croissance de 0,9 p. 100.

Le montant de la dette extérieure à des conditions libérales s'élève à 254,5 millions, à la période 1984. Quant au service de la dette, il représente 6,1 p. 100 pour la même période, mais il est estimé de 15 à 20 p. 100 pour la période de 1986 à 1990. Le flux total des ressources nettes est passé de 127,3 à 149,4 millions de dollars, pour la période de 1980 à 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Parmi les principaux domaines retenus dans le cadre du Programme de redressement économique national figurent notamment :

- a) alimentation et agriculture (autosuffisance alimentaire);
- b) mesures de soutien à l'agriculture, dont notamment : la protection des sols et l'amélioration des rendements, le développement des ressources énergétiques et des petites et moyennes industries;
- c) valorisation des ressources humaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Parmi les différentes mesures adoptées ou envisagées, il y a lieu de noter :

- a) révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements et stimulation des investissements surtout dans les petites et moyennes entreprises et leur répartition régionale;

- b) création d'un fonds spécial de garantie pour les entrepreneurs nationaux qui n'ont pas de garanties réelles;
- c) Austérité et rigueur dans la gestion du secteur public;
- d) Mobilisation de l'épargne populaire;
- e) Application des taux d'intérêt sélectifs du crédit à l'économie;
- f) Révision de la législation fiscale et du tarif douanier et austérité dans la gestion;
- g) Coordination et harmonisation des actions de développement par le Ministère du Plan et par des comités interministériels de coordination;
- h) L'orientation des investissements publics vers les secteurs rentables;
- i) La mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle d'exécution des programmes de développement.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	238,9	
A l'extérieur	723,6	
Total partiel		962,5

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

962,5

iv) Coût estimatif du Programme

1 251,2

v) Ecart

288,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	19,8	-	19,8
Principal	56,6	-	56,6
Total	76,4	-	76,4

37. SAO TOME-ET-PRINCIPE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le PIB à prix courants du marché atteindrait un niveau de 34,7 millions de dollars EU en 1984 contre 45,6 millions en 1980, soit une régression de 6,7 p. 100 par an en moyenne. Les causes de cette chute catastrophique de l'activité économique ne sont pas connues avec précision. Mais cela est dû à la baisse de la production et des prix du cacao, le principal produit agricole représentant environ 40 p. 100 du PIB et 80-90 p. 100 des exportations. La sécheresse des années 80 a aussi contribué à la régression de l'économie. Le PIB par habitant a chuté d'une façon dramatique de 486 dollars EU en 1980 à 328 dollars en 1984.

La dette publique extérieure a atteint un niveau de 75,2 millions de dollars à la fin de 1984. La moitié de ces prêts a été consentie à des conditions très favorables (à un taux d'intérêt de 1 p. 100 et une durée de remboursement de 13 ans), un quart à des conditions favorables (à un taux d'intérêt de 4 p. 100 et 8 ans pour remboursement) et le dernier quart à des conditions commerciales. Le service de la dette qui était estimé à 0,9 million de dollars EU en 1981 s'est élevé à 2,5 millions de dollars EU en 1984, représentant environ 23,7 p. 100 des recettes d'exportations des biens et services. Le flux net des ressources se monte à 11,3 millions de dollars des Etats-Unis en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention

L'ordre des principaux domaines arrêtés par le gouvernement comme priorité nationale est le suivant : a) agriculture avec l'accent mis sur les cultures d'exportations, les cultures vivrières, l'élevage, la pêche et la sylviculture; appui à la recherche agronomique, à la valorisation et réhabilitation du cacao et des entreprises agro-pastorales; b) autres secteurs d'appui à l'agriculture, notamment l'industrie, les transports, le développement rural et l'administration; c) mise en valeur des ressources humaines; assistance technique au ministère de l'agriculture, formation en matière forestière, centre de formation des agents;

d) énergie, programme de réhabilitation des centrales électriques, stockage des produits pétroliers, extension de la centrale hydro-électrique de Guegnè, etc..

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique économique actuelle du gouvernement consiste à dynamiser l'économie saotoméenne, avec pour objectif primordial à court terme de restaurer la capacité d'exportation du cacao. Cette politique implique un grand nombre de réformes dans les domaines suivants: a) modifications patrimoniales où chaque individu se voit allouer le droit de posséder une parcelle de cultures vivrières; b) restructuration des entreprises publiques en les transformant en sociétés mixtes; c) mesures incitatives aux travailleurs dans le souci d'améliorer les performances de l'économie, de modifier le statut des travailleurs du secteur agricole en favorisant les gains de productivité; d) réforme du système commercial par la libéralisation du commerce intérieur; e) politique monétaire ayant pour but de doter le pays d'une monnaie forte par la limitation de création de monnaies sans contrepartie d'augmentation de la production; f) la mobilisation de l'épargne populaire au service de l'économie afin de substituer largement les financements extérieurs dont l'importance et le volume diminueront d'ici 1990.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	55,2
	Total partiel	55,2
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	55,2
iv)	Coût estimatif du Programme	110,6
v)	Ecart	55,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	2,9	-	2,9
Principal	10,9	-	10,9
Total	13,8	-	13,8

38. SENEGAL

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

1. L'économie sénégalaise a été frappée par la sécheresse persistante qui a pris le relais du contrecoup du choc pétrolier de 1979. Avec la chute des prix des matières premières et les fluctuations marquées des termes de l'échange, le Sénégal a connu une période extrêmement difficile pendant laquelle le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réels était de 3,1 p. 100 par an seulement. La poussée de la demande intérieure conjuguée à une dégradation de la situation financière a produit un déficit alarmant de la balance des paiements.

L'encours de la dette extérieure s'élevait à 1 722,8 millions de dollars des Etats-Unis dont 83 p. 100 a été contracté à des conditions libérales. Le service de la dette représentait 18,1 p. 100 des exportations en 1984 et les flux nets des ressources ont baissé constamment de 259,4 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 111,9 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'un programme de stabilisation, suivi d'un plan de redressement économique et financier et d'un plan d'ajustement à moyen et long terme visant à assainir la situation et à rétablir les grands équilibres. L'agriculture considérée comme secteur de base a reçu une attention particulière. Il s'agit d'accroître la production des céréales (maïs, millet, sorgho, paddy) en vue de l'autosuffisance alimentaire, d'adapter les cultures d'exportation (coton, arachide) aux conditions du marché mondial, de mettre l'accent sur l'élevage par la production de fourrages et la fixation des transhumants autour des points d'eau, de dynamiser le secteur de la pêche, de restaurer un environnement propice à la relance de l'industrie, de protéger la nature, de restaurer les sols, de lutter contre la désertification, de désenclaver les régions agricoles en poursuivant le programme des pistes de production, de développer les soins de santé primaire en milieu rural, de promouvoir la formation et l'animation des populations rurales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

A cet égard, le gouvernement entend appliquer des réformes dans le cadre du Programme de redressement national :

- a) privilégier les projets productifs à forte rentabilité économique et financière;
- b) améliorer les programmes de réhabilitation et de maintenance des infrastructures existantes;
- c) sélection plus rigoureuse des projets d'infrastructures économiques et sociales non productifs;
- d) rendre plus efficace le système de planification des investissements publics;
- e) choisir des projets prioritaires à l'intérieur de chaque sous-secteur ou entre deux secteurs (en particulier entre agriculture sous pluie et irriguée) selon les critères de l'avantage additionnel net en termes économiques;
- f) adopter des réformes en matière de politique industrielle;
- g) réévaluer des priorités et des actions définies dans le sous-secteur des transports ferroviaires;
- h) améliorer en éducation le calcul des charges récurrentes.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	68,3
A l'extérieur	449,0
Total partiel	517,3

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	-

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

517,3

iv)	Coût estimatif du Programme	777,3
v)	Ecart	260,0260,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	271,0	82,5	353,3
Principal	487,8	233,5	721,3
Total	758,8	315,8	1 074,6

39. SEYCHELLES

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984, le PIB a enregistré une croissance annuelle négative de l'ordre de 2,1 p. 100, alors qu'il a augmenté rapidement de 10 p. 100 par an de 1977 à 1979. Ce renversement de tendance est dû à la chute du nombre et des dépenses des touristes, à la réduction des dépenses du Gouvernement, à la baisse des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics et des autres secteurs productifs. En 1984, avec la forte reprise du tourisme, le taux de croissance réelle du PIB a cru de 2 p. 100 par rapport à 1983.

La balance des paiements est toujours déficitaire malgré les aides gratuites reçues et les tirages sur les emprunts extérieurs qui ont atteint un montant total de 50,6 millions de dollars au cours de la période. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 57,5 millions de dollars dont 72 p. 100 à des conditions libérales. Le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait en 1984 que 9 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net des ressources a baissé considérablement de 13,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 2,1 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Plan de développement 1985-1989 définit les grandes orientations du Gouvernement qui sont surtout axées sur :

- a) le rétablissement de la croissance en concentrant les investissements dans les systèmes productifs tels que l'agriculture (production vivrière, élevage, pêche, irrigation);
- b) la création d'industries transformant les produits agricoles;
- c) le développement des ressources humaines (formation et création d'emplois).

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Bien que le Plan de développement repose fortement sur le secteur public, le Gouvernement reconnaît l'importance du rôle du secteur privé et des investissements privés. Des mesures fiscales (exemptions et avantages fiscaux) et financières (liberté des transferts) ont été prises, seront maintenues et même améliorées. De même, la capacité de l'épargne publique sera renforcée en réduisant le déficit du secteur public de façon à réorienter vers le secteur privé une part importante du crédit bancaire intérieur.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) (millions de dollars EU)

Millions de dollars EU

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	2,5	
A l'extérieur	13,8	
Total partiel		16,3

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	2,6	
A l'extérieur	8,3	
Total partiel		10,9

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

27,2

iv) Coût total du Programme

130,9

v) Ecart

103,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars EU)

Type de créanciers

	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	6,4	0,8	7,2
Principal	18,2	4,0	22,2
Total	24,6	4,8	29,4

40. SIERRA LEONE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La situation économique de la Sierra Leone a continué d'être médiocre au cours de la période 1980-1984 en raison de la baisse de la faiblesse de la production agricole et minérale, de la réduction dans l'approvisionnement en énergie et des graves pénuries de devises. L'énorme déficit commercial et le déséquilibre continu de la balance des paiements ont amené les pouvoirs publics à prendre des mesures de compression des dépenses en devises ce qui s'est traduit par un développement de la contrebande à grande échelle. Il y avait également des problèmes liés à la gestion économique aux effectifs pléthoriques dans la fonction publique ainsi qu'à l'insuffisance des mesures d'incitation à la production agricole.

Le taux de croissance du PIB en termes réels était donc négatif pour toutes les années depuis 1981. Dans l'ensemble, le taux de croissance était de -11,4 p. 100 par an entre 1980 et 1984. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 593,7 millions de dollars des Etats-Unis et le service de la dette représentait 27,4 p. 100 des exportations en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement de l'économie nationale porte essentiellement sur les transports et les communications ainsi que l'amélioration de la production économique globale grâce au petit secteur urbain, aux entreprises artisanales, aux moyennes entreprises industrielles et aux exploitations agricoles commerciales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Programme de redressement national doit s'appuyer sur les mesures suivantes :

Mesures d'incitation : Prix rémunérateurs aux petits agriculteurs; accroissement des taux d'intérêt servis sur les dépôts bancaires et augmentation des prix des produits manufacturés localement, abolition des contrôles des prix de ces produits; libération du crédit.

Réformes :

- i) Secteur public : compression de personnel dans le secteur public; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; décentralisation et redynamisation des conseils de districts; restauration des concours d'entrée à la fonction publique;

- ii) Secteur privé : imposition de la licence générale à la plupart des importations; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; exécution conjointe de projets par le secteur public et le secteur privé; restriction minimale au fonctionnement du secteur privé.

4. Montant estimatif nécessaire à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

	<u>Millions de dollars EU</u>	
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	42,0	
Total partiel		42,0
ii) Nouvelles ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		42,0
iv) Coût estimatif du Programme		219,1
v) Ecart		177,1

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars EU)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	23,4	6,3	29,7
Principal	90,1	29,6	119,7
Total	113,5	35,9	149,4

41. SOMALIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

A la fin des années 70 et au début des années 80, l'économie somalienne s'est heurtée à de sérieuses difficultés qui ont été principalement exacerbée par les effets négatifs de la sécheresse sur la production zootechnique et le rendement des cultures ainsi que les graves incidences économiques des conflits frontaliers et le déferlement de réfugiés qui en a résulté.

A la faveur d'une bonne pluviométrie, une excellente récolte excédente ainsi qu'une augmentation de la production zootechnique ont été enregistrées en 1982; c'est ainsi que l'activité économique s'est sensiblement accrue et la balance des paiements s'est nettement améliorée. L'adoption de mesures budgétaires et monétaires rigoureuses a contribué à réduire le très grave déficit budgétaire et de juguler l'inflation rampante.

Toute une série de facteurs endogènes et exogènes ont fait que l'économie s'est réinstallé depuis 1983. Le rendement des cultures a baissé, en raison de la sécheresse de 1983 et des pluies tardives de 1984. Les exportations d'animaux sur pied, principale source de devises, ont été pratiquement interrompues lorsque ces produits ont été exclus de leur marché traditionnel en 1983. D'autres secteurs de production ont pâti de la pénurie de devises qui sont nécessaires à l'acquisition de facteurs de production, et la situation financière tant externe qu'interne s'est sensiblement détériorée. En 1984, le déficit budgétaire et les dépenses publiques sont montés en flèche pour atteindre respectivement 30 et 36 p. 100 du PIB, tandis que l'inflation a atteint le chiffre record de 92 p. 100. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 3,2 p. 100 durant la période 1980-1984. En même temps, la dette extérieure ainsi que les versements au titre du service de la dette se sont considérablement alourdis. A la fin de 1984, la dette extérieure s'est élevée à 1,4 milliard de dollars dont 1,2 milliard de dollars a été contracté à des conditions libérales. Le ratio de la dette globale au PIB et aux exportations des biens et des services non facteurs s'est élevé en 1984 à 90 p. 100 et à 1 944 p. 100 respectivement. Les obligations du pays au titre du service de la dette ont atteint des dimensions alarmantes. Le reliquat des versements au titre du service de la dette a atteint, à la fin de 1984, 225 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 312 p. 100. Les obligations au titre du service de la dette globale, reliquat non compris, se sont élevés, à la fin de 1984, à 131 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 132 p. 100. Le ratio effectif du service de la dette a été de 50 p. 100.

Les flux nets au titre de l'aide au développement sont passés, au total, de 262 millions de dollars en 1980 à 303 millions de dollars en 1984. Toutefois, l'augmentation du volume des obligations de remboursement devrait probablement se traduire, dans les années à venir, par une réduction considérable des flux nets, à moins que ces obligations ne soient annulés.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme d'investissement public (1986-1990) met l'accent sur l'agriculture et l'élevage (40 p. 100), les transports et les communications (13,5 p. 100) et les ressources en eau (11,6 p. 100).

Les investissements seront essentiellement consacrés à l'achèvement des projets en cours ainsi qu'à l'exploitation de la capacité de production inutilisée ou sous utilisée. Certains nouveaux investissements seront consacrés à des projets rentables à court terme.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes adoptées dans le cadre du programme prioritaire (1986-1988) sont, pour la plupart, une continuation et un renforcement des mesures d'ajustement et de stabilisation prises dans le cadre du Programme d'investissement public (1984-1986) qui comporte notamment l'adoption d'un taux de change régissant les opérations privées qui soit déterminé par les lois du marché, mesure intervenant après un ajustement radical des taux de change, la libéralisation des politiques en matière de fixation des prix et de commercialisation, la promotion du secteur privé et des investissements étrangers; la diminution des pouvoirs régulateurs des entreprises publiques, l'assainissement des entreprises publiques, la mobilisation systématique de ressources intérieures et extérieures et l'assouplissement des mesures de contrôle budgétaire et monétaire.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationales (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-
Total partiel	

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	147,0	
A l'extérieur	675,3	
Total partiel		822,3

Millions de dollars E.-U.

iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	822,3
iv)	Coût estimatif du Programme	1 458,6
v)	Ecart	636,3

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	79,1	10,5	89,6
Principal	403,2	40,6	443,8
Total	482,3	51,1	533,4

42. SOUDAN

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie soudanaise se heurte aux pires difficultés que le pays ait jamais connues. Dans la longue liste des maux chroniques, figurent la baisse de la productivité agricole et industrielle, l'alourdissement du déficit de la balance des paiements, les difficultés budgétaires, l'inflation galopante et les problèmes de remboursement de la dette, devenue incontrôlable.

Depuis 1978, le Gouvernement a lancé une série de mesures d'ajustement structurel : dévaluation de la monnaie et adoption d'un taux de change fluctuant; assouplissement des mesures de contrôle des prix; stricte régulation de la demande; privatisation des entreprises commerciales publiques; et élargissement de l'autonomie des autres. Cependant, les résultats furent dans l'ensemble très décevants. Le taux de croissance du PIB en termes réels était 0,4 p. 100 par an entre 1980 à 1984, alors que le PIB par habitant baissait à un rythme annuel moyen de 2,1 p. 100 au cours de la même période. Le PIB n'a cessé de baisser au cours des trois derniers exercices budgétaires et l'économie est tombée dans le marasme. Les recettes en devises étaient largement insuffisantes et il y a eu un gonflement du volume des arriérés de paiement de la dette. En 1984, les obligations au titre du service de la dette s'élevaient au total à 1 milliard 210 millions de dollars, soit 125 p. 100 de la valeur des exportations et des services non facteurs. En 1985, le montant des créances, au titre du service de la dette atteignait 1,2 milliard de dollars alors que les arriérés de paiement s'élevaient à 2,3 milliards à la fin de 1984. Le ratio effectif du service de la dette était de 32 p. 100 à la fin de 1984. A la fin de 1985, la dette extérieure du Soudan a atteint plus de 9 milliards de dollars.

Les entrées de ressources ont fléchi, passant de 799 millions de dollars en 1980, à 969 millions en 1982 pour tomber à 400 millions en 1984. Le gonflement des arriérés a amené de nombreuses institutions de financement multilatéral à suspendre leurs versements au titre de l'aide.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme d'investissement public, la majeure partie des investissements est allouée à l'agriculture. Viennent ensuite les transports et communications, l'énergie, le secteur minier et le développement régional.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Au lendemain de la révolution d'avril 1935 qui a abouti au renversement du régime de Nimeri, le Gouvernement a essayé de modifier les réorientations de la politique économique et de parvenir avec le FMI à un accord en la matière. Cependant, le Soudan n'a pu présenter un programme acceptable par le FMI et les négociations avec le Fonds ont été finalement abandonnées en février 1986. Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite au sujet des nouvelles orientations, il est fort probable que les politiques seront axées sur la nécessité de réaliser l'autonomie, d'exercer un contrôle plus strict en matière de change et de prix et d'instaurer un contrôle fiscal et monétaire rigoureux.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement national (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 252,0
	A l'extérieur	911,0
	Total partiel	2 163,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	2 163,0
iv)	Coût estimatif du Programme	2 913,0
v)	Ecart	750,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	404,1	146,0	550,1
Principal	1 345,3	477,6	1 822,9
Total	1 749,4	623,6	2 373,0

43. SWAZILAND

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

La proximité de l'Afrique du Sud, sa participation à la Rand Monetary Area (Zone monétaire du rand) et son appartenance à l'Union douanière de l'Afrique australe font du Swaziland un pays dont l'économie dépend de la situation en Afrique du Sud, qui bénéficie d'une économie assez florissante si on la compare à celle de nombreux pays africains. La politique adoptée au sein de la zone monétaire du rand a permis de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé. L'épargne nationale est, en conséquence, élevée. Sur le marché libre qui régit l'Union douanière de l'Afrique australe, les industries du Swaziland n'ont pu soutenir la concurrence face à celles de l'Afrique du Sud.

Le taux de croissance élevé de la population, qui est de 3,2 p. 100 par an, exerce des pressions sur le marché de l'emploi, surtout dans les zones urbaines. Cette situation a été aggravée par la faible productivité des terres cultivées du Swaziland, qui représentent 60 p. 100 de la superficie totale. Le taux de croissance du PIB, en termes réels était de 2,3 p. 100 par an en moyenne entre 1980 et 1984. Cependant, l'évolution était errante. A l'exception de 1980 où le taux de croissance du PIB était de 6,8 p. 100, la croissance économique dans les années suivantes était très faible.

Le total net des flux de capitaux a été de 53 millions de dollars en 1983, contre 39 millions de dollars en 1980.

La dette extérieure, qui était de 198 millions de dollars en 1985 est élevée à conditions libérales et constitue un fardeau pour l'économie. Le ratio réel du service de la dette était de 63 p. 100 en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention du programme national prioritaire sont par ordre d'importance : l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, notamment en matière de formation professionnelle, le développement des services d'infrastructure et la lutte contre les effets de la sécheresse.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Des réformes ont été adoptées pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité des entreprises semi-publiques et du secteur public en matière de planification et d'exécution des programmes, grâce à l'établissement d'un Comité national chargé du budget et de la planification. En outre, un programme de développement rural a été lancé pour stimuler la production agricole. Le gouvernement a également institué une taxe à la vente pour élargir ses sources de revenus et réduire sa dépendance vis-à-vis des recettes provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe qui constituait la principale source de revenus. Le Swaziland ne peut entreprendre aucune action indépendante en raison de son appartenance à la zone monétaire du rand, et cela détermine la nature et la portée des mesures d'ajustement qu'il peut prendre. Toutefois, des démarches sont en cours pour accroître son autonomie dans le domaine financier et monétaire. Les principales mesures générales ont consisté à stimuler l'investissement privé dans les entreprises existantes et nouvelles.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	0,7
	A l'extérieur	0,2
	Total partiel	0,9
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	0,2
	A l'extérieur	0,2
	Total partiel	0,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1,3
iv)	Coût estimatif du Programme	3,2
v)	Ecart	1,9

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	33,8	0,1	33,9
Principal	61,4	0,9	62,3
Total	100,2	1,0	101,2

44. TOGO

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Frappé par la récession ou la crise économique et financière mondiales, le Togo n'a pas pu exécuter son quatrième Plan quinquennal de développement économique et social (1981-1985). Dès 1979, quand le Gouvernement togolais, soucieux de corriger les déséquilibres, a élaboré, et mis en oeuvre un programme d'austérité avec l'appui du Fonds monétaire international (1979-1980), qui consistait entre autres, à réduire les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Malgré ces efforts, le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels a baissé de 2,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pays a, par ailleurs, bénéficié en 1979 d'un réaménagement d'une partie de sa dette extérieure après des négociations avec le Club de Paris.

La dette extérieure, dont l'encours en 1984 et en 1985 s'élevait environ respectivement à 843,4 et à 764,7 millions de dollars, représente une charge de 22,9 p. 100 et de 36,7 p. 100 par rapport aux exportations du pays. Mais le Gouvernement togolais s'emploie à ramener le poids du service de la dette à un niveau compatible avec les exigences de son développement économique et social, il y réussit progressivement et bénéficie en conséquence d'un capital de confiance appréciable auprès des bailleurs de fonds tant bilatéraux que multilatéraux. Comme résultat, le flux net de ressources a augmenté de 79,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 120,4 millions en 1984.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Togo a mis au point un programme national de redressement économique 1985-1990 selon l'ordre de priorité suivant :

- a) Réhabilitation des infrastructures;
- b) Développement rural;
- c) Développement socio-culturel;
- d) Développement industriel.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Gouvernement togolais a mis en place un large éventail de mesures pour conduire et soutenir le redressement et le développement de son économie dans les domaines suivants :

a) Adoption d'un nouveau code des investissements plus attractif et de la Charte des entreprises togolaises;

b) Mesures d'incitation aux producteurs agricoles qui comprennent : augmentation des prix agricoles, vulgarisation agricole, crédit en faveur du paysan, la diffusion de nouvelles techniques culturales et l'accentuation de la recherche appliquée;

c) Mise en place d'un plan semencier et d'un programme de lutte contre la sécheresse et la désertification;

d) Réactivation du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises;

e) Les réformes du secteur public par la politique d'austérité budgétaire, révision du code des impôts, contrôle rigoureux et vérification des dépenses publiques, et la restructuration des entreprises publiques;

f) Extension de l'informatisation de l'administration et du secteur para-public;

g) Réorganisation des principaux ministères économiques et financières et la création du ministère des sociétés d'Etat en septembre 1984.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	123,5
A l'extérieur	186,6

Total partiel	310,1
---------------	-------

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel	-
---------------	---

iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	310,1
iv)	Coût estimatif du Programme	1 001,9
v)	Ecart	691,8

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990)
(millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	93,7	20,0	113,7
Principal	276,8	77,8	354,6
Total	370,5	97,8	468,3

45. TUNISIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Tous les plans tunisiens mettent l'accent sur la nécessité de réaliser un système socio-économique homogène en favorisant les relations sectorielles et l'interdépendance régionale. Une attention particulière a été accordée à l'agriculture et au tourisme qui, avec le pétrole, constituent l'essentiel des exportations. Pour promouvoir les projets agricoles il a été procédé à la mise en place de réseaux d'irrigation et à la promotion des agro-industries, ce qui permet de créer un entraînement en aval et de créer des emplois, contribuant ainsi à l'accroissement des exportations.

Le caractère diversifié de l'économie tunisienne a permis au pays de connaître une croissance moyenne positive au cours de trois années sur les cinq années passées, en enregistrant des taux de croissance de 4,9 p. 100 en 1983 et de 5,5 p. 100 en 1984, la moyenne pour la période 1980-1984 étant de 3,4 p. 100 seulement.

Le montant total de la dette extérieure s'est élevé à 4 milliards 32 millions de dollars en 1984. Le service de la dette en pourcentage des exportations sont de l'ordre de 22 p. 100. L'autre facteur inquiétant est la tendance à la baisse du volume des ressources au titre de l'APD et l'augmentation des crédits privés. Les premières se sont contractées, tombant de 241,3 millions de dollars en 1981 à 194,5 millions en 1983 tandis que les derniers ont augmenté, passant de 50,7 millions de dollars en 1980 à 250,4 millions de dollars en 1983. Les incidences que présentent ces tendances pour les obligations du service de la dette sont évidentes. La balance des paiements demeure donc déficitaire. Les réformes récemment entreprises ont, en mettant l'accent sur la promotion des exportations, permis d'accroître la production et de réduire la dépendance vis-à-vis des emprunts extérieurs, le principal objectif étant d'assainir la situation des paiements extérieurs.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines prioritaires du Programme sont le tourisme, l'agriculture, des mesures d'appui au secteur agricole et la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il s'agit essentiellement de stimuler le développement agricole, de créer des emplois dans les zones rurales, d'assurer l'équilibre régional et de produire davantage pour l'exportation.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes envisagées dans le cadre du programme englobent notamment : la nécessité d'aider les agriculteurs dans l'exécution des projets d'investissement rentables à court terme portant sur la production de légumes et de céréales, ainsi que sur la production zootechnique et halieutique; la révision à la hausse des prix à la production des produits agricoles; la

rationalisation du secteur public; la création de nouvelles institutions financières et banques afin de mobiliser l'épargne pour financer les investissements et les exportations; la mise en place d'un système bancaire off-shore et le renforcement du rôle du secteur privé.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	122,8	
A l'extérieur	30,4	
Total partiel		153,2

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	491,4	
A l'extérieur	121,8	
Total partiel		613,2

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 766,4

iv) Coût estimatif du programme 1 375,1

v) Ecart 608,7

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	696,8	199,7	896,5
Principal	1 322,2	706,4	2 028,6
Total	2 019,0	906,1	2 925,1

46. OUGANDA

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'évolution de la situation économique en Ouganda a été freinée depuis 1980 par les guerres intestines et l'instabilité politique. Des efforts visant à stabiliser et à relancer une économie totalement dévastée semblent avoir donné quelques résultats positifs. Selon les estimations, le PIB a augmenté de 5,4 p. 100 en moyenne entre 1980 et 1984. Les exportations de café, quoique s'étant accrues, sont bloquées par des mesures de contingentement. Grâce à une légère hausse des importations, on assiste à une certaine amélioration de la situation au niveau de la balance des paiements. Toutefois, l'économie se heurte encore à de graves difficultés. Les problèmes budgétaires et monétaires se sont aggravés. Une inflation galopante continue à déprécier une monnaie ougandaise déjà très faible. L'existence d'un marché parallèle des marchandises et des devises continue à fausser les données économiques.

L'Ouganda bénéficie d'une assistance fournie par des donateurs dans un cadre bilatéral et multilatéral. Toutefois, le flux des ressources a quelque peu baissé entre 1980 et 1985. L'aide publique au développement est tombée de 85 millions de dollars en 1980 à 64,4 millions de dollars en 1985. Les fonds provenant d'autres sources ont beaucoup diminué également, surtout du fait de la suspension des prêts du FMI. L'aide pourrait s'accroître avec le retour à une situation plus sûre et plus stable. La dette extérieure de l'Ouganda, estimée à 703,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1984, posera un grave problème au gouvernement qui aura à lancer une série de programmes d'urgence destinés à la réadaptation et à la réinstallation des personnes déplacées.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'Ouganda est axé sur la relance économique et sur l'amélioration des conditions de vie des populations affectées par la guerre civile. Le secteur agricole doit être soutenu grâce à l'adoption de mesures d'incitation plus efficaces quant aux prix et à l'amélioration des infrastructures de transport. Le secteur industriel devra également être revitalisé. Dans le domaine des transports, on devra procéder à d'importants travaux de réfection du réseau routier et assurer la fourniture d'équipements de transport.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Un certain nombre de réformes budgétaires et monétaires devront être appliquées afin de corriger les déséquilibres créés par l'inflation et la dévaluation de la monnaie. Des politiques visant à supprimer le marché parallèle devront être élaborées. Pour garantir une meilleure gestion de l'économie l'accent devra être mis sur l'adoption d'un nouveau code de conduite pour tous les fonctionnaires.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

(A l'intérieur

A l'extérieur

Total partiel

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles

iv) Coût estimatif du programme

v) Ecart

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	82,1	9,0	91,1
Principal	284,0	46,9	330,9
Total	366,1	55,9	422,0

47. REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pendant la quasi-totalité des années 70, la République-Unie de Tanzanie a connu une grave crise économique qui a considérablement empiré depuis 1979. Au cours de la période 1980-1984, on a enregistré un taux de croissance du PIB aux prix constants de 0,6 p. 100 seulement par an et une baisse du PIB par habitant à un taux annuel moyen de -2,5 p. 100. L'économie a également souffert de taux élevés d'inflation compris entre 25 et 36 p. 100 par an au cours de la période 1982-1984, d'énormes déficits au niveau des recettes fiscales et d'un grave

déséquilibre de la balance des paiements. Cette crise est due aux effets conjugués de quatre années de sécheresse, de deux chocs pétroliers, de l'éclatement de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'effondrement des prix des produits de base et de l'augmentation des prix à l'importation des produits de première nécessité, de la chute de la production agricole et industrielle, des graves pénuries de devises, de la rapide expansion monétaire, de l'épuisement du stock de capital et de la détérioration et de l'infrastructure.

A la fin de 1984, la dette extérieure de la République-Unie de Tanzanie se chiffrait à 2,9 milliards de dollars, dont 0,8 milliard aux conditions du marché. Cela représente un quotient d'endettement de 64 p. 100 du PIB et de 603 p. 100 des recettes d'exportation. Le ratio réel du service de la dette était de 30 p. 100. La République-Unie de Tanzanie a commencé à enregistrer des arriérés au niveau du remboursement de sa dette extérieure et le ratio des obligations totales au titre du service de la dette approche de 70 p. 100 des recettes d'exportations. On a enregistré une baisse du flux net des ressources qui est passé de 277 millions de dollars en 1980 à 239 millions de dollars en 1983, pour chuter à 94 millions de dollars en 1984.

En juin 1982, le gouvernement a adopté un programme intitulé "Structural Ajustement Programme - SPA-" (Programme global d'ajustement structurel) destiné à résoudre les graves problèmes structurels du pays et à assurer la relance de l'économie. D'une manière générale, l'exécution de ce programme d'ajustement au cours de l'exercice financier 1984/85 n'a été qu'un demi-succès et les mesures d'ajustement n'ont eu qu'une incidence limitée sur l'économie.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du programme de redressement 1986/1987 - 1988/1989 la priorité sera accordée aux domaines suivants : accroissement de la production alimentaire et des cultures d'exportation; réaménagement des infrastructures matérielles en appui aux activités directement productives; accroissement de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

- Accroissement de l'importance accordée à la production alimentaire et des cultures marchandes grâce à une augmentation de l'ordre de 2,8 à 4 p. 100 de la part de l'agriculture dans le budget, à une augmentation de l'ordre de 46 à 55 p. 100 des prix à la production et l'introduction d'autres mesures d'incitation;
- Adoption d'un programme d'austérité qui permettrait de réduire au maximum les dépenses de développement et les nouveaux investissements;
- Abolition des contrôles de prix;

- Développement du rôle du secteur privé;
- Amélioration de l'efficacité des sociétés semi-publiques;
- Mobilisation de ressources supplémentaires et réduction des dépenses gouvernementales.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisée

A l'intérieur	823,0	
A l'extérieur	148,0	
Total partiel		971,0

ii) Nouvelles ressources à mobiliser

A l'intérieur	3 484,0	
A l'extérieur	664,0	
Total partiel		4 148,0

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 5 119,0

iv) Coût estimatif du programme 5 832,0

v) Ecart 713,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	185,8	22,7	208,5
Principal	518,0	80,5	598,5
Total	703,8	103,2	807,0

48. ZAIRE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zaïre, avec 29,8 millions d'habitants sur une superficie de 2 345 000 km², a enregistré un taux moyen de croissance du PIB de 1,3 p. 100 entre 1980 et 1984. Le pouvoir d'achat de la population s'est détérioré durant ces dernières années à cause, entre autres,

- du ralentissement de l'offre interne des biens et services, suite au délabrement des infrastructures de base et de l'outil de production, et
- des méfaits d'une inflation galopante;

La dette extérieure du Zaïre constitue un lourd fardeau: 4,6 milliards de dollars fin 1984, répartis comme suit : 1 milliard 57 millions des conditions libérales et 3 milliards 58 à des conditions non libérales. Le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation a évolué de la manière suivante : 14,9 p. 100 en 1980, 13,8 p. 100 en 1981, 11,9 p. 100 en 1983 et 14,9 p. 100 en 1984.

Le flux des ressources extérieures accuse une tendance à la baisse : 344,6 millions de dollars en 1980, 412,7 en 1981, 168,0 en 1982, 128,7 en 1983 et - 256,9 en 1984. Ceci est essentiellement dû à la baisse de l'APD. Le flux des ressources au titre d'APD a évolué de la manière suivante: 846,2 millions en 1980, 684,9 en 1981, 398,7 en 1982, 334,8 en 1983 et 238,0 en 1984. La tendance est nettement à la baisse.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'interventiona) Agriculture

Réhabilitation de l'outil de production, lutte contre la crise alimentaire, mise en valeur de ressources en eau, prévention des pertes alimentaires, libéralisation des prix en vue d'inciter les paysans à augmenter l'offre, etc..

b) Infrastructure

Réhabilitation des routes surtout dans les milieux ruraux (office des routes) et des télécommunications (ONPTZ), augmentation des capacités existantes.

c) Santé

Remise en état d'hôpitaux et dispensaires (ruraux surtout), augmentation de la capacité de l'infrastructure rurale et urbaine existante, l'objectif du plan quinquennal 1986-1990 étant que les soins de santé de base soient administrés à tout citoyen en 1990 par la mise en service d'un certain nombre des centres de santé.

d) Education

Renforcement d'écoles moyennes techniques, surtout agricoles et minières; recherche appliquée surtout dans ces deux domaines.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le plan quinquennal 1986-1990, axé sur a) la réhabilitation de l'outil productif, b) la promotion des secteurs sociaux d'appui au développement et c) l'assainissement et la rationalisation de la gestion publique, a retenu les principales réformes suivantes:

- Réforme du régime fiscal : mesures d'incitation à l'investissement privé orienté vers les secteurs et les zones prioritaires retenus par le plan; création d'une importante zone franche (d'Inga), code des investissements, etc.;
- Libéralisation : l'intervention de l'Etat dans les activités de production directe réduite au minimum. L'effort de l'investissement public sera porté sur la remise en état des infrastructures économiques et sociales et sur la réhabilitation de l'appareil productif. La privatisation de certaines entreprises publiques non rentables sera poursuivie.
- Réformes relatives à la perception des recettes et à la réduction des dépenses non productives : décentralisation du processus de perception des impôts mais contrôle plus efficace des percepteurs, etc..

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 095,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	1 095,0
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 951,9
	A l'extérieur	1 415,0
	Total partiel	3 366,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	4 461,9
iv)	Coût estimatif du programme	5 220,9
v)	Ecart	759,0

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Types de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	839,4	133,3	965,7
Principal	1 217,4	547,3	1 764,7
Total	2 049,8	680,6	2 730,4

49. ZAMBIE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie zambienne s'est détériorée considérablement depuis 1982. Le PIB a baissé de 3,5 p. 100 en 1982, de 13,7 p. 100 en 1983 et de 21,1 p. 100 en 1984. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels était de -8,8 p. 100 durant la période 1980-1984. Plusieurs facteurs ont contribué à cette maigre performance de l'économie dont le plus important était une réduction assez forte de recettes d'exportations résultant de la baisse de la demande et des prix du cuivre, qui constitue le principal produit d'exportation du pays. Les autres facteurs sont la sécheresse et les effets directs et indirects de politiques de la destabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

L'encours de la dette extérieure a progressé d'une façon constante depuis 1980 pour atteindre 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis en 1984. Les obligations de la dette représentaient 161,9 p. 100 des exportations en cette année, alors que le ratio réel du service de la dette par rapport aux exportations était de 69,8 p. 100. En même temps, le flux net des ressources a baissé de 558,6 millions en 1981 à 192,4 millions en 1983.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La Zambie a donné la priorité aux secteurs de l'agriculture, des industries extractives et produits manufacturés et de la mise en valeur des ressources humaines. L'accent est mis sur : l'autosuffisance alimentaire; l'infrastructure économique et sociale, à savoir la fourniture de services de santé, d'éducation et de services communautaires; l'administration et la formation à la gestion. Priorité est également accordée à l'appui au secteur agricole grâce à des mesures telles que la mise en place de meilleurs systèmes d'octroi de crédit, les prix à la production, la commercialisation et la fourniture d'engrais et pesticides en vue d'accroître la productivité du secteur agricole. On accorde également une priorité à la participation privée à petite échelle dans les secteurs industriels et des produits manufacturés, y compris les industries extractives, dans les politiques d'investissement globales.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le gouvernement a pris des mesures énergiques d'ajustement et a adopté d'autres réformes pour appuyer le Programme de redressement de l'économie. Celles-ci englobent : l'orientation de l'évolution des investissements, la diversification des exportations, la création des petites entreprises techniques aussi bien la restructuration de l'économie nationale mettant l'accent sur la réalisation de l'autosuffisance dans les secteurs-clés. Ces mesures ont pour but de créer et développer la capacité statistique du pays pouvant être considérée comme un ingrédient pour le contrôle et l'évaluation de l'efficacité et de l'impact du programme de redressement économique, l'institution d'un système de marché libre des devises et d'un programme de libéralisation des importations; l'absence de contrôle des prix et des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales; la diminution des subventions octroyées aux sociétés semi-publiques; la diminution de la consommation et des dépenses publiques. Une nouvelle loi intitulée "Investment Act" a également été élaborée pour encourager les chefs des petites entreprises privées, en particulier dans l'industrie du cuivre. Les effectifs de la fonction publique et des sociétés semi-publiques ont été réduits et de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de la gestion ont été prises.

4. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	105,9
	A l'extérieur	-
	Total partiel	105,9
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	105,9
iv)	Coût estimatif du Programme	557,3
v)	Ecart	451,4

5. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	<u>Type de créanciers</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Privés</u>	<u>Total</u>
Intérêt	328,1	70,4	398,5
Principal	753,0	324,6	1 077,6
Total	1 081,1	395,0	1 476,1

50. ZIMBABWE

1. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zimbabwe est un grand pays enclavé, d'une superficie de 390 580 km². Il a des frontières communes avec le Botswana, la Zambie, le Mozambique et l'Afrique du Sud. La population, estimée à 8,4 millions d'habitants en 1984, croît à un taux de 3,2 p. 100 par an. Le produit intérieur brut (PIB) était de 6 041,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant était de 740 dollars pour la même année. Le PIB a crû à un taux annuel moyen de 2,9 p. 100 au cours de la période 1980-1984. La dette extérieure totale s'élevait à 1 979 millions de dollars en 1984, dont environ 257 millions seulement à des conditions de faveur. Le rapport réel du service de la dette aux exportations de biens et de services était de 31,6 p. 100 en 1984. Le total des entrées nettes de ressources est tombé de 590,6 millions de dollars en 1981 à environ 405,5 millions en 1983. L'aide publique au développement a également baissé, passant de 212,3 millions de dollars à 206,8 millions pendant la même période. En tant qu'Etat de première ligne, le Zimbabwe connaît des problèmes résultant de la politique de déstabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

2. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Zimbabwe accorde la plus haute priorité au secteur de l'agriculture suivi des secteurs suivants : manufacture et mines; mise en valeur des ressources énergétiques et des ressources en eau; transport et communications.

3. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les importantes mesures d'ajustement déjà adoptées sont les suivantes : diversification des cultures de rente et application d'une nouvelle politique de fixation des prix, qui a grandement accru la productivité; dévaluation du dollar zimbabwéen afin de rendre les exportations plus compétitives; libéralisation du rapatriement des capitaux, mesure qui a attiré davantage d'investissements privés. Les réformes des politiques dans le secteur public comportent la

VOLUME II

Partie II : Appendices statistiques

ANNEXE STATISTIQUE

NOTES EXPLICATIVES

Les notes suivantes sont destinées à clarifier les concepts, définitions et classifications utilisés dans l'annexe statistique. Par souci de commodité de référence, ces notes sont présentées dans le même ordre adopté pour les tableaux. Pour les éléments qui s'expliquent d'eux-mêmes, aucune clarification supplémentaire n'est donnée.

Tableau 1

- Sup. en km² : Pour éviter tout risque de contestation, la superficie des pays est celle donnée dans les publications de l'ONU telles que l'Annuaire démographique.
- Taux de croissance de la population : Le taux de croissance qui est donné en pourcentage par an est calculé à partir du taux de croissance géométrique.
- Taux de croissance du PIB : Le taux de croissance annuel est calculé en pourcentage d'augmentation ou de diminution tandis que la moyenne pour la période 1980-1984 est la moyenne arithmétique des quatre taux de croissance annuels.
- Montant de la dette extérieure: La dette extérieure s'entend du total des prêts publics et privés y compris les rachats au FMI, les prêts privés non garantis et les arriérés déboursés ou impayés à la fin de 1984. On entend par dette octroyée à des conditions libérales celle résultant de prêts octroyés à des conditions différentes de celles du marché. Cela comprend généralement les prêts à long terme et ceux assortis de taux d'intérêt relativement faibles. Toute autre dette est considérée comme octroyée aux conditions du marché.
- Ratio du service de la dette
- a) réel : Il s'agit du ratio des paiements au titre du service de la dette réelle au cours de 1984, les paiements sont donc exprimés en proportions de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.
- b) obligations : On entend par là, les remboursements de la dette totale prévus pour 1984 qui sont exprimés en pourcentage de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.

Tableau 2

a) Coût total

Le coût total du Programme prioritaire correspond aux éléments du coût des programmes prioritaires nationaux entrant dans la catégorie de l'agriculture, des autres mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, la sécheresse et la désertification et la mise en valeur des ressources humaines, tels que définis dans le Programme Prioritaire de Redressement Economique pour l'Afrique 1986-1990 adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet 1985.

b) Ressources locales déjà disponibles ou prévues

Il s'agit des ressources déjà mobilisées localement ou que le gouvernement était sûr, au moment de l'établissement de l'annexe statistique, de pouvoir mobiliser localement entre 1986 et 1990.

c) Ressources extérieures disponibles ou annoncées

Il s'agit des ressources déjà engagées par les donateurs étrangers (multilatéraux ou bilatéraux) ou par les institutions financières à caractère commercial. Elles comprennent en outre les fonds déjà mobilisés auprès de ces sources sous forme de prêts et de dons.

d) Différence à compléter grâce à l'aide extérieure supplémentaire

Il s'agit du solde entre le coût total du Programme prioritaire par pays diminué du montant des ressources locales disponibles ou prévues et le montant des ressources extérieures disponibles ou annoncées.

Tableaux 3, 4 et 5

Ces tableaux représentent les pourcentages du tableau 2 calculés de différentes manières comme il ressort clairement des tableaux eux-mêmes.

Tableau 6

Ce tableau a été établi sur la base des tableaux de la Banque mondiale sur la Dette dans le monde en 1984. Il porte seulement sur les emprunts publics ou garantis par l'Etat, à l'exclusion des rachats au FMI, des intérêts de la dette à court terme et des paiements de la dette privée non garantie et des arriérés. Il est fondé sur des projections effectuées sur la base du service de la dette de 1983.

Table 1. Statistiques de base par pays et par sous-région

	Superficie en km ²	Pop. en millions (1984)	Den- sité Pop. /km ²	Taux de croissance démogr. 80-84	Niveau du PIB (en millions \$ E.-U.)		PIB par habitant (\$ E.-U.)	
					1983	1984	1983	1984
ILES DE L'OCEAN INDIEN	591,537	11.19	18.9	2.6	4,170.0	3,649.2	382	326
Comores	2,171	0.40	184.2	3.3	96.6	89.7	261	235
Madagascar	587,041	9.71	16.5	2.8	2,836.6	2,382.9	300	245
Maurice	2,045	1.02	498.8	1.1	1,090.0	1,028.0	1,075	1,004
Seychelles	280	0.06	214.3	0.8	146.8	148.6	2,282	2,296
AFRIQUE DE L'EST	5,206,411	135.07	21.8	3.1	27,192.1	27,679.2	208	205
Burundi	27,834	4.52	162.4	2.7	1,085.0	926.0	246	205
Djibouti	22,000	0.38	17.3	3.5	125.2	126.8	327	313
Ethiopie	1,221,900	42.20	34.5	2.8	4,845.8	4,831.1	118	114
Kenya	582,646	19.50	33.5	3.8	4,966.0	5,090.0	264	261
Rwanda	26,338	5.92	225.0	3.6	1,503.1	1,736.3	258	293
Somalie	637,657	5.80	9.1	3.1	1,412.0	1,553.0	258	275
Soudan	2,505,813	21.10	8.4	2.8	7,072.0	8,290.0	345	393
Uganda	236,036	15.15	62.0	3.5	735.0	629.0	50	42
Rép. Unie de Tanzanie	945,087	20.50	21.7	3.3	5,448.0	4,497.0	274	219
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE	3,958,058	46.71	11.8	3.0	18,893.7	18,666.0	417	400
Angola	1,246,700	8.44	6.8	3.0	4,211.9	4,719.1	522	568
Botswana	600,372	1.05	1.7	3.4	1,274.0	1,274.0	1,251	1,210
Lesotho	30,355	1.47	48.4	3.2	353.2	314.7	245	214
Malawi	118,484	6.81	57.5	3.1	1,214.1	1,209.5	178	177
Mozambique	801,590	13.42	16.7	2.6	1,923.8	1,969.8	147	147
Swaziland	17,363	0.72	41.5	3.2	532.4	481.9	892	669
Zambia	752,614	6.40	8.5	3.2	3,343.1	2,637.7	531	410
Zimbabwe	390,580	8.40	21.5	3.2	6,041.2	6,059.3	740	721
AFRIQUE DU CENTRE	4,082,517	45.88	11.2	2.8	18,337.0	17,709.6	411	386
Cameroun	475,442	9.85	20.7	3.2	7,378.0	7,812.0	771	792
Rép. centrafricaine	622,984	2.62	4.2	2.5	638.0	645.0	244	241
Congo	342,000	1.91	5.6	3.5	2,298.0	2,945.0	1,269	1,100
Guinée équatoriale	28,051	0.40	11.0	2.7	19.2	26.1	49	65
Gabon	267,667	1.30	4.8	2.0	3,380.0	3,490.0	2,582	2,618
Sao Tomé et Principe	964	0.10	103.7	2.3	35.2	34.9	346	343
Zaire	2,345,409	29.80	12.7	2.7	4,588.6	2,756.6	159	.93

	Superficie en km2	Pop. en millions (1984)	Densité Pop. /km2	Taux de croissance démogr. 80-84	Niveau du PIB		PIB par habitant (\$ E.-U.)	
					(en millions \$ E.-U.)			
					1983	1984	1983	1984
SAHEL	5,343,545	37.06	6.9	2.6	7,943.7	7,490.7	220	202
Burkina Faso	274,200	6.92	25.2	2.5	909.1	827.1	135	119
Cap Vert	4,033	0.33	81.8	2.0	103.0	83.9	320	256
Tchad	1,284,000	4.94	3.8	2.4	551.7	573.6	123	116
Gambie	11,295	0.72	63.7	3.5	214.5	196.0	309	272
Guinée Bissau	36,125	0.84	23.0	2.0	137.7	149.5	163	174
Mali	1,240,000	8.90	7.2	2.7	1,107.1	1,075.8	145	137
Mauritanie	1,030,700	1.70	1.6	2.7	768.6	722.5	475	425
Niger	1,267,000	6.33	5.0	2.7	1,686.5	1,538.5	274	243
Sénégal	196,192	6.38	32.5	2.9	2,465.5	2,323.8	398	364
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	2,083,141	133.44	64.1	2.7	96,717.8	93,003.9	744	697
Bénin	112,622	3.88	34.5	3.1	1,020.0	1,032.0	270	265
Côte d'Ivoire	322,463	9.74	30.2	4.3	7,085.0	6,552.0	798	671
Ghana	238,537	12.29	51.5	2.6	9,119.9	7,712.0	761	628
Guinée	245,857	5.64	22.9	2.5	837.7	861.2	152	153
Libérie	111,369	2.11	18.9	3.4	821.4	819.0	391	390
Nigérie	923,768	93.30	101.0	2.5	75,906.0	74,213.0	834	795
Sierra Leone	71,740	3.58	49.9	2.3	1,187.6	1,028.7	339	287
Togo	56,785	2.90	51.1	2.9	740.2	786.0	260	268
AFRIQUE DU NORD	5,752,890	100.84	17.5	2.8	132,479.0	139,665.0	1,352	1,385
Algérie	2,381,741	21.60	9.1	3.2	42,624.0	45,716.0	2,040	2,116
Egypte	1,001,449	47.15	47.1	2.7	40,144.0	48,125.0	874	1,021
Jamahirya arabe libyenne	1,759,540	3.64	2.1	2.9	28,377.0	25,741.0	8,178	7,111
Maroc	446,550	21.47	48.1	2.6	13,282.0	12,156.0	646	568
Tunisie	163,610	6.98	42.7	2.5	8,052.0	7,927.0	1,184	1,136
TOTAL	28,018,099	510.19	18.2	2.9	305,733.3	307,863.6	617	603

TAUX DE CROISSANCE DU PIB

TAUX DE CROISSANCE PAR HABITANT

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
	-4.0	0.5	0.9	2.4	-0.1	-6.6	-2.1	-1.7	-0.2	-2.7
Comores	3.6	6.0	3.7	3.9	4.3	0.3	2.7	0.4	0.6	0.9
Madagascar	-8.6	-1.8	0.9	2.1	-1.9	-11.4	-4.6	-1.9	-0.7	-4.5
Maurice	6.4	5.8	0.9	3.1	4.1	5.3	4.7	-0.2	2.0	2.9
Seychelles	-7.1	-1.6	-1.6	1.9	-2.1	-7.9	-2.4	-2.4	2.3	-2.9
AFRIQUE DE L'EST										
	4.3	1.8	0.2	-0.1	1.6	1.2	-1.3	-2.9	-3.2	-1.5
Burundi	8.2	4.1	-3.8	-6.0	0.6	5.3	1.4	-6.2	-8.3	-2.0
Djibouti	2.9	1.6	0.9	0.5	1.5	-0.6	-1.9	-2.6	-3.0	-2.0
Ethiopie	3.1	1.2	5.3	-3.7	1.5	0.3	-1.6	2.5	-6.6	-1.8
Kenya	6.1	1.8	3.5	0.9	3.0	1.3	-1.7	-0.5	-2.9	-1.0
Rwanda	8.1	1.1	3.0	-2.8	2.4	4.5	-2.5	-0.6	-6.4	-1.2
Somalie	7.2	7.2	-13.0	11.2	3.2	3.9	4.0	-15.7	7.8	-0.4
Soudan	5.0	1.0	-2.8	-1.3	0.4	1.7	-1.0	-5.4	-3.9	-2.1
Uganda	4.0	5.9	7.3	4.5	5.4	0.5	2.4	3.8	1.0	1.9
Rép, Unie de Tanzanie	-1.1	1.3	-0.4	2.5	0.6	-4.3	-1.9	-3.2	-0.8	-2.5
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE										
	5.1	2.6	-2.9	-2.4	0.6	2.1	-0.4	-5.9	-5.4	-2.4
Angola	-2.0	5.4	1.5	2.5	1.9	-5.0	2.2	-1.5	-0.5	-1.2
Botswana	10.6	3.8	13.0	11.5	9.7	7.2	0.5	9.4	8.1	6.3
Lesotho	-0.4	-3.6	-1.4	0.4	-1.2	-3.1	-5.6	-4.2	-2.1	-3.7
Malawi	-0.8	3.2	3.8	6.5	3.2	-3.9	0.1	0.7	3.5	0.2
Mozambique	2.3	-2.8	-7.0	-2.7	-2.6	-0.3	-5.4	-9.6	-5.3	-5.2
Swaziland	6.9	-1.1	2.6	0.7	2.3	3.7	-4.3	-0.6	-2.5	-0.9
Zambia	3.2	-3.5	-13.7	-21.1	-8.8	0.0	-6.7	-16.9	-24.3	-12.0
Zimbabwe	14.1	3.0	-3.3	-3.0	2.9	10.9	-0.2	-6.5	-6.2	-0.3
AFRIQUE DU CENTRE										
	6.4	3.4	2.2	10.1	5.5	3.6	0.6	-0.6	7.3	2.7
Cameroun	7.1	4.9	5.0	6.3	5.8	4.0	1.9	2.0	3.1	2.7
Rép, centrafricaine	1.5	1.6	-6.5	8.7	4.3	-1.0	-0.9	-9.2	6.1	-1.2
Congo	20.7	8.0	-2.0	31.6	14.5	17.2	4.5	-5.5	28.1	11.0
Guinée équatoriale	2.2	3.9	-2.9	2.2	1.4	-0.5	1.2	-5.6	-0.5	-1.3
Gabon	-3.5	1.0	1.9	6.4	1.5	-5.0	-1.0	-0.1	4.5	-0.5
Sao Tomé et Principe	-13.8	3.3	-11.9	-4.3	-6.7	-16.1	1.0	-14.2	-6.6	-9.0
Zaire	3.2	-2.4	1.5	3.0	1.3	0.2	-5.4	-1.5	0.0	-1.7

TAUX DE CROISSANCE DU PIB

TAUX DE CROISSANCE PAR HABITANT

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
SAHEL	-2.1	4.0	2.5	-5.1	-0.2	-4.7	1.4	-0.1	-7.7	-2.8
Burkina Faso	1.0	1.0	-4.1	-0.9	-0.7	-0.4	-1.3	-6.1	-4.8	-3.2
Cap Vert	7.3	4.8	0.7	18.4	4.6	7.7	5.1	0.9	18.6	5.0
Tchad	-9.0	-7.3	-7.0	-4.6	-6.9	-11.4	-9.6	-9.4	-6.6	-9.2
Gambie	-4.3	11.4	14.1	-8.7	3.1	-7.6	8.1	9.2	11.8	-0.5
Guinée Bissau	3.0	0.5	2.0	7.6	3.3	1.0	-1.5	0.0	5.6	1.3
Mali	1.0	-0.1	-1.2	1.0	0.2	-0.4	-2.8	-4.2	-1.8	-2.3
Mauritanie	4.0	-2.4	6.9	-2.7	1.4	1.0	-5.2	3.8	-5.5	-1.6
Niger	-8.2	-2.4	9.2	-16.5	-4.5	-10.6	-5.0	6.3	-18.7	-7.4
Sénégal	1.2	15.4	2.2	-4.0	3.1	-4.1	12.5	-0.7	-6.9	0.2
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	-1.1	-0.1	-8.1	-4.6	-3.5	-3.8	-2.8	-10.8	-7.3	-6.2
Bénin	4.1	3.9	-3.0	2.9	1.9	1.2	0.5	-5.8	0.05	-1.1
Côte d'Ivoire	2.7	1.9	-5.2	-2.4	0.7	-1.4	-2.2	-9.0	-6.5	-4.8
Ghana	-3.8	-6.1	-2.9	7.6	-1.3	-6.3	-8.5	-5.4	5.0	-3.8
Guinée	2.1	5.7	1.4	2.8	3.0	-0.4	3.2	-1.1	0.3	0.5
Libérie	-6.6	-1.3	-3.6	-1.7	-3.6	-9.0	-3.9	-7.5	-2.3	-5.7
Nigérie	-1.3	0.0	-8.5	-5.5	-3.8	-3.8	-2.4	-10.8	-7.8	-6.2
Sierra Leone	-3.9	-6.2	-28.8	-7.1	-11.4	-6.1	-8.4	-30.4	-9.1	-13.5
Togo	-3.5	-3.6	-5.3	2.6	-2.5	-6.4	-6.5	-8.2	-0.3	-5.4
AFRIQUE DU NORD	1.7	4.5	3.0	4.6	3.5	-1.1	1.8	0.2	1.8	0.7
Algérie	2.5	6.4	5.2	5.6	4.9	-0.7	3.2	3.0	3.4	1.7
Egypte	7.9	6.9	7.2	7.3	7.5	5.2	5.2	4.5	4.6	4.8
Jamahirya arabe libyenne	-11.4	-3.0	-7.5	-2.0	-6.0	-14.3	-5.9	-10.4	-4.9	-8.9
Maroc	-1.3	6.8	2.2	3.9	2.9	-3.9	4.2	-0.4	1.3	0.3
Tunisie	6.9	-0.1	4.9	5.5	3.4	4.4	-2.6	2.4	3.0	0.9
TOTAL	1.4	2.6	-1.0	1.0	1.0	-1.5	-0.3	-3.9	-1.9	-1.9

	(1984)			(1985)			RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)	
	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (million de \$ E.-U.)			MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE			Effectif	Obligations
	conditions libérales	conditions non libérales	total	conditions libérales	conditions non libérales	total		
ILES DE L'OCEAN INDIEN	1,686.9	1,253.4	2,940.3					
Comores	183.4	19.6	203.0				45.0	
Madagascar	1,326.4	793.4	2,119.8				33.0	75.3
Maurice	135.8	424.2	560.0				28.3	
Seychelles	41.3	16.2	57.5				9.0	
AFRIQUE DE L'EST	14,888.2	4,960.0	19,848.2					
Burundi	335.0	11.0	346.0				14.2	
Djibouti	168.5	10.5	179.0				2.3	
Ethiopie	1,384.0	166.2	1,550.2				19.3	
Kenya	2,487.9	1,323.1	3,811.0				31.8	31.8
Rwanda	269.5	11.5	281.0				6.1	
Somalie	1,262.6	166.4	1,429.0				50.0	182.0
Soudan	5,886.0	2,006.0	7,892.0				32.0	125.0
Uganda	675.0	356.0	1,031.0				21.7	
Rép, Unie de Tanzanie	2,419.7	909.3	3,329.0				30.0	70.0
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE	7,241.8	3,220.2	10,462.0					
Angola	859.0	-	859.0					
Botswana	276.0	80.1	356.1				2.3	
Lesotho	107.0	33.0	140.0				29.9	
Malawi	541.3	343.7	885.0				27.3	
Mozambique	1,044.0	-	1,044.0	192.6			3.6	
Swaziland	189.5	89.4	278.9	197.6			63.0	
Zambia	2,779.0	1,996.0	4,775.0				69.0	161.9
Zimbabwe	1,446.0	678.0	2,124.0				31.6	
AFRIQUE DU CENTRE	4,557.5	6,228.9	10,786.4					
Cameroun			2,729.0				7.1	
Rép, centrafricaine	60.2	217.0	277.2	85.8	203.9	289.7	17.1	
Congo	170.1	1,432.9	1,603.0				42.3	
Guinée équatoriale	89.0	37.0	126.0				84.0	
Gabon	746.8	228.2	975.0				10.5	
Sao Tomé et Principe	56.9	18.3	75.2				23.7	
Zaire	1,696.5	3,304.5	5,001.0				14.9	

	(1984)			(1985)			RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)	
	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE			MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE			DE LA DETTE	
	conditions libérales	conditions non libérales	(million de \$ E.-U.) total	conditions libérales	conditions non libérales	total	Effectif	Obligations
SAHEL			6,861.2					
Burkina Faso	407.0	122.9	529.9	48.5	705.7	754.2	48.1	
Cap Vert	100.9	-	100.9				20.0	
Tchad	135.9	22.0	157.9				10.9	
Gambie	274.9	36.8	311.7				32.0	
Guinée Bissau	170.9	43.3	214.2				17.0	
Mali	1,084.5	91.5	1,176.0				16.7	
Mauritanie			1,397.6				38.0	
Niger	343.0	523.0	947.0				36.4	
Sénégal	1,688.3	357.7	2,026.0	1,435.6	287.2	1,722.8	18.1	28.5
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE			36,516.6					
Bénin	289.9	395.1	685.0				35.6	
Côte d'Ivoire	4,032.4	3,398.6	7,431.0				19.9	
Ghana	836.3	1,177.3	2,013.6				35.9	
Guinée	1,168.0	138.9	1,306.9				27.2	
Libérie	441.1	585.9	1,027.0				25.6	
Nigérie	15,344.0	7,272.0	22,616.0			19,794.2	27.5	
Sierra Leone	440.0	153.7	593.7				27.4	
Togo	709.8	133.6	843.4			764.7	25.9	
AFRIQUE DU NORD			57,278.1					
Algérie			16,615.8				33.1	
Egypte			22,482.5			24,997.0	27.5	
Jamahirya arabe libyenne			797.8					
Maroc	5,659.0	7,691.0	13,350.0				28.8	
Tunisie	1,672.0	2,360.0	4,032.0				22.1	
TOTAL			144,692.8					

	FLUX NET DES RESSOURCES APD (en millions de \$ E.-U.)					FLUX NET DES RESSOURCES AUTRES (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
SAHEL										
Burkina Faso	212.3	216.8	212.9	189.9		156.0	173.7	135.1	174.5	
Cap Vert										
Tchad	35.3	59.7	64.7	86.1						
Gambie	135.3	25.0	92.8	18.2	42.7	6.1	1.1	8.8	0.1	1.5
Guinée Bissau	2.8	3.5	2.1	1.7						
Mali	776.2	808.5	874.3	842.6		160.0	173.7	135.1	174.5	
Mauritanie										
Niger	80.6	74.2	76.8	44.0	64.5					
Sénégal	210.6	137.3	87.9	91.1	32.7	48.8	56.7	35.3	39.9	79.2
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE										
Bénin	90.4	81.6	80.2	87.2		299.6	36.9	110.5	4.8	
Côte d'Ivoire	210.3	123.7	136.8	156.5		708.1	136.9	711.4	296.0	
Ghana	171.5	131.5	88.4	105.8	229.3	-25.2	1.8	54.8	297.1	315.6
Guinée										
Libérie	168.9	35.6	107.7	37.0		382.0	293.0	294.0	192.0	204.0
Nigérie										
Sierra Leone	75.5	45.5	66.1	35.7	27.7	51.2	-22.9	25.4	2.5	4.4
Togo	43.4	39.4	35.5	38.6	69.2	26.8	24.4	37.3	2.1	11.8
AFRIQUE DU NORD										
Algérie	178.8	165.3	139.4	149.1						
Egypte										
Jamahirya arabe libyenne										
Maroc	224.1	293.1				-628.4	224.0			
Tunisie	233.2	241.3	211.1	194.5						

FLUX NET DES RESSOURCES
TOTAL (en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
	-----	-----	-----	-----	-----
ILES DE L'OCEAN INDIEN					
Comores	21.2	8.5	17.8	13.9	25.9
Madagascar		265.2	180.7	151.9	192.0
Maurice	19.2	51.5	10.7	11.1	23.7
Seychelles	13.9	10.8	29.8	12.5	2.1
AFRIQUE DE L'EST					
Burundi	115.9	130.6	143.9	164.5	166.5
Djibouti					
Ethiopie	122.2	166.6	250.4	398.5	542.4
Kenya	731.5	489.7	387.5	365.1	430.7
Rwanda	127.3	125.0	126.7	127.6	149.4
Somalie	262.0	292.8	299.7	230.3	303.0
Soudan	799.0	819.0	989.0	742.0	400.0
Uganda					
Rép, Unie de Tanzanie	276.8	293.0	266.0	238.6	93.9
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE					
Angola					
Botswana	111.1	119.9	130.6		
Lesotho	91.5	102.9	94.7	102.8	
Malawi	206.2	218.8	124.3	87.9	
Mozambique	483.9	692.3	474.0	578.2	
Swaziland	89.3	64.5	47.5	53.0	
Zambia	419.2	558.6	416.5	192.4	
Zimbabwe	337.9	590.6	671.6	405.5	
AFRIQUE DU CENTRE					
Cameroun					
Rép, centrafricaine					
Congo					
Guinée équatoriale					
Gabon					
Sao Tomé et Principe	3.9	6.1	9.9	11.6	
Zaire	344.6	412.7	168.7	128.2	-256.9

FLUX NET DES RESSOURCES
TOTAL (en millions de \$ E.-U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
	-----	-----	-----	-----	-----
SAHEL					
Burkina Faso	277.9	214.7	256.6	201.7	
Cap Vert	2.34	19.5	19.9	14.0	19.7
Tchad					
Gambie	141.4	26.1	101.6	18.3	44.2
Guinée Bissau	2.8	3.5	2.1	1.7	
Mali	936.2	982.2	1,009.4	1,017.1	
Mauritanie					
Niger	80.6	74.2	76.8	44.0	64.5
Sénégal	259.4	194.0	123.2	131.0	111.9
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE					
Bénin	390.0	118.5	190.7	92.0	
Côte d'Ivoire	918.4	260.6	848.2	448.5	
Ghana	146.3	133.3	143.2	402.9	544.9
Guinée	49.9	46.6	34.0	31.0	22.1
Libérie	550.9	328.6	401.7	229.0	
Nigérie	178.9	1,087.1	5,178.6	3,783.3	195.6
Sierra Leone	126.7	22.6	91.5	38.2	32.1
Togo	79.6	74.8	85.6	64.1	120.4
AFRIQUE DU NORD					
Algérie					
Egypte	2,121.0	2,371.0	2,121.0	2,371.0	2,260.0
Jamahirya arabe libyenne	-1,490.0	-11.2	-1,158.0	-1,000.0	-3,326.0
Maroc	-404.3	517.2			
Tunisie					

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Cout Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-region et pays.

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E-U)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agric.	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Agric.	Autr. Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	52,0	74,1	2,5	19,8	148,4	2,6	9,2	0,1	1,0	12,9
Madagascar	401,3	406,4	64,3		872,0	60,2	52,1	10,0		122,3
Maurice	55,9	37,2	3,1	2,7	99,0	29,2	21,4	3,2	1,0	54,8
Seychelles	66,2	20,0	27,1	17,6	130,9	2,3	1,2	1,2	0,4	5,1
* Sous-Total *	575,4	537,7	97,1	40,1	1.250,3	94,3	83,9	14,5	2,4	195,1
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	410,6	328,4		173,4	912,4	64,7	51,7		27,3	143,7
Djibouti	39,1	35,3	32,5		106,9	0,8	1,5	1,5		3,8
Ethiopie	1.706,5	2.898,1	176,0	100,0	4.880,6	1.039,4	1.694,3	109,2	55,0	2.897,9
Kenya	350,0	481,0	268,0	98,0	1.197,0	33,0	280,0	129,0	24,0	466,0
Rwanda	613,0	421,7		216,5	1.251,2	117,1	80,5		41,3	238,9
Somalie	1.079,7	252,4	43,6	82,9	1.458,6	83,4	47,9	9,9	5,8	147,0
Soudan	1.083,0	1.608,0	110,0	112,0	2.913,0	424,0	756,0	33,0	39,0	1.252,0
Tanzanie, Rep. Unie	1.737,0	3.919,0	93,0	83,0	5.832,0	1.138,0	3.031,0	76,0	62,0	4.307,0
Ouganda										
* Sous-Total *	7.018,9	9.943,9	723,1	865,8	18.551,7	2.900,4	5.942,9	358,6	254,4	9.456,3
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	19,9	93,7	0,6	28,0	142,2	4,2				4,2
Lesotho	89,1	30,5			119,6	23,8	2,9			26,7
Malawi	82,6	316,2			398,8	2,8	73,9			76,7
Mozambique	90,3	134,0	79,0	60,0	363,3					
Swaziland	1,0	2,2			3,2	0,2	0,7			0,9
Zambie	176,7	380,6			557,3	49,6	56,3			105,9
Zimbabwe	725,5	1.727,0		120,0	2.572,5	401,7	956,3		66,4	1.424,4
* Sous-Total *	1.185,1	2.684,2	79,6	208,0	4.156,9	482,3	1.090,1		66,4	1.638,8
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	1.578,0	1.942,0		99,0	3.619,0	1.317,0	1.621,0		82,0	3.020,0
Rep. Centrafricaine	154,4	470,8		50,0	675,2	24,1	43,7		3,4	71,2
Congo	42,9	1.159,1		115,1	1.317,1					
Guinee Equatoriale	45,2	33,1		29,1	107,4					
Gabon	204,5	1.253,8		325,9	1.784,2	151,8	930,6		241,9	1.324,3
Sao Tome & Principe	30,2	32,7	12,8	34,8	110,6					
Zaire	980,0	3.981,0		259,9	5.220,9	680,0	2.184,0		182,9	3.046,9
* Sous-Total *	3.035,2	8.872,5	12,8	913,8	12.834,4	2.172,9	4.779,3		510,2	7.462,4

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Cout Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-region et pays.

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E-U)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agric. (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Agric. (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
SAHEL										
Burkina Faso	625,2	109,0	36,8	68,1	839,1					
Cap Vert	103,0	144,0	46,0	41,0	334,0					
Tchad	72,0	265,5	7,1	48,3	392,9					
Gambie	60,0	89,8	1,6	6,0	157,4	2,9	4,5	0,1	0,3	7,8
Guinee Bissau	65,3	58,1		37,0	160,4	10,8	5,5		5,3	21,6
Mali	290,7	177,2	19,3	51,9	539,1	32,1	19,5	2,1	5,7	59,4
Mauritanie	277,0	906,0	19,0	19,0	1.221,0	11,1	36,8	0,8	0,3	49,0
Niger	429,5	627,4	28,0	119,7	1.204,6	4,8	11,2	11,0	4,1	31,1
Senegal	477,0	238,0	62,3		777,3	37,0	31,0	0,3		68,3
* Sous-Total *	2.399,7	2.615,0	220,1	391,0	5.625,8	98,7	108,5	14,3	15,7	237,2
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIEENNE										
Benin	361,5	448,4		114,4	924,3	22,9	201,3		41,2	265,4
Cote d'Ivoire	840,1	478,2		63,2	1.381,5	201,6	114,8		15,2	331,6
Ghana	288,0	1.132,0		75,0	1.495,0	202,0	676,0		68,0	946,0
Guinee	300,0	418,0	41,0	81,0	840,0	36,0	51,0	5,0	10,0	102,0
Liberia	166,0	189,0		19,0	374,0	8,0	4,0		2,0	14,0
Nigeria	2.754,0	4.836,0	795,0	2.777,0	11.162,0	1.456,0	3.983,0	795,0	2.490,0	8.724,0
Sierra Leone	65,4	135,9	2,2	15,6	219,1	14,2	19,3	1,0	7,5	42,0
Togo	437,9	96,7		467,3	1.001,9	18,6	3,5		101,4	123,5
* Sous-Total *	5.212,9	7.734,2	838,2	3.612,5	17.397,8	1.959,3	5.052,9	801,0	2.735,3	10.548,5
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	15.800,0	11.800,0			27.600,0	15.800,0	11.800,0			27.600,0
Egypte	13.143,0	7.857,0		429,0	21.429,0	10.543,0	6.286,0		343,0	17.172,0
Jam. arabe libyenne	5.489,0				5.489,0	5.489,0				5.489,0
Maroc	944,6	138,7	98,0		1.181,3	490,0	110,9	66,2		667,1
Tunisie	391,7	920,9	62,5		1.375,1	152,4	430,2	31,6		614,2
* Sous-Total *	35.768,3	20.716,6	160,5	429,0	57.074,4	32.474,4	18.627,1	97,8	343,0	51.542,3
** TOTAL AFRIQUE **	55.195,5	53.104,1	2.131,5	6.460,2	116.891,3	40.182,3	35.684,7	1.286,2	3.927,4	81.080,6

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Cout Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-region et pays.

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	42,2	18,8		18,8	79,8	7,2	46,1	2,4		55,7
Madagascar	64,9	97,1	2,4		164,4	276,2	257,2	51,9		585,3
Maurice	13,9	7,4		1,7	23,0	12,8	8,4			21,2
Seychelles	13,6	4,5	2,8	1,2	22,1	50,3	14,3	23,1	16,0	103,7
* Sous-Total *	134,6	127,8	5,2	21,7	289,3	346,5	326,0	77,4	16,0	765,9
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	198,2	158,6		83,7	440,5	147,7	118,1		62,4	328,2
Djibouti	9,9	17,9	17,2		45,0	28,4	15,9	13,8		58,1
Ethiopie						667,1	1.203,8	66,8	45,0	1.982,7
Kenya	259,0	122,0	99,0	10,0	490,0	58,0	79,0	40,0	64,0	241,0
Rwanda	354,5	243,9		125,2	723,6	141,4	97,3		50,0	288,7
Somalie	493,3	102,8	20,5	58,7	675,3	512,8	89,6	10,6	23,6	636,6
Soudan	361,0	468,0	42,0	40,0	911,0	298,0	384,0	35,0	33,0	750,0
Tanzanie, Rep. Unie	319,0	473,0	9,0	11,0	812,0	280,0	415,0	8,0	10,0	713,0
Ouganda										
* Sous-Total *	1.994,9	1.586,2	187,7	328,6	4.097,4	2.133,4	2.402,7	174,2	288,0	4.998,3
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	0,3	35,7		9,9	45,9	15,4	58,0	0,6	18,1	92,1
Lesotho	31,7				31,7	33,6	27,6			61,2
Malawi	78,2	66,7			144,9	1,6	175,6			177,2
Mozambique						90,3	134,0	79,0	60,0	363,3
Swaziland	0,3	0,1			0,4	0,5	1,4			1,9
Zambie						127,1	324,3			451,4
Zimbabwe						323,8	770,7		53,6	1.148,1
* Sous-Total *	110,5	102,5		9,9	222,9	592,3	1.491,6	79,6	131,7	2.295,2
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	126,0	155,0		8,0	289,0	135,0	166,0		9,0	310,0
Rep. Centrafricaine	130,2	160,3		38,0	328,5	0,2	266,8		8,6	275,5
Congo	42,9	21,8			64,7		1.137,3		115,1	1.252,4
Guinee Equatoriale	36,7	5,8		7,0	49,5	8,5	27,3		22,1	57,9
Gabon						52,7	323,2		84,0	459,9
Sao Tome & Principe	25,0	20,2	0,3	9,7	55,2	5,2	12,5	12,6	25,1	55,4
Zaire	168,0	1.170,0		77,0	1.415,0	132,0	627,0			759,0
* Sous-Total *	528,8	1.533,1	0,3	139,7	2.201,9	333,6	2.560,1	12,6	263,9	3.170,1

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 2: Cout Total du Programme en millions de dollars E-U par secteur, source de financement, sous-region et pays.

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	422,1		18,6		440,7	203,1	109,0	18,2	68,1	398,4
Cap Vert						103,0	144,0	46,0	41,0	334,0
Tchad						72,0	265,5	7,1	48,3	392,9
Gambie	15,2				15,2	41,9	85,3	1,5	5,7	134,4
Guinee Bissau	19,5	21,4		3,3	44,2	34,9	31,3		28,4	94,6
Mali	166,3	101,4	11,0	29,7	308,4	92,3	56,3	6,2	16,5	171,3
Mauritanie	183,5	600,3	12,6	12,6	809,0	82,4	268,9	5,6	6,1	363,0
Niger	202,1	229,9	10,6	39,6	482,2	222,6	386,4	6,4	76,0	691,3
Senegal	280,0	137,0	32,0		449,0	160,0	70,0	30,0		260,0
* Sous-Total *	1.288,7	1.090,0	84,8	85,2	2.548,7	1.012,2	1.416,7	121,0	290,1	2.839,9
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin						338,6	247,1		73,2	658,9
Cote d'Ivoire						638,5	363,4		48,0	1.049,9
Ghana						86,0	456,0		7,0	549,0
Guinee						264,0	367,0	36,0	71,0	738,0
Liberia						158,0	185,0		17,0	360,0
Nigeria	943,0	598,0		172,0	1.713,0	355,0	255,0		115,0	725,0
Sierra Leone						51,2	116,6	1,2	8,1	177,1
Togo	49,8	59,6		77,2	186,6	369,5	33,6		288,7	691,8
* Sous-Total *	992,8	657,6		249,2	1.899,6	2.260,8	2.023,7	37,2	628,0	4.949,7
AFRIQUE DU NORD										
Algerie										
Egypte	400,0	271,0		29,0	700,0	2.200,0	1.300,0		57,0	3.557,0
Jam. arabe libyenne										
Maroc						454,6	27,7	31,8		514,2
Tunisie	47,9	98,1	6,2		152,2	191,4	392,6	24,7		608,7
* Sous-Total *	447,9	369,1	6,2	29,0	852,2	2.846,0	1.720,3	56,5	57,0	4.679,9
** TOTAL AFRIQUE **	5.498,2	5.466,3	284,2	863,3	12.112,0	9.524,8	11.941,1	558,5	1.674,7	23.699,0

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.
(Pourcentage par secteur et par ressources)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E-U)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agric.	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Agric.	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	20,15	71,31	0,77	7,75	100,00
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	49,22	42,60	8,17		100,00
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	53,28	39,05	5,83	1,82	100,00
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	45,09	23,52	23,52	7,84	100,00
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	48,33	43,00	7,43	1,23	100,00
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	45,02	35,97		18,99	100,00
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	21,05	39,47	39,47		100,00
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	35,86	58,46	3,76	1,89	100,00
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	7,08	60,08	27,68	5,15	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	49,01	33,69		17,28	100,00
Somalie	74,02	17,30	2,98	5,68	100,00	56,73	32,58	6,73	3,94	100,00
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	33,86	60,38	2,63	3,11	100,00
Tanzanie, Rep. Unie Ouganda	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	26,42	70,37	1,76	1,43	100,00
* Sous-Total *	37,83	53,60	3,89	4,66	100,00	30,67	62,84	3,79	2,69	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	100,00				100,00
Lesotho	74,49	25,50			100,00	89,13	10,86			100,00
Malawi	20,71	79,28			100,00	3,65	96,34			100,00
Mozambique	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00					
Swaziland	31,25	68,75			100,00	22,22	77,77			100,00
Zambie	31,70	68,29			100,00	46,83	53,16			100,00
Zimbabwe	28,20	67,13		4,66	100,00	28,20	67,13		4,66	100,00
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	29,43	66,51		4,05	100,00
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	43,60	53,67		2,71	100,00
Rep. Centrafricaine	22,86	69,72		7,40	100,00	33,84	61,37		4,77	100,00
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	11,46	70,27		18,26	100,00
Sao Tome & Principe	27,30	29,56	11,66	31,46	100,00					
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00	22,31	71,67		6,00	100,00
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	29,11	64,04		6,83	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.
(Pourcentage par secteur et par ressources)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agric.	Autr. Sect.	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Agric.	Autr. Sect.	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	8,11	100,00					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	12,27	100,00					
Tchad	18,32	67,57	1,80	12,29	100,00					
Gambie	38,11	57,05	1,01	3,81	100,00	37,17	57,69	1,28	3,84	100,00
Guinee Bissau	40,71	36,22		23,06	100,00	50,00	25,46		24,53	100,00
Mali	53,92	32,86	3,58	9,62	100,00	54,04	32,82	3,53	9,59	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	22,65	75,10	1,63	0,61	100,00
Niger	35,65	52,08	2,32	9,93	100,00	15,43	36,01	35,36	13,18	100,00
Senegal	61,36	30,61	8,01		100,00	54,17	45,38	0,43		100,00
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	6,95	100,00	41,61	45,74	6,02	6,61	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIEUNE										
Benin	39,11	48,51		12,37	100,00	8,62	75,84		15,52	100,00
Cote d'Ivoire	60,81	34,61		4,57	100,00	60,79	34,62		4,58	100,00
Ghana	19,26	75,71		5,01	100,00	21,35	71,45		7,18	100,00
Guinee	35,71	49,76	4,88	9,64	100,00	35,29	50,00	4,90	9,80	100,00
Liberia	44,38	50,53		5,08	100,00	57,14	28,57		14,28	100,00
Nigeria	24,67	43,32	7,12	24,87	100,00	16,68	45,65	9,11	28,54	100,00
Sierra Leone	29,84	62,02	1,00	7,12	100,00	33,80	45,95	2,38	17,85	100,00
Togo	43,70	9,65		46,64	100,00	15,06	2,83		82,10	100,00
* Sous-Total *	29,96	44,45	4,81	20,76	100,00	18,57	47,90	7,59	25,93	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	57,24	42,75			100,00	57,24	42,75			100,00
Egypte	61,33	36,66		2,00	100,00	61,39	36,60		1,99	100,00
Jam. arabe, libyenne	100,00				100,00	100,00				100,00
Maroc	79,96	11,74	8,29		100,00	73,45	16,62	9,92		100,00
Tunisie	28,48	66,96	4,54		100,00	24,81	70,04	5,14		100,00
* Sous-Total *	62,66	36,29	0,28	0,75	100,00	63,00	36,13	0,18	0,66	100,00
** TOTAL AFRIQUE **	47,21	45,43	1,82	5,52	100,00	49,55	44,01	1,58	4,84	100,00

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.
(Pourcentage par secteur et par ressources)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmnt Res. Humn.	Total	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmnt Res. Humn.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	52,88	23,55		23,55	100,00	12,92	82,76	4,30		100,00
Madagascar	39,47	59,06	1,45		100,00	47,18	43,94	8,86		100,00
Maurice	60,43	32,17		7,39	100,00	60,37	39,62			100,00
Seychelles	61,53	20,36	12,66	5,42	100,00	48,50	13,78	22,27	15,42	100,00
* Sous-Total *	46,52	44,17	1,79	7,50	100,00	45,24	42,56	10,10	2,08	100,00
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	44,99	36,00		19,00	100,00	45,00	35,98		19,01	100,00
Djibouti	22,00	39,77	38,22		100,00	48,88	27,36	23,75		100,00
Ethiopie						33,64	60,71	3,36	2,26	100,00
Kenya	52,85	24,89	20,20	2,04	100,00	24,06	32,78	16,59	26,55	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	48,97	33,70		17,31	100,00
Somalie	73,04	15,22	3,03	8,69	100,00	80,55	14,07	1,66	3,70	100,00
Soudan	39,62	51,37	4,61	4,39	100,00	39,73	51,20	4,66	4,40	100,00
Tanzanie, Rep. Unie	39,28	58,25	1,10	1,35	100,00	39,27	58,20	1,12	1,40	100,00
Ouganda										
* Sous-Total *	48,68	38,71	4,58	8,01	100,00	42,68	48,07	3,48	5,76	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	0,65	77,77		21,56	100,00	16,72	62,97	0,65	19,65	100,00
Lesotho	100,00				100,00	54,90	45,09			100,00
Malawi	53,96	46,03			100,00	0,90	99,09			100,00
Mozambique						24,85	36,88	21,74	16,51	100,00
Swaziland	75,00	25,00			100,00	26,31	73,68			100,00
Zambie						28,15	71,84			100,00
Zimbabwe						28,20	67,12		4,66	100,00
* Sous-Total *	49,57	45,98		4,44	100,00	25,80	64,98	3,46	5,73	100,00
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,59	53,63		2,76	100,00	43,54	53,54		2,90	100,00
Rep. Centrafricaine	39,63	48,79		11,56	100,00	0,07	96,84		3,12	100,03
Congo	66,30	33,69			100,00		90,80		9,19	100,00
Guinee Equatoriale	74,14	11,71		14,14	100,00	14,68	47,15		38,16	100,00
Gabon						11,45	70,27		18,26	100,00
Sao Tome & Principe	45,28	36,59	0,54	17,57	100,00	9,38	22,56	22,74	45,30	100,00
Zaire	11,87	82,68		5,44	100,00	17,39	82,60			100,00
* Sous-Total *	24,01	69,62	0,01	6,34	100,00	10,52	80,75	0,39	8,32	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 3: Cout Total du Programme en Millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-region et pays.
(Pourcentage par secteur et par ressources)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	95,77		4,22		100,00	50,97	27,35	4,56	17,09	100,00
Cap Vert						30,83	43,11	13,77	12,27	100,00
Tchad						18,32	67,57	1,80	12,29	100,00
Gambie	100,00				100,00	31,17	63,46	1,11	4,24	100,00
Guinee Bissau	44,11	48,41		7,46	100,00	36,89	33,08		30,02	100,00
Mali	53,92	32,87	3,56	9,63	100,00	53,88	32,86	3,61	9,63	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	22,69	74,07	1,54	1,68	100,00
Niger	41,91	47,67	2,19	8,21	100,00	32,20	55,89	0,92	10,99	100,01
Senegal	62,36	30,51	7,12		100,00	61,53	26,92	11,53		100,00
* Sous-Total *	50,56	42,76	3,32	3,34	100,00	35,64	49,88	4,26	10,21	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin						51,38	37,50		11,10	100,00
Cote d'Ivoire						60,81	34,61		4,57	100,00
Ghana						15,66	83,06		1,27	100,00
Guinee						35,77	49,72	4,87	9,62	100,00
Liberia						43,88	51,38		4,72	100,00
Nigeria	55,04	34,90		10,04	100,00	48,96	35,17		15,86	100,00
Sierra Leone						28,91	65,83	0,67	4,57	100,00
Togo	26,68	31,93		41,37	100,00	53,41	4,85		41,73	100,00
* Sous-Total *	52,26	34,61		13,11	100,00	45,67	40,88	0,75	12,68	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algerie										
Egypte	57,14	38,71		4,14	100,00	61,84	36,54		1,60	100,00
Jam. arabe libyenne										
Maroc						88,40	5,38	6,18		99,98
Tunisie	31,47	64,45	4,07		100,00	31,44	64,49	4,05		100,00
* Sous-Total *	52,55	43,31	0,72	3,40	100,00	60,81	36,75	1,20	1,21	99,99
** TOTAL AFRIQUE **	45,39	45,13	2,34	7,12	100,00	40,19	50,38	2,35	7,06	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays, (en pourcentage)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Million de dollars E.U.)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr. Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Autr. Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	1,75	6,19	0,06	0,67	8,69
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	6,90	5,97	1,14		14,02
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	29,49	21,61	3,23	1,01	55,35
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	1,75	0,91	0,91	0,30	3,89
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	7,54	6,71	1,15	0,19	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	7,09	5,66		2,99	15,74
Djibouti	36,57	33,02	30,40		100,00	0,74	1,40	1,40		3,55
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	21,29	34,71	2,23	1,12	59,37
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	2,75	23,39	10,77	2,00	38,93
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	9,35	6,43		3,30	19,09
Somalie	74,02	17,30	2,98	5,68	100,00	5,71	3,28	0,67	0,39	10,07
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	14,55	25,95	1,13	1,33	42,97
Tanzanie, Rep. Unie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	19,51	51,97	1,30	1,06	73,85
Ouganda										
* Sous-Total *	37,83	53,60	3,89	4,66	100,00	15,63	32,03	1,93	1,37	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	2,95				2,95
Lesotho	74,49	25,50			100,00	19,89	2,42			22,32
Malawi	20,71	79,28			100,00	0,70	18,53			19,23
Mozambique	24,85	36,88	21,74	16,51	100,00					
Swaziland	31,25	68,75			100,00	6,25	21,87			28,12
Zambie	31,70	68,29			100,00	8,90	10,10			19,00
Zimbabwe	28,20	67,13		4,66	100,00	15,61	37,17	2,58		55,37
* Sous-Total *	28,50	64,57	1,91	5,00	100,00	11,60	26,22		1,59	39,42
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	36,39	44,79	2,26		83,44
Rep. Centrafricaine	22,86	69,72		7,40	100,00	3,56	6,47	0,50		10,54
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	8,50	52,15	13,55		74,22
Sao Tome & Principe	27,30	29,56	11,66	31,46	100,00					
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00	13,02	41,83	3,50		58,35
* Sous-Total *	23,64	69,13	0,10	7,11	100,00	16,93	37,23	3,97		58,14

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Million de dollars E.U)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agriculture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Agriculture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	8,11	100,00					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	12,27	100,00					
Tchad	18,32	67,57	1,80	12,29	100,00					
Gambie	38,11	57,05	1,01	3,81	100,00	1,84	2,85	0,06	0,19	4,95
Guinee Bissau	40,71	36,22		23,06	100,00	6,73	3,42		3,30	13,46
Mali	53,92	32,86	3,58	9,62	100,00	5,95	3,61	0,38	1,05	11,01
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	0,90	3,01	0,06	0,02	4,01
Niger	35,65	52,08	2,32	9,93	100,00	0,39	0,92	0,91	0,34	2,58
Senegal	61,36	30,61	8,01		100,00	4,76	3,98	0,03		8,78
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	6,95	100,00	1,75	1,92	0,25	0,27	4,21
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin	39,11	48,51		12,37	100,00	2,47	21,77		4,45	28,71
Cote d'Ivoire	60,81	34,61		4,57	100,00	14,59	8,30		1,10	24,00
Ghana	19,26	75,71		5,01	100,00	13,51	45,21		4,54	63,27
Guinee	35,71	49,76	4,88	9,64	100,00	4,28	6,07	0,59	1,19	12,14
Liberia	44,38	50,53		5,08	100,00	2,13	1,06		0,53	3,74
Nigeria	24,67	43,32	7,12	24,87	100,00	13,04	35,68	7,12	22,30	78,15
Sierra Leone	29,84	62,02	1,01	7,12	100,00	6,48	8,80	0,45	3,42	19,16
Togo	43,70	9,65		46,64	100,00	1,85	0,34		10,12	12,32
* Sous-Total *	29,96	44,45	4,81	20,76	100,00	11,26	29,04	4,60	15,72	60,63
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	57,24	42,75			100,00	57,24	42,75			100,00
Egypte	61,33	36,66		2,00	100,00	49,19	29,33		1,60	80,13
Jam. arabe libyenne	100,00				100,00	100,00				100,00
Maroc	79,96	11,74	8,22		100,00	41,47	9,38	5,60		56,47
Tunisie	28,48	66,96	4,54		100,00	11,08	31,28	2,29		44,66
* Sous-Total *	62,66	36,29	0,23	0,75	100,00	56,89	32,63	0,17	0,60	90,30
** TOTAL AFRIQUE **	47,21	45,43	1,82	5,52	100,00	34,37	30,52	1,10	3,35	69,36

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.) Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.) Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	28,43	12,66		53,77	4,85	31,06	1,61		37,53	
Madagascar	7,44	11,13	0,27	18,85	31,67	29,49	5,95		67,12	
Maurice	14,04	7,47	1,71	23,23	12,92	8,48			21,41	
Seychelles	10,38	3,43	2,13	16,88	38,42	10,92	17,64	12,22	79,22	
* Sous-Total *	10,76	10,22	0,41	23,13	27,71	26,07	6,19	1,27	61,25	
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	21,72	17,38		48,27	16,18	12,94		6,83	35,97	
Djibouti	9,26	16,74	16,08	42,09	26,56	14,87	12,90		54,34	
Ethiopie					13,66	24,66	1,36	0,92	40,62	
Kenya	21,63	10,19	8,27	40,93	4,84	6,59	3,34	5,34	20,13	
Rwanda	28,33	19,49	10,00	57,83	11,30	7,77		3,99	23,07	
Somalie	33,82	7,04	1,40	46,29	35,15	6,14	0,72	1,61	43,64	
Soudan	12,39	16,06	1,44	31,27	10,23	13,18	1,20	1,13	25,74	
Tanzanie, Rep. Unie	5,46	8,11	0,15	13,92	4,80	7,11	0,13	0,17	12,22	
Ouganda										
* Sous-Total *	10,75	8,55	1,01	22,08	11,49	12,95	0,93	1,55	26,94	
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	0,21	25,10		32,27	10,82	40,78	0,42	12,72	64,76	
Lesotho	26,50			26,50	28,09	23,07			51,17	
Malawi	19,60	16,72		36,33	0,40	44,03			44,43	
Mozambique					24,85	36,88	21,74	16,51	100,00	
Swaziland	9,37	3,12		12,50	15,62	43,75			59,37	
Zambie					22,80	58,19			80,99	
Zimbabwe					12,58	29,95		2,08	44,62	
* Sous-Total *	2,65	2,46	0,23	5,36	14,24	35,88	1,91	3,16	55,21	
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	3,48	4,28		7,98	3,73	4,58		0,24	8,56	
Rep. Centrafricaine	19,28	23,74		48,65	0,02	39,51		1,27	40,80	
Congo	3,25	1,65		4,91		86,34		8,73	95,08	
Guinee Equatoriale	34,17	5,40		46,08	7,91	25,41		20,57	53,91	
Gabon					2,95	18,11		4,70	25,77	
Sao Tome & Principe	22,60	18,26	0,27	49,90	4,70	11,30	11,39	22,69	50,09	
Zaire	3,21	22,40		27,10	2,52	12,00			14,53	
* Sous-Total *	4,12	11,94	1,08	17,15	2,59	19,94	0,09	2,05	24,70	

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 4: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays. (en pourcentage)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	50,30		2,21		52,52	24,20	12,99	2,16	8,11	47,47
Cap Vert						30,83	43,11	13,77	12,27	100,00
Tchad						18,32	67,57	1,80	12,29	100,00
Gambie	9,65				9,65	26,62	54,19	0,95	3,62	85,38
Guinee Bissau	12,15	13,34		2,05	27,55	21,75	19,51		17,70	58,97
Mali	30,84	18,80	2,04	5,50	57,20	17,12	10,44	1,15	3,06	31,77
Mauritanie	15,02	49,16	1,03	1,03	66,25	6,74	22,02	0,45	0,49	29,72
Niger	16,77	19,08	0,87	3,28	40,02	18,47	32,07	0,53	6,30	57,38
Senegal	36,02	17,62	4,11		57,76	20,58	9,00	3,85		33,44
* Sous-Total *	22,90	19,37	1,50	1,51	45,30	17,99	25,18	2,15	5,15	50,47
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin						36,63	26,73		7,91	71,28
Cote d'Ivoire						46,21	26,30		3,47	75,99
Ghana						5,75	30,50		0,46	36,72
Guinee						31,42	43,69	4,28	8,45	87,85
Liberia						42,24	49,46		4,54	96,25
Nigeria	8,44	5,35		1,54	15,34	3,18	2,28		1,03	6,49
Sierra Leone						23,36	53,21	0,54	3,69	80,83
Togo	4,97	5,94		7,70	18,62	36,87	3,35		28,81	69,04
* Sous-Total *	5,70	3,77		1,43	10,91	12,99	11,63	0,21	3,60	28,45
AFRIQUE DU NORD										
Algerie										
Egypte	1,86	1,26		0,13	3,26	10,26	6,06		0,26	16,59
Jam. arabe libyenne										
Maroc						38,48	2,34	2,69		43,52
Tunisie	3,48	7,13	0,45		11,06	13,91	28,55	1,79		44,26
* Sous-Total *	0,78	0,64	0,01	0,05	1,49	4,98	3,01	0,09	0,09	8,19
** TOTAL AFRIQUE **	4,70	4,67	0,24	0,73	10,36	8,14	10,21	0,47	1,43	20,27

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).
(Pourcentage par Total partiel)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E.U)					RESSOURCES DOMESTIQUES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Agric.	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Agric.	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	5,00	12,41	4,00	5,05	8,69
Madagascar	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	15,00	12,81	15,55		14,02
Maurice	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	52,23	57,52	100,00	37,03	55,35
Seychelles	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	3,47	6,00	4,42	2,27	3,89
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	16,38	15,60	14,93	5,98	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	100,00	100,00		100,00	100,00	15,75	15,74		15,74	15,74
Djibouti	100,00	100,00	100,00		100,00	2,04	4,24	4,61		3,55
Ethiopie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	60,90	58,46	62,04	55,00	59,37
Kenya	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	9,42	58,21	48,13	24,48	38,93
Rwanda	100,00	100,00		100,00	100,00	19,10	19,08		19,07	19,09
Somalie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	7,72	18,97		6,99	10,07
Soudan	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	39,15	47,01	30,00	34,82	42,97
Tanzanie, Rep. Unie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	65,51	77,34	81,72	74,69	73,85
Ouganda										
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	41,32	59,76	49,59	29,38	50,97
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	21,10				2,95
Lesotho	100,00	100,00		100,00	100,00	26,71	9,50			22,32
Malawi	100,00	100,00		100,00	100,00	3,38	23,37			19,23
Mozambique	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Swaziland	100,00	100,00		100,00	100,00	20,00	31,81			28,12
Zambie	100,00	100,00		100,00	100,00	28,07	14,79			19,00
Zimbabwe	100,00	100,00		100,00	100,00	55,36	55,37	55,33		55,37
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	40,69	40,61		31,92	39,42
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	100,00	100,00		100,00	100,00	83,46	83,47		82,82	83,44
Rep. Centrafricaine	100,00	100,00		100,00	100,00	15,60	9,28		6,80	10,54
Congo	100,00	100,00		100,00	100,00					
Guinee Equatoriale	100,00	100,00		100,00	100,00					
Gabon	100,00	100,00		100,00	100,00	74,22	74,22		74,22	74,22
Sao Tome & Principe	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Zaire	100,00	100,00		100,00	100,00	69,38	54,86		70,37	58,35
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	71,59	53,86		55,83	58,14

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).
(Pourcentage par Total partiel)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME (Millions de dollars E.U)					RESSOURCES DOMESTIQUES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Cap Vert	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Tchad	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Gambie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,83	5,01	6,25	5,00	4,95
Guinee Bissau	100,00	100,00		100,00	100,00	16,53	9,46		14,32	13,46
Mali	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	11,04	11,00	10,88	10,98	11,01
Mauritanie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,00	4,06	4,21	1,57	4,01
Niger	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1,11	1,78	39,28	3,42	2,58
Senegal	100,00	100,00	100,00		100,00	7,75	13,02	0,48		8,78
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,11	4,14	6,49	4,01	4,21
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin	100,00	100,00		100,00	100,00	6,33	44,89		36,01	28,71
Cote d'Ivoire	100,00	100,00		100,00	100,00	23,99	24,00		24,05	24,00
Ghana	100,00	100,00		100,00	100,00	70,13	59,71		90,66	63,27
Guinee	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	12,00	12,20	12,19	12,34	12,14
Liberia	100,00	100,00		100,00	100,00	4,81	2,11		10,52	3,74
Nigeria	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	52,86	82,36	100,00	89,66	78,15
Sierra Leone	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	21,71	14,20	45,45	48,07	19,16
Togo	100,00	100,00		100,00	100,00	4,24	3,61		21,69	12,32
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	37,58	65,33	95,56	75,71	60,63
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	100,00	100,00			100,00	100,00	100,00			100,00
Egypte	100,00	100,00		100,00	100,00	80,21	80,00		79,95	80,13
Jam. arabe libyenne	100,00				100,00	100,00				100,00
Maroc	100,00	100,00	100,00		100,00	51,87	79,95	67,55		56,47
Tunisie	100,00	100,00	100,00		100,00	38,90	46,71	50,56		44,66
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	90,79	89,91	60,93	79,95	90,30
** TOTAL AFRIQUE **	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	72,79	67,19	60,34	60,79	69,36

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).
(Pourcentage par Total partiel)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.) Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total		Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.) Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	81,15	25,37		94,94	53,77	13,84	62,21	96,00		37,53
Madagascar	16,17	23,89	3,73		18,85	68,82	63,28	80,71		67,12
Maurice	24,86	19,89		62,96	23,23	22,89	22,58			21,41
Seychelles	20,54	22,50	10,33	6,81	16,88	75,98	71,50	85,23	90,90	79,22
* Sous-Total *	23,39	23,76	5,35	54,11	23,13	60,21	60,62	79,71	39,90	61,25
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	48,27	48,29		48,26	48,27	35,97	35,96		35,98	35,97
Djibouti	25,31	50,70	52,92		42,09	72,63	45,04	42,46		54,34
Ethiopie						39,09	41,53	37,95	45,00	40,62
Kenya	74,00	25,36	36,94	10,20	40,93	16,57	16,42	14,92	65,30	20,13
Rwanda	57,83	57,83		57,82	57,83	23,06	23,07		23,09	23,07
Somalie	45,68	40,72	47,01	70,80	46,29	47,49	35,49	24,31	28,46	43,64
Soudan	33,33	29,10	38,18	35,71	31,27	27,51	23,88	31,81	29,46	25,74
Tanzanie, Rep. Unie	18,36	12,06	9,67	13,25	13,92	16,11	10,58	8,60	12,04	12,22
Uganda										
* Sous-Total *	28,42	15,95	25,95	37,95	22,08	30,39	24,16	24,09	33,26	26,94
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	1,50	38,10		35,35	32,27	77,38	61,89	100,00	64,64	64,76
Lesotho	35,57				26,50	37,71	90,49			51,17
Malawi	94,67	21,09			36,33	1,93	55,53			44,43
Mozambique						100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Swaziland	30,00	4,54			12,50	50,00	63,63			59,37
Zambie						71,92	85,20			80,99
Zimbabwe						44,63	44,62		44,66	44,62
* Sous-Total *	9,32	3,81		4,75	5,36	49,97	55,56	100,00	63,31	55,21
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	7,98	7,98		8,08	7,98	8,55	8,54		9,09	8,56
Rep. Centrafricaine	84,32	34,04		76,00	48,65	0,12	56,66		17,20	40,80
Congo	100,00	1,88			4,91		98,11		100,00	95,08
Guinee Equatoriale	81,19	17,52		24,05	46,08	18,80	82,47		75,94	53,91
Gabon						25,77	25,77		25,77	25,77
Sao Tome & Principe	82,78	61,77	2,32	27,87	49,90	17,21	38,22	97,67	72,12	50,09
Zaire	17,14	29,38		29,62	27,10	13,46	15,74			14,53
* Sous-Total *	17,42	17,27	2,32	15,28	17,15	10,99	28,85	97,67	28,87	24,70

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 5: Ventilation du cout total du Programme par secteur, source de financement, sous-region et pays (en pourcentage).
(Pourcentage par Total partiel)

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.					
	Agric.	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	Agric.	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
SAHEL											
Burkina Faso		67,51		50,54	52,52		32,48	100,00	49,45	47,47	
Cap Vert							100,00	100,00	100,00	100,00	
Tchad							100,00	100,00	100,00	100,00	
Gambie	25,33				9,65	69,83	94,98	93,75	95,00	85,38	
Guinee Bissau	29,86	36,83		8,91	27,55	53,44	53,87		76,75	58,97	
Mali	57,20	57,22	56,99	57,22	57,20	31,75	31,77	32,12	31,79	31,77	
Mauritanie	66,24	66,25	66,31	66,31	66,25	29,74	29,67	29,47	32,10	29,72	
Niger	47,05	36,64	37,85	33,08	40,02	51,82	61,58	22,85	63,49	57,38	
Senegal	58,70	57,56	51,36		57,76	33,54	29,41	48,15		33,44	
* Sous-Total *	53,70	41,68	38,52	21,79	45,30	42,18	54,17	54,97	74,19	50,47	
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE											
Benin						93,66	55,10		63,98	71,28	
Cote d'Ivoire						76,00	75,99		75,94	75,99	
Ghana						29,86	40,28		9,33	36,72	
Guinee						88,00	87,79	87,80	87,65	87,85	
Liberia						95,18	97,88		89,47	96,25	
Nigeria	34,24	12,36		6,19	15,34	12,89	5,27		4,14	6,49	
Sierra Leone						78,28	85,79	54,54	51,92	80,83	
Togo	11,37	61,63		16,52	18,62	84,37	34,74		61,78	69,04	
* Sous-Total *	19,04	8,50		6,89	10,91	43,36	26,16	4,43	17,38	28,45	
AFRIQUE DU NORD											
Algerie											
Egypte	3,04	3,44		6,75	3,26	16,73	16,54		13,28	16,59	
Jam. arabe libyenne											
Maroc						48,12	19,97	32,44		43,52	
Tunisie	12,22	10,65	9,92		11,06	48,86	42,63	39,52		44,26	
* Sous-Total *	1,25	1,78	3,86	6,75	1,49	7,95	8,30	35,20	13,28	8,19	
** TOTAL AFRIQUE **	9,96	10,29	13,33	13,36	10,36	17,25	22,48	26,20	25,92	20,27	

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette (1986-1990)
(million de \$ E.U.)

	TOTAL SERVICE DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
ILES DE L'OCEAN INDIEN									
Comores	29.8	11.1	40.9	29.7	11.1	40.8	0.1	-	0.1
Madagascar	669.3	208.5	877.8	425.3	152.2	577.5	244.0	56.3	300.3
Maurice	192.0	101.0	298.0	150.6	87.7	238.3	46.4	13.3	59.7
Seychelles	22.2	7.2	29.4	18.2	6.4	24.6	4.0	0.8	4.8
Sous-Total	918.3	327.8	1,246.1	623.8	257.4	881.2	294.5	70.4	364.9
AFRIQUE DE L'EST									
Burundi	124.1	42.6	166.7	102.3	37.4	139.7	21.8	5.2	27.0
Djibouti	43.0	16.7	59.7	39.5	16.2	55.7	3.5	0.5	4.0
Ethiopie	424.6	121.6	546.2	362.5	108.6	471.1	62.2	12.9	75.1
Kenya	914.6	27.6	1,442.2	574.1	436.1	1,010.2	340.5	91.5	432.0
Rwanda	56.6	19.8	76.4	56.6	19.8	76.4	0.0	-	0.0
Somalie	443.8	89.6	533.4	403.2	79.1	482.3	40.6	10.5	51.1
Soudan	1,822.9	550.1	2,373.0	1,345.3	404.1	1,749.4	477.6	146.0	623.6
Ouganda	330.9	91.1	422.0	284.0	82.1	366.1	46.9	9.0	55.9
Rep. Unie de Tanzanie	598.5	208.5	807.0	518.0	185.8	703.8	80.5	22.7	103.2
Sous-Total	4,759.0	1,167.6	6,426.6	3,685.5	1,369.2	5,054.7	1,073.6	298.3	1,371.9
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE									
Angola									
Botswana	134.5	120.0	254.5	121.4	105.7	227.1	13.1	14.3	27.4
Lesotho	39.0	21.1	60.1	35.5	20.1	55.6	3.5	1.0	4.5
Malawi	218.8	113.6	332.4	128.5	92.1	220.6	90.3	21.5	111.8
Mozambique	1,154.0	423.0	1,577.0	1,154.0	423.0	1,577.0	0.0	0.0	0.0
Swaziland	62.3	38.9	101.2	61.4	38.8	100.2	0.9	0.1	1.0
Zambie	1,077.6	398.5	1,476.1	753.0	328.1	1,081.1	324.6	70.4	395.0
Zimbabwe	921.6	400.5	1,322.1	172.8	144.9	317.7	748.8	255.6	1,004.4
Sous-Total	3,607.8	1,515.6	5,123.4	1,426.6	1,152.7	3,579.3	1,181.2	362.9	1,544.1
AFRIQUE DU CENTRE									
Cameroun	864.9	427.3	1,292.2	629.4	367.2	996.6	235.5	60.1	295.6
Rep. centrafricaine	93.1	29.7	122.8	67.7	24.1	91.8	25.4	5.6	31.0
Congo	872.0	268.2	1,140.2	361.6	147.8	509.4	510.4	120.4	630.8
Guinee Equatoriale	25.8	5.1	30.9	12.5	2.5	15.0	13.3	2.6	15.9
Gabon	534.6	221.1	755.7	151.7	72.5	224.2	382.9	148.6	531.5
Sao Tome & Principe	10.9	2.9	13.8	10.9	2.9	13.8	0.0	-	0.0
Zaire	1,764.7	965.7	2,730.4	1,217.4	832.4	2,049.8	547.3	133.3	680.6
Sous-Total	4,166.0	1,920.0	6,086.0	2,451.2	1,449.4	3,900.6	1,714.8	470.6	2,185.4

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1986-1990)

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette (1986-1990)
(million de \$ E.U.)

	TOTAL SERVICE DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
SAHEL									
Burkina Faso	137.4	49.6	187.0	122.1	46.7	168.8	15.3	2.9	18.2
Cap Vert	30.1	14.3	44.4	29.1	13.8	42.9	1.0	0.5	1.5
Tchad	35.6	6.4	42.0	35.4	6.3	41.7	0.2	0.1	0.3
Gambie	63.1	22.7	85.8	47.7	17.1	64.8	15.4	5.6	21.0
Guinee Bissau	44.4	10.5	54.9	36.4	9.6	46.0	8.0	0.9	8.9
Mali	394.3	75.5	469.8	387.5	74.4	461.9	6.8	1.1	7.9
Mauritanie	621.3	161.0	782.3	545.2	137.9	683.1	76.1	23.1	99.2
Niger	302.0	144.2	446.2	165.5	85.5	251.0	136.5	58.7	195.2
Senegal	721.3	353.3	1,074.6	487.8	271.0	758.8	233.5	82.3	315.8
Sous-Total	2,349.5	837.5	3,187.0	1,856.7	662.3	2,519.0	492.8	175.2	668.0
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE									
Benin	323.7	89.9	413.6	93.1	33.5	126.6	230.6	56.4	287.0
Cote d'Ivoire	2,944.4	1,436.4	4,380.8	932.1	719.2	1,651.3	2,012.3	717.2	2,729.5
Ghana	325.9	128.6	454.5	285.9	116.1	402.0	40.0	12.5	52.5
Guinee	555.1	90.0	645.1	502.9	81.1	584.0	52.2	8.9	61.1
Liberia	368.1	144.1	512.2	223.1	110.9	334.0	145.0	33.2	178.2
Nigeria	8,045.6	3,138.2	11,183.8	1,356.1	864.8	2,220.9	6,689.0	2,273.4	8,962.9
Sierra Leone	119.7	29.7	149.4	90.1	23.4	113.5	29.5	6.3	35.9
Togo	354.6	113.7	468.3	276.8	93.7	370.5	77.8	20.0	97.8
Sous-Total	13,037.1	5,170.6	18,207.7	3,760.1	2,042.7	5,802.8	9,276.5	3,127.9	12,404.9
AFRIQUE DU NORD									
Algerie	9,676.1	2,422.1	12,098.2	2,238.1	696.3	2,934.4	7,438.0	1,725.8	9,163.8
Egypte	5,062.5	2,402.1	7,464.6	3,510.1	2,233.5	5,743.6	1,552.4	168.6	1,721.0
Jamahirya arabe libyenne	6,870.0	2,423.2	9,293.2	3,905.6	1,565.3	5,470.9	2,964.4	857.9	3,822.3
Maroc	2,028.6	896.5	2,925.1	1,322.2	696.8	2,019.0	706.4	199.7	906.1
Tunisie									
Sous-Total	23,637.2	8,143.9	31,781.1	10,976.0	5,191.9	16,167.9	12,661.2	2,952.0	15,613.2
TOTAL	52,474.9	19,083.1	72,057.9	24,779.9	12,125.6	37,905.5	26,694.6	7,457.3	34,152.4